

30 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/economie/la-triste-verite-sur-la-situation-financiere-des-retraites-29-09-2022-2491856_28.php

La (triste) vérité sur la situation financière des retraites

Le système devrait connaître des déficits pendant 25 ans. La coexistence de deux hypothèses sur la participation financière de l'État brouille le débat.

Par [Marc Vignaud](#)



Emmanuel Macron ne veut pas renoncer à sa réforme des retraites allongeant la durée des carrières.

Publié le 29/09/2022 à 19h00

La décision a donc finalement été prise, [Emmanuel Macron](#) va prendre le temps de la concertation pour faire adopter sa réforme des retraites d'ici le début de l'année prochaine. Le président se réserve toutefois la possibilité de recourir à un projet de loi de financement de la Sécurité sociale rectificatif afin de pouvoir la faire passer avec un article 49.3, utilisable pour les textes financiers, en cas d'absence de majorité.

Reste que le diagnostic sur la situation financière du système de retraite qui justifie cette réforme est très contesté. Celle-ci nécessite-t-elle un effort de redressement de la situation financière ? Beaucoup estiment que non. Le consensus est d'autant plus compliqué à établir que, comme chaque année, la lecture du rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites (COR), un pavé terriblement technique de 344 pages, a donné lieu à toutes les interprétations, en fonction de la position que les uns et les autres veulent défendre.

Il faut dire que cet organe composé de hauts fonctionnaires des principales administrations ainsi que des partenaires sociaux – c'est-à-dire les organisations patronales et syndicales – doit ménager la chèvre et le chou entre les intérêts divergents de ses membres. Il se contente de dresser un panorama assez complet dans lequel chaque camp peut picorer les éléments qui viennent défendre leur thèse.

Des dépenses contenues, mais à un niveau élevé

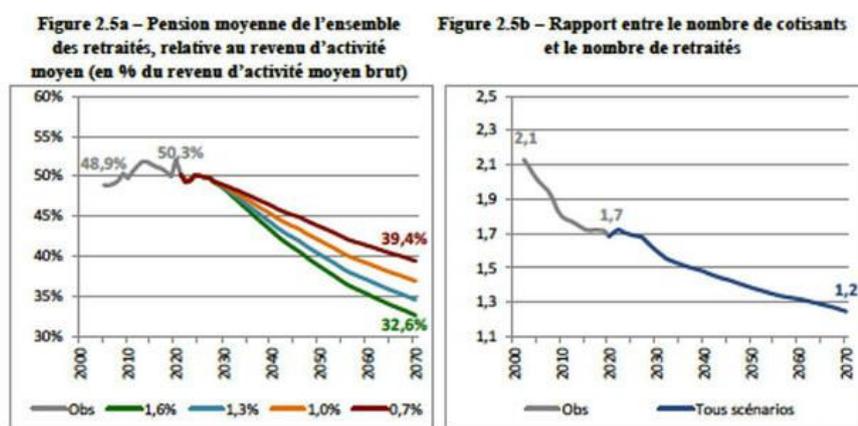
L'institution braque surtout le projecteur sur l'évolution des dépenses de retraites programmée dans les décennies à venir et jusqu'à 2070, considérée comme « un indicateur déterminant pour évaluer la soutenabilité financière du système de retraite ». Cet indicateur permet au Conseil d'orientation des retraites de critiquer « le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée

d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraites ». On se demande au passage à qui ce message s'adresse, car rares sont ceux qui défendent l'idée que les dépenses seraient « non contrôlées ».

Si le COR peut faire ce constat, c'est que les dépenses de retraites rapportées au PIB vont baisser dans presque toutes les hypothèses d'augmentation de la productivité du travail retenues pour tenter d'évaluer la situation financière du système de retraite dans les décennies à venir. Et ce, malgré le vieillissement de la population, qui va faire se réduire le nombre d'actifs, et donc de cotisants, rapporté au nombre de retraités. En 2070, il ne devrait plus y avoir que 1,2 actif contre 1,7 aujourd'hui et 2,1 en 2000. Rappelons que dans un régime par répartition tel que le système français, les cotisations des actifs du moment financent non pas leur propre retraite, mais celle des pensionnés du moment...

Comment les dépenses de retraites peuvent-elles être amenées à baisser en part du PIB, c'est-à-dire de la richesse annuelle créée ? Grâce aux effets des précédentes réformes, qui ont déjà allongé la durée des carrières et vont encore le faire dans les années à venir avec l'allongement progressif de la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite sans décote de 42 à 43 ans. L'âge moyen de départ à la retraite devrait ainsi déjà atteindre près de 64 ans en 2040, même sans le projet d'Emmanuel Macron. La réforme Balladur de 1993, qui a notamment indexé les retraites sur l'inflation, a aussi pour effet de dégrader le taux de remplacement des pensions par rapport aux salaires. Autrement dit : la pension moyenne va se dégrader par rapport au revenu d'activité moyen dans les années à venir. « La pension moyenne continuerait de croître en euros constants, mais moins vite que les revenus d'activité moyens », souligne le Conseil d'orientation des retraites.

Figure 2.5 - Les déterminants de l'évolution de la masse des pensions



Lecture : en 2020, on compte 1,7 personne en emploi pour 1 retraité de droit direct (tous régimes confondus) et le montant brut moyen de pension de l'ensemble des retraités de droit direct représente 50,3 % du revenu d'activité moyen (hors activité partielle).

Champ : ensemble des régimes de retraite français légalement obligatoires, hors RAFF. Retraités ayant au moins un droit direct de retraite.

Sources : projections COR, comptes nationaux de l'INSEE - Septembre 2022 et DREES, modèle ANCETRE 2020.

Source : rapport annuel 2022

du Conseil d'orientation des retraites.

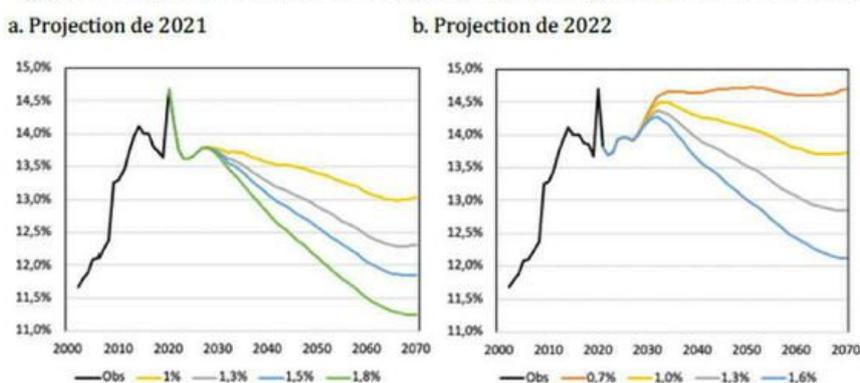
Des hypothèses revues

Après avoir atteint 13,8 % du PIB en 2021 (un niveau déjà élevé en comparaison internationale), les dépenses de retraites françaises reflueraient ainsi à 12,8 % du PIB en 2070, en cas de croissance de 1,3 % de la productivité et jusqu'à 12,1 % avec une croissance de 1,6 %.

Mais après avoir auditionné des économistes, le COR vient de décider de revoir ses hypothèses d'augmentation de la productivité pour mieux coller à la réalité observée ces dernières années. Et avec les scénarios les plus prudents (et les plus proches de la réalité de ces dernières années), la tendance à la baisse des dépenses de retraites est beaucoup moins nette : avec une croissance de 1 % de la productivité, ces dépenses ne reflueraient que lentement pour atteindre 13,7 % en 2070. Une nouvelle hypothèse, plus noire, avec un scénario de croissance de la productivité de 0,7 %, a même fait son apparition. Dans ce cas, la part des dépenses de retraites augmenterait à 14,7 % du PIB, un niveau atteint uniquement en 2020, quand la crise sanitaire avait fait chuter le PIB de près de 8 % ! « La part des dépenses de retraites dans le PIB s'établit, en 2021, à 13,8 %. Elle ne passerait sous ce seuil après 2040 que dans les scénarios de productivité de long terme les plus favorables », a souligné le ministre du Travail, le 19 septembre, dans la présentation qu'il a faite devant les organisations patronales et syndicales.

Il faut aussi souligner que ces projections sur les dépenses de retraites sont moins favorables que ce que montraient les mêmes courbes du Conseil d'orientation des retraites en 2021, puisque ses hypothèses de croissance de la productivité ont été révisées à la baisse pour mieux coller à la réalité. Avec les anciennes hypothèses, la part des dépenses de retraites sur le PIB était comprise entre 11,3 % et 13 % en 2070... Elle s'étale désormais de 12,1 % à 14,7 %... Ce qui n'a rien à voir : plus on consacre de dépenses publiques aux retraites et moins on peut en consacrer à d'autres postes, à dépenses publiques globales constantes par rapport au PIB. Or, la France est déjà championne en matière de dépenses publiques rapportées au PIB...

Figure 4 - Projections du ratio retraites/PIB selon les rapports 2021 et 2022 du COR



Sources : Rapports du COR de juin 2021 (figure 2.8) et de septembre 2022 (figure 2.1)

Avis du Comité du suivi des retraites, 2022.

Les dépenses sont maîtrisées à un niveau supérieur aux ressources qu'on y consacre. *Antoine Bozio*

À ce stade de la lecture du rapport du Conseil d'orientation des retraites, on peut toutefois se demander pourquoi le président de la République veut encore allonger les carrières, puisque les dépenses sont contenues (quoiqu'à un niveau élevé). Sauf qu'il y a un gros *mais*. Même si le niveau de vie moyen des retraités est aujourd'hui supérieur à celui de l'ensemble de la population, la

baisse programmée des pensions projetée dans les prochaines décennies – non pas en valeur absolue, mais en termes relatifs par rapport au revenu des actifs – est-elle vraiment crédible, surtout quand on connaît le poids politique de cette population très attachée au vote ? Il est peu probable que ceux qui défendent le statu quo laissent faire une telle dégradation de la position relative des futurs retraités, qui sont d'ailleurs les actifs d'aujourd'hui. Les dépenses de retraites devraient alors réaugmenter... Et pas qu'un peu, car l'effet de la désindexation des pensions par rapport aux salaires a eu des effets majeurs pour contribuer à l'équilibre financier du système.

Ce n'est pas le seul problème. Même si les dépenses de retraites sont sous contrôle, cela ne veut pas dire que le système des retraites est à l'équilibre. Comme le rappelle l'économiste spécialiste du sujet Antoine Bozio au *Point* : « Les dépenses sont maîtrisées à un niveau supérieur aux ressources qu'on y consacre. » Le COR le dit tout de go : « Le système de retraite restera déficitaire en moyenne sur les vingt-cinq prochaines années. » Or, évidemment, c'est l'horizon de temps pour lequel les prévisions sont le plus fiables. « À long terme, nous serons tous morts », comme le disait l'économiste britannique John Maynard Keynes. Pour le Comité de suivi des retraites, ces déficits n'ont rien d'anecdotique.

L'annonce d'un excédent du système de retraite de 900 millions d'euros en 2021 et de plus de 3 milliards en 2022 a brouillé ce message. Est-il pourtant besoin de rappeler que l'année 2020, marquée par la crise du Covid-19, s'est soldée par un déficit de 13 milliards d'euros malgré le versement de 5 milliards du Fonds de réserve des retraites ?

Deux conventions, un problème pour la clarté du débat

L'idée de déficits récurrents a d'autant plus de mal à passer auprès du grand public que le COR continue à simuler, parallèlement aux dépenses, les recettes du système de retraite sur les décennies à venir avec deux « conventions », elles-mêmes couplées aux quatre hypothèses d'évolution de la productivité. En résultent huit projections de solde financier pour les régimes de retraite. Avec, à la clé, des déficits, mais parfois aussi des excédents (à long terme). De quoi brouiller toujours plus le débat public sur l'état financier futur du système de retraite.

« C'est effectivement un problème », considère Antoine Bozio. La première convention a été appelée « convention EPR » (Équilibre permanent des régimes). La seconde convention, beaucoup moins alarmiste, répond au doux nom d'EEC (Effort de l'État constant). Ces deux conventions font des hypothèses différentes quant à la participation de l'État au système de retraite. La convention EPR suppose qu'il continuera, dans les décennies à venir, à appliquer la législation actuelle, déjà favorable au système de retraite puisque l'État équilibre financièrement, par principe, celui de ses fonctionnaires, quelles que soient les circonstances ! Cela aboutit d'ailleurs à ce que sa cotisation dépasse 74 % pour les fonctionnaires d'État et même plus de 125 % pour les militaires. Par comparaison, le taux de cotisation employeur dans le privé atteint... 16,5 %.

La convention EEC, elle, suppose au contraire que l'État maintiendrait l'effort qu'il consent actuellement en part du PIB, et ce, quelle que soit la situation financière future de ses régimes de retraite ! Cette hypothèse, très favorable pour les recettes du système de retraite et donc pour son équilibre financier, ne fait pas vraiment l'unanimité. « Mon avis, c'est qu'il vaut mieux regarder la convention EPR, qui montre ce qu'il reste de déficit ou non dans les autres régimes, quand l'État équilibre financièrement les régimes de ses fonctionnaires, explique Antoine Bozio. La convention EEC repose sur l'hypothèse que, quand l'État fait des efforts pour réduire le nombre de fonctionnaires et sa masse salariale pour maîtriser les dépenses publiques – ce qui fera baisser, à

l'avenir, les dépenses de retraites pour ses fonctionnaires –, il fait des économies qui seront automatiquement transférées vers les autres régimes de retraite. Imaginons que l'État privatise d'un coup toute l'Éducation nationale, on verrait alors apparaître des excédents sur les régimes de retraite dans les décennies à venir qui laisseraient penser qu'on peut baisser l'âge de départ à la retraite de tout le monde ! »

Figure 2.19 - Solde observé et projeté du système de retraite selon la convention comptable retenue



Note : données hors produits et charges financières, hors dotations et reprises sur provisions. Convention EEC : stabilisation des contributions et subventions d'équilibre en proportion du PIB à leur niveau moyen de 2017 à 2021. Convention EPR : cotisations et subventions d'équilibre évoluant de manière à équilibrer chaque année le solde de ces régimes. La barre bleue en pointillé indique l'horizon de pilotage de 25 ans défini par le CSR. Champ : ensemble des régimes de retraite français légalement obligatoires, y compris FSV, hors RAFF. Sources : rapports à la CCSS 2010-2021 ; projections COR – septembre 2022.

Source : rapport annuel 2022

du Conseil d'orientation des retraites.

Le COR a inventé l'effort constant de l'État, une hypothèse dans laquelle l'État continue à verser 30 à 35 milliards de cotisations ou de subventions comme aujourd'hui, même s'il n'avait plus de fonctionnaires ! Une source au sein de l'exécutif

Dans le camp de l'exécutif, on est beaucoup plus brutal : « J'ai découvert le côté farfelu, créatif et ludique des membres du COR », s'amuse une source au fait du sujet. « Le COR a inventé l'effort constant de l'État, une hypothèse dans laquelle l'État continue à verser 30 à 35 milliards de cotisations ou de subventions comme aujourd'hui, même s'il n'avait plus de fonctionnaires ! La convention EEC, je ne veux plus en entendre parler », tranche-t-elle.

Antoine Bozio relève un autre paradoxe : « Ce sont les mêmes personnes qui disent : "Regardez, il y a des excédents dans la convention EEC avec les hypothèses de croissance les plus fortes" que celles qui disent qu'il va falloir consentir des efforts importants pour la transition climatique, ce qui va avoir un effet négatif sur la croissance. » Le gouvernement n'est pas non plus exempt de contradictions. « Il insiste, souligne Antoine Bozio, sur les hypothèses à faible croissance pour souligner le déficit des retraites tout en défendant le fait que ses politiques permettent d'obtenir des taux de croissance plus élevés et une baisse durable du chômage, hypothèse qui n'est pas reprise dans les projections du COR. »

L'indicateur EPR a l'intérêt de nous alerter d'un problème de sous-financement structurel des régimes ne bénéficiant pas de subventions d'équilibre. (Comité de suivi des retraites)

Le Comité de suivi des retraites, composé de hauts fonctionnaires et spécialistes des retraites, penche plutôt pour retenir la convention EPR, même s'il souligne que les déficits projetés sur les vingt-cinq prochaines années deviennent « substantiels » dans les deux conventions. « L'indicateur EPR a l'intérêt de nous alerter d'un problème de sous-financement

structurel des régimes ne bénéficiant pas de subventions d'équilibre, un message important qu'il convient de mettre en avant », écrivait-il ainsi dans son rapport de 2021.

Ce même Comité de suivi des retraites, instance créée sous François Hollande, explique clairement qu'il y a un arbitrage politique à réaliser entre les dépenses consacrées aux retraites et les autres dépenses. « Derrière le choix de mettre en avant l'un ou l'autre de ces deux indicateurs (EPR ou EEC), écrit-il, il y a des visions différentes de ce que peut ou doit être l'effort global en faveur des retraites, qui s'expriment mieux en termes de trajectoire du ratio retraites/PIB. » Privilégier l'indicateur EPR, comme le fait le gouvernement, revient à considérer, soulignent les experts, que le niveau de dépenses atteint par les retraites « est trop élevé et qu'il serait bon que les ressources qu'on pourra libérer au niveau des régimes actuellement subventionnés [des fonctionnaires, NDLR] soient réorientées vers d'autres dépenses ou la stabilisation de l'endettement public global ». C'est exactement les arguments évoqués par Emmanuel Macron quand il dit que réformer les retraites permet d'investir dans la santé, l'école ou la dépendance, tout en maîtrisant la dette publique française !

L'autre convention revient à considérer qu'on peut financer un niveau de dépenses de retraites plus élevé « sans pénaliser le financement des autres besoins sociaux ». C'est une hypothèse, il faut bien l'avouer, plus qu'incertaine. Surtout quand on voit l'état dans lequel sont tombés de nombreux services publics. Alors, bien sûr, retarder l'âge de départ à la retraite n'est pas la seule voie. On peut aussi augmenter les cotisations, ce qui revient à pénaliser les actifs, qui n'en verront pas la couleur une fois à la retraite, ou baisser les pensions des retraités actuels. Augmenter l'âge de départ aurait l'avantage de faire augmenter le taux d'emploi de séniors, ce qui aurait des effets positifs pour le financement des retraites, mais aussi de l'ensemble des autres systèmes sociaux.

30 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/langue-francaise/actu-des-mots/pour-ou-contre-l-ecriture-inclusive-deux-linguistes-debattent-20210330>

Pour ou contre l'écriture inclusive? Deux linguistes débattent

Par [Alice Develey](#)

Publié le 30/03/2021 à 07:00, mis à jour le 30/03/2021 à 09:41



«La langue s'accommode mal des positions

dogmatiques», explique Julie Neveux. *Bertrand RIOTORD/Le Figaro*

INTERVIEW - Julie Neveux, maîtresse de conférences en linguistique, et Franck Neveu, professeur de linguistique française, s'opposent sur l'utilité de cette graphie controversée.

Depuis son apparition, l'écriture inclusive cristallise les passions. Qu'elle s'invite à l'université, dans des médias ou au sein des sphères de l'Etat, à chaque fois son utilisation crée le débat. Franck Neveu, professeur de linguistique française à la Sorbonne, et Julie Neveux, maîtresse de conférences en linguistique à la Sorbonne et auteure de *Je parle comme je suis* (Grasset), ne sont pas d'accord sur son emploi et sa signification. Pour le premier, cette graphie sous-tend «une idéologie», quand pour la seconde, elle est «une nouvelle ressource linguistique disponible».

LE FIGARO. - Que vous inspire l'écriture inclusive?

Julie NEVEUX. - Je suis stupéfaite de la violence des débats autour de l'écriture inclusive, qui me rappellent à quel point la langue est politique, à quel point elle est un enjeu de pouvoir et à ce titre soumise à des jeux de négociation permanents. Pourquoi tant de haine de part et d'autre? De la part des puristes de la langue, qui pensent que leur objet chéri est menacé par ces barbares militantes, mais aussi de la part de certain(e)s défenseuses et défenseurs de ce type d'écriture, qui croient à tort qu'on peut imposer à tous une façon d'écrire ou de parler...

La langue en réalité, s'accommode mal des positions dogmatiques, elle vit sa vie plus tranquillement assez loin des débats; elle accompagne et reflète les changements profonds de nos sociétés, mais en douceur. Ainsi un volet majeur de l'écriture inclusive, le volet lexical, qui consiste à re-féminiser les noms de métier, comme «autrice» (que trois siècles de domination patriarcale avaient tout simplement évacués alors qu'ils existaient depuis le latin!) s'installe peu à peu dans la pratique des francophones.

On peut voir en l'écriture inclusive non pas une menace terrible, mais une nouvelle ressource linguistique disponible. Dont on peut, selon ses convictions, aussi selon les habitudes nouvelles qui seront prises, se servir. Mais encore faut-il être mieux éclairé sur les termes du débat. Il ne s'agit pas seulement, loin s'en faut, de points médians. L'écriture inclusive comprend en fait trois aspects: l'aspect lexical (féminisation des noms de métiers), lancé au Québec dans les années 1970, arrivé en France près de quarante ans plus tard; l'aspect syntaxique, avec l'accord de proximité (dire «les auteurs et les actrices sont créatives» en accordant «créatives» au nom le plus proche, ici le féminin, ce

qui était une possibilité jusqu'au 17^e siècle); et enfin l'épineux point médian, aspect purement graphique de l'écriture inclusive et proposition qui crée le plus de polémique.

Franck NEVEU. - On sait à présent que ce que l'on appelle «inclusivisme» dans le domaine de la langue ne saurait en aucune manière se limiter à des questions d'ajustement graphique ou d'usage du lexique. Il ne s'agit pas d'équilibrer les usages du masculin et du féminin dans le discours, comme on le fait avec la nécessaire et légitime féminisation des noms de métiers.

L'inclusivisme, comme idéologie, ne saurait être isolé d'un vaste mouvement entropique qui fait émerger un déconstructionnisme où prévaut la dialectique dominant/dominé. Celle-ci s'évertue à dénoncer en permanence la prétendue mainmise du patriarcat sur les emplois de la langue française, et à revendiquer la visibilité, dans les échanges privés comme institutionnels, des usages communautaires de la langue. Avec les traces laissées dans les emplois de la langue par l'inclusivisme on a quitté la fonction linguistique. Il s'agit souvent de tags qui servent de surligneurs idéologiques.

Nombre d'études ont fait apparaître les incohérences de l'écriture inclusive, l'irrégularité de son application, le développement des aberrations linguistiques qu'elle impose (on a pu voir récemment préconisé au Québec l'usage de «membresse» pour membre au féminin ; ou plus proche de nous une affiche diffusée dans la ville de Montreuil portant les mentions «marché paysan.ne», «produits fermier.e.s»).

Il est un point à souligner. L'extension de fait de l'écriture «inclusive» est en train de se transformer en application de droit. Contrairement à ce que l'on croit l'écriture «inclusive» n'a pas vocation à rester une option pour ceux qui la défendent, elle vise à s'imposer et à étendre son contrôle à tous les niveaux de l'usage linguistique. Ce qu'elle ferait d'autant plus facilement par l'immixtion mentale de l'autocensure: pour qui est-ce que je vais passer si je ne fais pas l'effort de l'inclusivisme linguistique.

« La réalité à laquelle s'attache l'écriture dite « inclusive » n'a rien à voir avec la langue. Elle s'attache à une réalité sociale et politique »

Franck Neveu

Ajouter des points médians permet-il vraiment de donner plus d'égalité, de visibilité des femmes?

Julie NEVEUX. - Les points médians ne sont qu'une des solutions proposées pour redonner plus de visibilité aux femmes. Pour celles et ceux qui défendent cette écriture, la réponse est oui. Ecrire les auteurs.trices serait faire acte de justice dans la langue, en nommant celles à qui les autorités linguistiques ont fait barrage à partir de la moitié du XVII^e siècle, leur interdisant d'accéder aux métiers de prestige (dont celui de l'écrivain, dont le statut se professionnalise à l'époque, devenant un enjeu économique et social majeur).

Je pense à un propos récemment tenu par Madame le Président de l'Académie Française, Hélène Carrère d'Encausse, propos rapporté par Frédéric Martel: «*Si Madame Hidalgo veut se faire appeler Madame la Maire, c'est son droit. Je respecte son choix. Mais "la maire", ce n'est vraiment pas beau*». Mais, pour que la maire de Paris puisse s'autoriser à se désigner comme «la maire», il faut que cette ressource soit disponible! Et tous les arguments esthétiques («autrice» et «la» maire seraient laids) ne reposent que sur une très longue habitude. Est jugé laid ce qui phonétiquement n'est pas habituel. Linguistiquement, nous sommes tous, spontanément, réactionnaires! Alors, si certaines décisions linguistiques peuvent aider la langue à être plus en accord avec la société qui la parle, tant mieux. La langue reflète la société, mais avec parfois un temps de retard.

Franck NEVEU. - Ni les points médians ni aucune autre marque d'«inclusivisme» appliquée à l'usage de la langue ne peut avoir d'effet sur la place des femmes dans la société, ni sur les représentations que l'on peut en avoir. La langue, même «policée», ne saurait prémunir contre les idéologies discriminatoires ou les injustices sociales. Il est curieux d'avoir à rappeler au XXI^e siècle que le mot arbre et l'arbre ce n'est pas la même chose. La réalité à laquelle s'attache l'écriture dite «inclusive» n'a rien à voir avec la langue. Elle s'attache à une réalité sociale et politique. Comme le rappelle Jean-

Claude Milner dans un entretien à paraître dans la revue Cités (PUF, n° 86, p. 129): «*À ceux qui croient qu'en généralisant l'écriture inclusive on aura changé la réalité je pourrais répondre qu'ils retrouvent très exactement ce que Marx dénonçait comme idéologie: image inversée de la réalité. On invente une convention orthographique, pour ne pas regarder la réalité en face. [...] Croire qu'en manipulant les signes inscrits sur un support, on change le monde, c'est pire que de l'idéologie, c'est de la pensée magique. Le temps des runes est revenu*». L'écriture «inclusive» ne dit pas ce qui est, mais ce qui, pour ses thuriféraires, devrait être. Lorsque l'on charge la langue de la mission de refléter dans la conscience linguistique non ce qui est mais ce qui doit être, on en fait une langue artificielle, c'est-à-dire un instrument idéologique mis au service de l'expression verbale du dogmatisme.

« Les anglophones pratiquent beaucoup plus que nous les mots épïcènes pour neutraliser la langue »

Julie Neveux

Les défenseurs de l'écriture inclusive confondraient-ils la question du genre avec le sexe?

Julie NEVEUX. - Non! Ils sont tout à fait au courant bien sûr que le genre de la grammaire n'est pas toujours un indicateur du sexe; et qu'il est, le plus souvent, complètement aléatoire. Beaucoup d'objets inanimés sont ainsi au masculin sans qu'on puisse s'expliquer pourquoi, à part à remonter le cours du temps et regarder leur étymologie. «Le livre» que l'on lit est au masculin, car «liber» était masculin en latin, tandis que «la livre», unité de mesure, vient du féminin en latin «libra».. Il n'y a que pour les personnes qu'on se pose la question du sexe, et que les partisan(s) de l'écriture inclusive revendiquent que le féminin se voie. Et encore. Si je dis «personne», justement, je ne vous donne aucune indication sur le sexe. C'est ce qu'on appelle un terme «épïcène», dont l'emploi fait partie des recommandations de tenants de l'écriture inclusive. Les anglophones pratiquent beaucoup plus que nous les mots épïcènes pour neutraliser la langue. C'est une solution sans doute plus consensuelle. Car il est sûr que l'étiquette «masculin» est peu heureuse et n'apaise pas le débat. Il serait d'ailleurs plus pertinent, d'un point de vue linguistique, de parler de forme non marquée (par défaut), et de forme marquée (le féminin). Tout le débat tient en réalité là: dans cette question de marque, du féminin; mais aussi du pluriel. Ce qui est difficile à comprendre et accepter pour la plupart d'entre nous c'est l'idée que la marque du pluriel ne soit plus capable d'inclure. La forme au pluriel, «les étudiants», exclurait donc les étudiantes.. Or ce n'est pas comme ça que nous avons appris à parler français. Mais pour certains militant(e)s, c'est une évolution nécessaire afin de rééquilibrer les formes masculin/féminin dans le langage.

Franck NEVEU. - Les mots n'ont pas de sexe, mais ils ont un genre, qui est conventionnel, et qui en français se répartit entre deux pôles (masculin/féminin). Le genre est une catégorie grammaticale, comme le nombre, l'aspect, par exemple, ou, dans les langues flexionnelles, le cas (c'est-à-dire la fonction). Ces catégories ont un rôle morphosyntaxique. Elles permettent d'établir les relations entre les mots au sein de l'énoncé, les accords par exemple. Elles n'ont aucun effet sur les représentations du monde. Si au restaurant je commande un lapin aux pruneaux je ne demande pas qu'on me serve un lapin mâle. Si j'évoque les sentinelles qui gardent l'entrée d'un bâtiment militaire je ne féminise pas les soldats qui occupent cette fonction. Il n'y a aucune corrélation à établir entre le genre des mots et le sexe de leur référent. La langue est faite de signes. Le signe linguistique est caractérisé par la linéarité et l'arbitraire: la linéarité, parce que deux signes ne peuvent être articulés simultanément; l'arbitraire, parce qu'il est conventionnel. Le déficit de réflexion grammaticale devient préoccupant dans la société française. L'Ecole devrait tenir son rang sur ce point, et ne rien lâcher, sauf à accepter l'idée que des courants de pensée puissent faire fond sur cette ignorance. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que le courant inclusiviste cible régulièrement la discipline linguistique à l'Université, censément porteuse de représentations patriarcales de la langue.

« L'écriture inclusive n'est pas seulement un problème majeur pour les personnes souffrant de handicap, mais bien au-delà, pour les enfants en apprentissage »

Franck Neveu

Est-elle vraiment inclusive, dans la mesure où elle complique la langue et la rend difficilement visible pour les personnes qui sont malvoyantes et/ou ont des difficultés à l'écrit?

Julie NEVEUX. - Le point médian peut en effet rendre la lecture plus difficile. Cet aspect de l'écriture inclusive, qui est purement graphique, et n'a d'ailleurs que très peu de cohérence morphologique, est celui qui a selon moi le moins d'avenir, même si je pense qu'il va rester dans l'usage en ce qui concerne les formules d'adresse dans certains milieux, comme à l'université, où l'on dit souvent, depuis quelques années, «bonjour à tous.tes». Aucune réforme n'est jamais apte à convenir à tous, et peut être est-elle en effet portée, en ce cas précis, par un idéal impraticable, et qui n'a pas vocation à être enseigné aux plus jeunes. Mais l'usage, comme toujours, fera son travail: il ne retiendra que ce qui se pratique aisément.

Franck NEVEU. - Une tribune signée en septembre par de nombreux linguistes, et que j'ai co-rédigée, soulignait précisément ce problème. L'écriture inclusive n'est pas seulement un problème majeur pour les personnes souffrant de handicap (malvoyance, dyslexie, dyspraxie), mais bien au-delà, pour les enfants en apprentissage. L'écriture inclusive rompt avec les règles de prononciation et de ponctuation, ainsi qu'avec les règles morphologiques que les jeunes élèves sont en train d'acquérir. C'est pourquoi de nombreuses associations de parents d'élèves et une très large partie du corps enseignant se montrent hostiles à son application dans l'enseignement.

Est-il possible qu'elle entre dans l'usage alors même qu'elle est intenable à l'oral?

Julie NEVEUX. - En fait, on peut très bien imaginer que coexistent différents types d'écrits et différents usages. Un usage administratif, un usage officiel (les candidat.e.s doivent se présenter à telle heure), et un usage plus quotidien. Je m'aperçois pour ma part qu'à force de pratiquer l'adresse inclusive à mes étudiant.es, je me suis mise à les saluer, à l'oral, du mot «toustes», où je prononce le «s» et le «t», pour faire entendre le masculin et le féminin. S'en portent-ils, s'en portent-elles mieux? Je ne le sais pas. Certaines tentatives resteront, la plupart s'en iront.

Franck NEVEU. - L'inclusivisme linguistique strict n'est pas seulement intenable à l'oral, il l'est tout autant à l'écrit. Il est aisé de constater que son application systématique ne dépasse guère les quelques lignes d'ouverture d'un texte. Le reste s'égaré dans des incohérences qui soulignent le fait que son usage systématique est impossible, et que l'écriture «inclusive» n'est finalement qu'une position doctrinale. Quant à se généraliser, encore faut-il prendre conscience du fait que l'usage de la langue ne se limite pas au discours institutionnel. L'inclusive est contre-intuitive, c'est sa faiblesse.

« La langue est beaucoup plus mesurée que nous ne savons l'être! C'est la meilleure arbitre de nos débats: le temps passant, elle ne retiendra, de l'écriture inclusive, que l'essentiel... »

Julie Neveux

Il est d'ailleurs possible de noter une certaine anarchie dans ces écritures (on lit parfois «tou.tes.s» puis «tous.tes...»)...

Julie NEVEUX. - Quand un nouvel emploi arrive, il y a hésitation; regardez l'alternance entre le masculin et le féminin pour «Covid»! C'est donc d'abord la marque de son caractère récent. Mais il est vrai qu'en raison de son peu de cohérence morphologique et étymologique, le découpage par le point ne risque de s'inscrire dans la durée que dans certains usages bien circonscrits.

Franck NEVEU. - Disons que son utilisation n'est pas impossible, puisqu'on l'observe déjà. Mais cette application partielle et incohérente ne peut aucunement représenter l'usage de la langue dans son ensemble. Les usages d'une langue évoluent au gré des locuteurs, et non pas en fonction des règles établies par des groupes de pression.

Faut-il donc l'interdire comme cela a été proposé par des députés de la majorité et de l'opposition?

Julie NEVEUX. - En matière de langue, il est absurde d'interdire. Je parle, car j'ai besoin de parler, car j'ai envie de parler. Pour le faire, je me saisis de ce qui est disponible à ce moment-là dans mon stock lexical et grammatical. Des lois peuvent bien être votées, mais si l'usage se répand, car le plus grand nombre y trouve un écho (parmi ses voisins, ses voisines), une raison (lutter contre l'inégalité), ou juste une possibilité (et pourquoi pas?), elles ne serviront à rien. Les deux dernières interventions de l'Etat en matière de langue, en 1982 en faveur de la féminisation des métiers et en 1990 pour

simplifier l'orthographe, n'ont fait qu'accompagner une évolution plus lente mais inéluctable de la langue. La langue est, en réalité, beaucoup plus mesurée que nous ne savons l'être! C'est en fait la meilleure arbitre de nos débats: le temps passant, elle ne retiendra, de l'écriture inclusive, que l'essentiel...

Franck NEVEU. - La proposition de loi portant interdiction de l'usage de l'écriture dite «inclusive» par les personnes morales en charge d'une mission de service public doit être comprise comme le prolongement des préconisations énoncées en novembre 2017 par le Premier Ministre. Le recours à la loi peut être jugé légitime, même si cela reste de peu d'effet sur les pratiques linguistiques institutionnelles, qu'il s'agisse de l'inclusive ou de l'application de la loi Toubon. Ce que la loi doit protéger, c'est l'intégrité de la morphologie de la langue française, afin de ne pas laisser se diffuser les paralogismes grammaticaux dont les conséquences sont dévastatrices sur les apprentissages linguistiques.

30 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/laurence-de-charette-les-verts-sont-ils-vraiment-ecolos-20220929>

Laurence de Charette: «Les Verts sont-ils vraiment écolos?»

Par [Laurence de Charette](#)

Publié hier à 19:37, mis à jour hier à 19:37



Laurence de Charette *Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro*

CHRONIQUE - L'écologie politique se bat moins contre le réchauffement climatique qu'elle ne lutte contre les prétendues «dominations» de tous poils.

Faudra-t-il «déconstruire» son conjoint en même temps que l'on baisse le radiateur cet hiver? **«Je ne fais pas confiance à des hommes ou femmes qui n'ont pas fait le chemin de la déconstruction»**, expliquait il y a peu l'élue écologiste [Sandrine Rousseau](#), se présentant comme l'heureuse épouse d'un homme «déconstruit» et précisant, à l'attention des futurs disciples qui voudraient emprunter le «chemin» vert: **«La déconstruction est une démarche personnelle, ça demande du temps, des lectures, et une volonté aussi de déconstruire les a priori que nous pouvons chacun-e avoir.»** C'était il y a quelques mois.

Depuis, les voies de l'écologie se font de plus en plus escarpées. Jusqu'à présent, tout membre, de près ou de loin, du «patriarcat» était certes prié de s'interroger sur sa culpabilité intrinsèque, mais cette dernière restait malgré tout mesurable à son comportement - avéré, s'entend. On pouvait espérer se racheter de la faute originelle... **Depuis l'affaire Bayou, le lien entre la sanction et la preuve s'est fâcheusement dilué:** désormais, ce qui établit la culpabilité d'autrui n'est plus la réalité de l'accusation portée (dont on s'occupera éventuellement dans un second temps), mais la nature de l'accusateur. **Appartenir à l'une des catégories de victimes proclamées par Sandrine Rousseau (et consorts) - les femmes, les personnes «racisées», etc. - suffit à établir les faits dont on se plaint.** Et même à étendre sans limite la liste des crimes et délits répréhensibles, puisque **ce sont les effets de l'action incriminée, et non pas l'action elle-même, qui devraient être d'abord pris en compte, si l'on accepte le raisonnement de Sandrine Rousseau. En effet, c'est parce qu'une personne s'est sentie «moralement affectée» - et non pas au nom de tel ou tel délit supposé - que la dirigeante politique a estimé légitime de jeter l'accusé en pâture à la vindicte populaire avant tout procès.** On n'entend pas souvent [Éric Dupond-Moretti](#)... Mais c'est à juste titre que [le garde des Sceaux s'est rappelé à nos mémoires](#) en s'insurgeant contre **ces procédés qui bafouent l'idée même de justice et tous les fondements de l'institution.** **«Il y en a marre de ces trucs-là, a tancé l'ancien ténor du barreau. La justice, c'est une institution qu'on ne peut pas mettre de côté.**

Je suis attaché à la parole des victimes, à la présomption d'innocence, à un certain nombre de grands principes que notre société civilisée a mis des millénaires à élaborer.»

Il faut reconnaître à l'idéologie verte le mérite de la simplicité : sa force repose sur la désignation d'un coupable général, l'homme occidental

Laurence de Charette

Les dernières saillies vengeresses de Sandrine Rousseau soulignent à nouveau combien la planète a bon dos. La majorité gouvernementale s'en sert opportunément d'alibi pour inciter les Français à consommer moins d'énergie en espérant ne pas avoir à se justifier sur les errements de la politique nucléaire, et les partis de gauche l'utilisent massivement comme étendard d'un programme nihiliste, porte-drapeau d'une machine de guerre contre la civilisation occidentale.

L'écologie politique se bat moins contre le réchauffement climatique qu'elle ne lutte contre les prétendues «dominations» de tous poils: oppression coloniale, raciste, patriarcale... Au néophyte qui, bien naïvement, penserait qu'aimer la terre devrait pousser à célébrer ses beautés plutôt qu'à honnir ses habitants, ce catalogue pourrait sembler à la fois hors sujet et bien hétéroclite. **Quel rapport entre la protection de la biodiversité et la lutte contre l'islamophobie? Entre la neutralité carbone et l'écriture inclusive?** Il faut reconnaître à l'idéologie verte le mérite de la simplicité: sa force repose sur la désignation d'un coupable général, l'homme occidental.

Elle envisage son successeur sans racine et sans héritage, libre de choisir son genre ou la durée de sa vie... Oubliant, précisément, que de cette vision matérialiste, hostile à toute limite, est née la société de consommation à outrance dont le monde se repent aujourd'hui - parce qu'en même temps que la couche d'ozone, elle abîme aussi son âme. L'héritage de la pensée de Descartes a chosifié le monde, et le bravache «je pense donc je suis», accouché d'un piteux «je consomme donc je suis». Ce n'est donc pas l'homme, fût-il occidental, qu'il faut éradiquer, pour sauver la planète, mais, au contraire, la véritable condition humaine qu'il faut exalter, pour sauver la vie.

Les «corosceptiques»

On peine à comprendre pourquoi, à gauche surtout, les rapports du COR (sur les retraites) ne produisent pas du tout les mêmes effets que ceux du Giec (sur le climat). Les seconds sont accueillis comme la parole du prophète, quand les premiers sont relativisés, minimisés, contestés... Les climatosceptiques sont devenus rares, tandis que les «corosceptiques» font des petits. **Évidemment, les deux dossiers ne jouent pas tout à fait dans la même cour, mais ils portent malgré tout des enjeux similaires: il est bien question dans les deux cas de l'héritage que l'on laisse à la génération qui vient. Comme celles du Giec, les prévisions du COR ne sont pas agréables à entendre, mais elles ont pour elles au moins un mérite: l'antidote est connu et déjà appliqué dans de nombreux pays, il ne demande pas une révolution planétaire du mode de vie ni une remise en question du modèle économique mondial, mais simplement un effort supplémentaire: travailler un peu plus longtemps. Il exige peut-être plus qu'un vulgaire amendement, mais ne mérite pas d'«*aller dans le mur*», selon la dernière expression d'Emmanuel Macron.**

30 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/france-le-deficit-de-competences-coute-140-milliards-d-euros-par-an-20220930>

France: le déficit de compétences coûte 140 milliards d'euros par an

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 3 heures



Selon les chercheurs qui citent plusieurs travaux sur le sujet, on assiste à «une dégradation continue du niveau moyen des jeunes Français en mathématiques depuis 30 ans». ED OUDENAARDEN / ANP / AFP

La France est handicapée par une insuffisance de compétences en mathématiques et sur le plan sociocomportemental, c'est-à-dire la capacité à travailler en équipe, à s'organiser et à s'adapter.

La croissance de la production par heure travaillée, ou **productivité, ralentit plus vite en France qu'en Allemagne et aux États-Unis: ce décrochage coûte 140 milliards d'euros par an**, selon une étude publiée jeudi 29 septembre par le Conseil d'analyse économique (CAE). La raison principale en est une insuffisance de compétences en mathématiques et sur le plan sociocomportemental, c'est-à-dire la capacité à travailler en équipe, à s'organiser et à s'adapter. Ce décrochage «est un problème économique important» dont on parle peu, tandis que «les compétences et l'orientation des talents vers les filières qui contribuent à la productivité sont un levier central» pour combler ce retard, a expliqué lors d'une présentation à la presse l'économiste Xavier Jaravel, coauteur de la note.

Par rapport à l'Allemagne, l'écart de productivité s'est soldé par un écart de quatre points de PIB en 15 ans, tandis que les États-Unis, qui partaient d'un niveau plus faible que la France, ont gagné six points par rapport à l'hexagone sur la même période, détaille la note du CAE, un organisme rattaché à Matignon chargé d'éclairer le gouvernement sur sa politique économique. Dans les années 2000, l'Allemagne s'était donné les moyens de combler son propre retard à la suite du «choc PISA» qui avait vu décrocher la première puissance économique européenne dans les classements internationaux de compétences scolaires. Faire un effort analogue en France conduirait à une «hausse de la croissance annuelle par habitant d'environ 0,2 point», ce qui permettrait de gagner trois points de PIB, soit 75 milliards d'euros par an au bout de 15 ans, ont calculé les auteurs de la note.

Centrer l'effort autour des mathématiques et du savoir être sociocomportemental, appelé «soft skills» en anglais, est nécessaire dans la mesure où les emplois faisant appel à ces compétences sont de plus en plus nombreux, tandis que la part de ceux qui ne les réclament pas baisse. Selon les chercheurs qui citent plusieurs travaux sur le sujet, on assiste à «une dégradation continue du niveau moyen des jeunes Français en mathématiques depuis 30 ans, aussi bien parmi les meilleurs élèves que parmi les moins bons». Pour y remédier, ils préconisent de fixer des «objectifs ambitieux» en

maths, **les exemples allemand** et aussi portugais montrant «*qu'il est possible de faire des progrès importants en seulement un quinquennat*».

En France, la formation et la culture générale à l'école ne permettent pas le développement de ces compétences »

Maria Guadalupe, coautrice de la note

Ils recommandent par ailleurs la mise en place d'un «*système d'évaluation régulière des compétences sociocomportementales*», aujourd'hui inexistant. «*En France, la formation et la culture générale à l'école ne permettent pas le développement de ces compétences*», selon Maria Guadalupe, coautrice de la note.

Le deuxième levier pour combler le retard français est d'offrir un meilleur accès aux carrières de l'innovation, qui sont aujourd'hui en grande partie l'apanage des hommes de milieux favorisés issus d'un nombre limité de territoires. Ouvrir davantage ces carrières aux femmes, aux jeunes de milieux moins favorisés et venus de territoires plus nombreux aurait «*le potentiel d'augmenter la croissance économique de l'ordre de 0,2 point*», c'est-à-dire là aussi d'augmenter le PIB de 75 milliards au bout de 15 ans.

Les chercheurs proposent pour y arriver la création d'une «*stratégie nationale d'innovation par tous*» pour sensibiliser les jeunes aux carrières de l'innovation et de la science, dotée d'un budget de 100 millions d'euros. La note veut enfin réorienter le crédit impôt recherche (CIR), qui bénéficie aujourd'hui «*de manière disproportionnée aux grandes entreprises*», alors que ce sont les PME qui sont «*les plus innovantes*». À budget constant, le taux de subvention passerait de 30% à 42% et le dispositif serait plafonné à 20 millions, préconisent les économistes.

30 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/atombeschluss-von-habeck-ist-ein-symbol-deutscher-selbstgefuehligkeit-18349218.html?premium>

HABECKS ATOMBESCHLUSS:

Die Anti-Atom-Sonne ist untergegangen

EIN KOMMENTAR VON [JASPER VON ALTENBOCKUM](#)

-AKTUALISIERT AM 29.09.2022-10:24



Kein Ausstieg vom Ausstieg: Das AKW Isar 2 bleibt aber wohl bis April 2023 am Netz. Bild: dpa

Alle Argumente gegen den Weiterbetrieb der Kernkraftwerke haben sich in Luft aufgelöst. Die Atomkraft ist zum Symbol deutscher Selbstgefälligkeit geworden.

Was **Robert Habeck** jetzt zur Atomkraft verkündet hat, ist nichts anderes, als was ihm der „Stresstest“ vor Wochen schon empfohlen hatte. **Dass er nun nachholen muss, was unausweichlich war, mag auch an der sich zuspitzenden Lage in der Stromversorgung Frankreichs liegen.**

Der eigentliche Grund sind aber technische Nöte der Betreiber, die ihren Streckbetrieb nicht nach parteipolitischen Kriterien organisieren können. Mit anderen Worten: Hätte Habeck weiter darauf beharrt, dass die Kraftwerke nach seiner politischen Pfeife tanzen müssen, hätten die Betreiber für nichts mehr garantieren können.

Selbst die Grünen in Niedersachsen werden einsehen, dass ihr politisches Zugpferd in der Notsituation, in der sich Deutschland gerade befindet, auf diese Weise zum störrischen Esel geworden wäre. **Die Grünen**, allen voran die Altvorderen, konnten in dieser Frage einzig und allein noch ihren Gründungsmythos retten, nicht aber ihr Selbstbild von den regierungsfähigen und fortschrittlichen Energiespezialisten.

Keine neuen Brennstäbe

Mag sein, dass es nach der Opferung des Pazifismus und der Rehabilitierung der Kohle zu viel verlangt ist, auch noch die Anti-Atom-Sonne untergehen zu lassen. Sie war allerdings auch immer ein Symbol für die Vermessenheit der Grünen. Als ob die Welt sich um sie drehe. Irgendwann werden sie sich damit abfinden müssen, dass es nicht so ist. Es ist ein guter Augenblick dafür.

Damit die Grünen nicht vom Glauben abfallen, wird nun allenthalben betont, **es handele sich bei Habecks Ankündigung nicht um eine Laufzeitverlängerung. Das ist richtig. Es geht um eine Verwertung der Brennstäbe bis zum Gehnietmehr, neue gibt es nicht.**

Ein Ausstieg vom Ausstieg ist diese Form der Verlängerung also nicht. Wohl aber wird sich die Frage stellen, worüber genau im Bundestag in diesem Herbst abzustimmen ist. Denn der Ausstieg sah vor, dass alle drei Kernkraftwerke, um die es noch geht, am 31. Dezember für immer vom Netz gehen.

Nebelkerzen und Irreführungen

Die Debatte der vergangenen Wochen war ein Ausstieg vom Ausstieg anderer Art. Alle Argumente gegen den Weiterbetrieb haben sich in Luft aufgelöst: **Es stimmt nicht, dass Atomkraft keinen nennenswerten Ersatz für Gasstromproduktion leisten kann. Es stimmt nicht, dass es keine gewissenhaften Sicherheitsüberprüfungen mehr gäbe. Es stimmt nicht, dass Kernkraftwerke nicht zur Deckung von Spitzenlast eingesetzt werden können. Es stimmt nicht, dass die Endlagerfrage unlösbar wird, selbst mit neuen Brennstäben stimmt es nicht. Es stimmt nicht, dass Kernkraft so teuer ist, dass sich der Strompreis nicht senken ließe. Vor allem aber: Es stimmt nicht, dass Atomkraft nichts zur Vermeidung der Erderwärmung beitragen könnte.**

All diese **Nebelkerzen und Irreführungen** wurden den Deutschen in den vergangenen Wochen von Instituten, Verbänden und Politikern (und Medien) vorgetragen, die sich für besonders kompetent halten. Sie sind es nicht.

Der wunde Punkt der Klimaschutzbewegung

Umweltschützer und Klimaaktivisten sollten immer wieder damit konfrontiert werden, denn es ist der wunde Punkt, an dem sich entscheidet, **worum es ihnen eigentlich geht: wirklich um die Umwelt und das Klima – oder nicht doch um Agitation gegen Kapitalismus, Wachstum und Wohlstand, also um Gesellschaftskritik, für die Natur- und Klimaschutz nur ein willkommener Vorwand sind?**

Die Atomkraft ist im Zeichen solcher **Ideologisierung** zum Symbol einer **typisch deutschen Energiepolitik** geworden. Die **Niederländer** nehmen derzeit in Kauf, dass buchstäblich die Wände wackeln, um Gas per **Fracking** zu fördern. Nebenan, in Niedersachsen, brüstet sich der Ministerpräsident im Wahlkampf, **die Versorgung seines Landes sei gesichert, weil Gas aus den Niederlanden geliefert werde.** Das Kernkraftwerk, das im Land stehe, brauche man deshalb nicht mehr. Und Fracking? Bloß nicht hier! Was wohl die Niederländer über so viel **Selbstgefälligkeit** denken?

In die europäische Wirklichkeit zurückkehren

Die Franzosen werden nicht viel schlauer aus den Deutschen. **Habeck sagt mit seinem Beschluss nichts anderes als: Wären alle 56 Kernkraftwerke in Frankreich zuverlässig in Betrieb, könnten wir auch auf die drei verbliebenen deutschen Atomkraftwerke verzichten.** Dann wäre das Stromexportland, das Deutschland ist, nicht überlastet; und das Stromimportland, das Deutschland auch ist, könnte ruhig schlafen. Daran wird noch so viel Windkraft und Sonnenschein vorläufig nichts ändern.

Wenn der Atombeschluss dazu beiträgt, dass die deutsche Politik von ihrem hohen Ross herabsteigt und in die europäische Wirklichkeit zurückkehrt, wäre mehr gewonnen als nur eine Atempause in der akuten Energiekrise. Darauf zielen **Forderungen der FDP, alle drei Kernkraftwerke, auch das Kraftwerk in Niedersachsen, in eine echte Laufzeitverlängerung zu schicken.** In der Ampelkoalition wird die Partei sich damit kaum durchsetzen können. **SPD und Grüne steigen lieber aus als ein.**

30 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/russland-rekrutiert-brutal-zivilisten-fuer-den-ukraine-krieg-18349297.html?premium>

RUSSLAND MACHT MOBIL:

Das große Völkerbegräbnis

VON IRINA RASTORGUJEWA

-AKTUALISIERT AM 29.09.2022-06:07



Wenn schon sterben, dann mit Musik, lautet eine alte russische Soldatenredensart: Mobilisierte in einer Rekrutierungsstelle im südrussischen Bataisk Bild: Laif

Russland rekrutiert Zivilisten für den Ukrainekrieg. Die entlegenen und verarmten Regionen trifft es besonders hart. Die hochgerüsteten Ordnungshüter gehen brutal gegen Unwillige vor, doch dann werden die Soldaten oft unterversorgt an die Front geschickt. Ein Gastbeitrag.

Auf einem Friedhof in der Nähe von Moskau, so berichtet meine Tochter Asja, die in [Russland](#) lebt, trugen Leute in Militäruniform jemanden zu Grabe. Sie nahmen Haltung an und schossen auf Kommando in die Luft. Nicht weit davon weinte ein Mann über dem Grab eines Kindes. Ihm gegenüber flüsterte eine Frau einem ovalen Schwarz-Weiß-Foto auf Marmor etwas zu: „Papa, was ist passiert, Papa ...“ Als sich der Rauch der Schüsse legte, sagt Asja, blieb alles grau und still.

In [Moskau](#) eröffnen heute diejenigen, die gestern über das Verbot russischer Kultur im Westen schimpften, in Kulturinstitutionen Pop-up-Einberufungsstellen: etwa im Moskauer Stadtmuseum, im Darwin-Museum, im Roman-Viktjuk-Theater, im Zil-Kulturzentrum, im Moskauer Kino der Jugend und in diversen Bibliotheken. Die Männer werden in den Fleischwolf der totalen „Teil“-Mobilisierung geworfen. Aus Nogliki, einer Siedlung in der fernöstlichen Region Sachalin mit 11 000 Einwohnern, wurden siebzig rekrutiert. Meine Bekannte Mascha sagt, der Abschied sei so blitzschnell erfolgt, dass sie gar nichts begriff.

Mascha, frage ich sie, wie konntest du deinen Mann gehen lassen?

„Als die Bullen nachts kamen, gaben sie ihm zehn Minuten Zeit, zu packen, sagten ihm, er könne sich morgen verabschieden, und brachten ihn zur Nacht auf die Polizeiwache, damit er nicht weglaufen kann. Wenn ich das geahnt hätte, hätte ich ihn in die Taiga geschickt. Sie hätten ihn gesucht und dann vielleicht vergessen. Jetzt ist er vielleicht für immer weg.“

Mascha, eine Angestellte des Kulturzentrums von Nogliki mit einem Gehalt von ungefähr 375 Euro, bleibt mit einem elfjährigen Kind allein. Ihr Mann verdiente das Geld, die Preise für frische Lebensmittel in Sachalin, die per Schiff geliefert werden, sind höher als in Moskau und in Deutschland. Mascha weint.

Warum ist nicht die ganze Siedlung auf die Straße gegangen, um zu protestieren? „Wir haben nicht gedacht, dass es dazu kommen könnte“, sagt sie.

Die Unpolitischen werden von der Politik eingeholt

Mascha dachte immer, die Politik sei weit weg, auf dem Festland, in Moskau, während in ihrer Siedlung das Leben sei, das mit Politik nichts zu tun habe. Doch wer dachte, parallele Linien würden sich nicht kreuzen, hat sich geirrt. Im nicht-euklidischen Raum der Politik geht das, sie kommt in jedes Haus. In Dörfern, die praktisch von Informationen abgeschnitten sind, wurden fast alle Männer abgeführt, sie durften nicht einmal ihre Kleidung und notwendigste Dinge mitnehmen. Es ist fast wie unter Stalin, nur dass es keine Ideologie mehr gibt, keine Utopie, kein Ziel, keine Zukunft.

Kolja, ein Ingenieur aus Juschno-Sachalinsk, schreibt: „Mein Gehirn weigert sich, an die Realität des Geschehens zu glauben. In meinem Kopf ist ein Nebel, vor meinen Augen ein blutroter Schleier. Ich schlafe mit dem einzigen Wunsch ein, dass ich aufwache und all das irgendwie verschwindet, dass es nur ein Traum ist. Auf der anderen Seite der Frontlinie, in der Ukraine, leben meine Verwandten: meine Tante mütterlicherseits, ihr Mann, zwei Cousinen. Was soll ich tun, wenn ich mich auf dem Schlachtfeld wiederfinde?“

Die Journalistin Valentina aus Sachalin notiert: „Ich nehme Medikamente, sonst habe ich Herzprobleme. Die Schmerzen im Innern sind unerträglich. Ich kann nicht essen. Eine Zigarette nach der anderen. Der einzige Ausweg ist aus dem Fenster.“

Nur wenige protestieren, kaum jemand glaubt noch, dass friedliche Demonstrationen etwas bewirken können. Außerdem ist da die Angst. Die klebrige, beschämende, tierische Angst vor der Armee von Gardekämpfern und Polizisten, die Angst, verprügelt, vergewaltigt, getötet zu werden. Angst um die Kinder, um Ehefrauen, um kranke Eltern, um die, die man pflegt, die ohne einen nicht überleben, Angst, den Arbeitsplatz, die Wohnung, den Studienplatz zu verlieren. Angst, sich selbst zu verlieren.

An der Grenze zu Georgien müssen Männer Schmiergeld zahlen

Trotzdem gibt es Kundgebungen. Am 22. September wurden fast 1400 Leute festgenommen, am 24. September rund 800. In Jakutien kamen Frauen zu einer spontanen Kundgebung zusammen, in Dagestan blockierten Männer aus dem Dorf Endirej eine Bundesstraße, in der Hauptstadt Machatschkala gab es Massenkundgebungen, die die Polizei und Russische Garde mit Schlagstöcken und Schüssen auflösten. In allen Regionen werden Festgenommene geschlagen, mit Strom gefoltert, an den Haaren gezerrt, man lässt sie nicht trinken, schlafen oder auf die Toilette gehen.

Mein Neffe aus Wladiwostok versucht, nach Kasachstan zu gelangen. Er wird nicht kämpfen, er wurde unter Putin geboren und will nicht unter Putin für [Putin](#) sterben. Seit Beginn des Krieges hat er an Protesten teilgenommen, alle möglichen Petitionen unterzeichnet, jetzt muss er das Land verlassen. An der Grenze zu Kasachstan wartet man einen Tag lang. Diejenigen, die es geschafft haben, sagen, es habe keine größeren Probleme gegeben. Ein Mann aus Petropawlowsk-Kamtschatski im nördlichen fernsten Osten erzählt, die Grenzbeamten sympathisierten mit den Ausreisenden, die mit Bussen aus Russland herausgebracht wurden – niemand will sterben.

Doch nicht alle dürfen die Grenze überqueren. An Flughäfen werden die Männer ausgefragt: Haben Sie eine Einberufung erhalten? Sie können aber ausreisen, wenn ihr Name nicht in der Mobilisierungsdatenbank steht.



Russland, Belowo: Junge Rekruten, gerade zum Militärdienst einberufen, sitzen im Bus und verlassen das Call-up-Center in Richtung ihres Dienstortes, der Stadt Kemerowo, Westsibirien. :Bild: dpa

Kasachstans Innenminister Marat Achmetschanow erklärte, sein Land werde Russen, die sich der Mobilmachung entziehen, nur dann an Russland ausliefern, wenn sie strafrechtlich verfolgt würden. Zugleich sagte der kasachische Präsident [Kassym-Schomart Tokajew](#), in letzter Zeit seien viele Menschen aus Russland nach Kasachstan gekommen, und er sicherte ihnen in „politischen und humanitären Fragen“ Schutz zu.

An der georgischen Grenze, in Nordossetien, wurde am Kontrollpunkt Werchni Lars eine Mobilisierungsstelle eingerichtet. Einberufungsbescheide werden sowohl an Nordosseten als auch an Russen verschickt. Die Schlange ist kilometerlang. Um durch den Kontrollpunkt zu kommen, muss man zahlen. Die Preise pro Auto beginnen bei 40 000 Rubel (etwa 500 Euro). Der Bericht eines Augenzeugen, der die Geschehnisse als humanitäre Katastrophe bezeichnet, kursiert in den Telegram-Kanälen. „Wenn du kein Schmiergeld zahlst“, sagt er, „lassen sie dich nicht rein. Ein ossetischer Grenzer sagte uns: ‚Ihr werdet hier sterben, wenn ihr uns nicht bezahlt.‘“ Auf den Exodus der Privilegierten folgt der Exodus der Unterschichten.

Burjaten, Kalmücken, Tuwiner, andere nationale Minderheiten Russlands wurden vom ehemaligen mongolischen Präsidenten Tsakhiagiin Elbegdordsch aufgefordert, der Mobilisierung in der Mongolei zu entgehen. Auch dieses Fluchtfenster wird mit der Grenzschließung zuschlagen. Dann können nur noch die Vermögenden, die Söhne der Schwerreichen, die ohnehin keine Einberufung zu fürchten haben, das Land verlassen.

Den Krieg mit allen Mitteln stoppen

Ein israelischer Bekannter schreibt, sein gesamter Facebook-Feed sei voll von Witzen über russische Männer, die aus ihrem Land ins Nirgendwo fliehen, um nicht an die Waffen zu müssen. „Noch schockierender ist, dass es Kommentare von Ukrainern gibt, die sagen: „Feiglinge und Ratten verlassen das sinkende Schiff.“ Das heißt, kein Mörder sein zu wollen ist schändlich? Sich zu weigern, Beihilfe zum Verbrechen zu leisten, ist schändlich? Dabei ist es wichtig, diejenigen zu unterstützen, die

sich nicht am Krieg beteiligen wollen – egal, aus welchem Grund jemand aus Russland flieht, wenn er nicht sterben will, wird er keine anderen Menschen töten. Je weniger Kanonenfutter Putin hat, desto schneller wird dieser Krieg enden.

Derzeit geht es vor allem darum, den Krieg mit allen Mitteln zu stoppen: weglaufen, solange es geht, sich im großen Land verstecken, sich ergeben, wenn man auf dem Schlachtfeld ist, nur nicht kämpfen. In Deutschland gibt es etliche Denkmäler für den unbekanntem Deserteur. Das Denkmal am Tor der Zitadelle in Erfurt (die zu Hitlers Zeiten als politisches Gefängnis diente) wurde von Thomas Nicolai geschaffen. Die Inschrift lautet: „Dem unbekanntem Wehrmachtsdeserteur – Den Opfern der NS-Militärjustiz – Allen, die sich dem Naziregime verweigerten.“ Dazu das Zitat von Günter Eich: „Seid Sand, nicht das Öl im Getriebe der Welt.“

Igor arbeitet als leitender Forscher im Stadtarchiv im ebenfalls fernöstlichen Nachodka, er ist Historiker, hat eine schwangere Frau und einen zweijährigen Sohn. Nach der Arbeit arbeitet er als Taxifahrer im eigenen Auto, an den Wochenenden zusätzlich als Lagerarbeiter. Igor denkt nicht über die Situation in Russland nach, sondern darüber, wie er die Hypothek für seine Wohnung und das Essen für seine Familie bezahlen kann. Er hatte seit zwei Jahren keinen freien Tag und keinen Urlaub. Nun bekam er die Einberufung. Vielleicht können ihm Menschenrechtsaktivisten helfen. Freilich preschen die Behörden vor. Der Militärkommissar von Moskau, Viktor Schepilow, schrieb an Igor Poljakow, den Präsidenten der Moskauer Anwaltskammer, die Umgehung des Militärdienstes sei eine Straftat, und auch die Beihilfe dazu könne bestraft werden. Doch solange es Anwälte und Menschenrechtsorganisationen gibt, bleibt die Chance zu entkommen.

Scheinbeschäftigung bei Gazprom

Es gibt auch andere Optionen, in Moskau kann man sich eine Scheinbeschäftigung bei Gazprom mit Mobilisierungsvorbehalt kaufen. Wie üblich werden nur die Armen und Gehorsamen in Russland sterben, Menschen wie Igor und Maschas Mann, Menschen, die seit Jahren keinen Urlaub hatten und nicht fliehen können, die für Kinder, Ehefrauen, kranke Eltern sorgen und Kredite bedienen müssen, die sich nicht wehren können, die einfach nur leben wollten und nicht dachten, dass sich Politik und ihr Leben jemals kreuzen würden.

Es wurde bekannt gegeben, dass insgesamt etwa eine Million Menschen rekrutiert werden sollten, es soll Quoten für jede Region des Landes geben. Es werden mehr Männer aus den ärmsten Regionen, weniger aus Moskau und Sankt Petersburg geholt. Die Kriegsdienstfrist bleibt unklar. Einigen Rekruten wurde gesagt, dass sie bis zum Sieg kämpfen würden. Die Eingezogenen erhalten vor allem alte Waffen, Uniformen sind nicht vorgesehen. Bilder in den sozialen Netzwerken zeigen verrostete, abgenutzte Kalaschnikows, die den Rekrutierten ausgehändigt werden. Eine Art Volkssturm wird auf den Weg gebracht.

Viele Soldaten müssen ihre Ausrüstung selbst anschaffen

In einigen Regionen, etwa im nördlichen Murmansk, müssen die Mobilisierten ihre eigene Kleidung, Schlafsäcke, sogar einen Erste-Hilfe-Kasten kaufen. Die Liste der für Soldaten unverzichtbaren Dinge umfasst: Rucksack, Feuchttücher, Antiseptika, Handtücher, Hausschuhe, Nähzeug, Rasierzeug, Müllsäcke, Mütze, vier Paar Socken, Handschuhe, Stiefel, Thermounterwäsche, Schlafsack, Polyurethanmatte, Regenschutz, Seile, Thermoskanne, „Touristenutensilien“, Gasbrenner, Flachmann, Taschenlampe, Sägen, Verlängerungsschnüre, Bautaschen, Schlauchbinden, Verbandsmaterial, Medikamente. Viele neu mobilisierte Soldaten versorgen sich selbst mit Lebensmitteln. Wer sich weigert zu kämpfen, wird in Militäreinheiten ohne Nahrung und Wasser zurückgelassen, man lässt ihn kaum auf die Toilette, zudem wird ihm die weitere Verschlechterung der Bedingungen angedroht.

Die Mobilisierung und die damit einhergehenden forcierten „Referenden“ sollen die Situation zu Putins Gunsten wenden, schließlich haben die Russen stets gesiegt, wenn sie ihr Land verteidigten. Doch hier liegt das Dilemma: Das Land wird durch die Scheinreferenden nicht zur Heimat, die

Patriotismus erzeugt. Eine unmotivierte, schlecht ausgerüstete Armee, die von Maschinengewehrfeuer der „Sagradotrjady“, den Sperrtruppen im Rücken, gegen den Gegner getrieben wird, schafft mehr Probleme, als sie lösen kann.

Eine Theaterkritikerin aus Sankt Petersburg schreibt auf [Facebook](#): „Ich bin gar nicht mehr wütend, jedenfalls nicht mehr so wie früher. Ob man dagegen war oder dafür, ob man sich für Politik interessierte oder nicht, ob man sein Z in der Hoffnung, das Theater zu retten, an den Nagel hängte oder nicht – jetzt ist offensichtlich, dass wir alle, die wir nicht fortgegangen sind, in einer Schlange stehen vor der Hinrichtung.“

Irina Rastorgujewa, geboren in Juschno-Sachalinsk, lebt in Berlin. In diesem Jahr ist ihr Buch „Das Russland-Simulakrum“ bei Matthes & Seitz erschienen.

30 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/proteste-in-frankreich-gegen-rentenreform-18351861.html>

DEMOS DER GEWERKSCHAFTEN:

Proteste in Frankreich gegen Rentenreform

VON [MICHAELA WIEGEL](#), PARIS

-AKTUALISIERT AM 29.09.2022-16:10



Proteste am Donnerstag in Nizza Bild: Reuters

Im Wahlkampf hatte Frankreichs Präsident eine Erhöhung des Renteneintrittsalters angekündigt. Das will er nun gegen alle Widerstände durchsetzen. Auch eine Neuwahl schreckt ihn nicht.

Das Signal kommt vom Finanz- und Wirtschaftsminister höchst persönlich. Er werde künftig Rollkragenpullover statt Hemd und Krawatte tragen, kündigte [Bruno Le Maire](#) an. „Genügsamkeit“ („sobriété“) ist das neue Leitmotiv der Regierung. An alle Franzosen erging der Aufruf, Innenräume nur bis maximal 19 Grad Celsius zu beheizen. Um durch die Krise zu kommen, soll das Rentensystem auf eine solide Finanzierungsgrundlage gestellt werden.

Das Ade zur Krawatte geht einher mit der Ankündigung, jetzt ernst machen zu wollen mit dem Gesetz zur Anhebung des Renteneintrittsalters von derzeit 62 auf schrittweise 65 Jahre im Jahr 2031. „Am besten vor Weihnachten“, hat Le Maire nach einem Krisen-Abendessen im Elysée-Palast am Mittwochabend durchsickern lassen. **Den meisten Franzosen gefällt es nicht, dass Präsident Emmanuel Macron aufs Tempo drückt. Das Meinungsforschungsinstitut Odoxa hat in einer im Le Figaro veröffentlichten Umfrage ermittelt, dass 72 Prozent der Meinung sind, dass eine Reform ohne Anhebung des Rentenalters möglich sei. 55 Prozent wollen überhaupt nicht, dass die Altersversorgung reformiert wird.**

Macrons Verbündete sind verstört

Am Donnerstag ist es in Paris und anderen Großstädten zu **präventiven Streiks** im öffentlichen Nahverkehr, an Schulen und im öffentlichen Rundfunk gekommen. Die linksgerichtete Gewerkschaft CGT hat zu den Protesten aufgerufen. Der **CGT-Vorsitzende Philippe Martinez** sagte am Donnerstag im Fernsehsender France 2, „**alle Gewerkschaften in Frankreich sind dagegen, bis 64 oder 65 Jahre zu arbeiten**“.

Die Premierministerin Élisabeth Borne hat nach dem abendlichen Krisentreffen angekündigt, dass sie eine neue Abstimmungsrunde mit **Gewerkschaften** und Arbeitgebern einläute. CGT-Chef Martinez zeigte sich gesprächsbereit, drohte aber zugleich: „Wenn es nur darum geht, das Renteneintrittsalter zu erhöhen, dann wird das nicht lange dauern.“ **Der Vorsitzende der gemäßigten Gewerkschaft CFDT, Laurent Berger, warnte vor einem explosiven sozialen Klima.** „Wenn die Regierung das Reformprojekt einfach durchzieht, wird es frontale Opposition geben“, sagte Berger.

Macrons Hauruckmethode hat engste Verbündete verstört. Die Präsidentin der Nationalversammlung, Yael Braun-Pivet, warnte, den parlamentarischen Meinungsfindungsprozess zu umgehen. Macron beabsichtigte zunächst, die Anhebung des Renteneintrittsalters Anfang Oktober ins Haushaltsgesetz für den kommenden Haushalt der Sozialversicherung aufzunehmen. **Der wichtigste Verbündete von der Zentristenpartei Modem, Francois Bayrou, bekundete öffentlich seinen Unmut über diesen „Gewaltritt“.** Er kam eine halbe Stunde zu spät zum Krisentreffen und **bemängelte, dass den Franzosen die Rentenreform nur mit buchhalterischen Gründen** erläutert werde.

Macron droht mit Auflösung des Parlaments

Bei Austern, Wellhornschnucken und Garnelen plädierten Le Maire und Haushaltsminister Gabriel Attal dafür, den Reformprozess zu beschleunigen. Im neuen Jahr werde die Lage nicht besser sein, so ihr Argument. Die Fraktionsvorsitzende der Präsidentenpartei Renaissance, Aurore Bergé, forderte ebenfalls ein schnelles Tempo. „Das Thema ist im Wahlkampf lange debattiert worden“, sagte Bergé. Bayrou hingegen sagte, niemand würde sich an Macrons Wahlversprechen erinnern.

Macron hatte im Wahlkampf eine schrittweise Anhebung auf 65 Jahre, eine Anerkennung der Beschwerlichkeit sowie eine Mindestrente in Höhe von 1100 Euro monatlich angekündigt. Zu später Stunde sprach der Präsident ein Machtwort. Er lasse der Premierministerin maximal zwei Monate Zeit zur Abstimmung, **Verhandlungen seien hingegen tabu.** Es solle ein eigenständiger Gesetzestext ausgearbeitet werden, der spätestens im Dezember in die Nationalversammlung komme. Im Januar solle die Abstimmung stattfinden. **Wenn die Gewerkschaften sich aber querstellten, werde die Rentenreform doch als Änderungsantrag dem Haushaltsgesetz hinzugefügt.**

Vor einem **Misstrauensantrag** der Opposition, der seine Minderheitsregierung stürzen könnte, schreckt Macron nicht zurück. Wenn seine Regierung über die Rentenreform zu Fall gebracht werde, dann **werde er die Nationalversammlung auflösen. Er fürchte sich nicht vor Neuwahlen,** bekundete der Präsident. Regierungssprecher Olivier Véran sagte, er glaube nicht an lähmende soziale Proteste.

30 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/unternehmen/industriekonzern-mitsubishi-heavy-entwickelt-neuen-atomreaktor-18351843.html>

ENERGIEKRISE:

Japan entwickelt neuen Atomreaktor

VON [PATRICK WELTER](#), TOKIO

-AKTUALISIERT AM 30.09.2022-06:42



Das Tomari-Atomkraftwerk in der Präfektur Hokkaido Bild: AP

Anders als Deutschland versperrt Japan sich elf Jahre nach der Kernschmelze in Fukushima Daiichi der Atomenergie nicht. Der geplante Reaktor soll über besondere Sicherheitsmerkmale verfügen.

Der japanische Konzern [Mitsubishi](#) Heavy Industries wird gemeinsam mit vier regionalen Energieversorgern einen neuen Atomreaktor mit besonderen Sicherheitsmerkmalen entwickeln. Die Mitteilung des Industriekonzerns von Donnerstag **verdeutlicht die strategische Wende, die Japan unter dem Eindruck der stark steigenden Energiepreise in Sachen Nuklearenergie eingeleitet hat.**

Ministerpräsident Fumio Kishida hatte im Sommer angekündigt, dass das Land neben dem Ausbau erneuerbarer Energien **wieder Atomreaktoren bauen wolle**, auch **als kohlendioxidarme Antwort auf die Erderwärmung.**

Elf Jahre nach der dreifachen Kernschmelze in den Reaktoren des Kraftwerks Fukushima Daiichi stellte die Regierung so erstmals klar, dass **das Land wieder auf einen höheren Anteil der Atomkraft an der Energieversorgung setzt. Japans Energiepolitik steht konträr zum deutschen Ausstieg aus der Atomenergie.** In den Jahren nach dem Unfall in Fukushima hatte die Regierung in Tokio eine klare Aussage gemieden und zeitweise argumentiert, dass der Atomstromanteil sinken solle.

Der neue Reaktortyp **soll nach Informationen der Wirtschaftszeitung „Nikkei“ gegen Mitte der Dreißigerjahre gebrauchsfertig sein.** Im Kern handelt es sich um eine Weiterentwicklung der Druckwasserreaktoren, die von den regionalen Energieversorgern in Kansai, Shikoku, Kyushu und Hokkaido schon genutzt werden. Der neue Reaktortyp ist auf 0,6 Millionen bis 1,2 Millionen Kilowatt Strom angelegt.

Wichtigstes Sicherheitsmerkmal ist, dass mit einem verbesserten Kontrollstangenmechanismus die nukleare Kettenreaktion erheblich schneller als in früheren Modellen gestoppt und hochgefahren werden kann. **Als unterirdischer Reaktor mit verstärkten Schutzwänden soll der neue Typ besonders sicher vor Terroranschlägen oder Flugzeugabstürzen sein.** Mitsubishi Heavy verspricht ferner eine **bessere Technik, um im Fall einer Kernschmelze geschmolzenen Brennstoff**

aufzufangen. Dass der geschmolzene Brennstoff in den havarierten Reaktoren in Fukushima Daiichi sich recht ungehindert ausbreiten konnte, ist eine der größten Schwierigkeiten für den Abriss der dortigen Reaktoren, der noch Jahrzehnte dauern wird.

Der Reaktor ist nicht die einzige neue Entwicklung, die Mitsubishi Heavy plant. **Der Konzern arbeitet auch an kleineren und kostengünstigen Reaktoren mit einer Leistung von 0,3 Millionen Kilowatt.** Gasgekühlte Hochtemperaturreaktoren sollen bei der Produktion von Wasserstoff helfen. Das Unternehmen plant auch Mikroreaktoren, die mit einer Größe von 4 mal 3 Metern auf dem Lastwagen angeliefert und unterirdisch installiert würden. **Das rohstoffarme Japan sieht die Nuklearenergie als notwendigen Bestandteil eines Energiemix, um neben Wind- und Solaranlagen als wetterunabhängige Energiereserve zu dienen.** Aktuell strebt das Land bis 2030 einen **Nuklearstromanteil von 20 bis 22 Prozent an.** Nach verschärften Sicherheitsprüfungen nach 2011 sind in Japan zehn Reaktoren wieder zugelassen und im Prinzip am Netz.

29 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pierre-andre-taguieff-pourquoi-l-extremisme-de-droite-est-condamne-quand-celui-de-gauche-est-tolere-20220927>

Pierre-André Taguieff: «Pourquoi l'extrémisme de droite est condamné quand celui de gauche est toléré»

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié le 27/09/2022 à 13:02, mis à jour le 27/09/2022 à 14:17



«Les résultats des récentes élections en Suède et en Italie ont suscité une avalanche de termes flous et de notions confuses d'usage polémique» *Le Figaro*

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Au moment où l'Europe est traversée par une vague nationaliste et conservatrice, comme en Suède et en Italie, le philosophe, en s'appuyant sur son ouvrage *Qui est l'extrémiste?* réfléchit au sens des termes employés dans la vie politique.

*Directeur de recherche honoraire au CNRS, Pierre-André Taguieff est philosophe, politiste et historien des idées. Auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, il a récemment publié *Qui est l'extrémiste ?* aux Éditions Intervalles.*

FIGAROVOX. - Pourquoi poser cette question : «Qui est l'extrémiste» ? Pourquoi une nouvelle définition devenait-elle nécessaire ?

Pierre-André TAGUIEFF. - En commençant par poser la question «qui» plutôt que la question «qu'est-ce que», j'ai voulu privilégier le travail d'enquête, quasi-ethnographique, sur les «extrémiseurs» et les «extrémisés», sur les croyances et les arguments des accusateurs et des accusés. Que disent, pensent et font les anti-extrémistes déclarés ? Et comment réagissent les «extrémistes» montrés du doigt ? Telles sont les deux questions préalables. J'ai ainsi fait le choix d'une approche pluraliste et perspectiviste, en prenant mes distances par rapport aux vaines tentatives de commencer par définir l'essence du phénomène extrémiste, qui sombrent toujours dans une forme d'essentialisme et s'en tiennent à un inventaire sommaire de thèmes idéologiques censés être partagés par toutes les formations supposées extrémistes.

Cette approche scolaire se poursuit en ajoutant des traits permettant de distinguer les extrémismes de droite et de gauche, comme si le clivage droite-gauche était parfaitement clair et défini une fois pour toutes. Il m'a semblé qu'il fallait d'abord s'interroger sur ceux qui qualifient d'extrémistes certains autres et pourquoi, mais aussi sur ceux qui sont déclarés extrémistes et sur leurs raisons de contester cette identification stigmatisante, voire diabolisante. Je suis donc parti des interactions polémiques observables, dans lesquelles des termes magiques comme «extrémisme» et «radicalisme» sont employés pour exclure et diaboliser, comme s'il s'agissait de conjurer le Mal ou la menace.

A-t-on perdu le sens du mot (des mots peut-être) ? Y a-t-il une inflation langagière autour de cette notion ?

C'est surtout l'extrémisme de droite ou plus exactement prêté aux droites jugées non libérales ou «illibérales» qui fait frémir dans les chaumières des gauches résiduelles et des centrismes asthéniques dont le seul programme est l'anti-extrémisme. Les résultats des récentes élections en Suède et en Italie ont suscité une avalanche de termes flous et de notions confuses d'usage polémique, destinés à construire le tableau répulsif d'une Europe basculant à «l'extrême droite» ou devenue un territoire en passe d'être conquis par le «néofascisme», fantôme par lequel les néo-antifascistes aiment à se faire peur.

Nul ne se dit favorable à « l'extrémisme », surtout s'il s'agit d'un « extrémisme de droite », car la diabolisation s'exerce à sens unique. Le mauvais « autre » par excellence, c'est l'extrémiste de droite.

Pierre-André Taguieff

Alors que nous sommes en présence d'une vague nationaliste et conservatrice, ou, si l'on préfère, d'un vaste mouvement politique né du mariage entre les aspirations souverainistes et les idéaux d'un conservatisme culturel (qui varient selon les nations), les paniqueurs professionnels dénoncent rageusement une «extrême droite ultra-conservatrice», une «ultra-droite» qui serait «à droite de l'extrême droite», une «droite radicale et populiste», un «ultranationalisme autoritaire», un «néofascisme» qui s'installerait à nos portes, une «poussée du poison réactionnaire, xénophobe et autoritaire», etc. Il n'y a là ni analyse ni conceptualisation, simplement une accumulation désordonnée d'expressions polémiques ritualisées qui peuplent l'univers fantasmatique des néo-antifascistes contemporains, lesquels, défenseurs des minorités en tout genre, ont perdu de vue depuis longtemps les peuples et les cultures nationales.

Vous expliquez qu'elle est devenue une véritable arme politique faisant de l'autre un «infréquentable». Comment ?

Nul ne se dit favorable à «l'extrémisme», surtout s'il s'agit d'un «extrémisme de droite», car la diabolisation s'exerce à sens unique. Le mauvais «autre» par excellence, c'est l'extrémiste de droite. Il y a extrémisme et extrémisme: les «extrêmes» ne sont pas rejetés avec la même intensité. L'inégalité de traitement entre l'extrême droite et l'extrême gauche saute aux yeux, et l'on s'étonne que nul ne s'en étonne. C'est là le principal héritage de la culture antifasciste d'obédience stalinienne. L'extrémisme de gauche est souvent perçu comme tolérable, voire jugé sympathique (les «intentions» des activistes d'extrême gauche étant présumées bonnes, même chez les casseurs et les terroristes), alors que l'extrémisme de droite est haïssable et condamnable dans tous les cas, ne bénéficiant jamais de circonstances atténuantes ni de tentatives de compréhension ou de contextualisation.

L'asymétrie entre l'antifascisme et l'anticommunisme continue de présider à la fixation des limites entre le tolérable et l'intolérable dans le champ politique. Les frontières entre la sympathie et l'antipathie sont déterminées par cette asymétrie idéologique: pour les anti-extrémistes ordinaires, Fabien Roussel peut être jugé sympathique, Marine Le Pen ou Éric Zemmour jamais. Pour la gauche divine et ses dépendances, la piété consiste à dénoncer sur tous les tons la droite satanique, vouée à une «droitisation» sans fin. Du couple formé par la vigilance magique et la résistance imaginaire ne cesse de naître le goût de l'intolérance et l'esprit d'inquisition. Non seulement les néo-antifascistes ne veulent toujours pas entendre la bonne nouvelle, à savoir que le fascisme a été vaincu en Europe il y a 77 ans, mais ils tiennent absolument à le voir renaître, comme en témoigne la passion qu'ils mettent à chercher les moindres indices de cette renaissance fantasmée. Lorsqu'ils emploient le terme «post-fascism», ils lui donnent le sens de «néo-fascisme»: le «post» est toujours pour eux un «néo», car l'essentiel est de rappeler la marque du péché originel, le mot «fascisme». Leur aveuglement idéologique les empêche de voir la véritable menace pesant sur l'Europe de l'Ouest, celle de l'islamisme, ce nouveau totalitarisme.

Le système démocratique, censé favoriser le consensus et le compromis, confère une légitimité populaire à des formations politiques condamnées par les élites du pouvoir politique et intellectuel pour ce qu'elles incarneraient la rupture et le conflit.

Pourtant, les partis d'extrême droite (RN et Reconquête !) et d'extrême gauche (La France Insoumise) ont réuni plus de 51% des suffrages exprimés. Peut-on dire qu'une majorité de Français se retrouve dans ce que l'on appelle les partis «extrêmes» ?

Tel est le paradoxe qui donne à penser: les extrêmes de droite et de gauche, qu'on supposait nécessairement minoritaires, sont devenus majoritaires dans les urnes. Le système démocratique, censé favoriser le consensus et le compromis, confère une légitimité populaire à des formations politiques condamnées par les élites du pouvoir politique et intellectuel pour ce qu'elles incarneraient la rupture et le conflit. Ainsi, la démocratie est supposée menacée par les forces politiques qu'elle a contribué à faire exister. La démocratie représentative alimente sa propre contestation, qui passe par une demande de démocratie directe (référendums d'initiative populaire ou citoyenne, etc.), sur fond de méfiance à l'égard des élites, accusées de trahir la volonté populaire. La contre-démocratie qui inquiète les élites suit comme son ombre la démocratie libérale, tout en se présentant comme une hyper-démocratie. C'est le sens des populismes protestataires, qui ne se combinent pas nécessairement avec des populismes identitaires, centrés depuis les années 1980, en Europe, sur le rejet d'une immigration massive et peu ou mal contrôlée, facteur d'insécurité.

Il s'agit de se demander pourquoi et comment l'offre politique résumable par le triptyque «identité, souveraineté, sécurité» est devenue hautement attractive dans l'opinion européenne. En d'autres termes: se demander pourquoi les partis nationalistes (souverainistes et identitaires) et populistes (protestataires) font de moins en moins peur aux citoyens et les séduisent de plus en plus. Cette attractivité s'explique-t-elle avant tout par la déception suscitée par les partis libéraux, centristes ou sociaux-démocrates longtemps au pouvoir ? Est-elle seulement réactionnelle et occasionnelle, ou bien exprime-t-elle quelque chose comme un retour ou une revanche des nations ? Des nations qui ne veulent pas décliner, des peuples qui ne veulent pas disparaître, des cultures nationales qui veulent persister dans leur être plutôt que se diluer dans une bouillie multiculturelle, où des minorités tyranniques se disputeraient le pouvoir ?

Comment peut-on alors redéfinir cette catégorie ?

Disons plutôt qu'il s'agit de redéfinir la posture extrémiste ou le style extrémiste. On peut identifier le plus simplement possible un extrémiste, tout d'abord, par son incapacité à tolérer l'ambiguïté, l'incertitude et le désordre qu'il perçoit dans la société imparfaite où il vit et, ensuite, par son désir de détruire cette dernière pour construire un ordre social qui réaliserait ses rêves de clarté, d'ordre et de perfection, selon un modèle hiérarchique (de type traditionaliste ou de type fasciste) ou égalitaire (de type communiste). Ce projet de rupture totale avec la société présente, jugée inacceptable, inséparable d'une utopie futuriste, peut être dit révolutionnaire, même lorsqu'il est avancé par des groupes perçus comme réactionnaires, contre-révolutionnaires ou fascistes. Quoi qu'il en soit, l'extrémisme consiste à porter à ses dernières conséquences pratiques telle ou telle logique idéologique.

Plutôt qu'un ensemble de contenus doctrinaux, l'extrémisme désigne donc une tournure d'esprit et une manière d'agir ou de réagir, disons un style de pensée et d'action pour lequel la fin justifie les moyens.

Pierre-André Taguieff

C'est là rejoindre l'analyse du philosophe politique Roger Scruton, selon lequel l'extrémisme consiste, pour un sujet, en plusieurs choses. Tout d'abord, à tirer une idée politique jusqu'à ses limites ultimes, sans considération pour ses éventuelles conséquences indésirables, avec l'intention d'éliminer les objections, voire toute opposition ; ensuite, à se montrer intolérant à l'égard de toute conception autre que la sienne ; enfin, à recourir à des moyens de réaliser des fins politiques sans montrer le moindre respect de la vie, de la liberté et des droits humains des autres. Le recours à la violence est ainsi jugé légitime. Plutôt qu'un ensemble de contenus doctrinaux, l'extrémisme désigne donc une tournure

d'esprit et une manière d'agir ou de réagir, disons un style de pensée et d'action pour lequel la fin justifie les moyens.

Pour reconstruire la catégorie d'extrémisme afin de la rendre opératoire dans l'analyse des attitudes et des comportements politiques contemporains, il faut donc supposer l'existence d'une connexion entre trois composantes, qui ne sont pas des thèses idéologiques mais des postures ou des orientations: la légitimation de la violence comme méthode de résolution des problèmes politiques ; l'intolérance et le sectarisme ; le fanatisme, impliquant l'intransigeantisme, le manichéisme et le jusqu'au-boutisme, qui supposent de placer la défense de la Cause au-dessus de tout. Il reste à se demander si ce modèle s'applique, par exemple, au parti de Marine Le Pen et à celui de Giorgia Meloni. Pour les citoyens de bonne foi, une réponse négative va de soi.

Au sens littéral, «extrême» signifie «ce qui est tout à fait au bout». Notre configuration politique, fondée sur la métaphore spatiale, avantage naturellement le centre, qu'elle fait apparaître comme le «juste milieu» et auquel on ne peut attribuer de positions «extrémistes». Vous parlez pourtant d'un «extrême centre». En quoi consiste-t-il ?

Ce qui me paraît être le point aveugle de l'analyse politique ordinaire porte sur ce que Seymour Martin Lipset a baptisé naguère, en 1960, l'«extrémisme du centre». S'installer confortablement au centre, prétendre occuper la position du «modéré» ou incarner le «juste milieu», c'est la grande ruse de ceux qui veulent pouvoir s'ériger en juges suprêmes du Bien et du Mal, de ce qui est respectable et de ce qui est intolérable. La posture du «juste milieu», qui prétend incarner la «normalité» en politique, pathologise toute opposition et instaure la tyrannie douce des pseudo-modérés, qui dénoncent et condamnent les «déviants» avec bonne conscience. Un intolérant stratège peut prendre le visage d'un ennemi de toute intolérance et d'un défenseur des droits humains. C'est ainsi qu'on peut identifier un extrémisme du centre, voire un fanatisme du centre, dont les expressions politiques sont diverses. Mais si même ceux qui se disent «centristes» ou «modérés» peuvent se révéler «extrémistes» à leur manière, par leur manichéisme, leur sectarisme et leur intolérance, alors l'extrémisme semble indéfinissable et rejoint le domaine des fausses idées claires, celles dont cependant nous ne pouvons jamais totalement nous passer parce que nous ne sommes pas des êtres intellectuellement parfaits.

Qui est l'extrémiste?, Pierre-André Taguieff, Éditions Intervalles, 128p, 13e. Editions Intervalles

29 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/endet-e-auto-boom-wegen-teuren-stroms-und-sinkender-subventionen-ld.1704179>

2023 könnte dem Elektroauto der Strom ausgehen – was sind die Gründe für das drohende Ende des bisherigen Booms?

Das E-Auto steht vor grossen Herausforderungen. Der Vorteil bei den Betriebskosten gegenüber Verbrennern sinkt, und der hohe Aufschlag beim Verkaufspreis nimmt weiter zu. Wie werden die Käufer reagieren?

Michael Rasch, Frankfurt

27.09.2022, 05.30 Uhr



Markierung an einer Ladestation für E-Autos: Sollten die Strompreise weiter steigen, könnten immer mehr Parkplätze an Ladepunkten frei bleiben.

Christian Ohde / Imago

In Europas Autoland Nummer eins haben [elektrifizierte Fahrzeuge](#) in den vergangenen Quartalen eine veritable Aufholjagd gegenüber Autos mit Benzin- und Dieselmotor hingelegt. Hohe staatliche Subventionen durch den sogenannten Umweltbonus trieben die Verkäufe in Deutschland an. Im Jahr 2021 stieg der Absatz von reinen Elektroautos laut dem Kraftfahrtbundesamt (KBA) um 83 Prozent und jener von Hybrid-Fahrzeugen um 43 Prozent. Damit erreichten sie einen beachtlichen Marktanteil bei den Verkäufen von knapp 14 und fast 29 Prozent. Der Trend zum Elektroauto hat auch im ersten Halbjahr dieses Jahres angehalten, wenngleich der Schwung deutlich nachgelassen hat und die Kunden Hybrid-Fahrzeuge inzwischen deutlich kritischer sehen. Im kommenden Jahr droht dem [E-Auto-Boom](#) jedoch ein jähes Ende.

Erste Preiserhöhungen

Die Branche steuert auf eine grosse Krise aus massiv steigenden Strompreisen zu, deutlich sinkenden Subventionen und im Vergleich zum Verbrenner stärker steigenden Listenpreisen. Bisher sind die durch den Überfall Russlands auf die Ukraine [explodierenden Strompreise](#) kaum bei den Konsumenten angekommen. Das gilt sowohl für den Strom daheim als auch für jenen an den Ladepunkten für E-Autos. Manche Ladesäulenbetreiber haben zwar schon die Preise erhöht oder Tarifanpassungen angekündigt, andere halten sich jedoch noch zurück. Letzteres gilt beispielsweise für den Anbieter Allego, der europaweit rund 28 000 Ladestationen betreibt. Das Unternehmen hat die Preise zum 1. September je nach Tarif bereits um jeweils rund 7 bis 10 Prozent auf 47 bis 75 Cent/Kilowattstunde (Ct./kWh) erhöht. Im gesamten Markt wirkt der Tarifschub bei den Angeboten für normales, schnelles oder sehr schnelles Laden jedoch noch unübersichtlicher als beim Mobilfunk. Derzeit schwanken die Tarife etwa zwischen 35 bis 80 Ct./kWh. An der [heimischen Wallbox](#), wo mehr als 70 Prozent der Ladevorgänge stattfinden, ist es generell billiger.

Die Experten vom Duisburger [Center Automotive Research \(CAR\)](#) rechnen in verschiedenen Szenarien vor, dass ein Strompreisanstieg von 32 auf 50 Ct./kWh zu einer zusätzlichen

monatlichen Kostenbelastung für ein mittleres Elektroauto von 38 Euro (oder 6,3 Prozent) führt, ein Anstieg auf 75 Ct./kWh würde sogar Zusatzkosten pro Monat von 90 Euro (oder 15 Prozent) zeitigen. Das mache vor allem kleine und mittlere Elektroautos deutlich unattraktiver, sagt Ferdinand Dudenhöffer, Direktor des CAR-Institut, im Gespräch. Bei den grossen E-Fahrzeugen spiele der Preissprung dagegen eine geringere Rolle. Froh sein können zudem jene Besitzer eines Elektroautos, die eine eigene Photovoltaikanlage haben, etwa auf dem Dach des Eigenheims. Hildegard Müller, die Präsidentin des Verbandes der Automobilindustrie (VDA), hatte Ende August im Gespräch mit dem Nachrichtensender «Welt» bereits [mehr internationale Energiekooperationen](#) von der Bundesregierung gefordert, damit Strommangel und hohe Stromkosten nicht die E-Mobilität in Deutschland ausbremsen würden.

Wegfallende Subventionen

Die steigenden Strompreise sind aber nicht der einzige Grund dafür, dass die Attraktivität von Elektroautos gegenüber Verbrennern sinkt. Die Nachfrage nach den «Stromern» könnte 2023 durch den Rückgang der gewährten Subventionen einen deutlichen Dämpfer erhalten.

Im Jahr 2022 konnten Käufer von E-Autos und Hybriden eine Gesamtförderung von bis zu 9000 Euro erreichen, neu sind es ab 2023 maximal noch 6750 Euro. Bisher bestand die Förderung aus dem vom Bund ausgelobten Umweltbonus und einem Herstelleranteil von jeweils 3000 Euro. Zusätzlich konnte man den staatlichen Zuschuss durch die Innovationsprämie aus dem Corona-Konjunkturpaket auf 6000 Euro verdoppeln. Ab 2023 fällt nun diese Extraprämie für E-Autos weg. Der [staatliche Zuschuss](#) für Fahrzeuge mit einem Nettolistenpreis von bis zu 40 000 Euro beträgt dann nur noch 4500 Euro, und für solche mit einem Nettolistenpreis zwischen 40 000 und 65 000 Euro sind es noch 3000 Euro. Hybrid-Fahrzeuge werden gar nicht mehr subventioniert. Zudem wird die Förderung ab dem 1. September 2023 auf Privatpersonen beschränkt. Für die sehr wichtige Gruppe der Firmenkunden wird der Kauf eines Elektroautos dann also deutlich unattraktiver. Für das darauffolgende Jahr 2024 ist ferner geplant, die Förderung weiter zu reduzieren. Darüber hinaus ist der bereitgestellte Prämientopf bei 2,5 Milliarden Euro gedeckelt. Beobachter gehen davon aus, dass diese Summe bereits im Herbst kommenden Jahres erreicht werden könnte.

Teure Elektroautos

Doch damit nicht genug, denn die Kaufpreise der ohnehin sehr teuren E-Autos dürften schneller steigen als jene von Verbrennern. Dazu tragen die Halbleiter- und die Rohstoffpreise bei. Ein Elektroauto benötigt mehr als doppelt so viele Chips als ein Verbrenner. Durch die Störungen in den globalen Lieferketten und lokale Einzelereignisse sind besonders die für die Autoindustrie geeigneten Halbleiter immer noch ein knappes Gut, und ein Ende des Chipmangels ist noch nicht in Sicht. Zudem sind die Preise für viele [Batterierohstoffe wie etwa Lithium](#) bereits stark gestiegen, und Beobachter rechnen mit weiteren Kostensteigerungen.

Bereits in den vergangenen zwölf Monaten sind die Preise der 15 beliebtesten Elektroautos in Deutschland laut dem CAR-Institut um durchschnittlich 14,5 Prozent oder fast 5400 Euro gestiegen, wogegen Fahrzeuge mit einem Benzin- oder Dieselmotor nur um 12,5 Prozent oder 3500 Euro teurer wurden.

Schon jetzt sind Elektroautos zum Teil sehr viel teurer als ihre Pendanten mit Verbrennungsmotor. Laut dem CAR kostet ein elektrischer Fiat 500 knapp 35 000 Euro, das herkömmliche Modell des Fiat 500 dagegen nur rund 17 500 Euro. Etwas weniger signifikant, aber immer noch beträchtlich ist der Abstand zwischen dem batterieelektrischen Opel Mokka Elegance (42 790 Euro) und dem normalen Mokka Elegance (30 550 Euro). Minimal günstiger ist hingegen ein Tesla Model 3 im Vergleich mit einer 3er Limousine von BMW (52 500 versus 53 600 Euro).

Umgekehrte Verhältnisse

Die alte Formel, wonach Elektroautos teurer in der Anschaffung, aber günstiger im Betrieb sind, ändert sich. Die Stromer werden künftig wohl im Vergleich mit Verbrennern noch teurer, doch zugleich sinkt ihr Vorteil bei den Betriebskosten oder löst sich sogar ganz auf. «Ab 2023 ist das Elektroauto bei nüchterner Berechnung deutlich im Nachteil gegenüber dem Verbrenner», sagt Ferdinand Dudenhöffer vom CAR-Institut, «und das ausgerechnet unter einem grünen Wirtschaftsminister einer Ampel-Regierung.» Halten die für das Elektroauto negativen Trends an, könnte sich der bisherige Verkaufsboom bald als Strohfeuer erweisen.

Sie können dem Frankfurter Wirtschaftsredaktor Michael Rasch auf den Plattformen [Twitter](#), [LinkedIn](#) und

29 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/die-eu-muss-sich-militaerisch-verteidigen-koennen-ld.1704203>

Europa muss endlich die Fähigkeit entwickeln, sich selber zu verteidigen

Das Konkurrenzverhältnis zwischen EU und Nato in Verteidigungsfragen ist überholt. Alles spricht für eine wehrhafte EU als Säule im atlantischen Bündnis. Der Weg dahin führt über die europäischen Hauptstädte.

Andreas Ernst

27.09.2022, 05.30 Uhr



Eleganz ist nicht notwendig, aber Stärke und Entschlossenheit.

Illustration Simon Tanner / NZZ

Präsident Macrons Diagnose, die Nato sei hirntot, ist jetzt drei Jahre alt und selber tot. Der russische Angriff auf die Ukraine hat dem Image und der Legitimität der transatlantischen Allianz in wenigen Wochen eine radikale Verjüngungskur verpasst. Die Nato strotzt vor Selbstbewusstsein, und es ist offensichtlich, dass die Amerikaner bei der militärischen Verteidigung der Ukraine die zentrale Rolle spielen.

Dennoch ist Häme gegenüber Emmanuel Macron fehl am Platz. Erinnern wir uns an die transatlantische Befindlichkeit vor der «Zeitenwende». 2019, zum Zeitpunkt von Macrons Diktum, war Donald Trump Präsident der USA, der die Nato als obsolet und Bündnistreue als relativ bezeichnet hatte. An der Südostflanke betrieb der türkische Präsident Erdogan eine aggressive, mit keinem Nato-Partner abgesprochene Regionalpolitik, die auch den Bündnispartner Griechenland ins Visier nahm.

Macrons Diagnose war überzogen, aus der Luft gegriffen war sie nicht. Seine gleichzeitige Forderung nach einem geopolitisch handlungsfähigen Europa leuchtet heute noch mehr als damals ein. Und sie hat sich teilweise sogar erfüllt. Die EU ist nach dem russischen Anschlag auf die Friedensordnung Europas nicht schwächer, sondern stärker geworden:

- In kurzer Zeit haben sich die Mitgliedstaaten zusammengerauft und eine ganze Batterie von harten Sanktionen gegen die russische Wirtschaft und Vertreter des Regimes lanciert.
- Die EU unterstützt Waffenlieferungen an die Ukraine und benutzt die sogenannte «Peace Facility» zu deren Finanzierung.

- Die Mitgliedstaaten, assistiert von der Kommission, lösen sich in einem kostspieligen Prozess von ihrer Abhängigkeit von russischem Erdgas und Erdöl.
- In einem beispiellosen Schritt schliesslich hat die Union die Ukraine – ein Land im Krieg – zur Kandidatin für die EU-Mitgliedschaft gemacht.

Natürlich stimmt es, dass dies alles mit Ach und Krach und zahlreichen Zugeständnissen an Zauderer und Zögerer geschieht. Auch weiss noch niemand, ob europäische Resilienz Putins Energie-Winterkrieg überstehen wird. Aber alle Einwände ändern nichts daran, dass dieser Krieg das Selbstverständnis der Union verändert: Sie wandelt sich von einem bürokratischen Normengeber zum geopolitischen Akteur.

Fehlende Koordination ist Geldverschwendung

Doch Anspruch und Fähigkeiten klaffen noch stark auseinander. Um die Fähigkeit Europas zur militärischen Verteidigung steht es weiterhin schlecht. Zwar sind die meisten EU-Staaten bereit, ihre Verteidigungsausgaben markant zu erhöhen. Der deutsche 100-Milliarden-Sonderfonds, der die Bundeswehr wieder einsatzfähig machen soll, wirkte als Fanal zum Aufbruch.

Doch das Malaise liegt tiefer. Dem schlecht investierten Geld jetzt einfach gutes nachzuwerfen, wird nicht helfen. Denn die Allokation der Verteidigungsausgaben der Europäer ist eine riesige Geldverschwendung. Knapp 200 Milliarden Euro geben die Staaten für ihre Verteidigung aus und rüsten damit zwei Dutzend Armeen im Taschenformat aus, die weder zur Verteidigung ihres Territoriums taugen (gegen wen denn auch?) noch effizient mit den Streitkräften ihrer Nachbarn kooperieren können.

Der britische Wirtschafts- und Militärhistoriker Adam Tooze vermutet, dass die kumulierten Militärausgaben eigentlich reichen würden, um eine Armee wie die russische problemlos in Schach zu halten. Aber eben nur, wenn die Gelder nach einem gemeinsamen Plan eingesetzt würden.

Hinderliche nationale Rüstungsinteressen

Das Rezept lautet: Kooperation bei der Rüstungsbeschaffung und transnationale Spezialisierung; nicht jeder muss alles können. Die Idee ist keineswegs neu. Nur die Umsetzung stockt seit Jahren. Die Armeen der EU-Staaten benutzen 17 verschiedene Kampfpanzer, während die Amerikaner mit einem Modell auskommen. 29 Zerstörertypen stehen im Dienst europäischer Kriegsmarinen, während die US-Navy deren 4 betreibt. Sowohl für die Beschaffung, den Unterhalt als auch für die Interoperabilität, das Zusammenwirken der Streitkräfte, ist das ein Nachteil und eine Ressourcenverschwendung.

Abhilfe zu schaffen, ist nicht leicht, denn viele europäische Länder haben ihre eigenen, oft staatlichen Rüstungsindustrien. Deren Lobbygruppen wachen eifersüchtig darüber, dass ihre Interessen höher gewichtet werden als jene einer effektiveren Verteidigungsfähigkeit. Doch der engstirnige Protektionismus steht im Gegensatz zur öffentlichen Meinung. Seit vielen Jahren sprechen sich regelmässig 70 Prozent der EU-Bürger für eine gemeinschaftliche Verteidigung aus. Das überrascht nicht. Niemand in der Union hat Angst vor seinem Nachbarn, niemand braucht heute noch eine «Landesverteidigung». Die Nachbarn sind Bündnispartner.

Und dies meist doppelt: im Rahmen sowohl der EU als auch der Nato. Nach dem Beitritt der Finnen und der Schweden zur Allianz werden nur noch Irland, Malta, Österreich und Zypern bündnisfreie EU-Staaten sein; 23 der 27 EU-Staaten gehören dann zur Nato. Da scheint es eigentlich zwingend, dass die Europäer sich im Rahmen der Nato koordinieren und als Gemeinschaft das atlantische Bündnis stützen.

Amerika will ein starkes, selbständiges Europa

Es ist eben nicht so, wie viele Transatlantiker aus alter Gewohnheit glauben, dass Washington eine solche Vergemeinschaftung der europäischen Verteidigung ablehnt. Im Gegenteil. Es gibt in Washington kaum mehr Sicherheitspolitiker, die sich nicht eine militärisch kompetentere und stärkere EU wünschen. Nach dem G-20-Gipfel 2021 in Rom liess Präsident Biden ausrichten, er befürworte ein militärisch stärkeres und eigenständigeres Europa. Es sei höchste Zeit, dass den vielen Worten endlich Taten folgten.

Das war schon die Haltung Washingtons nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs. Der amerikanische Aussenminister John Foster Dulles setzte sich angesichts der sowjetischen Bedrohung zu Beginn der 1950er Jahre stark für eine Europäische Verteidigungsgemeinschaft ein. Sie sollte Deutschland wieder bewaffnen, aber die Streitkräfte in eine europäische Armee einbetten. Das Projekt scheiterte am gegenseitigen Misstrauen der Europäer und an der fehlenden politischen Struktur zur Führung dieser Armee. Auch in den Jahren danach betrachteten die Amerikaner die Nato und ein vereinigtes Europa nicht als Gegensatz.

Doch nach dem Ende des Kalten Krieges, als die USA zur alleinigen globalen Supermacht aufgestiegen waren, wuchs das gegenseitige Misstrauen. Die EU verstand sich nicht mehr als reiner Zollverein, sondern wollte sich nach den Maastrichter Verträgen 1993 auch als politischer Akteur betätigen. Die Politik während der Jugoslawienkriege wurde dennoch zum Fiasko. Danach versuchte die EU mit Trippelschritten, eine «Gemeinsame Aussen- und Sicherheitspolitik» umzusetzen. Doch weil der strategische Kompass fehlte, kam dabei nicht viel mehr als eine Buchstabensuppe von «Initiativen», «Strategien» und «Mechanismen» heraus.

Europa muss für Udenkbares gerüstet sein

Auf der andern Seite des Atlantiks betrachtete man die Gehversuche dennoch argwöhnisch. Die amerikanische Aussenministerin Madeleine Albright warnte 1998 vor der Verdoppelung von EU- und Nato-Strukturen und einer Abkoppelung der Europäer von der Nato. Der Tiefpunkt war 2003 mit dem amerikanischen Angriff auf den Irak erreicht, den Frankreich und Deutschland zur Empörung Washingtons ablehnten. Verteidigungsminister Donald Rumsfeld nutzte die innereuropäischen Spannungen und sprach vom alten, dekadenten (West-)Europa, dem das neue, amerikafreundliche (Ost-)Europa gegenüberstehe.

Doch auch der «unipolare Moment» mit den USA an der Spitze ist jetzt vorbei. Wir erleben neue geopolitische Blockbildungen. Zwar sind die Grenzen, an denen die Blöcke aufeinanderstossen werden, noch nicht definiert. Dass aber die USA und China die Pole dieser Weltordnung sein werden, steht fest. Welche Rolle Russland spielen wird, hängt massgeblich vom Ausgang des Krieges in der Ukraine ab. Dasselbe gilt für die Zukunft des europäischen Projekts. Es durchläuft jetzt seine grösste Bewährungsprobe. Das Ziel ist klar: Europa muss sich als ein Hort der liberalen Demokratie und des Rechtsstaats bewähren und verteidigen. Dabei sind die USA der natürliche Verbündete – der seinen Atomschirm über den Kontinent hält.

Die Herausforderungen und Ungewissheiten sind gross. Es hat den meisten Europäern in den vergangenen Jahren an der historischen Phantasie gefehlt, sich einen klassischen Angriffskrieg mit Panzern und Artillerie auf dem Kontinent auch nur vorzustellen. Ebenso schien es bis vor sechs Jahren undenkbar, dass ein amerikanischer Präsident das transatlantische Bündnis einmal aufs Spiel setzen könnte. Und doch ist beides geschehen und kann wieder geschehen. Genau deshalb muss Europa in den kommenden Jahren militärisch stark und auch selbständiger werden.

29 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/leaders/2022/09/22/how-afraid-should-europe-be-of-giorgia-meloni>

Leaders | Should Europe worry?

How afraid should Europe be of Giorgia Meloni?

Italy's next leader will be constrained by politics, markets and money



Sep 22nd 2022

Unless the polls are dramatically mistaken, on [September 25th](#) Italians will elect the most right-wing government in their country's post-war history. A three-party alliance is expected to win more than 60% of the seats in parliament; the Brothers of Italy (fdi) looks set to dominate the trio, and its leader, Giorgia Meloni, to take over as prime minister.

Liberals shudder. [The fdi has its roots in neo-fascism](#). In speeches Ms Meloni hammers away at illegal immigrants and “woke ideology”. She told American conservatives earlier this year that “our whole identity is under attack”, and has accused the European Union of being complicit in ethnic “replacement”. She defends and admires Viktor Orbán, Hungary's populist prime minister. Ms Meloni's elevation would follow the Sweden Democrats' success last week in becoming that country's second-largest party, with a probable say in the next government. Marine Le Pen in France took 41% of the vote in her race against Emmanuel Macron in April. All these are signs of a powerful shift in the European balance towards the nationalist hard right. Fed up with the failures of the established parties, voters are plumping for the untried and untested.

And liberals are not the only ones to worry. Flinty bankers fret that Ms Meloni will tangle with the eu, go soft on reform and lose control of Italy's mountainous debt stock (\$2.7trn, or over 150% of gdp). The fdi has no experience of government (it was founded in 2012, and took just 4% of the votes in the election of 2018), and its expected coalition will include the parties led by Silvio Berlusconi and Matteo Salvini, two untrustworthy men with a record of tricky relations with Brussels. Both have plenty of reasons to clash with Ms Meloni, who will have stolen a crown each thinks should be his. In a country that has had 30 prime ministers and more than twice that many governments since 1946, this is not a recipe for stability.

How anxious should these very different camps be? The risks are obvious. But there are also reasons to be cool-headed. First, consider social policy. fdi members are strongly committed to Catholic values, and many would like to turn the clock back. But Ms Meloni has clearly stated that she has no plans to strike down the [law that permits abortion](#), which has been in place since 1978 and enjoys solid support; an attempt to repeal it was rejected in a referendum in 1981 by nearly 70% of those voting. Much the same is true for gay rights. Gay civil unions have been permitted since 2016 and, although there is no consensus favouring gay marriage, there is also no urge to scrap the partnerships. A crackdown on illegal migration is surely to be expected, but when Mr Salvini was last in government, between 2018 and 2019, he promised the same, only to find that the obligations of international law and eu rules imposed limits on what he could do.

The reality is that Italy is constrained in many ways, not least through the roles played by its indirectly elected president and the head of its constitutional court, a pair of impeccable centrists. Similar constraints will limit the amount of damage to the eu that Ms Meloni could cause, even if she wanted to. It is true that, like Mr Salvini, she has in the past talked about scrapping the euro or even leaving the bloc itself. But both of them have grasped that membership of the eu is popular in Italy, where 71% of people support the euro. Ms Meloni has already committed herself to follow the reform plan drawn up by her predecessors and approved by the European Commission, which comes with a handy €200bn (\$198bn) or so of pandemic-recovery money. She does say she will seek some changes to it, but in agreement with the commission; good luck with that.

A bust-up would turn off the supply of money. It would also mean that Italy would become ineligible for support under the European Central Bank's new bond-buying instrument. It would cause a crisis in the markets, and Ms Meloni knows it. Insiders say she is trying to find a reassuring banker to serve as her new finance minister and a respected pro-European to be her foreign minister. Reassurance is Ms Meloni's mission, and in this she is different from Mr Salvini, an unreliable firebrand. The fact that she is the one who has risen to the top of the rightists' pile is the best bit of news in a disquieting situation.

There is one more indubitable plus to Italy's probable new prime minister. Unlike Mr Salvini and Mr Berlusconi, or indeed Ms Le Pen and Mr Orban, Ms Meloni is no fan of Vladimir Putin. Since the invasion of Ukraine, she has been a steadfast and strong voice of support for Ukraine and nato.

Nonetheless, Ms Meloni faces daunting odds. Italy's economy is unproductive and hampered by structural, cultural and demographic problems. Since 2000, gdp per person has not grown—as it must if Italy is to deal with its stock of debt. Almost a quarter of young Italians are not in employment, education or training, by far the worst level in the eu. The eu-backed reform plan is meant to help correct this, but the turnaround will be long and slow, if it happens at all. It will need to be pushed for a decade or more, not the 17 months managed by Mario Draghi, the outgoing prime minister.

Is Ms Meloni the right person to do the pushing? Nothing in her speeches suggests that she understands the need for competitiveness. In fact, she favours sweeping nationalisation and protectionism, though she will be unable to achieve either.

Hope, but plan

What happens if the economy goes wrong? After years of interest rates being set at or below zero, the ecb raised them by 0.75 percentage points this month. Further increases are forecast for this year. If the going gets really tough, will Ms Meloni work calmly with the eu and the ecb, or flip to full populist mode, as Greece did a decade ago? An embattled leader, with Mr Salvini snapping at her heels, who tried to shore up her popularity by blaming the eu for Italy's problems would be a very different prospect from the Ms Meloni on offer now. Yet here, too, is a sliver of comfort. Ms Meloni needs the eu because Italy cannot shoulder its debt without help from Brussels. Europe must calmly accept Italy's democratic decision to elect Ms Meloni and help her succeed, while privately warning her how damaging to both Italy and the eu a falling-out would be.

29 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/28/le-judeo-christianisme-ou-les-ombres-d-une-fausse-evidence_6143460_3232.html

Le judéo-christianisme, ou les ombres d'une fausse évidence

La notion associant judaïsme et chrétienté, née au XIX^e siècle dans le sillage de la redéfinition moderne de l'Europe chrétienne, porte sous son apparence savante le spectre d'un antisémitisme repent et d'un rejet de l'islam.

Par [Youness Bousenna](#)

Publié hier à 04h45

Histoire d'une notion. Avec son « -isme » et son tiret, le judéo-christianisme a quelque chose d'implacable. En plus de cette allure savante, le terme se fait parfois l'épithète d'autres grands mots, comme « morale » ou « civilisation », et bénéficie d'une promotion médiatique régulière : Michel Onfray en faisait l'objet de son essai *Décadence. Vie et mort du judéo-christianisme* (Flammarion, 2017), tandis que le député des Alpes-Maritimes [Eric Ciotti, alors en course pour la primaire du parti Les Républicains de 2021](#), proposait d'inscrire « *les racines judéo-chrétiennes* » dans la Constitution.

Cet air d'évidence, le judéo-christianisme le tire d'une réalité historique. Jésus et ses apôtres étaient juifs, et le christianisme s'est dégagé du judaïsme « *comme un fruit de la branche qui le portait* », résumait l'ancien professeur honoraire au Collège de France Javier Teixidor (1930-2017). Dans *Le Judéo-christianisme* (Gallimard, 2006), ce spécialiste des antiquités sémitiques identifiait en particulier deux moments d'interactions soutenues : à l'origine du christianisme, lorsque de nouveaux convertis continuaient à observer les rites juifs ; puis aux VI^e et VII^e siècles, lorsque le pouvoir civil força la conversion des juifs à un christianisme devenu religion d'Etat.

Mais l'évidence du judéo-christianisme s'arrête ici : cette notion née au XIX^e siècle est le fruit d'un mouvement mêlant des enjeux civilisationnels modernes. La paternité du **terme** est attribuée au théologien **Ferdinand Christian Baur** (1792-1860), qui l'utilise pour la première fois en **1831**. Au-delà de ce représentant du courant de l'exégèse biblique allemande, c'est chez son maître revendiqué Georg Wilhelm Friedrich **Hegel** (1770-1831) que s'opère le geste théorique fondamental, relève le philosophe Mohamed Amer Meziane. Hegel a produit l'« *origine de la structure* » de cette notion, en « *affirmant que le judaïsme est le commencement de la dynamique qui conduit de l'histoire des religions à celle de la modernité via le christianisme* », détaille ce professeur à l'université Brown, aux Etats-Unis.

Ce mouvement s'inscrit dans la dynamique de sécularisation de l'Europe, concept qui a fait l'objet de son premier livre, *Des empires sous la terre* (La Découverte, 2021), où il plaçait Hegel au cœur de sa thèse. Mohamed Amer Meziane y montre comment la sécularisation procède de cette redéfinition du christianisme en tant que religion moderne apte à embrasser l'industrialisation naissante : « *C'est à ce moment que s'opère l'identification de la modernité européenne et du christianisme, qui n'allait pas de soi auparavant.* »

Après des siècles d'hostilité théologique, et souvent de violence, cette historicisation nouvelle conduit à percevoir le judaïsme « *comme l'origine du christianisme, et le christianisme comme l'origine de la modernité industrielle via la sécularisation* », explique Mohamed Amer Meziane.

« Exclusion civilisationnelle » de l'islam

Après sa genèse allemande, le concept chemine et traverse la frontière. « *Le vocable se transmet sous le Second Empire dans la jeune science française indépendante des religions* », retrace l'historien Joël Sebban dans un article sur la « *morale judéo-chrétienne* » (*Revue de l'histoire des religions*, 2012).

Ce chercheur de l'École des hautes études en sciences sociales distingue en particulier la figure de proue de **ce courant, dont l'influence sur l'histoire de cette notion sera « considérable » : Ernest Renan (1823-1892)**. Sa pensée, forgée par la lecture de l'orientalisme allemand, importe en particulier de ce corpus la distinction entre « Aryens » – soit, pour lui, la civilisation chrétienne et blanche – et « Sémites » ; cette dernière catégorie englobe juifs et musulmans, décrits comme des peuples écrasés par un monothéisme primitif et dogmatique.

En s'appropriant la notion de judéo-christianisme, **Renan** fait alors du judaïsme « *un élément positif, mais seulement en tant que déclencheur d'une dynamique de civilisation portée par le christianisme* », analyse Mohamed Amer Meziane : **d'un même geste, Renan procède donc à une « exclusion civilisationnelle » de l'islam – qualifié par ce penseur de « chaîne la plus lourde que l'humanité ait jamais portée »** –, tout en reconsidérant de façon ambiguë le judaïsme, puisque celui-ci « *n'a de valeur que comme anticipation du christianisme, religion placée au sommet de toutes* ».

L'importance croissante de la notion au XX^e siècle, lourde de ces implicites légués par le XIX^e siècle, trahit ses non-dits. Javier Teixidor soutient qu'elle a « *fait son chemin après la seconde guerre mondiale chez les chrétiens, personnalités politiques et théologiens, pour soulager leur conscience vis-à-vis des crimes commis contre les juifs d'Europe* ».

Plus récemment, **la reprise du terme par la droite identitaire européenne met au jour l'autre stigmatisation tacite du judéo-christianisme : l'islam, considéré par cette mouvance comme une menace civilisationnelle**. Alors que « *l'antisémitisme était une caractéristique commune de la droite radicale populiste européenne* », celle-ci promeut désormais un « *civilisationnisme judéo-chrétien* » faisant d'Israël « *la ligne de front de l'Europe* » face à l'ennemi islamique, décrypte Toby Greene dans un article paru en 2020 dans *Mediterranean Politics*. **L'obsession islamophobe de ces partis** illustre, selon ce professeur à l'université israélienne de Bar-Ilan, que « *les identités civilisationnelles, loin d'être primordiales, se façonnent autour des agendas politiques* ». Très loin d'un érudit débat biblique.

Youness Bousenna

29 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/28/439457-le-silence-epais-des-ecolos>

ÉDITO

28 septembre 2022

Le silence épais des écolos

Alors que l'actualité devrait être favorable aux petits couinements écolos, on ne les entend plus du tout... Pourquoi donc ?

Tiens, voilà qui est remarquable : alors que tous les feux sont au vert pour les écolos, on ne les entend point. Oui oui, regardez la situation : elle devrait leur être favorable et on devrait les voir monter sur leurs ergots à chaque page de journal, sur chaque plateau télé, sur tous les réseaux sociaux...

Après tout, voilà qu'on crame du charbon comme jamais : 45 % de l'électricité allemande provient des centrales à charbon dont certaines ont été réouvertes récemment. En France, elles n'ont pas redémarré mais les lois qui les y autorisent sont déjà là. Et en parallèle, rappelons que **Fessenheim, en parfait état, a été fermé ... pour rien.**

D'ailleurs, en parlant de nucléaire, le fait que cette filière a subitement le vent en poupe – ce vent qui semble manquer aux éoliennes, du reste – devrait faire s'agiter toute la basse-cour écologiste : **d'un coup, on passe ainsi de 52 % de Français favorables au nucléaire en 2021 à 75 % en 2022**, ce qui devrait être l'occasion pour toute notre verdaille écolo de redoubler d'effort pour enfin faire fermer tous les méchants réacteurs qui sont encore en activité, sacrebleu !

Mais non : rares sont les mots, rares sont les tweets pour dénoncer cette tendance. Pire encore, on n'en entend guère ramener leur fraise triomphante alors que le réacteur de Doel 3 en Belgique, vient de fermer, lui qui assurait pourtant 10 % de la production électrique du pays, et dont la décision de fermeture datait de 2003, dans des circonstances assez proches de celles qui présidèrent à la fermeture (aussi ridicule, idéologique et inutile) de Fessenheim en France...

Et même sans parler des centrales pilotables et fiables qui sont remises au devant de la scène à la faveur de l'ébouriffante catastrophe écologique et politique provoquée par la mise en dépendance complète au gaz russe de l'industrie allemande (essentiellement), **il y aurait aussi matière pour nos écologistes de combat à râler sur la lenteur des implantations des champs d'éoliennes dont on sait que toute la population écoconsciente des centres-villes, loin des mâts et des pâles de ces engins, réclament à cor et à cris.**

Eh bien non. Timidité, mutisme, gêne, esprit confus, tout semble se liguier contre les écolos qui ne pipent pas un mot.

Pendant ce temps, **l'Arménie se fait pilonner par l'Azerbaïdjan, en violation de tous les traités existants, alors même que l'Union européenne frétille d'aise à l'idée d'acheter le gaz azéri.** Apparemment, l'invasion de la Russie est immonde lorsqu'il s'agit de l'Ukraine mais passe absolument sans le moindre souci lorsqu'il s'agit de l'Azerbaïdjan sur l'Arménie.

Là encore, les écolos authentiques auraient deux motifs de s'indigner (le motif moral lié à cette guerre et le motif écologique lié à cet import massif d'une ressource non renouvelable) mais il semble bien qu'aucun n'a émis de protestation audible.



Pendant ce temps s'organise doucement au **Qatar la Coupe du Monde Des Stades Géants Climatisés À Ciel Ouvert**, triomphe de l'ingénierie et de l'énergie fossile. On peine pourtant à entendre les murmures discrets et les critiques peut-être acerbes mais surtout à peine chuchotés des écolos sur ce qui est à la fois **une débauche énergétique pharaonique, véritable gifle infligée aux tartufes écologistes, et un scandale moral tant ces stades furent construits sur les corps de quasi-esclaves.**

Soyons clair : **l'humanisme des écolos n'a en réalité jamais été leur point fort.**

En fait, c'est même leur talon d'Achille tant tout, dans leur démarche, montre une véritable envie d'en finir avec l'Humanité.

On pourrait certes admettre qu'ils deviennent inaudibles en dehors des élections car **ils sont en réalité ultra-minoritaires** (les 4,6 % de Yannick Jadot représente assez bien le maximum de leur audience réelle) et seulement portés en période électorale par **des médias amourachés de ce nouveau collectivisme à tendance catastropho-millénariste.** On pourrait certes admettre la perte de crédibilité de ces brochettes de niais et d'inconscients grâce, notamment, aux coups de boutoirs à l'intelligence que porte sans relâche **Sandrine Rousseau** à chacune de ses stupides interventions.

On pourrait certes arguer que Macron et les autres politiciens ont depuis longtemps sucé toute la vague substance du discours écolo pour se l'approprier et l'incorporer dans les discours et les programmes politiques, comme autant de nuggets de **promesses électorales faciles à un peuple abruti de slogans simplistes** : les vendeurs de tapis écologique originaux ont été rattrapés par les VRP des autres partis, meilleurs qu'eux, en somme.

Certes, mais cela fait **50 ans maintenant que nous allons tous mourir dans 10 ans et l'effet panique s'é moussse quelque peu.** Après avoir hystérisé tous les débats avec leurs catastrophes à venir, on retrouve leurs procédés rhétoriques partout (bien au-delà de l'écologisme de combat, du reste). Seulement voilà : **leur valeur ajoutée politique est devenue nulle.** Incapables de rassembler plus que quelques pourcents d'électeurs (et pour cause), ils ne sont que les petites pièces rapportées nécessaires à l'obtention de majorités parlementaires, et encore.

Certes, tout cela est vrai.

Cependant, si on n'entend plus vraiment les écolos actuellement, c'est pour des raisons plus profondes.

En réalité, si être contre la pollution c'est être écolo alors tout le monde est écolo, et l'écologie est simplement cette normalité ripolinée en vert.

Mais voilà, l'écologie prônée par les partis et les politiciens encartés, ce n'est pas simplement une question d'environnement sympa et d'adéquation de l'Homme avec la nature, c'est d'abord et avant tout, clairement, la volonté farouche d'extraire l'Homme de son milieu naturel et de le coller dans une

case la plus étanche possible du reste de la nature, avec le désir exprimé plus ou moins clairement (à moyen ou long terme pour les moins extrémistes) de voir disparaître totalement l'Humanité.

L'écologisme, c'est réellement un **anti-humanisme spécifique**, et l'absence de réaction des écolos aux sujets actuels est une illustration parfaite de leur fond de commerce : la décimation de l'humain.

De ce point de vue, l'écologie politique telle qu'elle est pratiquée, désirée, souhaitée, votée et régulée est bel et bien cette volonté ultime d'obtenir des transhumains – c'est-à-dire des êtres détachés de toutes les contingences biologiques puis physiques puisqu'il faudra ne plus polluer du tout (car « Net Zéro », le zéro carbone, c'est ça, hein : le carbone dont il s'agit ici, c'est vous). **Au début, on s'y essaiera par la persuasion, puis par le *nudge*, puis par la force de la loi et l'ostracisation au besoin, les vexations, les punitions ensuite et enfin l'envoi des récalcitrants dans ces goulags inévitables de toutes les pires dictatures idéologiques.**

Le silence épais des écolos n'est que l'illustration de leur gêne devant leur agenda devenu évident, limpide, visible de tous : la disparition de l'Humanité.



29 septembre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/loyers-impayes-ces-aberrations-qui-rendent-fous-les-proprietaires-20220928>

Loyers impayés : ces aberrations qui rendent fous les propriétaires

Par [Guillaume Errard](#)

Publié hier à 17:20, mis à jour hier à 17:54



La vie d'un propriétaire-bailleur est loin d'être un long fleuve tranquille. *Adobe Stock*

DÉCRYPTAGE - Les affaires de loyers impayés sont minoritaires mais peuvent vite tourner au cauchemar.

Avec les squats de logements, c'est l'autre fléau qui empoisonne la vie des propriétaires.

Les loyers impayés sont rares (2% à 3% des baux, en France, selon des chiffres officieux) mais sont traumatisants pour les bailleurs. Souvent plus que les squats. En plus d'être privés de leur logement, parfois leur seul, les propriétaires ne peuvent plus compter sur les loyers qui leur servent, la plupart du temps, à rembourser leur crédit immobilier. «*L'un de mes clients, dont le locataire ne payait plus son loyer, a vu son logement saisi par la banque car il ne pouvait plus rembourser son crédit*», raconte Me Romain Rossi-Landi, avocat en droit immobilier.

Cette aberration s'ajoute à une longue liste d'anomalies qui donnent l'impression que les locataires mauvais payeurs sont protégés au détriment des propriétaires. «*Nous nous sentons démunis, impuissants et abandonnés par les pouvoirs publics. Le droit de propriété est bafoué*», se désole Solange qui a récupéré son bien au bout de 9 mois mais avec une facture salée de 30.000 euros de travaux. La preuve par des faits.

Pas d'expulsion express

Contrairement aux squatteurs qui bénéficient depuis le 1er janvier 2021 d'une procédure express, les locataires mauvais payeurs ne peuvent pas être expulsés rapidement. Car ils ne sont pas considérés par la loi comme un squatteur mais comme un «occupant sans droit ni titre». Une distinction sémantique qui n'a pas d'importance aux yeux des propriétaires mais qui fait toute la différence d'un point de vue juridique. «*Le locataire est entré légalement, avec un contrat de location, contrairement au squatteur qui s'est introduit sans titre*», explique-t-on au sein du gouvernement. Certes, mais, comme le squatteur, il se maintient illégalement et ne possède plus de contrat de location, à la fin du bail. «*Les locataires sont protégés par la loi face aux propriétaires parce que les juges considèrent qu'ils sont moins riches*, assène Me Rossi-Landi. *Mais tous les propriétaires ne sont pas aisés. La privation de loyers peut en mettre beaucoup en difficulté. La situation financière des propriétaires n'est pas toujours prise sérieusement en considération par les juges*».

Des délais supplémentaires à foison

Si vous trouvez porte close le jour où vous devez récupérer votre logement, vous devrez vous armer de patience. Pour expulser le locataire mauvais payeur, vous devrez lancer une procédure judiciaire longue - entre 1 et 2 ans en moyenne - et coûteuse - plusieurs milliers d'euros. Et ce n'est pas tout. Une fois l'expulsion ordonnée par le juge, le locataire dispose de deux mois pour quitter les lieux et trouver un nouveau logement. *«Mais ce délai peut être rallongé de plusieurs mois. C'est à la discrétion du juge, selon la situation financière et familiale du locataire»*, souligne Me Rossi-Landi. Vous pensez être sortis d'affaire ? Que nenni !

Le locataire peut réclamer à un autre juge (juge de l'exécution) un délai supplémentaire, de plusieurs mois, s'il considère qu'il n'a pas eu assez de temps pour trouver son nouveau bien. *«Tout ceci n'est que de la foutaise !*, dénonce un propriétaire dont le locataire lui devait 14.000 euros de loyers. *C'est pour gagner du temps et profiter d'avoir un logement gratis. Ils prolongent le plaisir et n'attendent qu'une chose: qu'on vienne les expulser»*.

Pas d'expulsions pendant la trêve hivernale

Seul le préfet peut faire exécuter l'expulsion des occupants sans droit ni titre. Mais il attendra que le second juge ait rendu sa décision de prolonger ou pas l'attente. Avec le risque pour les propriétaires que ce jugement tombe pendant la trêve hivernale. Durant cette période de 5 mois, les expulsions locatives sont interdites, contrairement à celles des squatteurs.

Si le juge de l'exécution ordonne l'expulsion, le préfet doit faire intervenir les forces de l'ordre pour évacuer manu militari le locataire. N'oubliez pas d'en faire la demande ! Le préfet ne se saisira pas automatiquement de votre dossier, une fois la décision du juge rendue. Si le préfet refuse, vous pouvez réclamer une indemnisation prévue par la loi et qui couvre, généralement, le montant total des impayés de loyers.

Des mises à sac rarement sanctionnées

Enfin, dernière aberration : non contents d'avoir occupé illégalement votre bien, les locataires mauvais payeurs le saccagent souvent. Et ne sont pas sanctionnés ! Un délit qui est puni de deux ans de prison et de 30.000 euros d'amende (article 322-1 du Code pénal). Des peines supérieures à celles qu'encourent les squatteurs (1 an et 15.000 euros d'amende). *«Ces peines sont très rarement appliquées»*, affirme Romain Rossi-Landi. D'une part, parce que les locataires mauvais payeurs sont rarement solvables.

Un relogement plutôt que la prison

D'autre part, parce qu'au lieu d'envoyer les locataires indécents en prison pour vandalisme, le gouvernement préfère les...reloger ! C'est une condition imposée par l'ancienne ministre chargée du Logement Emmanuelle Wargon. Et qui explique pourquoi les demandes d'expulsion traînent. *«Les locataires ont des exigences délirantes, enrage Solange. Une personne à qui j'avais loué mon logement a refusé un HLM proposé par la mairie parce qu'il était trop petit. C'était un 5-pièces...»*.

Quelles solutions ?

Pour lutter contre ces loyers impayés, Patrick Vignal, député de l'Hérault, s'appête à déposer une proposition de loi qui vise à expulser les locataires qui refusent de partir à la fin du bail. *«Je propose de prolonger le préavis à 8 mois ou 10 mois mais à la fin de cette période, le locataire doit*

partir», explique l'élus Renaissance qui veut créer des «*négoceurs de proximité*» pour faciliter les échanges avec les locataires récalcitrants. Selon Me Romain Rossi-Landi, il faut, à l'instar des squats, réduire les procédures judiciaires et administratives. Contactés par Le Figaro, les ministères de l'Intérieur et de la Justice n'ont pas répondu à notre demande.

28 septembre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/comment-l-iran-a-fait-du-voile-l-etendard-de-l-islamisme-et-comment-l-occident-ne-comprend-rien-depuis-quarante-ans-20220928>

Comment l'Iran a fait du voile l'étendard de l'islamisme et comment l'Occident ne comprend rien depuis quarante ans

Par [Eugénie Boilait](#)

Publié il y a 8 heures, mis à jour il y a 5 heures



«Ce bout d'étoffe est le produit dérivé phare de l'islamisme. Ce n'est pas un objet culturel mais un objet politique !» *STEPHANIE KEITH / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / GETTY IMAGES VIA AFP*

ENTRETIEN - Dans un grand entretien, l'ancienne journaliste Chantal de Rudder raconte l'histoire conjointe du voile et de l'Iran et souligne l'immense paradoxe de la gauche française, qui, tout en se battant pour la liberté des femmes, refuse de comprendre la vraie signification de ce vêtement.

Chantal de Rudder a été rédactrice en chef du Nouvel Obs. Elle est l'auteur d'une enquête internationale sur la diffusion du voile dans le monde: Un voile sur le monde (Éditions de l'Observatoire, 2021). Elle a mené son enquête dans plusieurs pays, dont l'Iran.

LE FIGARO. - Que se passe-t-il en Iran depuis quelques jours ? Quelle est la signification du voile en Iran ?

Chantal DE RUDDER. -Le voile semble être la pierre angulaire du régime des mollahs. Quand les gens croient qu'il s'agit d'un simple vêtement religieux, ils se trompent. Là-bas, tous les retournements politiques ont eu lieu autour du hijab. Ironiquement, le tchador a fait des femmes iraniennes le moteur de l'histoire de leur pays! Pour preuve, les manifestations qui secouent l'Iran aujourd'hui.

La police des mœurs, qui est instituée depuis que la République islamiste existe, c'est-à-dire depuis 1979, a arrêté une fille dans la rue et lui a trouvé une mèche de cheveux un peu trop décollée de son tchador. Elle l'a emmenée «discuter» au commissariat et la jeune fille de 22 ans est ressortie sur un brancard. Elle était jeune, ravissante, elle avait la vie devant elle et elle est morte.

En réponse à ce drame, les officiels se sont donné la peine d'inventer un scénario. On les entend dire qu'il faut attendre les conclusions de l'autopsie car la jeune femme aurait toujours eu des problèmes de santé. En réalité, les médecins urgentistes qui l'ont reçue ont confirmé la violence: elle avait reçu, à son admission, 21 coups sur le crâne.

Certainement. De même que la folie répressive du régime, qui a déjà fait des dizaines de morts depuis le début des manifestations actuelles.

La révolution iranienne de 1979 a démarré avec des filles qui ont enfilé le tchador comme un uniforme de combat contre le shah. Dans les années 30, le père de Mohamed Reza, très influencé par Atatürk (ancien président de la République de Turquie, *ndlr*) et sa laïcité autoritaire, interdit le voile qui

disparaît petit à petit. Dans son sillage, le nouveau roi bouleverse le statut des femmes. En 1967, il ordonne la liberté de divorcer, le droit d'obtenir la garde des enfants, l'abolition de la répudiation, la réglementation de la polygamie, etc.

Si la dynastie Palhavi était attentive aux droits des femmes, elle était en revanche très peu sensible aux droits de l'homme. J'ai été très étonnée de constater que les Iraniens gardaient un plus mauvais souvenir de la SAVAK, la police du shah, que des pires exactions de la mollahcratie. Le géographe Bernard Hourcade, qui s'était installé en Iran en pleine période révolutionnaire, avait été frappé par la manière dont les Iraniennes avaient utilisé le tchador contre le régime du shah: *«En Iran, les femmes ont été un acteur majeur de la Révolution par la masse qu'elles représentaient. Elles étaient parfois cinq cent mille à manifester. Visuellement, le résultat de cette marée de voiles noirs avait une sacrée gueule !»*. *«Le tchador a été le vêtement révolutionnaire par excellence»* avait-il ajouté. L'émancipation accordée par le shah faisait que les femmes ne craignaient plus de descendre dans la rue. Interdit par la dynastie Palhavi, le tchador était alors un simple signe de ralliement contre la monarchie. Les femmes le portaient pour manifester, même si elles étaient contre le voilement. La plupart pensait d'ailleurs qu'elles ne le porteraient plus après la chute du shah...

La République islamique a réussi à faire du voile archaïque une affirmation identitaire décomplexée, une mode de winners, un objet d'avant-garde!

Chantal de Rudder

Que se passe-t-il quand Khomeyni arrive en mars 1979 ?

L'ayatollah avait très bien compris le parti qu'il pouvait tirer de la colère des Iraniennes, leur affirmait qu'elles avaient le devoir religieux de se mêler de politique, leur parlait même d'égalité entre les sexes ! Dès qu'il rentre d'exil, il change radicalement et leur fait perdre toutes les libertés qu'elles avaient acquises sous le shah. Le 7 mars 1979, il constitutionnalise le voile. Le voilement devient loi, pour la première fois au monde. Le lendemain, le 8 mars (jour qui pourtant ne se fête pas en Iran), les femmes sont sorties dans la rue, échevelées et le pouvoir a dû reculer. Il a alors changé de stratégie, procédant par pallier. Cela a commencé par l'obligation du voilement dans les officines d'État. Au bout de deux ans, le voile était devenu obligatoire partout et pour toutes, dès l'âge de 9 ans, musulmanes ou non. En faisant du voile -jusque-là coutumier ou traditionnel- une «partie intégrante de l'État de droit», Khomeyni lui a conféré une modernité qu'il n'avait pas jusque-là. Il l'a anobli, en quelque sorte, aux yeux du reste du monde musulman. Les conséquences de la loi sur le voilement sont immenses. La République islamique a réussi à faire du voile archaïque une affirmation identitaire décomplexée, une mode de winners, un objet d'avant-garde!

En 1980, la guerre Iran Irak commence. Cet événement a été vécu comme la guerre de 14-18 pour nous. Durant cette période, faute de bras, le pouvoir a été obligé d'envoyer les femmes au travail, avec une condition *sine qua non*: être voilée. Le voile devient alors - malgré lui- vêtement émancipateur, uniforme de la femme active. La nécessité économique dans laquelle se trouvait le gouvernement l'a obligé à conférer au tchador la capacité de bousculer la tradition la plus patriarcale, le confinement et la dépendance financière des filles.

Dans cette nation de femmes opprimées, à qui de nombreux droits ont été retirés par les mollahs, elles sont pourtant passées de 7,6 enfants en moyenne par femme dans les années 70 à 1,7 aujourd'hui! Comme elles ont eu accès au savoir, y compris religieux, elles réclament d'interpréter à leur tour le Coran et la Charia, jusque-là chasse gardée masculine. C'est là-bas qu'est né le féminisme islamique.

La mollahcratie, malgré tous ses efforts n'a pas réussi son coup. Ce n'est pas la religion qui domine en Iran, mais le clergé. Bernard Hourcade, que je citais tout à l'heure, affirme que la greffe n'a pas pris: *«Au bout de quarante ans d'expérience de l'utopie islamiste, les Iraniens sont persuadés que l'Islam n'est pas la solution !»*. Aujourd'hui, le pouvoir iranien s'appuie sur la police des mœurs et les gardes verts contre sa population. À plusieurs reprises, les Iraniens sont descendus dans la rue pour protester contre le truquage des élections, la corruption du pouvoir, en vain. L'Occident regarde ailleurs, les abandonne à la répression féroce du régime.

Les Iraniens ne supportent plus les élections truquées et le risque de mourir à chaque manifestation. Le nombre d'athées que j'ai rencontrés en terre d'Islam révolutionnaire est impressionnant.

Chantal de Rudder

Il faut saluer le courage des femmes iraniennes. Les mères avaient enfilé le tchador de la contestation contre la brutalité des Palhavi et l'occidentalisation obligatoire. Leurs filles le retirent avec superbe contre la mollahcratie, et l'islamisation à la schlague. Cette nouvelle génération de femmes anti-voile, les Iraniens l'appellent avec humour «les filles de la Révolution», laquelle semble n'avoir donné naissance qu'à un désir irréprouvable de liberté. Les filles se sont d'abord montrées sur Facebook «détchadorisées». Puis, certaines, ont osé affronter la rue cheveux au vent. Elles se sont ensuite postées sur des ronds-points pour mieux se faire voir. Et elles ont été violemment réprimées. Alors que le non-port du hijab était, en principe, puni par 6 mois ou un an de prison, les femmes écotent aujourd'hui de 20 ou 30 ans d'enfermement dans la prison d'Evin, l'geôle des prisonniers politiques! Le slogan que l'on entend dans les dernières manifestations, je ne l'ai jamais entendu auparavant: «À mort le dictateur !».

Comment l'expliquez-vous ?

Par un ras-le-bol de ce soi-disant régime islamique, austère, corrompu, injuste et brutal qui a conduit le pays dans le mur, l'isolement et les difficultés économiques. Les Iraniens ne supportent plus les élections truquées et le risque de mourir à chaque manifestation. Le nombre d'athées que j'ai rencontrés en terre d'Islam révolutionnaire est impressionnant. Les dirigeants iraniens ont véritablement réussi quelque chose que je ne pensais pas possible chez les musulmans pour qui l'apostasie est un crime puni de mort. Longtemps, dissimulées sous leur tchador comme dans un cheval de Troie, dans le seul pays au monde où les femmes doivent se battre pour récupérer des droits qu'elles avaient acquis, les Iraniennes ont tenté d'obtenir gain de cause patiemment, à leur rythme. C'est fini. Pour la première fois, les jeunes femmes qui brûlent leur voile en place publique demandent la fin de la police des mœurs, mais aussi l'abolition de la loi du 7 mars 1979, qui les contraint à s'enfouir sous une prison de tissus ! Il faut écouter ces filles et prendre le voilement au sérieux. Ce bout d'étoffe est le produit dérivé phare de l'islamisme. Ce n'est pas un objet culturel mais un objet politique ! Le voile n'a rien à voir avec le Coran. Ma grand-mère qui était juive le portait. Le voile était une affirmation de la soumission de la femme dans la société patriarcale et il existait bien avant le prophète Mahomet. Désormais, le voile est en plus une affirmation anti-occidentale et antidémocratique. Arrêtons de nous laisser bernier par celles qui réclament des hijabs pour jouer au foot et des burkinis pour se baigner. Pas la moindre allusion au burkini, invention très récente d'une Australienne, dans le Coran...

Les Islamistes savent tirer parti de notre éthique de la tolérance. Le voile est leur vitrine. Il est leur meilleur atout de soft politique, leur stratégie majeure pour provoquer une espèce de craquement de la société occidentale. Ils ne maîtrisent la loi qu'à leur avantage.

Chantal de Rudder

Alors qu'en Iran des femmes se battent pour retirer le voile en risquant la mort, en Occident, d'autres se battent pour le porter, affirmant qu'il s'agit d'une liberté.

Comment expliquer ce paradoxe ?

Contrairement à la République islamique, les voilées de France ne risquent rien à nous déplaire. Et c'est tout à notre honneur ! En France, la République est bonne fille. On y a le droit d'être royaliste comme d'être islamiste, à condition de ne pas troubler l'ordre public et de ne pas contrevenir à la loi. Les Islamistes savent tirer parti de notre éthique de la tolérance. Le voile est leur vitrine. Il est leur meilleur atout de *soft* politique, leur stratégie majeure pour provoquer une espèce de craquement de la société occidentale. Ils ne maîtrisent la loi qu'à leur avantage et parlent systématiquement des obligations légales des sociétés occidentales pour mieux les piéger. Le terme d'«islamophobie», comme les campagnes menées en son nom, est une tentative pour imposer une orthodoxie islamiste en Occident. Et une manière de rendre inacceptable toute critique de l'islam dont le voile est devenu un emblème. Le retour du voile, après une disparition de plusieurs décennies, est une réussite remarquable! Telle une muleta, «l'épouvantable chiffon», comme l'appelait Habib Bourguiba, président tunisien, est maintenant agité sur toute la planète, y compris là où on ne l'avait jamais vu auparavant. À ceux qui l'ignorent, la muleta est un leurre en tissu qui permet au matador de réaliser une série de passes et cache une épée.

Khomeyni a ardemment voulu ce voile universalisé, lui qui convoitait le rôle de chef suprême de l'Uma, par-delà le fait qu'il était chiite. *«Le voile, c'est l'Uma enfin réalisé, ce rêve impossible d'el-Banna, le créateur égyptien des Frères musulmans, dit Azadeh Kian, chercheuse franco-iranienne, directrice du centre d'enseignement, de documentation et de la recherche pour les études féministes (CEDREF). Cet Uma qui n'existe pas, il existe vraiment dans les apparences à travers le voilement. C'est l'Iran qui a inspiré le voile global, celui de la modernité islamique»*. Khomeyni a été influencé par les Frères Musulmans, initiateurs du retour du voile. Un voile nouveau, étendard de l'islam politique et de la lutte contre l'influence occidentale. La civilisation arabo-musulmane ne s'est jamais remise de l'humiliation subie à cause de la colonisation et de la domination occidentale. Aucun pays musulman ne va bien!

Quand je vois Clémentine Autain aller dans un bistrot arabe de Sevrans pour démontrer à la caméra « Voilà, je suis bien dans le bistrot, les femmes peuvent y aller », c'est d'une telle mauvaise foi... ! La même qui aujourd'hui prend la tête d'une croisade néo-féministe et dévoie la cause essentielle des violences faites aux femmes en bafouant l'État de droit dans un tribunal interne stalinien.

Chantal de Rudder

Je suis en colère contre la gauche, moi qui suis de gauche, parce qu'en s'enfermant dans le déni, elle livre les Français musulmans aux plus radicaux. Quand je vois Clémentine Autain aller dans un bistrot arabe de Sevrans pour démontrer à la caméra *«Voilà, je suis bien dans le bistrot, les femmes peuvent y aller »*, c'est d'une telle mauvaise foi... ! La même qui aujourd'hui prend la tête d'une croisade néo-féministe et dévoie la cause essentielle des violences faites aux femmes en bafouant l'État de droit dans un tribunal interne stalinien. On ne l'a pas beaucoup entendue, elle et les autres femmes de la NUPES, à propos de la répression sanglante que subissent les Iraniennes qui luttent pour en finir avec le voile!

Cette gauche que vous décrivez, pourquoi fait-elle cela ?

C'est certes de l'électorisme mais aussi de la tolérance très mal placée. C'est bien connu, l'enfer peut-être pavé de bonnes intentions. Toutes les avancées sociétales sont venues de la gauche, le féminisme comme l'antiracisme, je tiens à le souligner. Ce n'est pas une raison pour choisir de prendre les vessies pour des lanternes et les Islamistes pour les enfants du bon Dieu ! Je ne comprends plus ce que la gauche en tête. Certains parlent de convergence des luttes. Ça rend les choses très floues et terriblement dangereuses.

Le voile en Iran est une histoire qui nous concerne toutes et tous. L'affaire de Creil en 1989 (première affaire de voile en France) a eu lieu au même moment que la fatwa contre Rushdie. Je ne pense pas que ce soit un hasard. Voile et blasphème sont les deux mamelles de l'islamisme, un couple infernal auquel nous n'avons pas su faire front. En lançant la fatwa de mort contre l'auteur des *Versets sataniques*, l'ayatollah Khomeyni bâtissait l'avenir. Non seulement il démontrait sa puissance par l'indignation musulmane internationale qu'il était capable de provoquer mais il œuvrait pour la crispation de l'identité communautaire, qui s'affiche désormais à travers le voile, et le retour de la notion anachronique de blasphème. Aujourd'hui, le blasphème fait à nouveau partie du paysage mental occidental! Et Samuel Paty en est mort. Un ado élevé en France, dans les écoles de la République, pensait venger sa religion en coupant la tête de l'enseignant en pleine rue.

Le voilement a une histoire. Il nous faut la connaître et la comprendre plutôt que nous agiter en débats hystériques pour ou contre le voile.

Chantal de Rudder

En Grande-Bretagne, aussi dingue que cela paraisse, il existe aujourd'hui 52 tribunaux qui arbitrent les affaires familiales selon la charia. Maryam Namazie, réfugiée iranienne à Londres, une sacrée bonne femme, me dénonçait le multiculturalisme anglais qui mène à une sorte de «tribalisme», dont le genre féminin fait les frais. Namazie soulignait pour moi un paradoxe qui vous a frappé vous-aussi: *« L'histoire est amnésique. Pendant qu'en Iran, des femmes prennent des risques insensés pour se débarrasser du voile, ici, il y a chaque jour davantage de musulmanes qui le portent »*.

Ses positions sur le voile et le blasphème valent à cette militante courageuse s'il en fut d'être menacée de mort par les islamistes mais aussi d'être blacklistée dans les universités britanniques.

Gare au politiquement correct! Rappelons-nous qu'il bénéficie sous le manteau de l'appui conséquent des mannes déferlantes du pétrole d'Orient depuis des décennies. Certains, comme le journaliste culturel Augustin Trapenard, n'hésite pas - en toute bonne foi- à gloser sur la sérénité retrouvée de Diam's grâce à son abaya.

Le voilement a une histoire. Il nous faut la connaître et la comprendre plutôt que nous agiter en débats hystériques pour ou contre le voile. J'y ai consacré un livre, un quasi tour du monde et deux ans de travail. Dans mon passionnant road-trip, j'ai rencontré Ziauddin Sardar, philosophe anglo-pakistanaïse passé par toutes les couleurs de l'islamisme avant de devenir un laïc convaincu. Il définit notre époque comme «l'ère du post-normal», *«une période d'entre-deux où rien n'est vraiment défini, pas même le chemin que nous pourrions choisir pour construire l'avenir»*. C'est le moment où jamais d'écouter et soutenir les Iraniennes en lutte. Et d'espérer avec elles que le voile et ce qu'il sous-entend restera comme la seule marque de Khomeyni dans l'Histoire, quand il aura disparu.

28 septembre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/pres-d-un-tiers-des-femmes-en-age-de-procreer-ne-veut-pas-d-enfants-selon-un-sondage-20220928>

Près d'un tiers des femmes en âge de procréer ne veulent pas d'enfants, selon un sondage

Par [Le Figaro](#)

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 2 heures



Un tiers des femmes en âge de procréer ne veulent pas avoir d'enfants, selon un sondage Ifop. *GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP*

La crise environnementale et climatique est notamment évoquée pour justifier le non-désir d'enfants, selon un sondage réalisé par le magazine *Elle* et l'institut Ifop.

Un tiers des femmes en âge de procréer ne veulent pas avoir d'enfants. C'est ce que révèle un sondage réalisé par le magazine *Elle* en partenariat avec l'Ifop et publié ce mercredi. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon représentatif de 2005 femmes âgées de 15 ans et plus. Concernant les femmes «*en âge de procréer*», il s'agit de femmes âgées de 18 à 49 ans sans enfants et en capacité physique de procréer.

Un non-désir d'enfant porté par des considérations féministes et écologiques

Parmi les sondées qui ne ressentent pas de désir de maternité, 50% estiment qu'un enfant n'est pas indispensable à leur épanouissement personnel quand 48% ne souhaitent pas assumer de responsabilité parentale. La crise environnementale et climatique motive aussi le non-désir d'enfant de 39% des femmes interrogées, suivies des crises politiques et sociales (37%) et de la crainte de la surpopulation (35%), détaille *Elle*.

L'institut Ifop a également interrogé les sondées sur leurs idées politiques. 48% de sympathisantes EELV ont affirmé souhaiter rester sans enfant contrairement à celles des Républicains, de Reconquête ou du RN qui manifestent encore majoritairement un désir de maternité. 50% des femmes se jugeant «*très féministes*» et 54% se disant «*très écologistes*» ont également affirmé leur non-désir d'enfants.

La catégorie socioprofessionnelle des sondées est également un critère puisque 36% des dirigeantes d'entreprises préfèrent ne pas avoir d'enfants quand la majorité des femmes issues des catégories populaires expriment majoritairement leur désir de devenir mères. Le sondage relève également que plus de la moitié des mères d'un enfant de moins trois ans avouent parfois regretter leur choix de maternité. En outre, près d'une femme sur deux se dit prête à recourir à la procréation médicalement assistée (PMA) en tant que célibataire.

28 septembre (Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/eugenie-bastie-comment-l-antiracisme-a-reinvente-le-racisme-20220928>

Eugénie Bastié: «Comment l’antiracisme a réinventé le racisme»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 44 minutes



Eugénie Bastié. *Le Figaro*

CHRONIQUE - *Voyage au centre du malaise français*, livre du sociologue Paul Yonnet publié en 1993 qui auscultait le phénomène SOS-Racisme, reparait. Un essai prophétique et capital.

15 juin 1985, place de la Concorde. Des centaines de milliers de jeunes sont venus assister à la «fête des potes» organisée par [SOS-Racisme](#). Dans ce grand «festival musical multiracial», Marek Halter, Bernard-Henri Lévy, et Guy Bedos se tiennent la main tandis que chantent Francis Cabrel et Jean-Jacques Goldman. Harlem Désir proclame son catéchisme benêt à la tribune: «*Pour la France multiculturelle, pour que la logique de l’amitié l’emporte toujours sur celle de la haine et de la mort.*» *What else?* 35 ans plus tard, la Concorde a laissé place à la discorde, l’utopie multiculturelle à la partition territoriale, la petite main jaune au voile islamique, l’exaltation du black-blanc-beur à l’obsession racialisée, et les hérauts de SOS-Racisme n’en finissent pas d’être dévorés par leurs héritiers woke.

Ce que démontre magistralement Paul Yonnet dans son livre *Voyage au centre du malaise français*, publié en 1993 et réédité ces jours-ci par l’Artilleur, c’est que tout ceci était écrit d’avance. Dans cet essai capital et prophétique, le sociologue, spécialiste du sport et des loisirs, contributeur régulier à la revue *Le Débat*, entreprenait de décortiquer ce phénomène de société que fut l’antiracisme militant des années 1980. Avec une pénétration et une finesse d’analyse rare (malheureusement gâchées par moments par une langue obscure), il en retrace la généalogie, en analyse la propagande et en prédit les conséquences terribles.

Que nous dit Paul Yonnet dans cet essai qui lui valut tant d’opprobre? Que SOS-Racisme n’a pas seulement échoué à endiguer le racisme supposé de la société française, il a puissamment contribué au retour de la race dans l’imaginaire collectif. Lutter contre le racisme en propageant le racialisme, tel fut son paradoxe. D’un côté on prétendait réduire le préjugé racial, de l’autre on diffusait une vision raciale des rapports sociaux reposant sur l’abandon du principe d’assimilation. En détruisant le creuset de la nation, jugé excluant, on aboutit finalement au triomphe des communautés, qui vivent côte à côte et bientôt face-à-face (selon la formule de Gérard Collomb). L’antiracisme des années 1980 n’a pas été trahi par le néo-antiracisme à la sauce woke, il en est la source.

En anthropologue

Paul Yonnet invente le néologisme «immigrationnisme» pour désigner la valorisation systématique par l'antiracisme militant de l'immigration comme une richesse, et la nazification de quiconque propose d'en contrôler les flux. Il décrit à merveille la redoutable rhétorique de la «pince immigrationniste»: d'un côté on dénonce le fantasme de l'invasion (non il n'y a pas plus d'immigrés qu'avant), de l'autre on proclame «nous sommes tous des immigrés».

Il montre comment le paradigme antiraciste - non pas le refus des races, mais l'exaltation du droit à la différence et la destruction du roman national - a atteint un niveau d'hégémonie culturelle encore plus grand que celui du marxisme dans les années 1970, puisqu'il n'a pas gagné seulement le milieu intellectuel, mais l'appareil d'État. Cet «antiracisme d'État» a été créé par la mitterrandie, qui y a vu, après le tournant de la rigueur de 1983, un substitut à l'absence de débouchés du socialisme au pouvoir. *«La fin de l'utopie marxiste laisse le champ libre à l'utopie immigrationniste et à l'idéologie antiraciste»*, écrit Paul Yonnet. Très subtilement, il relie le développement de l'antiracisme des années 1980 à l'échec de mai 1968. La révolution ayant échoué parce que les ouvriers n'ont pas rallié les étudiants, le gauchiste français s'est senti trahi et a reporté son intérêt sur l'immigré, devenu le nouvel *«agent d'une inéluctabilité historique»*, l'utopie panraciale. C'est en anthropologue que Paul Yonnet met à nu la matrice profonde de cet antiracisme, qui ressemble selon lui à certaines pratiques archaïques appelées par Marcel Mauss «suggestion de l'idée de mort» qui poussent certaines sociétés au suicide. *«Le Français moyen se trouve en situation psychologique de vouloir précipiter activement ou passivement la disparition de la France»*, écrit Yonnet. Il se met aussi sous le haut patronage de Claude Lévi-Strauss, prophète du structuralisme adulé par la gauche qui, dans *Race et culture* (1971), affirmait qu'une certaine fermeture était nécessaire à la sauvegarde de la diversité des cultures et distinguait le racisme de la xénophobie de défense. *«Vous ne m'avez nullement trahi en me citant»*, écrira Claude Lévi-Strauss à Paul Yonnet, comme le révèle Éric Conan dans la postface de cette réédition.

En détruisant le creuset de la nation, jugé excluant, on aboutit finalement au triomphe des communautés. L'antiracisme des années 1980 n'a pas été trahi par le néo-antiracisme à la sauce woke, il en est la source

Eugénie Bastié

Ce livre fut publié en 1993, peu après le référendum de Maastricht qui allait déléguer la puissance de l'État-nation à l'Union européenne. *«Plus les États-nations délégueront de prérogatives politiques à l'échelon européen, plus ils abandonneront leur souveraineté propre, et plus le concept d'identité prendra de l'importance»*, prophétisait le sociologue. *«L'identité c'est ce qui reste quand on a oublié la nation.»* Nous y sommes.

La vérité fait scandale. Cet essai, pourtant édité aux éditions Gallimard sous les auspices de Pierre Nora, provoqua à sa parution un véritable tollé, révélateur, selon les mots de Marcel Gauchet dans la préface à cette réédition, de l'*«institutionnalisation médiatique du déni des problèmes soulevés par l'immigration»*. *«Quand l'intelligentsia soutient Le Pen»* titra Laurent Joffrin dans un article du *Nouvel Observateur* où il qualifiait Paul Yonnet de *«Déroulède sociologue»*. L'historien Daniel Lindenberg le classa parmi les «néoréactionnaires» dont il diagnostiqua l'extension dans son livre *Le Rappel à l'ordre*. Ce livre valu à Paul Yonnet une mise à mort sociale, et les années qui suivirent sa parution furent solitaires et douloureuses. *«Je ne me reproche qu'une seule chose, mais c'est un optimisme antérieur: d'avoir sous-estimé la formation d'un véritable système d'intimidation et de coercition médiatico politique»*, dira-t-il en novembre 1995.

Reste à savoir ce qui a changé depuis la publication de cet essai il y a trente ans. Selon Marcel Gauchet, *«l'interdit dont Paul Yonnet a fait les frais, l'un des premiers, s'est consolidé, généralisé, systématisé»*. Qu'il nous soit permis de ne pas partager le pessimisme de l'auteur du *Désenchantement du monde*. La matrice antiraciste qui valorisait l'utopie multiculturelle et diabolisait toute velléité de contrôle des flux migratoires est à bout de souffle et achève de se

décomposer dans un wokisme débilisant. La réflexion de Paul Yonnet était aux marges, elle est désormais au centre du débat français.

Paul Yonnet, préface de Marcel Gauchet, postface d'Éric Conan L'Artilleur, 364 p., 20 €.

28 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/28/439432-bio-la-grande-illusion>

28 septembre 2022

Bio : la grande illusion

[Pierre Allemand](#)

La fin du XXe siècle a vu l'apparition de **plusieurs modes à l'échelle quasi planétaire**. Le "bio" en fait partie. Il procède, comme d'autres modes, de l'influence de plus en plus prégnante de l'écologisme, **ce courant de pensée qui a réussi à faire passer la nature devant l'humain**.



Photo by Markus Spiske on Unsplash

Le choix du mot *biologique* n'est pas anodin.

Ses adeptes français n'ont pas choisi de traduire simplement le mot anglais *organic* par *organique*, ce qui aurait été le choix de la logique. En choisissant le mot *biologique*, ils ont probablement voulu insister davantage sur la notion de *vivant* qui existe cependant dans le mot *organique*, mais parmi d'autres significations.

Bio : le choix des mots

Selon la définition de [l'Insee](#) :

« L'agriculture biologique est un mode de production agricole qui exclut l'emploi de substances de synthèse, telles que les pesticides, les médicaments ou les engrais de synthèse, et celle d'organismes génétiquement modifiés. »

L'idée de départ est très séduisante. Malheureusement, elle a été fortement polluée et déviée finalement de son objectif par suite de l'ajout de contraintes multiples sans réel fondement scientifique destinées, elles, à respecter le folklore qui imprègne le raisonnement d'un certain nombre de personnes adeptes de **l'écologisme**.

Ces contraintes expriment en réalité **leur aversion purement intellectuelle pour la technologie en général et pour le génie génétique en particulier**. Dans la pratique, on ne voit en effet pas bien pourquoi certaines réactions chimiques seraient interdites, et d'autres non. Il est de fait particulièrement difficile de définir une frontière entre des réactions chimiques dites *naturelles* et des réactions chimiques dites *artificielles*.

En réalité, le scientifique honnête qui se lance dans ce type de réflexion convient assez rapidement que cette frontière n'existe tout simplement pas : **il n'y a aucune différence entre un produit chimique naturel et un produit chimique artificiel**. D'ailleurs, depuis très longtemps, les chimistes qui se sont consacrés à reproduire de nombreux produits naturels en utilisant des méthodes de synthèse de plus en plus élaborées y sont remarquablement parvenus, mettant à bas cette distinction factice.

L'ouverture au hasard d'une des bibles du chimiste comme *The Merck Index* nous apprend, par exemple, qu'un produit comme la quinine, médicament naturel contre le paludisme, extrait de l'écorce du quinquina, a été synthétisée pour la première fois en 1944 à partir de molécules elles-mêmes totalement synthétiques (procédé **Woodward-Doering**) à partir de la 7-hydroxyisoquinoline, elle-même obtenue à partir de bases dérivées d'hydrocarbures fossiles. La réussite de ce type de synthèse montre, s'il en était encore besoin, que la matière issue du vivant ne possède pas de propriété intrinsèque qui la distinguerait de la matière synthétique.

En réalité, cette différence n'existe que dans la tête de l'adepte du « naturel à tout prix ».

Cette préférence donnée à tout ce qui vient de mère nature qui serait, dit-on, si généreuse, malgré les nombreux contre-exemples qui fourmillent mais que notre adepte ne saurait voir, est **formidablement exploitée par la publicité** : tout ce qui peut enduire toutes les parties du corps humain y compris les plus intimes se doit d'être le plus proche possible des 100 % naturels si l'on veut pouvoir le vendre cher. **L'acheteur doit être convaincu que ce fameux degré de naturel est de la plus haute importance. Même si la partie naturelle était par exemple composée d'extrait d'amanite phalloïde, de ciguë ou de digitale.**

Des règles déformées pour les besoins de la cause

Les règles de « provenance naturelle » ne sont cependant pas si rigides qu'on pourrait le croire, et sont même, à l'occasion, allègrement transgressées lorsqu'il s'agit d'autoriser un pesticide indispensable à la culture biologique en France, mais qui sort malencontreusement de la doctrine du « tout d'origine naturelle » : je veux parler de la **bouillie bordelaise**.

La bouillie bordelaise qui est utilisée pour traiter la vigne, mais aussi de très nombreux légumes ou fruits contre les maladies cryptogamiques, est indispensable dans les régions où le mildiou, l'oïdium, la tavelure etc. attaquent et détruisent la vigne, la tomate, la fraise, le rosier ou la pomme de terre, aidés par des conditions climatiques favorables au développement de ces parasites. Cette bouillie est très simplement fabriquée en attaquant le cuivre par de l'acide sulfurique (bien chimique) et en neutralisant le sulfate de cuivre obtenu par de la chaux (bien chimique elle aussi).

Profitant du fait que ce produit est ancien (il a été inventé au XIXe siècle) et aussi de l'inculture en chimie de la plupart des adeptes qui ne savent pas exactement ce que *minéral* signifie, la bouillie bordelaise a été déclarée acceptable en agriculture biologique parce qu'elle ne contient que du sulfate de cuivre déclaré lui-même comme *naturel*, alors que sa fabrication est tout ce qu'il y a de plus synthétique, comme je viens de l'écrire, et que la provenance de ses précurseurs est minérale comme celle de tous les produits présents sur cette Terre.

Cette souplesse d'adaptation devrait normalement démontrer aux adeptes que les règles n'existent en agriculture biologique que pour être habilement contournées. En réalité, elles montrent surtout que la clôture existant autour du bio est fermement établie dans la tête de ceux qui y croient, et qu'aucun argument logique ne saurait la démanteler.

Les OGM et le Diable

Une autre grande distinction sépare l'agriculture biologique de l'agriculture conventionnelle : **en bio, les OGM sont strictement prohibés. Les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)** qu'on appelle **PGM** (Plantes Génétiquement Modifiées) lorsqu'il s'agit de plantes, ont été soumis à l'implantation de certains gènes spécifiques. Ces modifications sont destinées à procurer à la plante modifiée des **propriétés positives** : par **exemple une meilleure résistance à la sécheresse ou aux maladies, une croissance plus rapide, et, d'une façon plus générale l'acquisition d'une propriété intéressante qui appartient naturellement à une autre espèce.**

Cette acquisition de propriétés nouvelles ne peut qu'apparaître bénéfique pour la plupart des personnes. Cependant, le mode d'acquisition a posé un problème à certaines d'entre elles qui y ont étrangement vu l'accès à un monde religieusement interdit, parce que touchant à l'intimité de la vie. **Cette vision surprenante, procédant essentiellement du fanatisme religieux assez primitif que l'on croyait touchant seulement, depuis les Lumières, des individus fortement arriérés, s'est néanmoins répandue, comme c'est d'ailleurs souvent le cas, dans un milieu intellectuel particulier, et elle est devenue celle de certains fondateurs du puissant mouvement Greenpeace. Ce dernier mouvement, fort actif dans certains pays, a ensuite réussi à faire interdire les OGM en Europe, aidé en cela par les Grünen allemands, grands influenceurs de la politique européenne.**

Les anti-OGM, célèbres pour leurs actions contre les semis expérimentaux de PGM craignent l'avenir : ils redoutent en effet que ces produits, quelque part issus de la main du Diable, ne parviennent un jour à empoisonner et même à exterminer le genre humain. Ils constituent une résurgence des fanatiques qui ont brûlé les sorcières en place publique au motif qu'elles faisaient commerce avec le Diable...

Et l'ensemble des Européens ont été convaincus par leurs arguments, mais surtout, probablement par la publicité imbécile de nombreuses marques, de ne jamais consommer d'OGM, ignorant, par là même, l'expérience positive de centaines de millions d'humains pendant des dizaines d'années qui n'ont jamais éprouvé le moindre effet négatif en consommant des OGM ou leurs dérivés.

L'agriculture bio dans la vraie vie

Mais revenons au XXIe siècle.

La distinction, solide parce que surtout mentale, entre l'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle permet de pratiquer des prix plus rémunérateurs au niveau des consommateurs. Les grands distributeurs comme Carrefour, Leclerc ou Auchan et les distributeurs spécialisés comme Biocoop ne s'y sont pas trompés. Et **le marché du bio** s'est accru pendant des années en France, s'appuyant sur l'idée simple : « *c'est naturel, donc c'est bon* », idée doublement fausse.

En effet :

- L'amanite phalloïde, la ciguë ou la digitale déjà citées, sont tout ce qu'il y a de plus naturelles et sont cependant très mauvaises pour la santé humaine : on meurt de les avoir consommées.
- L'agriculture biologique utilise des pesticides comme le sulfate de cuivre qui ne sont, eux, pas du tout naturels, en dépit des affirmations des marchands de bio.

Ajoutons que le sulfate de cuivre a la fâcheuse propriété d'imprégner presque définitivement le sol qui devient toxique pour toute une série d'animaux dont le lombric (ver de terre), au point que les anciennes parcelles de vigne peuvent devenir impropres à toute culture.

L'agriculture biologique n'a donc finalement aucune justification du point de vue de la consommation. Il n'empêche qu'au niveau européen, elle peut se prévaloir de sérieux défenseurs qui la placent en priorité, et obligent pratiquement de nombreux agriculteurs à la choisir alors qu'il n'y a absolument aucune raison, comme on vient de le voir, de la préférer à [l'agriculture conventionnelle](#). De plus, comparée à celle-ci, elle conduit à des rendements nettement inférieurs. Sa généralisation, qui n'est heureusement pas pour aujourd'hui ni probablement pour demain, conduirait à des problèmes difficilement solubles. L'[exemple récent](#) du Sri Lanka le montre sans ambiguïté.

Une histoire qu'on voudrait bien oublier

Cette mode, qui a la préférence de beaucoup d'influenceurs parmi les médias, peut aussi conduire à des catastrophes. J'en prendrai un seul exemple :

En 2011, l'apparition d'une intoxication grave à l'*Escherichia Coli* en Europe a fait d'abord suspecter des concombres originaires d'Espagne. Ceux-ci ont cependant été rapidement mis hors de cause, et c'est finalement [une ferme biologique située à Bienenbüttel en Allemagne](#) qui a été désignée à l'origine de la contamination, par des graines germées. Le nombre de cas d'intoxication a été de plus de 4000 dans 12 pays européens et le nombre de décès de 53.

La réaction des médias au moment de cette intoxication a révélé l'embarras de ceux-ci car il s'agissait d'un cas grave (plus de 50 morts) et d'une ferme biologique, qui ne pouvait normalement que produire des aliments sains parce que biologiques dans l'esprit du public. En réalité, la simple utilisation d'un bon biocide évitant le développement d'espèces potentiellement létales aurait tout simplement arrêté net la contamination et évité 53 morts. Une paille ! Malheureusement, une règle qu'on peut qualifier de stupide empêchait bêtement l'utilisation d'un biocide synthétique à la ferme biologique de Bienenbüttel.

Que n'aurait-on pas entendu si les 53 décès avaient été causés par la consommation de denrées alimentaires produites dans une ferme conventionnelle ! À coup sûr, la gent journalistique aurait suggéré que c'était parce que la ferme était coupable de n'être pas biologique ! Pire encore s'il s'était agi de légumes OGM ! Heureusement, la loi européenne a banni ces produits du Diable...

27 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wissen/energiekrise-ist-holz-eine-alternative-zum-teuren-gas-18337589.html?premium>

HEIZEN MIT HOLZ:

Der Qualm der Krise

VON [ANDREAS FREY](#)

-AKTUALISIERT AM 26.09.2022-14:05



„Dem Rauche gleich, der stets nach kältern Himmeln sucht.“ So sah sich einst Nietzsche. Aber Otto Normalverbraucher hat es halt gerne warm und gemütlich. Bild: dpa

Das Gas ist teuer, die Sorgen groß – und nun? Das Naturprodukt Holz aus der Region zu verfeuern, klingt umweltfreundlich und nachhaltig. Tatsächlich ist es aber weder das eine noch das andere.

Ungewöhnlich früh kommt in diesem Jahr das Bedürfnis auf, die Heizung aufzudrehen. Doch Gas und Öl sind teuer geworden, und so horten viele Deutsche wie besessen Holz. Ofenbauer sind für Monate ausgebucht und Holzscheite knapp – die Menschen kaufen, was sie in die Finger kriegen. Was dann in den elf Millionen Holzöfen im Land in Rauch aufgeht, bereitet Umweltforschern und Mediziner, aber auch Klimaexperten große Sorgen. Dem Land droht womöglich der dreckigste Winter seit Jahrzehnten.

Wer die [Energiekrise](#) riechen will, muss abends nur vor die Tür treten. Rauchschwaden breiten sich in den Wohnvierteln aus. Achim Dittler kritisiert das nicht nur aus olfaktorischen Gründen. Der Aerosolforscher vom Karlsruher Institut für Technologie befasst sich seit Jahren mit Gasreinigung und Luftreinhaltung. Das Verfeuern von Holz ist in seinen Augen ein Frevel an Umwelt und Gesundheit. Kein Brennstoff setze – bezogen auf den Energiegehalt – mehr Schadstoffe frei.

Luftbelastung wird zunehmen

Daher rechnet Dittler in diesem Winter mit einer deutlichen Verschlechterung der Luftqualität in vielen Wohngebieten. Zumal in Kaminen und Kachelöfen ja nicht nur luftgetrocknetes Buchenholz brennt. Oft genug fliegt alles in die Flammen, was brennt: lackierte Möbel, lasierte Dielen, sogar kunststoffbeschichtetes Altholz. Im Baumarkt gibt es Braunkohlebriketts, und niemand sollte sich wundern, wenn der Nachbar auch mal Abfälle im Ofen entsorgt. Besonders schlimm werde es in den Abend- und Nachtstunden sowie an den Wochenenden, sagt Dittler. Von einer bestimmten Uhrzeit an heißt es dann „Passivrauchen für alle“.

Dass die Luftbelastung deutlich zunehmen wird, davon geht auch Ralf Zimmermann aus, der am Helmholtz-Zentrum München sowie an der [Universität Rostock](#) erforscht, was die „Gemütlichkeitskaminfeuer“ an Schadstoffen freisetzen. Holz verbrennt im Unterschied zu Öl und Gas nur unvollständig, vor allem wenn die Öfen falsch bedient werden. Dadurch entweichen Rußpartikel, an deren Oberfläche Schadstoffe bis hin zu krebserregenden polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffen kleben. Auch Metalle würden freigesetzt, sagt der Chemiker, außerdem große

Mengen ungesunder Gase wie Benzol oder Formaldehyd. Werden auch Althölzer mit Farben oder Spanplatten verheizt, könne es auch zu „richtig gefährlichen Emissionen“ kommen, einschließlich Dioxinen und Blausäure.

Mangelnde Überwachung der Belastung in Wohngebieten

Das Hauptproblem sind die sehr kleinen Rußpartikel. Die mehr als elf Millionen Holzöfen und 900.000 Pelletheizungen emittieren mehr **Feinstaub** als die rund sechzig Millionen Autos und Lastwagen in Deutschland zusammen. **Im Vergleich zur Gasheizung setzt ein Pelletofen 400-mal so viel Feinstaub frei**, Kachelöfen sogar tausendmal so viel, insgesamt rund hundert Mikrogramm pro Megajoule. Je kleiner die Stäube, desto gefährlicher seien sie, sagt Zimmermann. **Vor allem Partikel mit einem Durchmesser kleiner als 2,5 Mikrometer (Feinstaub PM 2,5) dringen tief in die Lunge ein und sind deutlich gefährlicher als die größere Fraktion (Feinstaub PM 10).**

Doch was da täglich in die Wohngebiete gepustet wird, werde in der Regel nicht überwacht, sagt Achim Dittler. Dörfer und Kleinstädte müssten keine Messstationen aufbauen: „**Auf dem Land wird einfach nicht gemessen**“, sagt er. Und die Zahl der Messstellen ist tatsächlich überschaubar, bundesweit gibt es rund 360 Stationen für die gröberen Stäube (PM 10) und nur 200 für die sehr feinen (PM 2,5), teilt Stefan Gilge vom Deutschen Wetterdienst mit. Allerdings existiert bei PM 2,5 nur ein Jahresmittelwert, bei PM 10 zusätzlich zum Jahresmittelwert auch ein Tagesgrenzwert. „Daraus ergibt sich bereits, dass eine hohe zeitliche Auflösung nicht gefordert wird“, sagt Gilge. Flächendeckende und damit rechtssichere Messungen seien eben nicht leistbar.

Wirklich nicht? **Für Achim Dittler ist das ein Persilschein fürs Kokeln.** Und die wenigen Messstellen, die nur Jahresmittelwerte messen, seien völlig ungeeignet, die Belastung zu erkennen. Also baute der Aerosolforscher Ende 2020 eine Messstation in **Stutensee, einer Kreisstadt bei Karlsruhe**, auf, die Feinstaub der Fraktion 2,5 aufspürt. **Die Werte bestätigten schnell den Eindruck der Anwohner: Die Luft war im Winter regelmäßig verschmutzt, in dem Wohngebiet war die Luft an manchen Tagen im Stundenmittel bis zu dreimal so stark belastet wie am Stuttgarter Neckartor, Deutschlands dreckigster Kreuzung.** „Der Dreck kam eindeutig von den **Holzöfen**“, sagt Dittler. Andere Quellen konnte er ausschließen, da er die Werte mit zwei verkehrsnahen Stationen verglich.

An die Vorweihnachtszeit 2021 erinnert sich Dittler noch genau. Plötzlich schoss an einem Abend die Feinstaubkurve der PM 2,5 nach oben und flachte erst bei 144 Mikrogramm pro Kubikmeter wieder ab. 144 Mikrogramm – das sei, wie nur einen Meter entfernt neben einem Raucher zu sitzen, sagt Dittler. An jenem Abend habe eine **konkrete Gefahr für die öffentliche Sicherheit** bestanden. Tatsächlich klagten auch mehrere Anwohner über Kopfschmerzen und Übelkeit. Der Verursacher war schnell gefunden: Es war ein fragwürdig betriebener Holzofen.



Hat nicht nur Anhänger: Das Verfeuern von Holz ist in den Augen von Kritikern ein Frevel an Umwelt und Gesundheit. :Bild: picture alliance / Winfried Roth

Doch bei der Stadt habe man den Vorfall als Einzelfall abgetan und auf den Privatklageweg verwiesen, erzählt Dittler. Dabei konnte er belegen, dass die Einzelfälle zusammenhängen. Zudem war der fragliche Holzofen illegalerweise so installiert worden, dass der Rauch in die Rezirkulationszone der Gebäude eingeleitet wurde. Dadurch verteilen sich die Gase bodennah und dringen in die Lüftungssysteme der Nachbarhäuser ein. Doch die Behörde nahm die Betroffenen nicht ernst, sagt Dittler. „Die Anwohner stehen da wie überempfindliche Idioten.“

Dabei ist der Holzqualm ein lautloser Killer. „Feinstaub wirkt selbst bei relativ geringen Konzentrationen gesundheitsschädlich“, sagt Thomas Berkemeier vom Max-Planck-Institut für Chemie in Mainz und verweist auf klare Belege dafür, dass **Bewohner von Orten mit höherer Luftverschmutzung früher sterben.** Nach neuesten Schätzungen ergäben sich für Deutschland etwa 124.000 vorzeitige Todesfälle pro Jahr oder ein Verlust der Lebenserwartung um durchschnittlich 2,4 Jahre, sagt Berkemeier. Der Öffentlichkeit erschienen diese Zahlen aber oft unklar.

Dabei seien die Ergebnisse vielfach belegt, weniger gut verstanden sei nur, wie die Krankheiten genau entstehen und welche Bestandteile von PM 2,5 besonders gefährlich sind. „Wir wissen, dass das Einatmen von Feinstaub zu oxidativem Stress führt und entzündliche Erkrankungen des Herz-Kreislauf-Systems zur Folge haben kann“, sagt Berkemeier. In einer 2021 in der Zeitschrift „Environmental Science & Technology“ erschienenen Studie zeigte er, dass schon bei Feinstaubkonzentrationen von zehn Mikrogramm pro Kubikmeter Luft die natürliche Abwehrfunktion der Lunge umgangen wird und sich vermehrt Hydroxylradikale bilden. **Diese führen zu Entzündungen, welche die Menschen am Ende krank machen.** Deshalb fordert die Weltgesundheitsorganisation schärfere Grenzwerte. Sie sollen auf fünf Mikrogramm pro Kubikmeter Luft gesenkt werden, lautet die Empfehlung. In der EU liegt der Grenzwert aktuell noch bei 25 Mikrogramm. Dann hätte es sich zumindest dort, wo Messstellen stehen, schnell ausgekokelt.

Hartnäckiger Irrglaube über die Holzverbrennung

Denn Stutensee sei überall, sagt Achim Dittler. Das wisse er aus Zuschriften, die ihn aus dem ganzen Land erreichen. Und immer berichten die Betroffenen von derselben Erfahrung: Man fühlt sich ohnmächtig und alleingelassen. **„Die Politik nimmt das Thema nicht ernst“, sagt Dittler. Niemand traue sich, das heiße Thema anzupacken.** Und damit Millionen von Wählern zu vergraulen, die mit der Holzverbrennung vor allem **Gemütlichkeit** und **Romantik** verbinden. **Er fordert daher ein Betriebsverbot der Komfortöfen in dicht besiedelten Wohngebieten.**

Auf Twitter postet Dittler täglich, was Holzöfen im Land anrichten. **Ofenhersteller und Lobbyverbände hätten Holz sehr erfolgreich als ökologisch und klimafreundlich umgelogen**, sagt er, außerdem seien Abnahme und Kontrolle seitens der Behörden und Schornsteinfeger unzureichend oder ungeeignet. „Holzofengate ist größer als Dieselgate“, schreibt er in seinen Tweets, weil die Holzöfen niemals im Betrieb gemessen würden und die Hersteller keine Angaben über die wahren Emissionen machen. Auch die elektrostatische Partikelabscheidung, die sogenannte Filterlösung, sei Dittler zufolge keine Lösung des Problems, weil die Abscheider weniger wirksam sind als Filter, wie sie in Fahrzeugen seit Jahrzehnten Stand der Technik sind – und **alle gasförmigen Emissionen wie Stickoxide, Kohlenmonoxid und Kohlenwasserstoffe durch eine reine Partikelabscheidung nicht gemindert werden können.** Hierzu müssten zusätzlich Katalysatoren zur Abgasreinigung verwendet werden.

Bei Kohlendioxid helfen allerdings auch Katalysatoren nicht. **Doch bis heute hält sich der Irrglaube, dass Holzverbrennung klimaneutral sei, weil bei der Verbrennung nur so viel CO₂ freigesetzt würde, wie der Baum zuvor aufgenommen habe.** Diese Bilanzierung unterschlägt aber mehrere Faktoren. Einer davon ist die Zeit, denn die Bindung dauert Jahrzehnte. **Wird sehr viel Holz verbrannt, wird auf einen Schlag sehr viel Kohlenstoff frei.** „Und das in einer Zeit, in der wir die **CO₂-Emissionen deutlich senken müssen**“, sagt die Energieexpertin Anke Weidlich von der Universität Freiburg. **Dadurch falle das zusätzliche CO₂ sofort ins Gewicht, während die Bindung durch**

nachwachsende Bäume erst in den kommenden Jahrzehnten stattfinden. **„Bäume sind als Klimaschützer also lebend deutlich wirksamer als in Form von Brennholz.“**

Besser das Haus damit bauen, als es zu heizen

Bundesministerium, Umweltbundesamt und Klimaforscher gehen davon aus, dass die CO₂-Emission bei der Holzverbrennung höher ist als bei der Verbrennung von Kohle, Öl oder Gas und Holz demnach klimaschädlicher als fossile Brennstoffe. Grund hierfür sei die geringere **Effizienz** der Holzverbrennung. **Dadurch werde für die gleiche Kilowattstunde Wärme oder Strom mehr Biomasse benötigt und damit mehr CO₂ freigesetzt**, sagt Anke Weidlich. Das Europaparlament hat deshalb Mitte September entschieden, die Verfeuerung von gesunden, frisch gefällten Bäumen künftig zu deckeln und nicht mehr zu fördern.

Dem Forstwissenschaftler Jürgen Bauhus von der Universität Freiburg ist vor allem wichtig, die Klimaschutzwirkung der Holzverbrennung auf einer soliden wissenschaftlichen Grundlage einzuschätzen. Allerdings sei die exakte Budgetierung der CO₂-Bilanzen sehr kompliziert und hänge von bestimmten Annahmen ab, die mit großen Unsicherheiten verbunden sind. Den Vergleich der Energiedichte von Holz, Öl und Gas, wie sie beispielsweise vom Umweltbundesamt vorgenommen werde, hält er für zu simpel und wenig aussagefähig, solange man nicht wisse, woher das Holz stammt und was damit alternativ passiert, wenn es nicht verbrannt würde. **Und dennoch ist auch er der Auffassung, dass man Holz so weit wie möglich für langlebige Produkte verwenden sollte, statt es zu verbrennen. Für Möbel etwa oder eben Holzhäuser, um den Kohlenstoff zu speichern und die Emissionen in der Baubranche zu reduzieren.**

Vorerst wird das allerdings keinen Ofenbesitzer davon abbringen, auf das knisternde Erlebnis mit der molligen Wärme zu verzichten. Zur Mitte der kommenden Woche wird es voraussichtlich empfindlich kühl. **Am besten bleibt die Maske also auch draußen auf.**

27 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/melonis-sieg-in-italien-respekt-fuer-eine-wahl-18344341.html>

REAKTIONEN AUF MELONIS

SIEG:Respekt für eine Wahl

EIN KOMMENTAR VON [NIKOLAS BUSSE](#)

-AKTUALISIERT AM 26.09.2022-21:26



Gespaltene Reaktionen auf ihren Wahlsieg: Giorgia Meloni in Rom Bild: AP

Wenn in einem EU-Land die Freiheit in Gefahr ist, dann muss man handeln. Darauf gibt es in Italien bisher keinen Hinweis. Melonis Haltung zur Ukraine sollte in EU und NATO sogar willkommen sein.

Die vielen kritischen europäischen Reaktionen auf die Wahl in Italien waren so vorhersehbar wie unangemessen. Wenn sich unter 35 Millionen Bürgern in einer demokratischen Wahl eine Mehrheit für drei rechte Parteien entscheidet, dann hat das der Rest der [EU](#) zuallererst einmal zu respektieren.

Es war schon übergriffig, dass die Präsidentin der EU-Kommission kurz vor der Wahl präventiv mit Rechtsstaatsverfahren gegen das Land drohte. Dass Politiker in Deutschland und Frankreich, dort sogar die Premierministerin, nun die Beachtung von Menschenrechten oder der Demokratie verlangen, ist alarmistisch. Söder entpartnerte im Eifer des Gefechts sogar die Forza Italia, mit der die [CSU](#) in Straßburg in einer Fraktion sitzt.

Entspricht nicht dem linksliberalen Weltbild

Wenn in einem EU-Mitgliedsland die Freiheit in Gefahr ist, dann muss man handeln. Darauf gibt es aber im Fall Italiens bisher keinen Hinweis, die Regierung ist ja noch nicht einmal gebildet. Die Wahlsiegerin ist mit einem gemäßigt nationalen Programm angetreten, das sicherlich nicht dem linksliberalen Weltbild vieler Wettbewerber in Berlin oder Brüssel entspricht.

Meloni fordert aber weder den EU-Austritt noch will sie sich Putin an den Hals werfen. Ihr transatlantischer Kurs und ihre Unterstützung für die westliche Ukraine-Politik sind gerade in Italien nicht selbstverständlich. Sie sollten in der NATO und der EU in dieser kritischen Phase des Krieges willkommen sein.

Gewonnen hat Meloni mit Themen, die nicht nur in Italien viele bürgerliche Wähler bewegen: Begrenzung der Migration, Betonung der traditionellen Familie und Steuersenkungen. Das gehörte auch in Deutschland einmal zum Standardprogramm von CDU/CSU oder FDP.

Heute gilt es, nicht zuletzt in vielen Medien, oft schon als extremistisch. Das führt dazu, dass auch in immer mehr westeuropäischen Ländern, siehe gerade erst Schweden, Parteien Zulauf bekommen, denen man diese Themen eigentlich nicht anvertrauen möchte.

26 septembre (Le Point)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pourquoi-tant-de-francais-sont-si-mecontents-de-leur-travail-les-bonnes-feuilles-du-livre-de-philippe-d-iribarne-20220926>

«Pourquoi tant de Français sont si mécontents de leur travail»: les bonnes feuilles du livre de Philippe d'Iribarne

Par [Guillaume Perrault](#)

Publié il y a 50 minutes, mis à jour il y a 2 minutes



Philippe d'Iribarne est sociologue, polytechnicien et directeur de recherche émérite au CNRS *FC*

EXCLUSIF - L'objet de cet essai pénétrant et admirablement écrit, *Le Grand Déclassement* (Albin Michel), qui paraît mercredi et dont *Le Figaro* publie en exclusivité de larges extraits, n'est nullement de geindre avec ceux qui affirment que travailler serait, en France, un enfer.

L'héritage explosif d'une société de l'honneur

La Révolution française a certes rejeté le rang lié au «sang» et n'a plus voulu connaître que ce qui est conforme à la raison. Par contre, elle a eu une attitude fort ambiguë à l'égard des rangs, des hiérarchies et des privilèges. Seuls les plus radicaux ont voulu n'y voir qu'une survivance vouée à disparaître. (...) Le rejet de l'Ancien Régime n'a pas conduit à rejeter les valeurs d'honneur et de noblesse mais à vouloir en faire le bien de tous. (...) La gloire, notion éminemment aristocratique, est restée une valeur cardinale. Si, dans un registre politique, la noblesse a disparu en tant qu'institution, la distinction entre ce qui est noble et ce qui est bas a perduré dans un registre social, avec une tension permanente entre une loi qui proclame l'égalité de tous et des mœurs qui la refusent.

Une forme d'égalité symbolique fournit un compromis subtil entre ces tendances antagonistes. Elle est obtenue dès lors que chacun est pleinement respecté dans ses propres privilèges, si modestes soient-ils ; au premier chef, au sein du monde du travail, dans la forme d'autonomie que lui procure un statut professionnel. Il peut alors autant compter sur ses petits privilèges que ceux qui sont placés plus haut dans la hiérarchie sociale peuvent compter sur les leurs. Cette égalité symbolique est analogue à celle que l'on trouvait dans l'ancienne France au sein d'une noblesse dont les membres restaient aussi différents par leur richesse et leur pouvoir que par l'éclat et l'ancienneté de leur titre mais pouvaient tous se dire pleinement gentilshommes. (...)

Une image nouvelle du « manager », d'inspiration américaine, portée par les consultants et les établissements d'enseignement, s'est répandue. On ne demande plus à celui-ci de connaître le métier de ceux qu'il dirige, de les aider à résoudre les problèmes qui les dépassent et de leur transmettre son savoir, moins encore de se fier à leur jugement quand ils en ont la compétence suffisante

La création, en plein XX siècle, de la catégorie si typiquement française des «cadres» constitue une parfaite illustration de ce mouvement d'invention de catégories aussi ardentes à défendre leur autonomie vis-à-vis de la hiérarchie que la grandeur de leur état. (...)

La période dite des Trente Glorieuses, qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, a représenté, pour une grande part du monde du travail, un moment privilégié d'adéquation entre le fonctionnement réel des entreprises et le modèle idéal associant la stabilité des positions à l'autonomie de l'homme de métier.

La fin du paternalisme

Dans une économie où la concurrence était moins intense, telle celle qu'a connue la France dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la situation des personnes les moins compétitives sur le marché de l'emploi a longtemps bénéficié de sortes de politiques sociales invisibles, lesquelles ont été déstabilisées par la combinaison d'une pression croissante de la concurrence et du triomphe d'une idéologie libérale.

Les restes d'un social «archaïque» ont, de fait, longtemps contribué à amortir le choc provoqué par les bouleversements de l'économie. Si les modernisateurs n'avaient à la bouche que l'élimination des formes économiques non compétitives, ces formes subsistaient largement. Bien des entreprises restaient à l'abri d'une concurrence trop sévère et continuaient à entretenir des installations dépassées, des sièges sociaux pléthoriques, des activités annexes (des cantines à l'entretien des pelouses) à l'efficacité problématique. Tout cela permettait chez beaucoup une gestion hautement paternaliste du personnel où l'on conservait les vieux serviteurs, ou ceux qui, pour une raison ou pour une autre, étaient en difficulté (...) De même, les recrutements de jeunes n'étaient pas toujours très regardants en matière d'efficacité immédiate. (...)

Ces pratiques, que la loi n'imposait nullement, relevaient largement des mœurs. Elles fondaient des sortes de politiques sociales officieuses auxquelles on ne prêtait guère attention, mais dont on voit quelle place elles tenaient maintenant qu'elles ont largement disparu. (...)

Cette remise en cause de pratiques coutumières n'a pas seulement concerné les travailleurs les moins qualifiés. Elle a affecté (et affecte toujours) tous ceux qui, fussent-ils ingénieurs hautement diplômés, offrent à leurs employeurs un rapport qualité-prix peu favorable. (...) Les seniors ont été particulièrement affectés. Certes, les politiques sociales explicites (indemnisation du chômage, minima sociaux), particulièrement généreuses en France, permettent de limiter les effets de cette situation sur ceux qui sont exclus du marché du travail, mais il est loin d'être socialement équivalent de «gagner sa vie» et de bénéficier d'un revenu de transfert. (...) Bien des formes obsolètes d'activités, et spécialement d'activités industrielles, que la pression de la concurrence conduit à démanteler, servaient de support à des ensembles sociaux, des métiers, des modes de relations qui donnaient sens à l'existence de ceux qu'ils concernaient et leur procuraient un fort sentiment d'identité.

L'obsession du rang plutôt que le pragmatisme

En France, la possession d'un «titre scolaire», à l'instar des titres de noblesse dans l'ancienne France, confère un certain niveau de grandeur, ce qui en fait un enjeu considérable. Le rang ainsi obtenu a une telle portée que, s'il est brillant, on le trouve mentionné jusque dans les faire-part de décès. Ce rôle de la hiérarchie scolaire va de pair avec la vision de la noblesse, fondée sur les «capacités» et les «talents», promue par la France post-révolutionnaire. Le système éducatif qui a progressivement pris forme a longtemps reposé sur le compromis français entre une dimension aristocratique et une dimension égalitaire. Dans un tel compromis, tous (c'est la dimension égalitaire) ont droit d'accéder au sommet s'ils en ont les capacités et en tout cas de recevoir le meilleur de ce qu'ils sont capables de faire fructifier. Mais tous (c'est la dimension aristocratique) ne sont pas considérés comme ayant les mêmes capacités et il est légitime qu'il existe des destins scolaires différenciés. (...)

Cette distance entre des enseignements de natures très différentes, avec des établissements et des filières de niveaux très contrastés, se rencontre, sans que cela paraisse faire question, dans bien des sociétés, telle la société américaine ou les sociétés d'Europe du Nord, réputées au moins aussi démocratiques que la société française. On a affaire à des univers où il est certes des positions sociales plus ou moins gratifiantes et où il vaut la peine de se donner du mal pour avoir mieux, mais où la pleine dignité d'homme et de citoyen n'est pas réservée à une élite.

L'honneur est une notion aristocratique. Il a un lien avec la guerre, avec ses hasards, ses risques, y compris celui de perdre sa vie ou de perdre celle de ceux que l'on commande

Cette même différence interroge beaucoup plus en France. C'est que toute inégalité de place dans la société prend immédiatement le sens d'une différence de «rang» impliquant une inégale possibilité d'être réellement «quelqu'un». Cet état de fait a conduit à l'émergence d'une exigence beaucoup plus radicale d'égalité, avec un large rejet de l'élitisme républicain. Un puissant courant de pensée, très influent dans le monde de l'éducation, a déclaré mensongère toute référence à une supériorité des talents. Il a ramené les prétendues «élites» à une place de «dominants» qui se parent à tort d'une supériorité imaginaire. (...)

Parallèlement, afin d'abattre les obstacles qui freinent cette démocratisation, le contenu de l'enseignement élitiste (quand il s'attache par exemple à une analyse subtile des sentiments de Phèdre, ou valorise la virtuosité à traiter un problème de géométrie analytique) a été mis en question. L'abaissement des exigences pour le passage d'une classe à la classe supérieure et une notation complaisante aux examens ont permis d'obtenir une croissance vertigineuse du nombre de diplômés. (...) Le nombre de diplômés de niveau universitaire est devenu très supérieur au nombre de postes disponibles leur correspondant «normalement». Il en est résulté des phénomènes massifs de déclassement au moment d'entrer dans la vie active.

Managers contre gens du métier

Au fil du dernier demi-siècle, les formes traditionnelles d'organisation du travail en France, avec la place qu'elles accordaient au métier, dans un équilibre subtil entre l'autonomie de l'employé et l'autorité du dirigeant, se sont trouvées profondément bouleversées. Ces formes d'organisation, à caractère largement coutumier, ni enseignées dans les écoles de gestion ni mises en avant par les consultants, ont été jugées archaïques, contraires aux standards internationaux. La possibilité souvent laissée à ceux qui avaient la maîtrise d'un métier de juger par eux-mêmes de chaque situation et d'agir en conséquence a été vue comme une source d'incohérence et de désordre. (...)

Une image nouvelle du «manager», d'inspiration américaine, portée par les consultants et les établissements d'enseignement, s'est répandue. On ne demande plus à celui-ci de connaître le métier de ceux qu'il dirige, de les aider à résoudre les problèmes qui les dépassent et de leur transmettre son savoir, moins encore de se fier à leur jugement quand ils en ont la compétence suffisante. Le rôle du manager est désormais de fixer à ses subordonnés des objectifs aussi précis et quantifiables que possible et d'évaluer leur travail en fonction du degré de réalisation de ces objectifs.

Grâce au développement de l'informatique, de nouveaux outils de reporting et de contrôle ont émergé, favorisant la mise en pratique de cette vision managériale. (...) Dans cette nouvelle approche de la gestion, tout ce qui, dans le concret de la vie de travail, demande une prise en compte de la singularité des situations concrètes tend à être ignoré des managers qui, du coup, ne voient pas pourquoi ils accepteraient la marge de manœuvre qu'exige cette prise en compte.

Des règles rigides et proliférantes

La question de l'évaluation est un point critique de la mise en place de formes d'autorité importées des États-Unis mais accommodées à une sauce française. Des armées de consultants travaillent à établir, dans nombre d'entreprises, des systèmes d'évaluation annuelle, toujours plus perfectionnés, qui

ignorent les logiques professionnelles et que les acteurs concernés détournent de mille façons. Plus le nouveau système est incompatible avec la réalité des rapports sociaux et donc mis en œuvre de façon pour le moins approximative - grâce à quoi il reste vivable -, plus la même logique est reprise: il est proposé à nouveau d'accéder enfin à une vraie rationalité mettant fin aux résistances «archaïques», au lieu d'admettre que l'on a fait fausse route en ignorant la réalité sociale. Périodiquement, le même mirage conduit à reproduire en pure perte la même mobilisation de l'entreprise au service d'une nouvelle réforme. (...)

Les règles tendent à proliférer, d'autant plus peut-être que leur respect peut être effectivement contrôlé. Tous les domaines sont concernés: les mesures de sécurité, l'organisation du travail, la conception des logements, les démarches de qualité totale associées aux normes ISO, l'agriculture biologique, le casting des films, la composition des instances dirigeantes. La volonté de mettre en œuvre le «nouveau management public» et l'importance des problèmes budgétaires que rencontrent de nombreux organismes tendent à accroître le pouvoir des gestionnaires. Dans les hôpitaux, le relâchement des contraintes lié à la crise du Covid risque fort de n'être qu'une parenthèse.

Se couvrir ou agir?

Le sauvetage de Notre-Dame de Paris en proie aux flammes a fourni une illustration exemplaire de cette tension quand il est apparu que le seul moyen de la sauver, alors qu'une des tours commençait à prendre feu, était d'envoyer une équipe de pompiers dans un endroit si difficile d'accès qu'elle n'arriverait vraisemblablement pas à battre en retraite si elle échouait. Il était clair que la réussite était loin d'être assurée et que, en cas d'échec, les sauveteurs étaient voués à une mort quasi certaine. Trouver des volontaires prêts à risquer leur vie ne faisait pas difficulté, c'était une question d'honneur. Mais, pour les responsables, jusqu'au général des pompiers, comment ne pas anticiper, si une fin tragique advenait, les poursuites liées à l'accusation de «mise en danger de la vie d'autrui»? C'est, en fin de compte, le chef de l'État lui-même qui a pris la décision et assumé le risque, à l'abri de son immunité présidentielle. (...)

Pour les pompiers, cette prise en tenaille entre l'honneur du métier et le risque de condamnation pour mise en danger de la vie d'autrui est devenue obsédante. (...) L'honneur est une notion aristocratique. Il a un lien avec la guerre, avec ses hasards, ses risques, y compris celui de perdre sa vie ou de perdre celle de ceux que l'on commande. (...) La justice est guidée par des valeurs bourgeoises: la méfiance vis-à-vis des risques, la prudence, la conservation de la vie et des biens. À ses yeux, l'aventure est suspecte. Si un acte de dévouement conduit à des dommages, ce sont ces dommages, incontestables, qui comptent, et non le dévouement, notion vague, qui implique une attitude suspecte de hauteur. (...) La justice tend à peser les conséquences des actions une fois les faits accomplis et considère comme une faute le fait d'avoir mal auguré de ce qui était encore incertain. (...) La tentation est alors grande pour les dirigeants de laisser sans le dire la gestion de ces incertitudes et le poids de la justice au niveau le plus bas de la hiérarchie.

26 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/debats/tournez-vos-yeux-vers-l-iran-regardez-bien-en-face-le-fascisme-vert-26-09-2022-2491371_2.php

Tournez vos yeux vers l'Iran : regardez bien en face le fascisme vert !

CHRONIQUE. À l'occasion de cette rébellion de femmes brûlant leur voile, on assiste à l'expression de la nature foncièrement totalitaire du projet islamiste.



Une manifestation en Iran le 20 septembre. © OZAN KOSE / AFP

Par Éric Delbecque

Publié le 26/09/2022 à 16h00

La situation en Iran apporte une preuve par neuf de la véritable nature de l'islamisme, qu'il soit sunnite ou chiite. À l'occasion de cette rébellion de femmes brûlant leur voile, émouvantes de courage et de soif de liberté, on assiste au triste spectacle de l'expression de la nature foncièrement totalitaire du projet islamiste. Tout y est. À commencer par la violence d'État. En Iran, elle s'affirme sans complexe. D'ailleurs, d'aucuns feraient bien de la méditer longuement pour arrêter de débiter des âneries lorsqu'il s'agit de commenter telle ou telle opération de maintien ou de rétablissement de l'ordre en France, en poussant des cris d'orfraie pour dénoncer de fantasmagiques « violences policières ». On tient ici la dramatique possibilité de comprendre les méthodes et donc l'essence des gardiens de la Révolution et de la trop célèbre police des mœurs.

Cette dernière constitue un autre marqueur fort d'un régime totalitaire. Il lui incombe bel et bien de contrôler et de façonner les comportements, d'établir une authentique société de surveillance pilotée par le gouvernement, utilisant l'ensemble des technologies disponibles afin de tenter de tout voir, de tout réprimer et de tout reconstruire dans les âmes, les esprits et les corps, dans le but de faire naître un homme et une femme « nouveaux ». Nulle déviance par rapport à la ligne idéologique ne doit être tolérée dans l'esprit des cerveaux sadiques, malsains et limités de ceux qui détournent une religion pour asseoir un projet totalement politique d'extermination de la singularité individuelle au profit du rêve de la ruche ou de la termitière humaine, mille fois porté par d'autres, à commencer par leurs chefs, Hitler, Staline et Mussolini. Toujours la même vieille lune holiste agrémentée de recours aux techniques de la modernité lorsqu'elle leur permet de tuer le foisonnement des personnalités et des choix de vie. Par conséquent, on n'hésite pas, dans un tel programme de domination globale et de dressage barbare, à interdire l'accès aux instruments de communication à des citoyens souhaitant y recourir pour s'émanciper et démontrer aux autres nations l'ambition totalitaire qui se cache derrière les barbes, les turbans

noirs et blancs et la pseudo-piété. « Éteindre » Instagram et WhatsApp permet de massacrer tranquille...

La révolte iranienne, dont on espère le plus grand triomphe possible, qui mêle dans un combat commun les femmes et les hommes qui refusent le fascisme vert, démontre l'archaïsme écœurant de l'hydre islamiste, lequel n'est que le remake du cauchemar dystopique décrit par Orwell dans *1984*.

Il convient d'autant plus d'en prendre l'exacte mesure que la France, comme quelques autres pays (la Belgique par exemple), subit l'indigne comédie jouée par tous les acteurs conscients et les idiots utiles œuvrant au quotidien pour l'annihilation des libertés individuelles par les islamistes les plus brutaux, mais détournant les principes fondamentaux de la démocratie et du libéralisme politique de la façon la plus sournoise que l'on puisse concevoir.

On voudrait entendre ces jours-ci les défenseurs d'Iquioussen, particulièrement ceux qui posent en victimes, au moment où des Iraniennes peuvent mourir (ou sont déjà mortes) parce qu'elles défendent leur droit à n'être pas considérées comme des créatures « impures » et inférieures à une bande de Néandertaliens dirigés par de faux savants théologiques jouant les élégants et mixant la trahison de la spiritualité, le goût nazillon de la matraque et la passion des complexés pour les gros flingues... Pourtant, je ne doute pas un seul instant que l'on va continuer d'entendre des imbéciles vindicatifs, atteints au dernier degré par le syndrome de « la servante écarlate », vociférer avec vulgarité en alignant quelques phrases incohérentes, pour promouvoir la pire des stupidités, à savoir que le port du voile est toujours un choix... Certes, il est impossible d'empêcher la servitude volontaire : en revanche, il s'avère inacceptable, pour nous les enfants des siècles de l'Hexagone, de contribuer à l'asservissement de celles et ceux qui luttent pour demeurer dignes, libres, égaux et fraternels. Notre privilège d'être français nous l'impose.

26 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/economie/la-france-va-contracter-un-emprunt-record-en-2023--26-09-2022-2491355_28.php

La France va contracter un emprunt record en 2023

L'État français devrait lever 270 milliards d'euros de dette sur les marchés financiers en 2023. Un montant record : c'est 10 milliards de plus qu'en 2022.



La baisse du déficit de l'État est contrebalancée par la nécessité de renouveler de précédents emprunts qui arriveront à échéance en 2023. © Vincent Isore / MAXPPP / IP3 PRESS/MAXPPP

Source AFP

Publié le 26/09/2022 à 14h16

La dette de la France va continuer de grimper en 2023 avec un nouveau record

d'emprunt. 270 milliards d'euros de dette devraient ainsi être levés sur les marchés financiers par l'État français. C'est 10 milliards de plus qu'en 2021 et 2022, où 260 milliards avaient été levés. L'Agence France Trésor, qui a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État, a expliqué ce montant par le fait que l'État devra trouver 305,5 milliards d'euros en 2023, contre 306 cette année, alors même qu'elle ne pourra plus compter sur la trésorerie de précaution constituée en 2020 pour amortir les chocs sanitaires.

La baisse du déficit de l'État (qui doit être ramené de 172,6 en 2022 à 158,5 milliards d'euros en 2023), est également contrebalancée par la nécessité de renouveler de précédents emprunts qui arriveront à échéance en 2023. « En 2023, comme d'habitude, on rembourse des titres de dette à deux ans, à cinq ans et à dix ans. On rembourse en plus un titre à quinze ans et un titre à trente ans », a détaillé Cyril Rousseau, directeur général de l'Agence France Trésor, au cours d'un point presse.

Pour trouver l'argent, l'État va donc émettre 270 milliards d'euros sur les marchés. L'encours des titres à court terme (BTF) va aussi augmenter de 10 milliards d'euros.

Seulement 18 milliards d'euros puisés dans la trésorerie

Rappelant que l'État avait « accumulé beaucoup de trésorerie en 2020 pour faire face à des chocs sanitaires et des confinements durs qui n'ont pas eu lieu », Cyril Rousseau a précisé que 18 milliards d'euros seront puisés dans cette trésorerie en 2023 contre près de 50 milliards cette année.

Depuis le début de l'année, l'État a emprunté en moyenne à un taux de 1,18 % sur les marchés alors qu'il était négatif (- 0,05 %) en 2021, ce qui se traduit donc par une hausse de la charge de la

dette publique. Celle-ci, y compris celle liée à la crise du Covid-19, doit augmenter en 2023, selon les précisions budgétaires du gouvernement publiées lundi à l'occasion de la publication du budget 2023, approchant les 60 milliards d'euros. Elle devrait ainsi talonner le premier budget de l'État, l'Éducation, qui s'élèvera à 60,2 milliards d'euros en 2023.

26 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/economie/budget-2023-le-gouvernement-met-en-pause-la-reduction-du-deficit-26-09-2022-2491365_28.php

Budget 2023 : le gouvernement met en pause la réduction du déficit

Le trou entre les recettes et les dépenses atteindra 5 % du déficit l'année prochaine, comme en 2022. L'exécutif peine à freiner l'augmentation des dépenses.



Bruno Le Maire et Gabriel Attal font face à une situation à nouveau difficile après la crise de la Covid. © ARTHUR NICHOLAS ORCHARD / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Par Marc Vignaud

Publié le 26/09/2022 à 15h09

La réduction du déficit attendra. Le projet de budget 2023 dévoilé lundi matin par le gouvernement table sur un trou entre les recettes et les dépenses à 5 % du PIB l'année prochaine, comme cette année. Et encore, pour y parvenir, les ministres de Bercy, Bruno Le Maire et Gabriel Attal (Budget), misent sur une croissance optimiste de 1 %. « Ce n'est pas un budget de rigueur », a voulu convaincre le ministre de l'Économie et des Finances lundi matin, en dévoilant aux journalistes une copie budgétaire, déjà largement déflorée ces dernières semaines. On le croit sur parole : face à la crise énergétique qui frappe l'Europe et la France, l'État reste encore très présent pour protéger les ménages et les entreprises. En témoigne la reconduction du bouclier tarifaire l'année prochaine, même si les particuliers vont cette fois devoir encaisser une augmentation de 15 % des factures de gaz et d'électricité.

Alors que le déficit public ne devrait plus se réduire, le Haut Conseil des finances publiques craint que cet objectif de stabilisation ne soit pas respecté, non seulement parce que le niveau de croissance retenu pourrait être trop élevé, compte tenu de la situation économique qui se dégrade rapidement, mais aussi « du fait de la sous-estimation de certaines dépenses ». Si le gouvernement affiche une diminution des dépenses publiques de 1,1 %, une fois l'inflation prise en compte, ce chiffre offre une vision trop flatteuse de l'effort réellement réalisé. Cette baisse tient en effet beaucoup à la diminution programmée du plan de relance contre le Covid, pour quelque 8 milliards d'euros. Plusieurs autres dépenses liées au plan de relance sont d'ailleurs pérennisées, voire augmentées, comme les crédits destinés à financer Maprimerenov', en faveur de l'isolation thermique des logements. Le nombre de fonctionnaires va repartir à la hausse : le gouvernement prévoit la création de 10 764 postes supplémentaires pour l'État et ses opérateurs, malgré un objectif de stabilité sur cinq ans. Cela comprend notamment des postes de policiers. Les professeurs, quant à eux, vont être augmentés en début de carrière. Plus personne ne devrait démarrer en dessous de 2 000 euros net, ce qui nécessite de mettre 900 millions d'euros.

24 milliards de hausse de crédits pour les ministères

Si le ratio de dépenses publiques par rapport au PIB va diminuer grâce à la croissance, de 57,6 % à 56,6 % du PIB, la dépense publique est en effet prévue en hausse en volume de 0,7 %, « une fois neutralisé l'impact de la baisse des dépenses exceptionnelles engagées en réponse aux crises sanitaire et énergétique », souligne le Haut Conseil des finances publiques. Conformément aux engagements de campagne d'Emmanuel Macron, de nombreux ministères bénéficient de hausses importantes de leurs crédits. L'ensemble des crédits ministériels augmentent en effet de 24 milliards d'euros (notamment pour financer l'emploi, l'intérieur, la justice, et la défense).

Les dépenses d'assurance maladie, elles, vont augmenter de 3,7 % (hors réduction des dépenses liées au Covid), un rythme beaucoup plus élevé que ces dernières années, conformément à l'engagement d'Emmanuel Macron d'investir dans le système de santé. Des risques de dérapage existent car le gouvernement n'a budgété que pour 1 milliard d'euros de dépenses liées au Covid pour acheter des tests et des vaccins, alors qu'une nouvelle vague épidémique menace. De même, le budget 2023 ne tient pour l'instant pas compte d'une éventuelle hausse du point d'indice de la fonction publique, qui commande la rémunération des fonctionnaires, alors que les prix vont continuer à augmenter, ce qui fera perdre en pouvoir d'achat aux agents publics.

Le redressement des finances publiques s'annonce ainsi lent et très incertain.*Haut Conseil des finances publiques*

Résultat, si tout va bien, la dette ne se réduirait quasiment pas en 2023. Elle passerait de 111,5 % en 2022 à 111,2 % du PIB l'année prochaine. « Le redressement des finances publiques s'annonce ainsi lent et très incertain en 2023 », s'alarme le Haut Conseil des finances publiques. Et ce, alors que les recettes, portées par la croissance de 2022, s'annoncent encore plus dynamiques cette année, ce qui rehausse les prévisions de rentrées fiscales pour 2023. Ce dynamisme, qui a facilité jusqu'à présent la réduction du déficit, va toutefois prendre fin l'année prochaine avec le fort ralentissement de la croissance. Pour la première fois depuis bien longtemps, le gouvernement prévoit que les recettes progressent moins vite que la richesse annuelle... D'autant qu'il a fait le choix de revaloriser le barème de l'impôt sur le revenu comme la hausse des prix de 2022 : autrement dit, l'impôt de nombreux ménages va baisser l'année prochaine si leurs revenus n'ont pas augmenté autant que les prix en 2022.

« La singularité de notre stratégie, je le redis, c'est de soutenir la croissance et d'avoir plus de prospérité. Nous ne démarrons pas par les coupes budgétaires, car cette stratégie a montré toutes ces limites. Nous refusons une austérité qui rajouterait du mal au mal », a justifié Bruno Le Maire, qui promet de revenir sous 3 % de déficit en 2027 comme le prévoit la loi de programmation des dépenses publiques dévoilées en parallèle.

Bruno Le Maire a reconnu que l'inflation resterait à des niveaux élevés de 6 % dans les prochains mois, pour revenir vers 4 % dans le courant de l'année 2023. En moyenne annuelle, elle s'établirait à 4,2 %. Une accalmie qui serait liée au maintien de prix de l'énergie élevés, mais qui n'augmenteraient plus au même rythme. La priorité affichée par le gouvernement est de faire retomber la pression inflationniste, qualifiée de « poison pour l'économie » et de « menace pour la démocratie ».

26 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/une-etude-choc-de-beauvau-met-en-lumiere-le-lien-entre-drogue-et-delinquance-20220925>

Une étude choc de Beauvau met en lumière le lien entre drogue et délinquance

Par [Jean-Marc Leclerc](#)



Publié hier à 17:37, mis à jour il y a 2 heures

Une étude fouillée du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure détaille le lien entre drogue et délinquance. *224448448/SecondSide - stock.adobe.com*

DÉCRYPTAGE - Le ministère de l'Intérieur souligne aussi la surreprésentation des étrangers dans certaines catégories.

La drogue, carburant du crime? Ce vieil adage se confronte à la réalité des chiffres au travers d'une étude fouillée du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), rattaché à [Gérald Darmanin](#). Ses analystes ont procédé à des recoupements dans les registres de la police et de la gendarmerie entre 2016 et 2021. Pour dégager des tendances solides. Verdict: au sein d'une même procédure, 12 % des personnes interpellées pour infractions relatives à la législation sur les stupéfiants sont également mises en cause pour d'autres crimes et délits. Les usagers de drogue sont 11 % dans cette situation et les trafiquants 18 %, quasiment un sur cinq, les concernant.

Mais les niveaux peuvent varier sensiblement selon les types d'infractions associées. Chez les usagers de drogue, par exemple, on relève moins de mis en cause pour violences que chez les délinquants appréhendés sans rapport avec les stupés (14 % contre 24 %). L'utilisateur est aussi moins menaçant (5 % contre 7 %) et deux fois moins surpris à voler (11 % contre 20 %).

Algériens, marocains ou tunisiens

En revanche, le fumeur de joint ou le sniffeur de rail est trois fois plus sujet à la rébellion (10 % contre 3 %), mis en cause trois fois plus souvent pour recel (16 % contre 5 %) et sept fois plus souvent pour infraction à la législation sur les armes (28 % contre 4 %), notamment la détention ou le port d'arme tranchante. Les statisticiens de [Beauvau](#) relèvent aussi que pour «20 % des mis en cause pour trafic de stupéfiants, les infractions associées concernent l'acquisition, la détention, le port ou le transport d'armes ou d'explosifs».

Mais l'utilisateur et le dealer ne manient pas les mêmes types d'armes. «Pour les mis en cause pour usage, il s'agit d'armes de catégorie D» (couteaux, cutters, matraques, NDLR), «alors qu'il s'agit d'armes de catégories A, B ou C, plus dangereuses, dans la moitié des cas, pour les mis en

cause pour trafic», explique le SSMSI. En clair: principalement des armes de poing, pistolets ou revolvers.

Ce service d'analystes du crime poursuit: «Le trafic de stupéfiants fait partie de ce qui est communément appelé la criminalité organisée. Les groupes criminels s'organisent en réseaux, c'est pourquoi les infractions relevant de la participation à une association de malfaiteurs sont fréquentes. Elles représentent un quart des infractions associées aux mis en cause pour trafic.»

Des profils se distinguent dans cette étude. «Les mis en cause pour usage de stupéfiants ayant aussi commis des atteintes aux personnes, telles que des violences ou des menaces, sont plus âgés que l'ensemble des mis en cause pour usage de stupéfiants ayant des infractions associées (respectivement 26 et 27 ans d'âge médian contre 23 ans)», constatent les experts de Beauvau.

La part des étrangers dans cette petite sociologie s'éclaire. «Les mis en cause étrangers sont surreprésentés par rapport à l'ensemble des mis en cause avec une infraction associée», relèvent-ils. Cela se traduit, selon eux, par «un quart des mis en cause pour usage de stupéfiants et vols sans violence (24 %) et 15 % des mis en cause sont de nationalité algérienne, marocaine ou tunisienne.»

Certains pays de l'Est

Ils estiment, par ailleurs, que «la surreprésentation de mineurs étrangers pour les vols sans violence est en lien avec l'existence de filières de criminalité organisée exploitant notamment des mineurs isolés». Et ils l'affirment: «Les étrangers sont aussi surreprésentés parmi les mis en cause pour des infractions d'usage et de recel avec un mis en cause sur cinq (19 %)\», tandis que «12 % des mis en cause sont de nationalité algérienne, marocaine ou tunisienne».

Autre constat: «Les mis en cause de nationalité d'un pays d'Europe hors Union européenne (comme certains pays de l'Est ou des Balkans, NDLR) et d'Amérique sont surreprésentés parmi les infractions de blanchiment ou de participation à une association de malfaiteurs», écrit le SSMSI.

*Il affine ainsi ce portrait saisissant: «Concernant les nationalités des pays d'Europe hors Union européenne, il s'agit principalement des **Albanais** en lien avec les groupes criminels de cet État qui figurent parmi les plus actifs en Europe, spécialisés dans le trafic international de stupéfiants, de vols en bande organisée et de **proxénétisme**.»*

Dernière précision: ces chiffres sont principalement le reflet de l'activité des forces de l'ordre. Or toutes les victimes ne se signalent pas aux autorités, loin s'en faut.

26 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/affaire-traore-enfin-la-verite-20220926>

Affaire Traoré: enfin la vérité

Par [Nadjet Cherigui](#)

Publié il y a 5 heures, mis à jour il y a 3 heures



Marche de protestation contre la mort d'Adama Traoré, à Paris, le 30 juillet 2016. Au centre, sa sœur, Assa Traoré. *DOMINIQUE FAGET / AFP*

ENTRETIEN - Dans un ouvrage à paraître le 29 septembre, Erwan Seznec, journaliste au *Point*, revient sur l'affaire Adama Traoré, cet homme décédé en juillet 2016 après avoir été interpellé par des gendarmes. Depuis, sa famille et nombre de militants ont érigé ce fait divers en symbole de la violence policière et du «racisme d'État». Alors que tout le dossier n'est qu'une coquille vide.

LE FIGARO. - Vous avez co-écrit votre livre avec la mère d'un des gendarmes accusés par les proches d'Adama Traoré. Pourquoi ?

ERWAN SEZNEC. - Il s'agissait de rétablir la balance. Le comité «Vérité pour Adama», créé dans les jours qui ont suivi le décès, a réussi à incarner le David de la cité contre le Goliath étatique, la lutte des simples citoyens contre la lourde et puissante machine administrative. C'est probablement ce qui lui vaut la sympathie de tant de médias et de people. Ces derniers réalisent-ils que les gendarmes mis en cause, auxquels rien n'est reproché à ce jour, sont des êtres humains, qu'ils ont des parents, des enfants ? La gendarmerie a choisi le silence, conformément à une ligne constante. L'armée reste la grande muette. Cela ne veut pas dire que les six gendarmes ciblés par le comité Adama et leurs familles restent indifférents aux torrents d'invectives qui déferlent sur eux depuis six ans.

Virginie Gautier ne parle pas au nom de son fils Romain, qui commandait l'équipe d'interpellation. Ce dernier n'a d'ailleurs pas lu le livre avant parution. Elle parle en son nom. Elle raconte comment on vit quand, pendant six ans, on voit son fils traité d'assassin; quand les médias qu'on lisait avec confiance vous apprennent que vous avez élevé une brute crypto-fasciste ! C'est insupportable, surtout lorsqu'en parallèle, vous relevez dans ces mêmes médias des erreurs flagrantes, allant systématiquement dans le sens du comité «Vérité pour Adama».

Virginie n'en fait pas mystère, elle y a perdu sa santé, elle a sombré dans la dépression, puis elle a décidé de se battre. Une simple contre-enquête serait passée à côté de cette dimension essentielle de l'affaire Adama : les médias qui croient défendre les faibles et les opprimés peuvent aussi devenir une meute, capable de déchiqueter des personnes injustement mises en cause. La famille Traoré a souffert de la perte d'un frère, d'un fils. Ravager la vie d'autres familles ne le ramènera pas. Personne n'est responsable, personne n'a choisi de s'acharner sur le gendarme Romain Fontaine et de faire de la vie de sa mère un enfer. Tout le monde pourra dire : *«j'ai simplement fait mon travail»*.

Vous vous êtes penché sur le profil des Traoré, mais aussi de ceux composant leur entourage. Qui sont-ils ?

Assa Traoré, dès le début, a été entourée, pour ne pas dire coachée, par des militants semi-professionnels comme Youcef Brakni et des révolutionnaires germanopratin comme Geoffroy de Lagasnerie. Ce dernier est enseignant, et ce n'est pas anecdotique. L'entourage d'Assa Traoré est truffé de militants qui conspuent le racisme d'État, sans aller toutefois jusqu'à démissionner de la fonction publique !

La mort d'Adama Traoré a probablement suscité autant, voire plus d'articles que l'attentat de Nice (86 morts) qui avait eu lieu cinq jours plus tôt

Erwan Seznec, journaliste au Point

Dans la réalité, Adama était un jeune Français d'origine malienne, issu d'une famille bien connue des forces de l'ordre, qui alternait le deal et les petits boulots à la mission locale d'insertion. Assa Traoré avait pris ses distances avec ses frères. Elle ne vivait plus dans le Val d'Oise, elle avait un emploi d'éducatrice spécialisée. Ironie du sort, c'était aussi à une époque le métier de Virginie, la mère de Romain.

Vous revenez avec force détails sur la façon dont Assa Traoré et ses proches ont façonné, fabriqué un symbole, quel est leur objectif ?

En dehors d'Assa Traoré elle-même, aucun des membres du comité n'a jamais rencontré Adama Traoré. Pour eux, c'est un nom, rien de plus, et je ne crois pas m'avancer beaucoup en disant qu'ils sacrifieraient d'autres Adama sans beaucoup d'hésitation si c'était le moyen de hâter la révolution. Ils ne recherchent pas la vérité, mais le pouvoir. Nous avons d'ailleurs mis en exergue du livre une citation de Stefan Zweig qui évoque le «*type éternel du révolutionnaire professionnel qui, par son attitude de pure opposition, se sent grandi dans son insignifiance*».

Pouvez-vous revenir sur la genèse de cette histoire ?

Le point de départ est un banal fait divers : un homme de 24 ans décède lors d'une interpellation à Beaumont-sur-Oise le 19 juillet 2016. Il s'appelait Adama Traoré. C'était son frère Bagui, délinquant notoire, qui était recherché. Adama, lui aussi connu des services, se trouvait avec lui dans la rue. Il prend la fuite. Il est rattrapé par trois gendarmes, dans un appartement où il avait trouvé refuge, au terme d'une course-poursuite physiquement intense. Il perd connaissance durant le transport et décède dans la cour de la gendarmerie, par asphyxie, au sens médical du terme : son organisme a été privé d'oxygène, son cœur a cessé de battre.

Plusieurs nuits d'émeutes suivent à Beaumont et les environs. Les deux autopsies réalisées avant inhumation (il y en aura encore neuf ensuite !) ne mettent en évidence aucune trace de mauvais traitement. Mais le comité «Vérité pour Adama», qui se crée très vite, va marteler son message : les gendarmes l'ont tué. Le succès médiatique sera au rendez-vous. La mort d'Adama Traoré a probablement suscité autant, voire plus d'articles que l'attentat de Nice (86 morts) qui avait eu lieu cinq jours plus tôt.

En tant que journaliste, vous avez travaillé ce sujet dans le détail, que retenir de cette affaire ?

J'en retiens qu'on peut bâtir sur du vide, faire de la fumée sans feu. Un coup de théâtre amènera peut-être la justice à mettre en examen les gendarmes et à les envoyer en justice. Je ne vois vraiment pas quel élément nouveau pourrait surgir, mais admettons. Il n'en reste pas moins qu'à ce stade, le dossier est vide. Il n'y a rien, strictement rien permettant d'imputer une faute quelconque aux gendarmes qui ont procédé à l'arrestation.

Pour illustrer les violences policières, comme me l'a dit un confrère, Adama Traoré est «*une grave erreur de casting*». Ce n'est pas le Georges Floyd français et sa demi-sœur Assa Traoré n'est pas Angela Davis. Même parmi ses amis, le reproche monte : elle a transformé un deuil en rente, accédant à un statut de quasi-rock star. C'est terrible à dire, mais c'est factuellement irréfutable : la mort de son demi-frère est la chance de sa vie.

Comment voyez-vous le point final de l'affaire Traoré ?

Il n'y en aura pas. Sur le plan procédural, rien ne conduit vers une condamnation des gendarmes. Même un procès semble peu probable. Le dossier devrait être classé, sauf retournement incroyable. Sur le plan médiatique, c'est différent. Le comité «Vérité Adama» a déjà gagné. Le doute ne s'éteindra jamais. Quand les faits seront oubliés, il restera la légende : «ils» l'ont tué. Assa Traoré a déjà créé sa société de production, Doumbé. On attend le biopic.

Mon fils n'est pas un assassin, de Virginie Gautier avec Erwan Seznec, éditions Robert Laffont, 252p, 19 euros. Parution le 29 septembre.

26 septembre (Blog MP Meyer)

<https://leblogdenathaliemp.com/2022/09/26/et-voici-maintenant-labominable-jour-du-depassement-capitaliste/#more-89320>

Et voici maintenant l'abominable « Jour du dépassement » capitaliste

LUNDI 26 SEPTEMBRE 2022 À 08:00 / NATHALIE MP MEYER

La semaine dernière, le magazine Marianne nous a gratifiés d'une très jolie pièce d'anticapitalisme que je n'hésite pas une seconde à qualifier de légèrement primaire. Primaire dans sa méthode, primaire dans sa compréhension du rôle et du fonctionnement de l'entreprise, et finalement, primaire dans sa conclusion qui n'a d'autre objet, une fois de plus, que de scinder le monde économique entre les gentils travailleurs et les méchants capitalistes. Le tout bien médiatiquement enveloppé dans l'expression ô combien racoleuse de « jour du dépassement ».

Comme chacun sait, le monde court à sa perte, et toute l'humanité avec lui, pour trois grandes raisons :

- il est confronté au risque imminent d'effondrement écologique du fait de la prédation des humains, que dis-je, des capitalistes et eux seuls sur les ressources de la planète, dont notamment les énergies fossiles, facteurs de réchauffement climatique ;



- il est confronté à l'écrasement de moins en moins discret de la justice sociale du fait de ce même principe de prédation appliqué par les mêmes capitalistes sur les salariés – cet aspect et le précédent ayant été résumés par les Gilets jaunes (du moins ceux, nombreux, qui se sont promptement sentis à l'aise dans la convergence des luttes anticapitalistes) par le slogan « *Fin du monde, fin du mois, même coupables, même combat* » ;

- et il est confronté, enfin, à une domination patriarcale tellement implacable que d'après les recherches hautement scientifiques de Sandrine Rousseau, député Nupes-EELV, économiste et à ses heures délatrice de la vie privée de ses collègues en prime-time, nous serions maintenant entrés de plain-pied dans les affres d'une nouvelle ère dite « *androcène* » (du grec andros, individu masculin).

Pas seulement dans l'anthropocène (du grec anthropos, être humain) terme à connotation géologique mais non reconnu par les géologues, que les écologistes utilisent volontiers pour caractériser l'impact global significatif des activités humaines sur l'écosystème ; pas seulement dans le capitalocène, terme que les écologistes les plus radicaux utilisent volontiers pour caractériser l'ère « *du système capitaliste triomphant, incapable de contenir sa course effrénée au profit* » – non, dans l'androcène, c'est-à-dire dans une époque où les coupables des problèmes de fin de mois / fin du monde sont les humains capitalistes du sexe masculin. Point.

Cette triple dérivation est d'autant plus incontestable qu'elle est abondamment documentée, mesurée et chiffrée avec toute la rigueur attendue pour « buzzer » dans les médias et sidérer l'opinion.

C'est ainsi que l'effondrement écologique donne annuellement lieu au calcul du « *jour du dépassement de la Terre* », le 28 juillet 2022 en l'occurrence, c'est-à-dire ce jour à partir duquel l'humanité est censée avoir consommé l'ensemble des ressources que la planète est capable de régénérer en un an. La plupart des spécialistes s'accordent à dire que ce concept manque cruellement de solidité scientifique, notamment parce qu'il brille dans le mélange des choux et des carottes, mais certains d'entre eux apprécient néanmoins de disposer d'un indice symbolique simple qui frappe les esprits. C'est bien ce qu'on voulait, non ? La nuance, la précision – pas vendeur ; et en plus, pas toujours en ligne avec l'idéologie. C'est ainsi également que l'ONG Oxfam nous communique annuellement son baromètre sur les inégalités mondiales. Là encore, méthodologie plus que douteuse, mais conclusions alarmantes comme on les aime, qui s'imposent d'année en année à travers des formules chocs telles que « *62 personnes possèdent autant que la moitié de la population mondiale* » (2016) ou « *8 hommes possèdent autant que la moitié de la population mondiale* » (2017) – 8 hommes, pas femmes. Vous le voyez, le patriarcat capitaliste triomphant ?

Si vous voulez du plus récent, sachez que « *252 hommes se partagent aujourd'hui [2022] plus de richesses que le milliard de filles et de femmes vivant en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes réunies* ». Et puis n'oublions pas Sandrine Rousseau, chronomètre en main, très occupée à traquer (et si possible criminaliser) le moindre écart dans le partage des tâches domestiques au sein des couples.

Il manquait cependant une pièce d'importance à ce branlant échafaudage, mais Dieu soit loué, l'oubli est enfin réparé. C'est le magazine Marianne qui s'est dévoué récemment à la cause en mettant au point un petit calcul permettant d'établir un « *jour du dépassement capitaliste* » : salariés des entreprises du CAC 40, sachez que depuis jeudi dernier, le 22 septembre 2022, vous travaillez exclusivement pour l'enrichissement des actionnaires ! Une date qui tend à avancer un peu plus chaque année.

Je vous avoue que je suis très agréablement surprise. J'avais dans l'idée que les salariés, qu'ils œuvrent dans le commercial, dans les achats, dans la production, dans le support numérique, dans les ressources humaines etc., travaillaient dès le 1^{er} janvier à l'accroissement des résultats de l'entreprise, donc à l'accroissement de sa valeur, donc à la fois à l'enrichissement de ses actionnaires et à son développement à long terme, donc à sa capacité future de créer des emplois et du pouvoir d'achat.

Mais regardons la méthode retenue : parmi tous les décaissements réalisés au titre de l'année 2021 par les groupes du CAC 40, les journalistes de Marianne ont extrait les salaires payés aux salariés (cotisations sociales comprises) d'une part et les dividendes ou rachats d'actions versés aux actionnaires d'autre part. Ils ont additionné les deux chiffres (266 + 101 = 367 milliards d'euros), puis ramené chacun d'eux au total ainsi obtenu : $266/367 = 73 \%$ – $101/367 = 27 \%$. Appliqués au 365 jours de l'année, ces pourcentages placent le jour de « partage de la valeur » entre le travail et le capital au 22 septembre.

Dans le genre mélange des choux avec les carottes et autres torchons et serviettes, très beau boulot ! Car précisément, il est impossible de mettre ces deux types de versements sur le même plan.

Autant les salaires sont versés contractuellement chaque mois, tout au long de l'année, indépendamment de la santé de l'entreprise, autant la politique de dividendes n'a rien d'automatique. Pour toutes sortes de raisons, conjoncturelles ou structurelles, en lien avec la tendance économique globale ou avec les difficultés spécifiques de tel ou tel secteur d'activité, il y a des années avec et des années sans.

Autant les salaires contribuent à la formation de la valeur de l'entreprise (et pourraient être remplacés par de la prestation de service rémunérée en honoraires), autant les dividendes font revenir une partie de la valeur créée dans les mains des investisseurs – c'est au moment où l'actionnaire a investi dans l'entreprise, c'est-à-dire acheté des titres, qu'il a apporté sa contribution à la création de valeur.

Et autant les salariés voient leur patrimoine s'accroître à chaque salaire versé, autant ce n'est pas le cas lorsque les actionnaires perçoivent leurs dividendes. Ils étaient déjà aussi riches avant le versement car le cours de l'action reflétait la valeur totale donnée par le marché à l'entreprise. Tous les versements de dividendes sont suivis d'un décalage du cours de l'action vers le bas. C'est logique : l'entreprise abandonne une partie de ses liquidités pour transformer une partie de la valeur créée en liquidités pour les actionnaires. Entre avant et après, toute chose étant égale par ailleurs, la valeur de l'entreprise baisse, tandis que le patrimoine de l'actionnaire reste identique.

Les auteurs de ce nouveau baromètre sont évidemment conscients de la, comment dire, simplicité un peu brute de leur approche. Ils consacrent d'ailleurs un paragraphe entier à énumérer ce dont ils n'ont pas tenu compte. L'impact de la fiscalité, par exemple. Oubli qui leur semble sans conséquence dans la mesure où l'État « *verse aussi des subventions et fournit des services tant aux ménages qu'aux entreprises* ».

Mais oubli néanmoins dérangeant. Car si l'on s'intéresse maintenant à une autre étude réalisée dans ce format un peu réducteur mais incluant les impôts, celle de l'Institut Molinari en 2019, on [apprend](#) que l'année précédente, les entreprises du CAC 40 ont généré 373 milliards d'euros de richesses au niveau mondial dont 71 % en salaires, 19 % au profit des États et 10 % en dividendes nets d'impôt – cette simple réparation change déjà pas mal la face des choses. Or depuis la précédente étude Molinari de 2016, ce sont les encaissements fiscaux qui ont progressé le plus.

De son côté, l'économiste Patrick Artus faisait [remarquer](#) en 2019 que la progression générale des salaires était supérieure à celle de la productivité. Si extravagance dans les versements de dividendes il y a, force est de constater que cela ne se fait pas au prix d'une compression des salaires.

Adoptons maintenant le point de vue des journalistes de Marianne : les actionnaires sont scandaleusement trop rémunérés ; ils captent de plus en plus de valeur tandis que les autres agents économiques voient leur part s'amenuiser d'année en année. On déduit forcément de ce discours que le statut des actionnaires est des plus enviables. Mais alors pourquoi la retraite par capitalisation est-elle si unanimement décriée ?

Qu'on ne me réponde pas : solidarité. Il n'y a pas de solidarité dans les déficits ; il n'y a pas de solidarité dans la mauvaise gestion, fût-elle merveilleusement collective ; il n'y a pas de solidarité dans un système de pensions laissé à la discrétion exclusive d'une entité étatique. Que nos anticapitalistes de combat commencent par résoudre leurs contradictions internes avant que de nous asséner leurs très approximatives leçons de morale économique.

26 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/invites-du-point/l-inquietant-sourire-de-mme-rousseau-25-09-2022-2491242_420.php

L'inquiétant sourire de Mme Rousseau

LES CARNETS DU DIMANCHE. La députée écologiste de Paris s'est illustrée cette semaine par des sorties polémiques. Avec une certaine complaisance médiatique.

Par [Hervé Gattegno](#)

Publié le 25/09/2022 à 14h00 - Modifié le 25/09/2022 à 17h04

Sandrine Rousseau n'aime pas qu'on rie. Enfin, pas tout le temps, pas de tout, et surtout, pas à ses dépens. Elle l'a dit récemment, dans l'une de ses interviews télévisées multi-hebdomadaires, **avec la même tranquillité inexpressive qui accompagne ses déclarations les plus insensées**, comme un enfant arrachant les pattes d'une sauterelle sans un clignement d'œil. **Quand l'animateur (Yann Barthès, de Quotidien sur TMC) a tenté de lui faire valoir que « chacun rit à sa façon », elle a répondu froidement : « Ça fait partie des transformations que nous devons opérer. »** Si, si, je vous assure, ce sont ses mots exacts. En revoyant l'extrait de l'émission, on se dit que le pire est à craindre. **À quand la création d'un ministère de l'Humour et de la dérision qui édictera les critères de la caricature légale ?**

Pourtant, mardi soir, dans une autre séquence qui a enflammé les réseaux sociaux (la dame est décidément « buzzogneuse »), **c'est bien le rire de Sandrine Rousseau qui m'a donné le frisson.** Oh, pas un éclat de rire sonore, ni une explosion d'hilarité soudaine comme un éternuement ; plutôt **un petit sourire sardonique, les dents découvertes dans un rictus inquiétant.** Expliquons : invitée de *C à vous* (France 5) pour dire son indignation à propos de la gifle qu'Adrien Quatennens a reconnu avoir donnée à son épouse, la députée écologiste a répondu à une ultime question posée par des internautes, au sujet d'agissements reprochés à Julien Bayou, le secrétaire national de son parti. « Il reste une minute trente d'émission », a prévenu la présentatrice, Anne-Elisabeth Lemoine. Il fallait donc aller à l'essentiel.

Sandrine Rousseau évoque alors les confidences reçues de l'ex-compagne de Bayou. Elle lui a semblé « très mal » et « d'ailleurs », elle aurait tenté de « se suicider » peu après (je précise que ces guillemets ne sont pas faits pour relativiser ces termes, mais pour les attribuer explicitement à celle qui les a prononcés). **« Il y a en effet des comportements qui sont de nature à briser la santé morale des femmes »,** précise (si l'on peut dire) l'interviewée. **« Manifestement, elles sont plusieurs »,** croit-elle bon d'ajouter, même si elle n'a recueilli « qu'un seul témoignage ». Mais **« une enquête journalistique est en cours »,** signale-t-elle – ah bon, comment le sait-elle ? Puisqu'il est temps de conclure, **la journaliste suggère que « Julien Bayou devra renoncer, peut-être, à ses fonctions au sein du parti »... C'est à cet instant précis que le visage de Sandrine Rousseau s'illumine.**

Hier Quatennens, aujourd'hui Bayou, demain qui ? Mélenchon, peut-être.

Oui, la question semble l'amuser, bien qu'elle vienne d'évoquer la douleur d'une femme qui a tenté de se donner la mort, et plus généralement les violences dont beaucoup sont les victimes. Vient la réponse, dans un large sourire, donc : « On verra, *step by step*. » Et voilà. Elle aussi vient d'avouer. Sous l'empathie pour celles qui souffrent se tapit un projet politique ; derrière l'alibi de la défense des opprimées se dessine un projet politique qui les instrumentalise. Une envie de vengeance et une prise de pouvoir, qui doivent s'accomplir *pas à pas*. Hier Quatennens, aujourd'hui Bayou, demain qui ? Mélenchon, peut-être, Manuel Bompard, sans doute – tous deux

ont tenté, avec maladresse il est vrai, de relativiser la faute de leur camarade ; pour Sandrine Rousseau et ses soutiens, voilà qui fait d'eux des complices. Déjà, leurs têtes ne tiennent plus qu'à un fil. Il y en aura d'autres et Sandrine Rousseau rira à nouveau.

Mercredi, Julien Bayou s'est mis « en retrait » de ses fonctions à la tête du groupe écologiste de l'Assemblée. J'observe qu'on ne sait pas plus ce que signifie « en retrait » que ce qui lui est exactement reproché. Sandrine Rousseau n'étant pas une autorité constituée et la justice comme la police ne paraissant avoir été saisies de ce cas, il me semble que ses accusations d'un soir relèvent de la vie privée d'un couple, qu'il était illégitime de dévoiler en public – mais a-t-on encore simplement le droit de formuler cette objection sans être catalogué d'office parmi les bourreaux ? Une tribune signée par 600 femmes au nom d'un collectif baptisé Relève féministe proclamait ces jours-ci, à propos de la gifle de Quatennens : « Ce n'est pas aux amis de l'agresseur de juger de la gravité des faits et d'appeler au respect de la vie privée », car « le privé est politique ». C'est oublier qu'il n'appartient pas davantage aux défenseurs de l'accusatrice de décider ce qui relève du « fait ». Et que s'arroger le droit de délimiter ce qui relève du privé et ce qui n'en relève pas ouvre la porte à toutes les tyrannies. Si elles n'étaient pas si graves, de telles outrances pourraient faire rire. Gardons-en nous.(...)

26 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/pascal-bruckner-cette-haine-francaise-du-travail-14-12-2019-2353126_20.php

Pascal Bruckner : « Cette haine française du travail »

Pour le philosophe, la France est « l'homme malade de l'Europe ». **Un pays où on fait la révolution pour rester immobile.**



Pascal Bruckner. Philosophe et écrivain. Dernier ouvrage paru : « Une brève éternité. Philosophie de la longévité » (Grasset).

Propos recueillis par Christophe Ono-dit-Biot

Publié le 14/12/2019 à 09h00

Le Point : « On l'a gagnée, on veut la vivre, notre retraite », lit-on sur les banderoles des manifestants. Quel regard porte celui qui parle de la vieillesse comme de « l'été indien de la vie » sur ce pays paralysé par la peur de ne pas pouvoir « vivre sa retraite » ?

Pascal Bruckner : Il faudrait arrêter de dire n'importe quoi. Les mots ont un sens indexé sur la réalité : on ne « gagne » pas sa retraite ! On cotise pour payer celle de nos aînés, et ce sont les actifs après nous qui paieront la nôtre si, toutefois, ils sont assez nombreux. Nul ne peut ignorer que nous avons acquis entre vingt-cinq et trente-cinq ans d'espérance de vie supplémentaires. Avant de goûter aux joies de l'oisiveté, il ne serait pas mauvais de vivre le moment présent : il y a une illusion funeste à vouloir vivre sa vie à l'envers, depuis la fin et, si l'on attend d'avoir 55 ou 60 ans pour exister au sens plein du terme, on fait du cours des jours une interminable préface à un bonheur aussi fantasmé qu'illusoire. Absurde croyance en une apothéose des derniers jours. Le crépuscule n'est radieux que si le matin et le midi ont déjà été solaires.

A-t-on trop lu à l'école « L'art d'être grand-père », de Victor Hugo ?

On rêverait que ce ne soit qu'une inclination littéraire ! Mais il y a une dizaine d'années, alors que s'annonçait une réforme des retraites, la France offrait déjà le spectacle étonnant de lycéens manifestant pour leurs pensions. Etrange inversion : ces adolescents aux tempes grises, avant même d'avoir commencé une vie de travail, songeaient à la clore. L'avenir devait être écrit d'avance et la carrière sécurisée du début à la fin ! Au lieu de vouloir construire l'avenir à sa guise, la jeunesse contemporaine semble le voir comme la terre de l'incertitude. Puisque la vie est

difficile, qu'au moins sa conclusion soit certifiée par l'Etat : l'automne nous dédommagera des souffrances du printemps et de l'été. Quelle illusion ! Voir des trentenaires ou des quadragénaires rêver de partir à 60 ans pour enfin profiter de leur temps libre est un crève-cœur : le mot retraite ne devrait s'appliquer qu'aux armées en déroute. J'entendais un syndicaliste du rail expliquer à la télévision qu'il allait se battre, jusqu'à Noël si nécessaire, pour ne pas se retrouver devant ses enfants sans leur avoir assuré une pension honorable. Vous imaginez les bambins accueillant leur père : papa, as-tu garanti nos retraites ?

Plusieurs quotidiens allemands s'étonnent qu'il y ait eu une manifestation d'une telle ampleur contre un projet dont on ne connaît même pas le contenu. Notre pays, qui « défile dans le vide », comme le titre la presse outre-Rhin, a-t-il perdu le sens des réalités ?

La France, nous le savons, est l'homme malade de l'Europe. La folie commence dans une nation quand ses membres donnent à la moindre contrariété l'allure d'une tragédie. Sur ce plan, notre pays montre une remarquable stabilité dans la déraison. Souvenons-nous de Bourdieu montant, comme avant lui Sartre, à l'automne 1995 sur un tonneau pour protester contre le projet des réformes Juppé et s'exclamant : « C'est la fin de la civilisation. » Rien de moins. On peut même dire qu'avec les gilets jaunes le taux de déraison s'est accru. Macron devait être notre guérisseur. Il est plutôt l'accélérateur des symptômes. Avec lui la rage critique décuple, s'enfle jusqu'à la malédiction. Or beaucoup de pays européens ont accompli leur réforme des retraites : la Russie à 65 ans, l'Allemagne à 67, la Belgique à 67 également à partir de janvier, le Japon à 67, et ils ne s'en portent pas plus mal. Mais nous, Français, sommes trop spéciaux pour consentir aux mêmes mesures : mieux vaut s'abandonner au bonheur de maudire cette société jusqu'à la nausée ou ressortir l'artillerie lourde autoproclamée « antifasciste », toujours utile quand on est à court d'arguments. A Nantes, des membres d'Extinction Rébellion n'ont-ils pas dégradé une trentaine de trotinettes « briseuses de grève » ? Nous voici repartis, pour reprendre un terme sartrien, dans la déconnade totale. A chaque interview, c'est le culte du larmoiement qui l'emporte, le conformisme de la détresse. Je souffre, donc je vaux, je souffre, donc quelqu'un est responsable. Au lieu de rivaliser dans l'excellence, hommes et femmes rivalisent dans l'étalage de leurs disgrâces, mettent un point d'honneur à décrire les tourments effroyables dont ils seraient l'objet si cette réforme passait. Mais cette terreur du changement n'est pas l'école de la résistance, plutôt celle de la douilletterie. Chacun brandit son brevet de malédiction comme un lignage à l'envers. Sans oublier ceux qui se félicitent déjà, si la grève devait durer jusqu'à Noël, de pénaliser l'orgie consumériste des fêtes : voici les grévistes décrits en agents de la rédemption ! Spécificité française : l'immobilisme se dit dans le langage des sans-culottes. Quand les Français en appellent à un soulèvement, il faut comprendre éloge des acquis, haine du changement, si minime soit-il. C'est cela, la France contemporaine : servile et révoltée, indocile et obséquieuse, souhaitant renverser un gouvernement à qui elle demande tout par ailleurs, l'Etat étant transformé en infirmière, en *mater dolorosa* chargée de panser nos blessures.

Qu'est-ce que cela dit de notre pays sur son rapport au travail ? Ce mot aurait-il, en France, renoué avec son étymologie, le travail comme « torture » ?

On dirait bien. On attend les arrêts de travail chaque saison - été excepté, car les vacances sont sacrées chez nous - dans les gares, les transports en commun, les aéroports comme on attend l'automne, avec un mélange de fatalisme et d'excitation. Il y a de l'angoisse, mais aussi du trépignement d'enfants gâtés dans cette routine de la fronde. C'est une comédie, une scénographie bien rodée de part et d'autre dont toutes les répliques sont écrites à l'avance. Cette haine française du travail s'alimente à trois sources. Catholique : le labeur est le salaire du péché, seule la prière est grande. Aristocratique : le travail est réservé aux serfs, aux manants, la noblesse fait la chasse et la guerre. Anticapitaliste : le salariat est la prolongation de l'esclavage par d'autres moyens. Spontanément, nous criminalisons l'activité, à laquelle nous opposons la flânerie, le loisir. « Quelle belle journée ! Dommage que je doive la donner à mon patron. » Il n'en reste pas moins que le travail est seul à même de nous former en transformant le monde : il n'est pas que souffrance, tyrannie de l'horloge, il nous relie aux autres, nous offre la satisfaction du devoir accompli, nous rend utiles. Ce qui est en train de disparaître, c'est l'amour de la belle ouvrage si prégnant chez les artisans, c'est la vision classique du labeur comme patiente maturation, coopération harmonieuse avec le temps pour devenir le meilleur dans sa discipline. A la place prédomine l'idée de la besogne comme marchandise jetable, petits boulots que l'on accepte ou quitte sans état d'âme comme si l'emploi était devenu une part annexe de l'existence. D'où ce paradoxe : tandis que les classes laborieuses aspirent au temps libre, ce sont les hautes sphères qui se tuent à la tâche et brandissent le surmenage comme signe de puissance. Au XXI^e siècle, les masses adopteraient peu à peu le mépris aristocratique du travail, alors que les élites embrasseraient avec délectation l'esclavage laborieux jadis réservé à la plèbe. Avec ce risque évident : en se réappropriant le travail, les maîtres se réapproprient aussi les destinées du pays et finiront par entretenir tous les autres, réduits à l'état de serfs divertis, avides de pain et de jeux avec revenu minimum garanti.

On a le sentiment que les générations précédentes, qui travaillaient beaucoup, et sans forcément penser à leur retraite, aimaient davantage leur travail, en étaient fières. Ce travail produisait d'ailleurs une certaine culture, ouvrière, par exemple. Est-ce le travail qui a changé, ou les Français ?

La constitution de toute une classe d'âge en classe de loisir, renfermée sur le seul consumérisme, est une catastrophe réalisée au nom des meilleures intentions au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Hormis pour les métiers pénibles, qui requièrent en effet un régime spécial, on envoie au rebut des adultes parfaitement sains de corps et d'esprit, dotés de compétences irremplaçables et qui dépérissent après quelques mois d'inertie. C'est une véritable dévastation pour ceux qu'on force à l'arrêt et qui se sentent périmés. La fin obligatoire de l'activité, à partir de la soixantaine, nous plonge dans la malédiction du loisir absolu, comme si des populations entières de têtes blanches étaient immergées de nouveau dans l'univers infantile du parc d'attractions. Beaucoup voudraient sortir du cauchemar du désœuvrement obligatoire,

rester engagés dans le monde, prendre part à son cours, continuer à se battre. Nul ne devrait être forcé de travailler au-delà d'un certain âge s'il ne le souhaite pas. Mais nul ne devrait être empêché de continuer à travailler s'il le désire. La vérité d'une vie épanouie, et aussi une culture, réside dans l'épreuve, qui fortifie, et non dans le repos, qui affaiblit§

26 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/postillon/pascal-bruckner-le-plus-grand-parti-politique-est-celui-de-la-pantoufle-25-09-2022-2491227_3961.php

Pascal Bruckner : « Le plus grand parti politique est celui de la pantoufle »

ENTRETIEN. Dans « Le Sacre des pantoufles », le philosophe met en garde contre la « tyrannie sédentaire », celle du repli et du renoncement au « dehors ».



L'écrivain et philosophe Pascal Bruckner, le 20 mai 2022, à Paris. © ÉLODIE GREGOIRE POUR « LE POINT »

Propos recueillis par [François-Guillaume Lorrain](#) et [Saïd Mahrane](#)

Publié le 25/09/2022 à 11h00

« **T**out le malheur des hommes est de ne pas savoir demeurer en repos dans leur chambre », écrivait Pascal. Un autre Pascal, nommé Bruckner, lui répond : « *Tout le malheur des hommes dans les années à venir sera peut-être de ne pas vouloir quitter leur chambre.* » Le propre d'un essayiste est de humer son époque, d'en identifier les tendances lourdes, d'être le sismographe de nos plaques tectoniques et de leurs frottements. Il isole, découpe, dégage, souligne, exagère, alerte, esquisse des perspectives. Après un pas de côté personnel sur son goût de l'effort et de l'élévation pratiqué sur les arêtes (*Dans l'amitié d'une montagne*), voilà son complément collectif, Le Sacre des pantoufles. Après le vertical des parois, l'horizontal du canapé. Après les voies majuscules, les vies minuscules. Après les vertiges du dehors, les voluptés du dedans, les séductions de nos cavernes connectées : Petite Pantouflette va de concert avec Petite Poucette. Ce « *renoncement au monde* », nouveau mal de notre temps, Bruckner le traque, au fil d'heureuses formulations : « *Nous avons enlevé notre masque, nous avons peut-être attrapé la maladie du bâillon. Nous voici assignés à résidence existentielle. Ce que certains ont appelé la tyrannie sanitaire a été remplacé par la tyrannie sédentaire.* » Tous, loin de là, ne sont pas touchés par ce mal, mais à la lumière du confinement, le docteur Bruckner, tenant du désir demeuré désir, diagnostique le retour du clos, les empêchements du dehors compliqué, la fermeture de l'horizon, l'enterrement des rêves, le désir du petit, ce qu'il appelle le « *complexe du confetti* ». Derrière l'attention quasi littéraire à nos imaginaires du quotidien perce la filiation avec Bachelard. Par le souci de réfléchir sur la valeur et les saveurs de l'existence se devine l'enseignement de Jankélévitch. Perec avait signé *Un homme qui dort*, Bruckner aimerait « Un homme qui sort »... En témoignent ces 160 pages très enlevées à savourer déconnecté, pieds nus dans un parc, prêt à regagner la vie.

Le Point : Vous soulignez un invariant qui pousse les hommes à retourner dans la « caverne », leur chambre. Pourquoi la tendance serait-elle plus forte ces temps-ci ?

Pascal Bruckner : Le terme « cocooning », inventé dans les années 1980, esquissait ce mouvement. Mais de nos jours, à la pandémie, qui nous a incarcérés, s'est ajouté le boom des réseaux sociaux, qui allègent la réclusion. Les statistiques le montrent, beaucoup de Français ont aimé le confinement et souhaitent le prolonger, par le télétravail notamment. Nous venons de connaître cette nouveauté historique : le triomphe de la vie domestique dont la séduction est incontestable. Le foyer n'aurait pas cet attrait s'il n'était le lieu de l'existence authentique, maîtrisée, sans chefs ni contraintes. Nous vivons par ailleurs sous la domination de quatre peurs : le terrorisme, le dérèglement climatique, les pandémies, la guerre en Ukraine. Depuis le début du siècle, l'espace public est devenu un espace dangereux. Voyez l'effondrement de la fréquentation des cinémas, des théâtres, du spectacle vivant, la difficulté du recrutement en entreprise. Même si le tourisme a repris, les rhétoriques de l'effroi culpabilisent l'avion, criminalisent la voiture. Nous vivons une crise du désir de vagabondage, le mot « voyage » a été remplacé par le terme caoutchouteux de « mobilité ». Une chose est sûre : le travail, tel que nous l'avons connu, a vécu.

Mais pourquoi le discours de la peur l'emporterait-il aujourd'hui ?

Jadis la peur était contrebalancée par un progressisme à droite et à gauche, une espérance rédemptrice. Avec le réchauffement climatique, le progrès technologique est frappé d'une suspicion mortelle, l'idée prévaut que demain sera pire qu'aujourd'hui. Dans les années 1970, 1980, on multipliait les annonces optimistes : guérison probable du cancer, allongement de la durée de la vie, etc. Aujourd'hui, ces conquêtes sont vues comme une calamité, une explosion des maladies neurodégénératives, le triomphe des Ehpad. Les deux idéologies dominantes de nos jours, déclinisme et catastrophisme, consacrent d'abord la victoire du défaitisme. L'une et l'autre décrètent la mort de l'avenir, perçu comme un horizon de terreur.

Des utopistes – que je qualifierais plutôt de nihilistes – imaginent un futur disciplinaire, voué à limiter les dégâts et non à instaurer un monde meilleur.

Ce repli craintif n'est-il pas le fait surtout de l'Occident ?

L'Occident est devenu plus soucieux de sa sécurité que de sa liberté. L'inquiétude nous pousse à nous réfugier dans le chez-soi, seul lieu de tranquillité. Des utopistes – que je qualifierais plutôt de nihilistes – imaginent un futur disciplinaire, voué à limiter les dégâts et non à instaurer un monde meilleur. Les peuples les plus favorisés sont craintifs car ils ont plus à perdre. Redouter de baisser la température d'un degré en hiver ne me paraît pas le summum du sacrifice. Mais nous vivons la moindre contrariété comme une tragédie.

La scène universelle de l'homme contemporain, c'est le sofa ou le canapé face à l'écran qui diffuse des images abominables, lesquelles renforcent notre appétit domiciliaire.

La tentation de la pantoufle connectée ne marque-t-elle pas le souci de reprendre la main sur une vie incertaine qui donnait l'impression de nous échapper ?

À la maison, on est souverain chez soi, tout en étant relié au monde entier par le portable. J'entrouvre les persiennes, je vois les barbares qui s'entre-tuent, les tempêtes qui se déchaînent, et je referme les persiennes. Du dehors ne peut venir que du mal. La scène universelle de l'homme contemporain, c'est le sofa ou le canapé face à l'écran qui diffuse des images abominables, lesquelles renforcent notre appétit domiciliaire. Nous vivons dans la certitude des catastrophes

puisque l'humeur dominante de notre temps, c'est la fin du monde. Le plus grand parti politique est le parti de la pantoufle, qui réclame : cédez à Poutine, rendez-nous le pétrole, l'électricité, que surtout rien ne change. La nidification est le moyen le plus simple pour échapper aux tourments de l'Histoire, à la méchanceté des hommes.

On a envie de dire à nos procureurs imberbes : courez, vous êtes déjà vieux.

Vous appartenez à une génération qui a connu l'ouverture des frontières, qui a joui, ce qui donne le vertige à certains. Comment percevez-vous cette ascèse des jeunes qui pointent un doigt accusateur vers votre génération, les boomers dilapidateurs ?

Ils font comme nous avec nos parents, à qui l'on disait : cours camarade, le vieux monde est derrière toi. On a envie de dire à nos procureurs imberbes : courez, vous êtes déjà vieux. Si nous accuser leur fait du bien, je m'en réjouis. Mais sans la génération 68, ils n'auraient pas eu cette prise de conscience. L'écologie, le féminisme ont été inventés après la Seconde Guerre mondiale. Hans Jonas, père spirituel des Verts, publie *Le Principe responsabilité* dès 1979. Mais tous les jeunes ne sont pas des Greta Thunberg, propagateurs de panique, de néopétainisme agreste. La jeunesse se scinde en deux segments : les uns adoptent une conduite de fuite, d'austérité, d'autopuniton, les autres se battent, se servent de leurs atouts, de leurs diplômes. Quand j'entends certains enfants gâtés nous dire qu'on leur laisse un monde épouvantable, je m'interroge : ils sont là avec leurs portables, leurs salaires, leurs sorties, un système de santé et d'éducation quasi gratuit et ils gémissent ! Le complexe d'Œdipe passe aujourd'hui dans les familles par la question climatique. Prenez l'Inde, la Chine, l'Afrique, ils se battent pour sortir de la misère, le vrai combat pour eux est de manger décemment. Notre rhétorique est une rhétorique de luxe. L'inquiétude environnementale est universelle, la maladie de l'Apocalypse purement occidentale. À cette jeunesse inquiète, à juste titre, on a envie de dire : l'avenir n'est pas écrit, il sera ce que vous en ferez. Ce que l'on peut vous souhaiter de mieux, c'est de l'audace, de belles surprises et l'appétit d'entreprendre. Même pour préserver la planète, il faut du courage et le goût de l'innovation.

Ne retrouve-t-on pas l'opposition, exagérée, entre les « somewhere » et les « anywhere » ?

Entre nomades et casaniers, ce sont les seconds qui l'emportent. On voudrait qu'on ait honte de prendre l'avion au lieu de chercher des solutions pratiques qui rendent l'acte de voler moins émetteur de gaz à effet de serre. Le rêve aérien doit être ôté de la tête des enfants, prétendent certains réactionnaires. Tout est fait pour séparer et amoindrir les hommes. On devrait investir des milliards pour perfectionner l'avion solaire, la climatisation non polluante. La sobriété brandie par nos politiques n'est rien d'autre que la chasse au gaspillage déjà réclamée en 1973 après le choc pétrolier. Quand j'étais enfant, on ne jetait pas le pain, on réutilisait les vêtements usés et surtout on éteignait la lumière. On doit réapprendre ces gestes d'économie de base. Notre révolte est celle de consommateurs gâtés, qui jouissaient de tout.

Plus que la tyrannie sanitaire, redoutons la tyrannie sédentaire.

Freud voyait la femme comme un être « de l'intérieur » (protection, bienveillance, maternité) et l'homme un être « de l'extérieur » (argent, guerre, concurrence). À l'aune de cette idée freudienne, certes un peu datée, ces valeurs féminines domineraient-elles la société ?

C'est un transfert de prérogatives plus qu'un triomphe du féminin : alors que l'homme est incité à devenir une créature d'intérieur, cuisine, arts ménagers, éducation des enfants, les femmes

partent à l'assaut de l'espace public, deviennent alpinistes, juges, cheffes d'entreprise, Premières ministres. La pantoufle n'a pas de genre ni de classe sociale : elle invite hommes et femmes, riches et pauvres à s'enraciner pour fuir les périls. Plus que la tyrannie sanitaire, redoutons la tyrannie sédentaire.

A-t-on encore un regard sur l'existence ou bien sommes-nous dans le triomphe de la vie quotidienne ?

Le quotidien tel que nous le vivons est une invention récente, née à la fin du XVIII^e siècle, quand le temps humain devient autonome, en dehors de toute référence religieuse. Double révélation : les hommes deviennent maîtres de leur temps, sans prédestination, mais ce temps ouvert peut aussi se répéter affreusement. Les jours reviennent, tous semblables, avec la constance d'un disque rayé. C'est la découverte de l'ennui, de Henri-Frédéric Amiel à Sartre : aujourd'hui ressemble à hier, qui annonce demain. C'est le risque de la claustration : elle nous coupe des sources vivifiantes du dehors et contribue à une démocratisation de la monotonie, laquelle est alimentée par l'omniprésence des réseaux.

On devient des Robinson Crusoé en chambre. C'est une existence qui mijote à bas bruit.

Est-ce le suicide d'une civilisation ?

Le suicide, non, mais le seul idéal est celui de la survie. Le confinement a prouvé qu'on pouvait vivre très bien à moindre coût dans une sorte d'ascétisme heureux. On devient des Robinson Crusoé en chambre. C'est une existence qui mijote à bas bruit. L'appartement comme la maison sont des microcosmes qui se suffisent à eux-mêmes pourvu qu'ils soient équipés technologiquement.

Nous devenons des êtres minimalistes qui font la leçon aux récalcitrants. Chacun est sommé de présenter son bilan carbone.

Quelles sont les conséquences de cette vie minuscule sur nos démocraties ?

Une démocratie qui ne vit pas dans la perspective de son élargissement est une démocratie qui risque de s'atrophier. Je m'inquiète de voir citoyens et partis faire désormais ostentation de vertus écologiques, financières, comportementales. Dépenser moins, voyager moins, manger moins de viande, toutes les qualités sont négatives. Le moindre dérapage est stigmatisé. Nous devenons des êtres minimalistes qui font la leçon aux récalcitrants. Chacun est sommé de présenter son bilan carbone : s'il est bas, il devrait emporter les suffrages des électeurs et le cœur des belles. Si l'on en croit un chroniqueur radio, le temps devrait être révolu où la séduction passait par une belle voiture ou par des capacités financières illimitées. Commencez par devenir irréprochables.

Comment résister ? Quels seraient vos conseils à un adolescent tiraillé entre la liberté et la sécurité ?

Je lui dirais que les plus belles aventures se passent en dehors de soi. Il est bien d'être prudent, d'aimer son foyer. Mais à ne pas prendre le risque minimal des autres, on se racornit dès la vingtaine. Je lui dirais d'apprendre des langues étrangères et de partir sur les routes. Il faut bannir la rhétorique de l'angoisse, qui nous ronge et nous tue. Nos pays riches et surprotégés ne sont pas au bord de l'abîme. Cela n'est pas non plus la fin de l'abondance, contrairement à ce qu'a dit le chef de l'État, juste une gestion plus avisée de nos richesses. Le grand défi est de retrouver une confiance dans les pouvoirs du temps et de l'espace : demain peut être meilleur qu'aujourd'hui et

le monde est plus vaste, plus beau que nous le pensons. Ce qui nous rend fort n'est pas le rabougrissement mais la confrontation avec l'adversité. S'enfermer chez soi, en excluant le dehors, c'est convoquer vieillesse et tristesse avant l'heure.

***Le Sacre des pantoufles. Du renoncement au monde*, de Pascal Bruckner (Grasset, 162 p., 18 €). À paraître le 28 septembre.**

Pascal Bruckner

Le Sacre des pantoufles

Du renoncement au monde



essai
Grasset

EXTRAITS

Le spleen de notre temps

« Voilà ce que le confinement a souligné : il nous a plongés de force dans un prosaïsme éreintant où l'obligation de ne rien faire a provoqué une inquiétude sourde. Vivre, disait Paul Valéry, est une pratique essentiellement monotone fondée sur la prévisibilité et la répétition. Mais la répétition nous éparpille autant qu'elle nous assouplit, elle est facteur d'entropie.

La grande question religieuse était hier : y a-t-il une vie après la mort ? La grande question des sociétés laïques est à l'inverse : y a-t-il au moins une vie avant la mort ? avons-nous assez aimé, donné, prodigué, embrassé ? L'existence n'est pas une course d'endurance où l'on doit tenir le plus longtemps possible à l'abri des coups mais une certaine qualité de liens, d'émotions, d'engagements. Quand elle se réduit au repli dans sa carapace, au simple visionnage de jeux vidéo, de séries en rafales ou d'achats compulsifs, a-t-elle encore la moindre valeur ? Que l'on veuille ralentir le temps ou l'accélérer, se prémunir du danger ou s'exposer, quelque chose doit se passer dans le cœur des hommes qui soit de l'ordre du bouleversant, de la grâce. Pour connaître le choc du changement, il faudrait commencer par rompre la somnolence des jours identiques, par éprouver la puissance de révélation du nouveau, ce que la vie calfeutrée ne permet pas. »

Les Assis

« Jadis les aventuriers prenaient la mer. Désormais ils prennent leur joystick ou chaussent leurs lunettes de réalité virtuelle et se couchent. Que l'on porte baskets, sandales ou escarpins, avec la manette on chausse les bottes de sept lieues, on traverse les univers parallèles. On peut sur ce modèle imaginer des millions d'individus immergés dans des caissons sensoriels et vibrant aux stimulus qu'on leur envoie. Les grands départs, les grandes sensations se feraient en chaise longue. Qu'apprenons-nous avec la réalité virtuelle ? À rester assis ou allongés. Nous y prenons des leçons de siège. Il faut des corps rassis pour une société elle-même rassie qui vise à faire tenir les gens tranquilles, chez eux, pour mieux les livrer aux hold-up de cerveaux. L'écran, quel qu'il

soit, est vraiment la tisane des yeux ; il n'interdit ni ne commande rien mais rend inutile tout ce qui n'est pas lui, il nous divertit de tout, y compris de lui-même. À cet égard, l'emblème de la civilisation post-Covid ne sera peut-être ni la fusée, ni les gratte-ciel, ni les réacteurs nucléaires mais, plus humblement, le fauteuil connecté, à mi-chemin de la chaise longue et du lit, le dossier inclinable avec câbles afférents. Le citoyen du XXI^e siècle ? L'homme affalé dans sa cage sensorielle, ses prothèses auditives et optiques avec divertissements multiples assurés. Il aura des jumeaux numériques qui vivront ce qu'il ne s'autorise plus à vivre, et il se sentira terriblement seul. »

Scène de la vie future

« “Tout homme supérieur, écrivait Nietzsche, aspire à se retrancher dans une forteresse, dans un refuge où il se sente délivré de la foule, de la masse, de l'écrasante majorité, où il puisse oublier la norme humaine à laquelle il fait exception.” Mais quand ce désir de retranchement devient collectif, quand il devient la marque même du troupeau, « l'homme supérieur » doit sortir de peur de ressembler à la foule honnie. Si le chez-soi devait triompher de l'espace public, au cours du siècle, chacun devrait recréer dans l'espace intime de sa maison autant de substituts à l'univers. La joie de l'existence serait de remplacer l'événement par l'atmosphère, l'équipée par des balades visuelles, la seule interruption étant d'aller du siège au sofa, du lit à la salle de bains. On déménagerait de son salon à sa cuisine et vice versa. Une liberté sans obstacles et qui ne prend pas le risque du grand air est-elle autre chose qu'un ersatz ? Le grand théâtre du monde va-t-il disparaître englouti par une lucarne ? Jadis, la vie privée avait besoin du dehors, elle était inachevée, c'était son seul privilège. Désormais, secondée par l'arborescence de la Toile, elle est solipsiste et s'enivre d'elle-même, des ombres qu'elle prend pour la réalité. »

26 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sophie-coignard/coignard-a-la-nupes-le-verniss-craque-26-09-2022-2491295_2134.php

Coignard – À la Nupes, le vernis craque

CHRONIQUE. Ce ne sont pas les positions de LFI sur la Russie, sur l'Otan, sur l'Europe qui fissurent la Nupes, mais une affaire de violences conjugales.



Jean-Luc Mélenchon, sous les couleurs de la Nupes, lors de la campagne des élections législatives le 7 juin 2022. © Christophe Petit Tesson / MAXPPP

Par Sophie Coignard

Publié le 26/09/2022 à 07h04

La Nupes a émergé juste avant les législatives malgré des divergences de fond entre ses composantes. Et pas sur des sujets secondaires. Il s'agissait de l'Otan, de l'Union européenne, de la nationalisation des banques ou encore de l'énergie nucléaire. Sans parler de la Russie, sujet sur lequel un florilège des saillies de Jean-Luc Mélenchon suffirait à fabriquer un long, très long bêtisier. Mais l'impératif électoral a ses raisons... Après les élections, l'alliance a tenu bon, contre les pronostics qui la voyaient exploser dès les premiers débats à l'Assemblée nationale. La gauche semblait redécouvrir les vertus de l'union, fût-ce sous la houlette sourcilleuse de Jean-Luc Mélenchon.

Il a pourtant suffi de deux tweets pour que le vernis craque. Deux tweets signés Mélenchon, exagérément affectueux envers son poulain Adrien Quatennens, malgré la révélation par celui-ci de gestes violents vis-à-vis de son épouse, notamment une gifle. Ces deux courts textes, d'une grande désinvolture pour la victime, auraient pu passer par pertes et profits politiques au bout de quelques jours si leur auteur ne s'était pas obstiné à les assumer, droit dans ses bottes.

Mais voilà, Jean-Luc Mélenchon ne s'excuse pas. Il ne semble pas envisageable non plus, dans son logiciel personnel, qu'il puisse reconnaître s'être trompé. Ni sur la Russie ni sur les violences envers les femmes.

Une pièce dans la machine

La gêne au sein de ses troupes, tout au long de la semaine, n'a pas pu passer inaperçue. Mais c'est à l'extérieur de son mouvement, parmi ses « alliés », que la parole se libère.

La Verte Sandrine Rousseau a bien dû le reconnaître sur Twitter : « Les tweets de JL Mélenchon n'allaient pas du tout. Pas de doute. Ni le premier ni le second. » Puis, ce week-end, la sénatrice socialiste de l'Oise Laurence Rossignol s'exprime sans filtre dans *Le Parisien* : « Personne n'échappe à son passé. Jean-Luc Mélenchon a été formé dans une organisation politique, l'OCI, qui était virilisée et antiféministe. [...] Donc je ne suis pas surprise. »

Yannick Jadot prend encore un peu plus ses distances avec la Nupes, ce dimanche, au *Grand Jury* RTL-LCI-*Le Figaro*. Il s'interroge sur l'opportunité pour son mouvement de participer à la « grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique » organisée sous le haut patronage de Jean-Luc Mélenchon, contre l'avis des syndicats, préférant « mieux travailler avec les syndicats plutôt que d'avoir des mobilisations politiques en plus ». Une forme de rupture ? Même pas, pour l'ancien candidat Vert à la présidentielle, qui rappelle n'avoir jamais été un affidé : « Je ne suis pas Nupes, je suis élu au Parlement européen sur un scrutin proportionnel. »

Avec les communistes, les relations se sont encore rafraîchies depuis que le secrétaire général du parti, Fabien Roussel, a défendu la « gauche du travail » contre « la gauche des allocs ». C'était il y a deux semaines. Mais samedi, sur France 2 puis sur les réseaux sociaux, Jean-Luc Mélenchon remet une pièce dans la machine à diviser. Il envoie un message à... Karl Marx : « Revenez vite. Il faut expliquer à Roussel ce que c'est qu'une assurance-chômage et pourquoi c'est un acquis des travailleurs. » Il n'est pas sûr que ce genre de diversion soit de nature à recréer une dynamique de groupe au sein de la Nupes. Ni qu'il contribue à éteindre la colère qui gronde, à gauche, contre le patron de LFI.

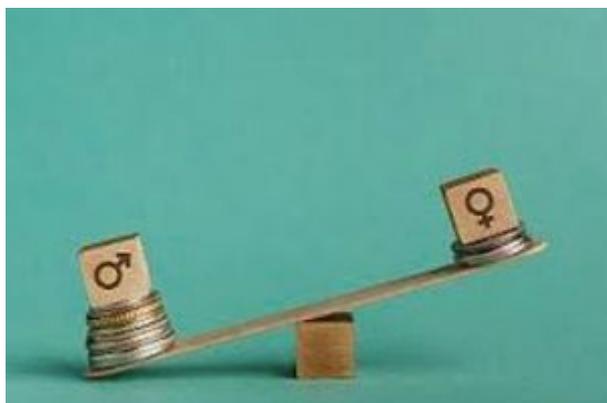
25 septembre (telos.eu)

<https://www.telos-eu.com/fr/pour-une-autre-approche-des-differences-de-salaire.html>

Pour une autre approche des différences de salaire entre hommes et femmes

[Sébastien Dupont](#)

21 septembre 2022



Appréhender les inégalités de salaire entre hommes et femmes sous le seul prisme de la discrimination empêche de percevoir la complexité des facteurs impliqués. Une analyse plus large permet de dégager la rationalité des choix professionnels des femmes, qui pourraient tenir lieu de modèles pour les hommes, pour les couples bi-actifs et pour les politiques publiques.

Deux fois par an – le 8 mars (journée des droits des femmes) et en novembre –, de nombreux médias relaient, souvent sans l’interroger, un slogan diffusé par un collectif militant : « À partir du ... novembre [la date est actualisée chaque année], les femmes travaillent bénévolement »^[1]. Le succès de cette formule a eu pour bienfait d’attirer l’attention de l’opinion sur cette question, mais en la simplifiant considérablement. Non seulement ce slogan généralise une différence (en sous-entendant que *toutes* les femmes gagnent moins que *tous* les hommes ou que les femmes gagnent moins que les hommes *pour le même travail*, ce qui est inexact), mais il tire la problématique vers le registre de la discrimination. Les femmes seraient discriminées (par les hommes, les employeurs) qui raboteraient sciemment leurs revenus en comparaison avec ceux de leurs homologues masculins.

Ce réductionnisme ne rend pas justice à l’abondante littérature sur le sujet dont nous disposons aujourd’hui. Des études montrent ainsi que les différences de revenus entre les hommes et les femmes (en France : 15,8 % si l’on considère les moyennes, 11,8 % si l’on tient compte des médianes^[2]) relèvent de facteurs multiples et complexes.

Parmi ces derniers, on relève bel et bien des phénomènes de discrimination envers les femmes – même s’ils ne sont pas toujours aisés à caractériser^[3] –, qui doivent être condamnés. Ils portent principalement sur l’embauche, les promotions et l’accès aux postes à responsabilité – et donc indirectement sur les salaires –, notamment vis-à-vis des femmes en âge d’avoir des enfants ou qui prennent un congé parental. Statistiquement, ces discriminations ne représentent qu’une part minoritaire des différences de salaire moyen entre hommes et femmes.

Aux États-Unis, le politologue Warren Farrel a identifié pas moins de 25 facteurs qui, en s’agrégant, expliquent les écarts de salaires^[4]. Il s’agit de 25 choix professionnels que les hommes ont tendance à faire plus que les femmes, comme de s’orienter vers les secteurs les plus rémunérateurs de l’économie (par exemple, les hautes technologies), d’accepter de travailler en extérieur et d’être soumis aux intempéries (à l’instar des éboueurs) ou de consentir à des déplacements fréquents ou des mutations. Les analyses faites sur le marché du travail français mettent en évidence des facteurs comparables^[5]. Les plus

significatifs statistiquement sont les choix de métier et de secteur professionnel, et le recours au temps partiel. En tendance, les femmes s'orientent vers des professions et des secteurs moins variés et moins rémunérateurs que les hommes (comme le champ sanitaire et social ou l'enseignement). Elles sont plus souvent que les hommes à temps partiel, en congé parental ou en période d'inactivité. Elles ont ainsi des carrières plus discontinues que celles des hommes, ce qui peut freiner leur progression dans les grilles de salaires et leur promotion dans les hiérarchies professionnelles.

Le fait central à relever est que ce ne sont pas tant les femmes qui, en moyenne, gagnent moins que les hommes, mais les mères qui gagnent moins que les pères[6]. C'est en effet avec l'arrivée de l'enfant que les trajectoires des hommes et des femmes divergent. Les mères tendent à réduire leur temps de travail, voire leurs ambitions professionnelles, alors que les pères font le contraire[7]. On retrouve ici une division sexuée des rôles profondément inscrite dans notre histoire. Cette répartition est contraignante pour les femmes, mais aussi pour les hommes. Ces derniers tendent ainsi, plus que les femmes, à renoncer à leur vie personnelle et à leurs préférences professionnelles pour choisir des métiers ou des postes plus rémunérateurs, en vue de pourvoir aux besoins de leur famille[8]. En moyenne, les femmes privilégient le sens[9] et les conditions de leur travail au niveau de rémunération[10]. Leurs choix aboutissent ainsi à une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle. Elles travaillent ainsi plus que les hommes à temps partiel (il s'agit d'un temps partiel choisi dans 69,3 % des cas[11]). Ce choix a des conséquences directes sur leur qualité de vie : les mères qui travaillent à temps partiel montrent des niveaux plus élevés de santé et de bien-être général que celles qui travaillent à temps plein ou qui ne travaillent pas[12].

Ces différences sexuées apparaissent dès l'orientation dans le secondaire et les études supérieures. En moyenne, les femmes choisissent des professions plus compatibles avec la vie de famille que ne le font les hommes (avec des horaires de bureau, peu de déplacements, plus de flexibilité pour s'absenter, etc.). Les séparations conjugales rendent prégnantes ces différences. Nombre de pères séparés se trouvent ainsi dans l'incapacité d'héberger leurs enfants autant qu'ils le souhaiteraient, car leur emploi du temps professionnel ne le leur permet pas[13].

Le monde du travail reste héritier de la révolution industrielle, c'est-à-dire d'une époque où la répartition des rôles entre hommes et femmes était polarisée : les pères pouvaient se consacrer à leur profession car les mères prenaient entièrement en charge les enfants et la vie domestique. Pour prétendre aux postes les mieux rémunérés, les travailleurs d'aujourd'hui, hommes et femmes, doivent se comporter comme les hommes de ces temps révolus, c'est-à-dire se rendre entièrement disponibles à leur métier. Si les hommes accèdent plus que les femmes aux plus hauts revenus et aux plus hauts postes à responsabilité, c'est avant tout parce qu'ils sont davantage prêts à sacrifier toute autre considération pour atteindre ces postes et à en accepter les conditions, anachroniques car mal adaptées aux couples bi-actifs.

L'égalité des salaires moyens entre hommes et femmes peut être considérée comme un objectif politique souhaitable, ne serait-ce que pour assurer l'indépendance des femmes et leurs conditions de vie après une séparation conjugale. Mais il existe des manières diamétralement opposées de poursuivre cet objectif, selon qu'on vise l'égalité des chances ou l'égalité des places[14]. Les organisations féministes qui dénoncent les inégalités de salaire le font généralement selon le modèle de l'égalité des chances. Leur attention se porte ainsi sur le haut de la distribution des salaires. Elles dénoncent la moindre représentation des femmes dans les comités d'organisation des grandes entreprises ou chez les cadres supérieurs, mais jamais chez les ouvriers du bâtiment. Il s'agirait ainsi d'assurer aux femmes des chances égales à celles des hommes d'accéder à des places inégales. La philosophe féministe Nancy Fraser a bien relevé les limites de ce féminisme élitiste : l'accès des femmes aux plus hauts revenus n'entraîne pas une redistribution des rôles avec leurs conjoints, ni même l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble des femmes, mais plutôt l'externalisation des tâches de *care* (garde des enfants, ménage...) vers d'autres femmes en situation souvent précaire[15]. On peut enfin se demander si c'est vraiment promouvoir les femmes que de projeter sur elles des systèmes de valeurs historiquement nourris par des hommes, où prédominent l'argent, la compétition et la

prise de risque[16]. Nous savons en effet que la majorité des femmes privilégient d'autres valeurs[17].

Une autre approche, qui vise l'égalité des places, consiste au contraire à penser les politiques en partant des besoins et des aspirations des femmes ; par exemple : revaloriser les salaires des professions dans lesquelles les femmes sont majoritaires, adapter les temps et horaires de travail aux contraintes familiales, étendre les aides qui compensent les temps partiels, faciliter le recours au temps partiel et au congé parental par les pères (afin de décharger les mères d'une partie des tâches parentales), etc. Selon cette perspective, la réduction des inégalités de salaire entre hommes et femmes ne relève pas de la seule lutte contre les discriminations, mais d'une politique interministérielle qui concerne des domaines aussi variés que l'orientation professionnelle, le droit du travail, les prestations sociales, l'offre de places en crèche ou la fiscalité[18].

Au-delà de ces enjeux de politiques publiques, ce sujet pose la question d'un changement culturel. Alors que certains mouvements féministes enjoignent les femmes de se montrer aussi carriéristes que les hommes, ne faudrait-il pas au contraire considérer que les choix des femmes sont des modèles intéressants pour tous, et notamment pour les pères, à une époque où la majorité des couples sont bi-actifs ? Pour atteindre un meilleur équilibre dans la répartition des rôles domestiques entre hommes et femmes et pour permettre aux femmes qui le souhaitent de se consacrer à leur carrière, ne faudrait-il pas encourager les hommes à s'inspirer des femmes dans leur rapport au travail ?

25 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/04/25/vanessa-codaccioni-les-policiers-incarnent-le-monopole-de-la-violence-physique-legitime-de-l-etat_6078000_3224.html

Vanessa Codaccioni : « Les policiers incarnent le monopole de la violence physique légitime de l'Etat »

L'historienne et politologue, spécialiste de la justice pénale et de la répression, apporte un éclairage sur le concept de « légitime défense policière » ainsi que sur le traitement judiciaire des affaires de violences policières.

Propos recueillis par [Aurélie Collas](#)

Publié le 25 avril 2021 à 15h00 Mis à jour le 01 juillet 2021 à 14h46

Dans la plupart des affaires de violences policières – comme celle de [Babacar Gueye](#) (2015), [Shaoyao Liu](#) (2017), Angelo Garand (2017) ou encore Olivio Gomes (2020) –, la légitime défense est le cadre légal invoqué par les forces de l'ordre pour justifier de blessures ou d'homicides. Cette disposition du code pénal est aussi l'une des plus critiquée, constamment dénoncée par les militants anti-violences policières comme un moyen de masquer des « bavures », comme un « *permis de tuer* ».

Vanessa Codaccioni est historienne et politologue, maîtresse de conférences à l'université Paris-VIII. Spécialiste de la justice pénale et de la répression, elle est notamment l'auteur de *Légitime défense : homicides sécuritaires, crimes racistes et violences policières* (CNRS Editions, 2018). Elle apporte un éclairage sur le concept de « légitime défense policière » et son extension récente dans le cadre de la lutte antiterroriste, ainsi que sur le traitement judiciaire des affaires de violences policières.

La légitime défense est une cause d'irresponsabilité pénale en vertu de laquelle une victime d'agression peut riposter sans être punie à son tour. Elle n'est pas un droit, mais tend au contraire à encadrer et limiter strictement l'usage de la force par les citoyens. Les policiers sont-ils soumis à ce même cadre légal ?

Historiquement, oui. La légitime défense policière a été calquée sur le modèle « civil ». Les critères de reconnaissance par les juges sont les mêmes pour les policiers que pour les citoyens : il faut que la défense réponde à une menace réelle, qu'elle s'exerce de façon simultanée et proportionnelle à l'attaque. Ainsi, on ne peut pas anticiper la légitime défense ni tirer dans le dos d'un agresseur. On ne peut pas non plus utiliser une arme contre un individu désarmé.

Comme la légitime défense est le seul cadre légal de l'utilisation de la force policière, les policiers y ont systématiquement recours dès qu'ils font usage de leur arme. Et ils l'invoquent bien plus souvent que les citoyens puisqu'ils sont, avec les militaires, les seuls à pouvoir mobiliser la force létale (les citoyens ne sont pas censés être armés). Ils incarnent le monopole de la violence physique légitime de l'Etat.

Le cadre légal était celui-ci jusqu'au milieu des années 2010. Deux lois, votées dans un contexte de lutte contre le terrorisme, sont venues étendre le champ d'application de la légitime défense policière. Quels en sont les effets ?

La loi renforçant la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, promulguée en juin 2016, et celle du 28 février 2017 relative à la sécurité publique ont assoupli les conditions dans lesquelles les agents peuvent faire usage de leur arme à feu. Les règles pour les policiers ont été alignées sur celles des gendarmes, qui bénéficiaient jusque-là des particularités de leur statut militaire. Dorénavant, les situations dans lesquelles les policiers peuvent faire usage de leur arme sont plus nombreuses : un agent peut tirer sur une personne en fuite ; il peut faire usage de son arme pour faire cesser un « périple meurtrier » ; il peut tirer sur un véhicule dont le conducteur refuse d'obtempérer.

Cette législation inédite s'inscrit dans un contexte de « guerre » contre le terrorisme dit « islamiste ». Mais elle doit aussi beaucoup aux manifestations policières de 2016 et aux revendications syndicales, anciennes, en faveur d'une extension de l'usage des armes et de la légitime défense. Elle s'est traduite par une militarisation croissante des missions des forces de l'ordre et a eu pour effet direct une hausse importante de l'usage de la force : quatre cents tirs ont été comptabilisés par l'IGPN [*inspection générale de la police nationale*] en 2017, soit un bond de 54 % par rapport à 2016. A voir si cette tendance s'inscrira dans la durée.

« Cette législation inédite s'est traduite par une militarisation croissante des missions des forces de l'ordre et a eu pour effet direct une hausse importante de l'usage de la force. » SEBASTIEN SALOM GOMIS /

« Législation inédite », dites-vous ?

Les gouvernements de la V^e République ont toujours été réticents à élargir le champ d'application de la légitime défense policière, et les tirs policiers n'ont été facilités que lors de deux périodes de l'histoire : sous Vichy, une loi de 1943 a conféré aux agents le droit de tirer « *après sommations* » sur des « *ennemis de l'intérieur* », en l'occurrence les résistants ; durant la guerre d'Algérie, une ordonnance de 1958 a permis aux policiers de tirer sur des personnes qui tentaient de s'échapper lors de contrôles et, *in fine*, d'abattre des suspects. Ces dispositifs d'exception ont été limités dans le temps. Les lois de 2016 et 2017 sont les premières à rendre pérenne l'élargissement de la légitime défense policière. Elles en ont fait une norme.

Vous démontrez dans votre ouvrage que la légitime défense est davantage accordée à certains individus, en l'occurrence les policiers, qu'à d'autres. Ceux-ci bénéficient-ils d'une « justice d'exception » ?

Les policiers sont soumis à une justice ordinaire. Ils ne sont pas jugés par des magistrats spécialisés au sein de tribunaux spécifiques. Toutefois, si l'on regarde le traitement judiciaire des affaires de violences policières, on constate qu'ils sont protégés par la justice, du moins que leurs crimes et délits restent relativement impunis. On peut citer [la base de données du média Basta !](#), selon laquelle parmi deux cent treize affaires de violences policières recensées entre 1977 et 2020, 67 % n'ont pas été jugées et 5 % des policiers ont été condamnés à de la prison ferme.

Tout aussi frappant est la lenteur des procédures en la matière, ce qui constitue une épreuve pour les familles de victimes. Rares sont les policiers jugés et condamnés ; à l'inverse, rares sont les citoyens acquittés dans des affaires de légitime défense, à commencer par les femmes victimes de violences conjugales.

Cette configuration trouve plusieurs explications. Tout d'abord, les policiers incarnent, on l'a vu, le monopole de la violence physique légitime de l'Etat. Les magistrats se vivant comme des gardiens de l'ordre public, ils ont tendance réprimer tout ce qui le trouble et à protéger ceux qui incarnent l'autorité de l'Etat. Outre cet a priori favorable, les policiers bénéficient d'un double avantage : le fait, d'une part, que les enquêtes soient menées par des pairs et non par un organe indépendant ; d'autre part, le fait que leurs affaires soient instruites et jugées par des magistrats qui travaillent quotidiennement avec des policiers. Cette collaboration étroite entre police et justice – qui sont deux institutions appartenant à l'appareil répressif de l'Etat – a un effet sur le traitement judiciaire des violences policières.

Dans ces procès, tout l'enjeu est de savoir qui est le coupable et qui est la victime. Les magistrats ou les jurés d'assises vont tenter d'évaluer si le tir était nécessaire, s'il visait à protéger le policier ou autrui, s'il répondait à une menace réelle. Le propre de la défense du policier sera d'insister sur le danger ressenti et la menace que représentait la personne tuée, à défaut, de rechercher et de pointer ses déviances passées. Cette criminalisation *post-mortem* sera d'autant plus réussie que le mort aura un casier judiciaire ou sera connu des services de police. Ce qui peut souvent être le cas au regard des cibles de la police : souvent des jeunes, racisés, issus de quartiers populaires.

Cette stratégie va également impliquer de « grandir » l'agent par l'évocation de ses excellents états de service, de son dévouement. Ainsi, on assiste bien souvent à un affrontement symbolique entre un policier

décrit comme irréprochable et un mort décrit comme un délinquant, à une permutation des figures du coupable et de l'innocent.

25 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-andere-blick/frauenfussball-der-unterschied-beim-gehalt-hat-seinen-grund-ld.1694355>

Frauenfussball und Männerfussball sind nicht vergleichbar – erst grosse Aufmerksamkeit schafft die Basis für hohe Saläre

An der EM in England läuft es bisher prächtig für das deutsche Team. Die Spiele werden begleitet von einer Diskussion um Prämien und Löhne. Dabei ist der Fussball der Männer die falsche Bezugsgrösse. Ein Blick auf andere Sportarten wäre hilfreicher.

Stefan Osterhaus, Berlin 28 Kommentare 21.07.2022, 05.30 Uhr



Bei der Fussball-Europameisterschaft der Frauen gibt es für das deutsche Team viel Grund zum Jubeln.

Alex Pantling / Getty **Stefan Osterhaus, Sportredaktor der NZZ in Berlin.**

Vor einigen Tagen schaltete sich Oliver Bierhoff, der Manager der deutschen Fussballnationalmannschaft, in eine Ferndiskussion mit dem Bundeskanzler Olaf Scholz ein. Der Sozialdemokrat hatte sich anlässlich der [Fussball-Europameisterschaft der Frauen](#) kritisch zu deren möglicher Entlohnung durch den Deutschen Fussballbund (DFB) geäussert: 60 000 Euro pro Spielerin würden die Frauen für einen EM-Sieg erhalten. Die Männer, so wusste der Kanzler, hätten an der EM im vergangenen Jahr 400 000 Euro für einen Finalsieg bekommen.

Die Frage, warum die Diskrepanz erheblich ist, hat durchaus ihre Berechtigung: Nicht nur die Männer, auch die Frauen des DFB sind äusserst erfolgreich, da lag nicht nur für den Kanzler der Gedanke nahe, nach gleicher Entlohnung zu rufen. Bierhoff allerdings versuchte, die Angelegenheit in der ARD auf recht uncharmante Weise abzuklemmen: «Mich wundert die Aussage. Ich lade ihn gerne ein, dann kläre ich ihn ein bisschen über die Zahlen auf.»

Acht Millionen Zuschauer am Fernsehen

Nun würde den DFB niemand daran hindern, für die Frauen einen identischen Betrag auszuloben. Die Finanzen geben es allemal her. Allerdings verfehlt die in Deutschland mitunter recht polemisch geführte Diskussion um finanzielle Gleichstellung ihr Ziel. Denn der Fussball der Männer ist mit dem Fussball der Frauen nur schwer zu vergleichen. Dabei geht es nicht um die Performance: Sowohl Frauen wie Männer bieten, mal mehr, mal weniger, Weltklasseleistungen.

Allerdings generieren sie ein unterschiedliches Mass an Aufmerksamkeit – und dieses bildet nun einmal die Basis für Einnahmen wie Werbung oder TV-Verträge. Acht Millionen Zuschauer an deutschen Bildschirmen anlässlich eines Vorrundenspiels sind zwar ein grosser Erfolg, und

vermutlich werden es noch mehr werden, wenn die Mannschaft gegen Österreich an diesem Donnerstag den Halbfinal erreicht.

Ähnliches aber kennt man bereits aus der Vergangenheit: Stehen grosse Turniere an, ist die Einschaltquote stattlich. Wie es allerdings um den Zuspruch im Liga-Alltag bestellt ist, lässt sich in den Stadien der Bundesliga der Frauen besichtigen:

[Eintracht Frankfurt](#) lockt als «Publikumsmagnet» der Frauen-Bundesliga gut 1600 Fans pro Spiel ins Stadion; ein Teil der Konkurrenz kommt auf bloss tiefe dreistellige Zahlen. Bei den Männern sind es rund 21 000 pro Spiel.

Forderungen nach einem Mindestlohn

Es liegt daher nahe, den Fussball der Frauen nicht bloss isoliert an Grossereignissen zu betrachten, sondern auch den Alltag einzubeziehen. Darin konkurriert der Frauenfussball nicht mit dem Männerfussball und den Männern, sondern mit zahlreichen anderen Sportarten, die in Deutschland von Frauen wie Männern ebenfalls mit grossem Erfolg betrieben werden. Da sind nicht nur die relativ populären Handballer, sondern auch Ruderer, Fechterinnen, Kanutinnen und Kugelstösserinnen.

Sie alle haben zwei Dinge gemeinsam: Auch sie stehen im Schatten des Männerfussballs. Und auch für sie interessiert sich das Publikum immer dann, wenn Grossereignisse wie [Olympische Spiele](#) anstehen. Jüngst wünschte sich die deutsche Nationalspielerin Lina Magull einen Mindestlohn, damit die Fussballerinnen nicht mehr nebenher noch arbeiten gehen müssen. Die Summe, die sie nannte, mutet im Vergleich zu den Salären der Männer wie ein Almosen an: Sie sprach von 2000 bis 3000 Euro.

Dieser Wunsch ist nur allzu verständlich. Etliche Sportlerinnen und Sportler in olympischen Sportarten hegen ihn ebenfalls. Der Grossteil von ihnen ist auf die Deutsche Sporthilfe angewiesen, die ihr Kader mit weit geringeren Beträgen fördert.

Klagen der Spielerinnen finden Gehör

Dabei sind die Fussballerinnen im Vergleich zu mancher Disziplin, die in Deutschland mit dem abschätzig tönenden Etikett «Randsportart» versehen wird, vergleichsweise privilegiert. Ihre Klagen finden sogar im Kanzleramt Gehör – und sie werden ernst genommen. Zudem unternehmen die öffentlichrechtlichen Sender allerlei Klimmzüge, um die Fussballerinnen medial heroisch zu inszenieren. Fechterinnen und Kanutinnen können davon nur träumen.

Dennoch wäre es mehr als nur eine noble Geste, wenn der DFB die Frauen für einen Erfolg besser entlohnen würde. Es wäre gewissermassen eine Investition in die Zukunft. Denn der Frauenfussball hat grosses Potenzial, was auch dem Verband zugutekommen könnte.

Nur sollte niemand den Frauenfussball am Männerfussball messen. Denn bis sich die Frauen auch in der Bundesliga durchgängig eine Fan-Basis erspielt haben, die über jene mancher lokaler Handballklubs hinausgeht, kann es noch eine Weile dauern. Garantiert ist es ohnehin nicht.

25 septembre (The Economist)

<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/09/22/why-iranian-women-are-burning-their-hijabs>

Middle East & Africa | Women v morality police

Why Iranian women are burning their hijabs

Protests by the oppressed sex are rocking the Islamic Republic



Sep 22nd 2022

From far-flung villages to the steps of Tehran University in the capital, women are leading men. They are at the front of protests and rally the crowds by burning their mandatory hijabs (headscarves), cutting their hair and dancing in public. Their immediate cause is Mahsa Amini, a 22-year-old student, who died on September 16th after morality police beat her, apparently for wearing a loose hijab. But their grievances are fed by four decades of religious strictures that have fallen heaviest on women. After a week of gunfire and killing, their protests are spreading.

The social curbs are the latest in a wave of measures designed to shore up the Islamic Republic as a successor is found for the octogenarian Supreme Leader, Ayatollah Ali Khamenei. In recent years the Ayatollah has purged his regime of reformers and consolidated all branches of government under trusted zealots such as Ebrahim Raisi, his hardline president.

Trying to tighten control, Mr Raisi issued a “hijab and chastity” decree that has emboldened the morality squads. These have removed posters of unveiled women in cafes and ordered proprietors to replace songs with instrumental music. Their men, dressed in black and armed with batons, have put hundreds of women in morality centres for “re-education”, according to a human-rights group.

The battle over morality has become more technological since the revolution of 1979, when Islamist thugs shouted “*ya rusari ya tusari*” (“cover or suffer”). These days the authorities are planning to use facial-recognition software to detect the underdressed on the metro and an icon was recently added to the taxi app, Snapp!, to report female passengers who are improperly attired. (Rebellious women have their own app, Gershad, to report and track the location of morality squads.)

Fearing reprisals, some protesters are deleting their social-media profiles. Others are turning violent. State media have reported a series of lynchings of clerics. Eight worshippers were stabbed on September 17th in a mosque in the southern city of Shiraz.

The regime is rattled, not just by anti-religious protests but also by the prospect of economic unrest. Since 2012, gdp per head has fallen from more than \$8,000 to under \$3,000. Even as incomes plummet, prices are soaring. The regime blames American sanctions for the economic suffering but Mr Raisi’s policies are exacerbating the collapse. He has tightened restrictions on the internet. The controls may make it harder for people to get the news, but they are also suffocating businesses.

Still, the government shows no signs of backing down. A former apparatchik reckons it needs only half a million loyalists to control Iran's 84m people. "They've learnt from the Shah's downfall to take an offensive posture no matter what," says Yaser Mirdamadi, an exiled cleric. Many expect that after a few more days of killing a curtain of fear will again descend over Iran. As a father in Tehran puts it: "Parents will shrink-wrap their girls before letting them out."

25 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/25/435546-comment-le-gouvernement-aggrave-l-inflation>

25 septembre 2022

Comment le gouvernement aggrave l'inflation

Élodie Keyah

L'histoire économique nous montre pourtant que le trio infernal dette publique + inflation + augmentation des taux d'intérêt est la recette parfaite pour une récession économique.

Déjà en 1978, le prix Nobel d'économie [Milton Friedman](#) alertait sur les causes de l'inflation : due aux politiques monétaires des banques centrales, celle-ci est principalement liée aux excès de création monétaire et de dépenses publiques.

Concrètement, les banques centrales créent de la monnaie *ex nihilo* pour financer ou racheter la [dette publique](#) des États surendettés, ou encore accorder des crédits aux banques. L'injection d'une nouvelle [masse monétaire](#) dans l'économie induit, à terme, une baisse de la rareté de la monnaie, et donc une hausse généralisée et persistante du niveau des prix.

Le rôle de la BCE dans l'inflation

De fait, l'instauration de la Banque Centrale Européenne (BCE) entame une rupture avec une gestion saine de la dette publique par les États.

En effet, sa politique de baisse continue des taux d'intérêts depuis 2012 – jusqu'à 0 % -, et de rachat des obligations d'État et d'entreprises les incitent à ré-emprunter... tout en augmentant la quantité d'euros en circulation. Ainsi, on observe une [hausse constante](#) de la masse monétaire dans la zone euro : plus de 9000 milliards en 2010 ; 13 000 milliards 10 ans plus tard ; et enfin 15 000 milliards cette année.

Certes, certains pourraient rétorquer que la situation actuelle est différente. Pourtant, le pic du niveau d'inflation en Europe avait déjà commencé [en 2021](#), soit avant la guerre en Ukraine. En France, le niveau de l'indice des prix à la consommation (un outil de mesure de l'inflation) atteint [5,8 % en juin selon l'INSEE](#) – un record depuis [1985](#). Bien entendu, notre politique monétaire est aggravée par ce facteur exogène, entre les sanctions économiques et la hausse des prix de l'énergie (électricité, pétrole, gaz) ; le blocage de l'exportation du blé ukrainien et la hausse des prix de l'alimentation... Mais il serait un peu rapide de tout réduire à cette guerre.

Ce qui est certain, c'est que le gouvernement et ses politiques sociales pour la relance de l'économie ne font qu'aggraver la situation à plus long terme : distribution de chèques alimentaires, remises sur le prix du carburant, plafonnement des loyers, voire blocage des prix... Ce qu'on ne voit pas, c'est que ces mesures se traduisent inévitablement sur l'état des finances publiques avec un poids supplémentaire pour la dette – déjà colossale – et auront donc des répercussions tôt ou tard sur les ménages. À ce titre, le dernier projet de loi Pouvoir d'achat est estimé à [25 milliards d'euros supplémentaires](#).

Les choix du gouvernement face à l'inflation

Alors comment soulager le portefeuille des ménages ?

En réalité, le seul fait de suggérer une baisse de la TVA et des taxes sur le carburant suffit pour braquer le gouvernement. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire y voit non pas une économie pour les Français, mais « *une dépense de 50 milliards d'euros pour l'État, soit plus que le budget du ministère de la Transition écologique* ». La conservation des ministères inutiles et dispendieux prime donc sur le pouvoir d'achat des Français. Sens des priorités, dites-vous ?

De la même manière, l'inflation normative et la place croissante de l'État dans nos vies représentent un **coût supplémentaire** pour les citoyens, en particulier lors d'une crise inflationniste. Les **taxes comportementales** (alcool, alimentation, tabac), le niveau de réglementation du marché locatif, ou encore les taxes sur l'électricité impactent durablement les couches sociales les plus défavorisées.

Pour limiter l'inflation, le gouvernement a donc plusieurs solutions :

- réduire les dépenses publiques (solution d'ores et déjà écartée comme nous venons de le voir),
- augmenter les taux d'imposition (et conduire à une baisse directe du pouvoir d'achat, ce qui serait franchement déraisonnable au vu du contexte social),
- emprunter auprès de la BCE (ce qui n'ira pas sans une hausse des taux directeurs).

Cette dernière solution est la plus probable et c'est ce que l'on constate déjà aujourd'hui. Mais qui dit hausse des emprunts, dit hausse des dépenses, et donc hausse du déficit. Et pour la première fois cette année, l'actif net des administrations publiques devrait devenir négatif...

Malgré la pente dangereuse entamée par l'État français, le gouvernement refuse de remettre en cause sa politique et s'entête à augmenter la dépense publique. L'histoire économique nous montre pourtant que le trio infernal dette publique + inflation + augmentation des taux d'intérêt est la recette parfaite pour une récession économique. Il est donc urgent de cesser la politique du « quoi qu'il en coûte ». Il en va de l'avenir de notre pays.

25 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/25/439325-vivement-le-liberalisme-de-jean-marc-daniel>

25 septembre 2022

« Vivement le libéralisme », de Jean-Marc Daniel

[Johan Rivalland](#)

Les chroniques instructives de Jean-Marc Daniel dans Les Échos entre 2015 et 2022. Des analyses percutantes et efficaces face aux erreurs nombreuses et aux impostures.



**Vivement
le libéralisme !**

Écouter ou lire Jean-Marc Daniel est toujours un plaisir.

Sur un ton constamment paisible et empreint de clarté, non dénué de petites touches d'humour et de bonne humeur, il parvient à nous captiver et à nous expliquer avec un grand sens de la pédagogie de nombreux mécanismes et faits d'actualité touchant à l'économie.

Que l'on soit d'accord ou non avec lui, on l'écoute, on apprend, il suscite le respect de ses interlocuteurs, ce qui permet la tenue de débats de qualité.

Des analyses intemporelles

Lire des chroniques qui s'étalent sur plusieurs années est toujours délicat. Celles-ci peuvent être intéressantes en soi et nous rappeler quelques souvenirs d'événements passés d'actualité. Mais elles peuvent avoir un caractère en partie suranné. Ce n'est pas le cas ici.

Si j'écoute régulièrement Jean-Marc Daniel à la radio sur BFM Business (émissions Les Experts) et à la télévision à [La librairie de l'éco](#) (j'ai même assisté à l'une de ses premières représentations sur scène au Théâtre de poche à Montparnasse il y a quelques années), si j'ai lu également la plupart de ses ouvrages, je ne lis malheureusement pas *Les Échos*, et je ne connais donc pas ses chroniques. Ce livre est par conséquent le bienvenu, dans la mesure où les analyses qui y figurent demeurent tout à fait valables dans leur essence et donc leur caractère largement intemporel.

Le titre a naturellement de quoi interpeller et est bien en phase à la fois avec l'esprit qui anime Jean-Marc Daniel, mais aussi son petit côté provocateur très tranquille et courtois, le *Vivement le libéralisme !* étant une sorte de réponse en forme de clin d'œil au livre de [Thomas Piketty](#) intitulé *Vivement le socialisme !*, chroniques quant à elles parues dans *Le Monde*.

C'est l'occasion de revenir sur les lois immuables de l'économie, les leçons oubliées de l'Histoire des faits et de la pensée économique, et sur les erreurs trop fréquentes que nos grands décideurs commettent en la matière.

Les grandes lois de l'économie

Pour qui est familiarisé avec les analyses de Jean-Marc Daniel, on retrouve ses analyses en termes de cycles économiques, dont le caractère naturel est trop peu connu des politiques, qui ont la fâcheuse tendance de les perturber par leurs interventions, causant très régulièrement des maux aux conséquences durables et contraires à leurs objectifs affichés. De même que la distinction primordiale entre ce qui relève du conjoncturel ou du structurel.

Entre postures et impostures, le poids du politique, et donc de l'étatisme – à rebours de la précision du diagnostic – entraînent des dégâts dommageables à l'économie et donc à la société.

Entre [ignorance](#) des mécanismes fondamentaux de l'économie, puissance du déni, et regard trop tourné vers le court terme, ce sont les vertus de la concurrence et les lois fondamentales de l'économie qui sont mises à mal, entraînant une dégradation de notre bien-être et de nos perspectives d'avenir. On ne compte plus les rapports enterrés, les initiatives ou décisions malheureuses, les erreurs fondamentales d'analyse aux conséquences préoccupantes.

Mais Jean-Marc Daniel ne se contente pas de dénoncer les nombreux poncifs. Il propose à chaque fois des solutions très concrètes et pleines de bon sens, toujours appuyées sur sa parfaite connaissance des théories économiques.

Dénonçant [les logorrhées](#) et tartufferies souvent hypocrites, notamment lors des sommets sur l'environnement – auxquels il préconise de mettre un terme pour en revenir à la connaissance économique et [aux vertus de l'innovation](#), seules jusqu'à présent à avoir démontré leur efficacité en matière de pollutions – il s'appuie parfois, pour renforcer son argumentation, sur des citations significatives, comme celle-ci de [Frédéric Bastiat](#), au sujet de la mode de la déclamation contre l'abondance :

« On a beau déclamer contre l'abondance, la surabondance, le pléthore, l'encombrement, on a beau faire la théorie de la disette, lui donner l'appui des lois, proscrire les machines, gêner, entraver, contrarier les échanges, cela n'empêche personne, pas même les coryphées de ces systèmes, de travailler à réaliser l'abondance. Sur toute la surface du globe, on ne rencontrerait pas un seul homme dont la pratique ne proteste contre ces vaines théories. On ne rencontrerait pas un qui ne chercherait à tirer le meilleur parti possible de ses forces, à les ménager, à les économiser, à en augmenter le résultat par la coopération des forces naturelles ; on n'en trouverait pas un, même parmi ceux qui déclament le plus contre la liberté des transactions, qui ne se conduise sur ce principe (tout en voulant l'interdire aux autres) : vendre le plus cher et acheter au meilleur marché possible ; de telle sorte que la théorie de la disette qui prévaut dans les livres, dans les journaux, dans les conversations, dans les parlements, et, par là, dans les lois, est réfutée et démentie par la manière d'agir de toutes les individualités, sans aucune exception. »

Croissance et pouvoir d'achat

Il évoque aussi les combats d'arrière-garde contemporains [dignes des luddites](#) du début du XIXe siècle (Uber, Urssaf, ...). Et les préoccupations en matière de pouvoir d'achat, qui est lié à la croissance économique potentielle. Cette dernière passe notamment par la baisse des taxations et la réduction

des dépenses publiques, en s'attaquant en particulier aux rentes publiques (statuts, rigidités, protections), la concurrence étant le véritable pourvoyeur de richesse. En évitant de léguer à la génération suivante le coût de la dette créée par [la politique du chéquier facile](#), comme ces deux dernières années.

Nombreux sont les sujets développés – toujours en quatre petites pages (la longueur d'une chronique), à chaque fois de manière passionnante et instructive – dont les dérives obèrent la croissance et les fruits que l'on peut en attendre : politique fiscale, protectionnisme, monopoles bureaucratés, échec des [relances keynésiennes](#) (1975, 1981) dont on n'a pas retenu les leçons, budgets systématiquement déficitaires, endettement structurel, politique des banques centrales, etc.

C'est au cours de ces sept années de chroniques que l'on a vécu les soubresauts du covid, des politiques de relance qui, succédant à la nécessaire politique de soutien à l'économie lors des confinements, ont entraîné une dérive préoccupante des finances publiques menant en réalité à l'appauvrissement, par des politiques orientées vers la demande là où nous avons affaire à un problème d'offre. Quid de la productivité, ou de l'investissement, véritables moteurs de l'économie, du pouvoir d'achat et du bien-être à plus long terme ? La perte du bon sens et l'oubli (ou la méconnaissance) des leçons de l'Histoire, mènent au désastre.

C'est pourquoi, à travers ses chroniques, Jean-Marc Daniel fonde un plaidoyer en faveur d'une économie libérée, concurrentielle et désendettée. Ce sont les interventions nocives, le culte de la dépense publique, les erreurs des politiques, qui la plupart du temps mènent à l'impasse, à l'inflation, aux restrictions du pouvoir d'achat. Les rapports, à l'image du célèbre [rapport Pébereau](#), sont trop souvent cités en référence sans tirer parti de leurs conclusions. Au lieu de cela, ce sont des leurres qui servent de référence. À l'instar de cette citation de [Jean-Baptiste Say dans son *Traité d'Economie politique*](#) en 1803, au sujet de l'efficacité de la dépense publique, qui dénonce bien des idées reçues en la matière :

« On a cru, dans presque tous les temps, que les valeurs payées par la société pour les services publics, lui revenaient sous d'autres formes, et l'on s'est imaginé le prouver lorsqu'on a dit : ce que le gouvernement ou ses agents reçoivent, ils le restituent en le dépensant. C'est une erreur, et une erreur dont les suites ont été déplorables, en ce qu'elles ont entraîné d'énormes dilapidations commises sans remords. La valeur fournie par le contribuable est livrée gratuitement. Le gouvernement s'en sert pour acheter un travail, des objets de consommation, des produits, en un mot, qui ont une valeur équivalente, et qu'on lui livre. Un achat n'est pas une restitution. »

Robert Hamilton, dans son excellent écrit sur la Dette nationale d'Angleterre, fait sentir le ridicule de l'assertion que je combats, en la comparant à celle d'un voleur qui, après avoir dérobé la caisse d'un négociant, lui dirait : je vais employer tout cet argent à vous acheter des denrées de votre commerce. De quoi vous plaignez-vous ? N'aurez-vous pas tout votre argent ? Et de plus, n'est-ce pas un encouragement pour votre industrie ? »

Les leçons à tirer de l'histoire et de l'actualité

Trop souvent nos dirigeants perpétuent les mêmes erreurs. C'est pourquoi la connaissance à la fois des lois immuables de l'économie, mais aussi de l'histoire passée et récente, sont primordiales si l'on entend véritablement bien gouverner et mieux assurer le Bien commun et le bien-être du plus grand nombre.

La connaissance de l'histoire des rapports du Royaume-Uni avec ses différents partenaires et de sa défense des vertus du libre-échange aide ainsi à mieux comprendre [les analyses sur le Brexit](#). La [crise grecque](#) et ses leçons sont un autre épisode majeur qui permet de mieux comprendre quelles sont les grandes erreurs que les pays européens doivent éviter de renouveler. Quant au non-respect des traités par la France, en particulier dans le domaine des finances publiques, qui suscite quelques tensions avec [les pays dits frugaux](#), il n'est pas sans conséquences. Jean-Marc Daniel déplore notamment l'attitude d'Emmanuel Macron visant à accorder davantage de souplesse budgétaire aux pays membres de l'Union (on sait que la France est un particulièrement mauvais élève en la matière), alors que les traités les plus récents signés par elle engagent à combattre les déficits structurels, laissant les stabilisateurs automatiques s'adapter à la seule conjoncture.

Les fameuses « dépenses d'avenir », supposées être de la « bonne dette » n'ont par exemple jamais fait preuve de leur efficacité, loin de là (il aime à répéter que « *la construction d'un pont sur une route ne menant nulle part est comptabilisée en investissement* », alors que « *le salaire d'un chercheur dont les découvertes favorisent la croissance* », qui le sont comme des dépenses de fonctionnement, préparent bien mieux l'avenir).

De plus, et de fait, le poids de l'État, ainsi que les défaillances du système éducatif, pèsent lourdement sur la productivité, et donc sur la situation du pays.

Quant à la question des politiques monétaire et budgétaire, et du niveau des taux d'intérêt, en lien avec ce que de nombreux économistes ont montré au cours des siècles passés, il estime que :

« Plutôt que de s'interroger sur le bilan des gagnants et des perdants des politiques économiques conduites depuis dix ans, il convient maintenant soit de s'interroger sur les raisons éventuelles ayant rendu obsolètes les résultats établis précédemment par la science économique, soit de corriger les politiques économiques pour faire en sorte que les taux d'intérêt rejoignent le niveau des taux de croissance potentielle. »

Éviter de répéter toujours les mêmes erreurs

Protectionnisme, démographie, monnaie, multiples sont les autres sujets abordés.

Errances du Japon dans ses politiques keynésiennes, de même que Joe Biden dans sa [colossale politique de relance](#) et de hausse des impôts des « riches » qui a tout pour grever l'avenir, protectionnisme historique des Républicains, rapports États-Unis/Chine, potentiel énorme de l'Afrique en pleine croissance (Éthiopie, Ghana..., mais pas Afrique du Sud, Nigéria, et autres États disposant de la manne pétrolière empêtrés dans leurs déficits et leur endettement), BRIC... Difficile de tout passer en revue ici. Chaque chronique nous apprend ou nous remémore nombre de faits ou leçons essentiels.

Adversaire de toujours des rentes (aujourd'hui d'origine étatique) et prompt à nous rappeler les principes de l'équivalence ricardienne, Jean-Marc Daniel dresse ainsi un panorama assez complet de l'économie contemporaine au regard des leçons de l'histoire et des théories économiques, n'hésitant pas à convoquer les grands auteurs et à nous remémorer des épisodes particulièrement instructifs du passé. L'avenir réside plutôt dans l'épargne, qu'il tente de réhabiliter, dans l'investissement, la productivité, la recherche, l'innovation. Or, ce sont toujours les politiques keynésiennes, les politiques de baisse des taux d'intérêt ou de recherche de l'inflation (qui inquiète à présent, alors même que lui et d'autres mettaient en garde contre cette idée depuis longtemps) qui ont dominé les années récentes, menant comme toujours aux crises que nous subissons.

Puisse cet ouvrage et les chroniques qui le constituent contribuer à éveiller un peu plus d'esprits aux leçons de la science économique et de l'histoire, que l'on cesse de reconduire perpétuellement les mêmes erreurs !

- Jean-Marc Daniel, ***Vivement le libéralisme !***, Tallandier, septembre 2022, 288 pages.

25 septembre (Contrepoints)

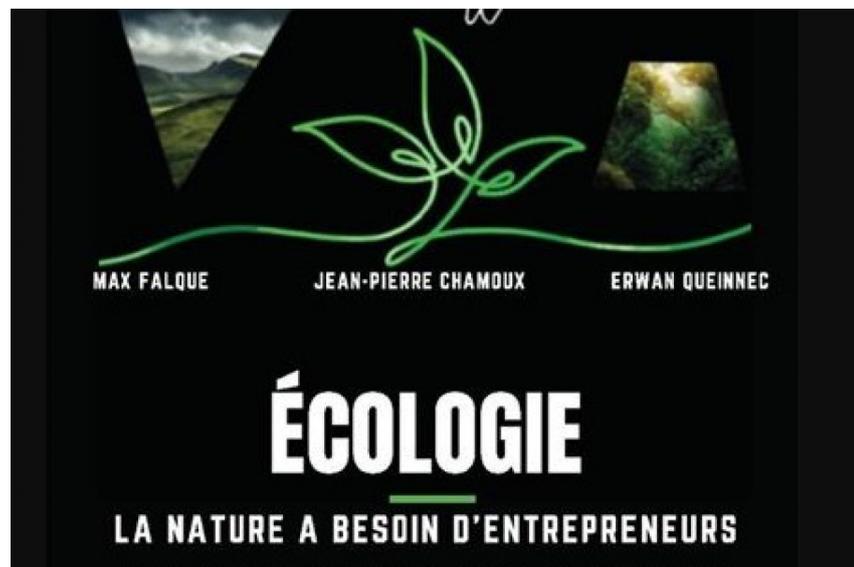
<https://www.contrepoints.org/2022/02/04/420849-ecologie-la-nature-a-besoin-d-entrepreneurs>

4 février 2022

Écologie : la nature a besoin d'entrepreneurs

[Johan Rivalland](#)

Le livre « Écologie – La nature a besoin d'entrepreneurs » pointe l'importance de ces derniers dans la protection de l'environnement.



Écologie La nature a besoin d'entrepreneurs fnac <https://www.fnac.com/livre-numerique/a16435231/Max-Falque-Ecologie-La->

L'écologie est un domaine gangrené par le poids du politique, de la démagogie, du militantisme outrancier et de l'idéologie. Difficile, trop souvent, de faire la part des choses entre [ce qui relève du mythe](#), des préoccupations légitimes et fondées, de la bonne conscience achetée à bon compte, de la posture ou [de l'imposture](#). Il s'agit d'une question sur laquelle il est devenu [difficile de débattre, sous peine de se retrouver ostracisé](#). Sauf à être en phase avec ce qui, au sein de l'orthodoxie, a rang de vérité incontestable.

C'est pourquoi on peut être heureux lorsqu'on a affaire à un ouvrage d'universitaires et entrepreneurs actifs qui traite de la question de manière sérieuse et en dehors de la pure polémique intéressée. Il en existe évidemment d'autres – qui peuvent parfois défendre un point de vue différent du présent ouvrage de manière argumentée et avec une approche véritablement scientifique – mais rares sont ceux qui abordent la question sous l'angle de l'entreprise comme ici, et sans démagogie ou opportunisme.

Une préoccupation essentielle

Les trois auteurs – [Max Falque](#), [Jean-Pierre Chamoux](#) et [Erwan Queinnec](#) – qui co-dirigent cet ouvrage aux nombreuses contributions, et dont les itinéraires personnels sont différents, ont pour point commun de travailler sur la question de l'écologie depuis très longtemps, ainsi que de se retrouver périodiquement afin de partager leurs réflexions au sein de l'ICREI (International Center for Research on Environmental Issues), dont sont issues les contributions à cet ouvrage.

Ce qu'ils mettent en exergue ici est en particulier le poids excessif des interventions des politiques publiques, au détriment des capacités d'innovation issues de la libre-entreprise et des initiatives de la

société civile, dont le dynamisme est trop souvent ralenti ou découragé par le poids excessif de la technocratie et des excès de réglementation.

La politisation, l'idéologie et la bureaucratisation font trop souvent la preuve de leur inefficacité et d'effets pervers induits par [l'inconséquence dont elles sont généralement synonymes](#). Or, ils montrent que c'est bien le progrès technique et la domestication de la nature qui, depuis de nombreux siècles, améliorent le bien-être et la condition humaine. Autrement dit, ce sont bien la plupart du temps des initiatives privées et des entrepreneurs qui ont permis notre développement, l'amélioration de nos conditions de vie et de notre espérance de vie. Et il en va de même aujourd'hui avec les préoccupations liées à l'environnement, qui demeurent tout à fait fondamentales : c'est avant tout l'énergie créatrice, l'imagination entrepreneuriale et les applications concrètes, parfois simples, qui permettent de déboucher sur des innovations vertueuses en matière de protection de l'environnement, plus que des règles lourdes et bureaucratiques.

La place des initiatives individuelles

L'ouvrage collectif est ainsi organisé en différentes parties.

La première est consacrée à des témoignages concrets d'entrepreneurs qui, de leur propre initiative, ont engagé des projets qui se sont révélés non seulement utiles mais parfois aussi salvateurs en matière d'écologie et de biodiversité. Tout en respectant les principes essentiels de la saine gestion qui préside à la durabilité de tels projets, à savoir l'indispensable rentabilité de toute entreprise qui, sans cela, ne peut perdurer.

Ces témoignages remettent notamment en cause l'anti-capitalisme et l'hostilité à la liberté économique qui président trop souvent les raisonnements (voire les motivations) des mouvements écologistes se prononçant en faveur des interventions régulatrices de l'État. Ainsi, la théorie des choix politiques trouve très fréquemment sa traduction dans des paralysies d'initiatives induites par le poids exorbitant de réglementations souvent absurdes ou décalées au regard des réalités du terrain, au point de mettre des bâtons dans les roues d'entrepreneurs de bonne volonté et à même de surmonter certains problèmes environnementaux, par excès de bonnes intentions, mais surtout de rigidité ou de dogmatisme. Les expériences concrètes relatées par différents intervenants au cours de différents chapitres le démontrent à merveille. Les croyances immodérées en les vertus de la gestion publique ont trop souvent pour effet d'empêcher l'innovation et de détruire les bonnes initiatives, y compris locales.

Comme le rappelle l'un des contributeurs, l'entrepreneuriat doit être ramené à sa juste valeur et être considéré davantage comme de l'initiative humaine, quelle qu'en soit l'échelle, qu'assimilé à des caricatures que certains ont en tête dès qu'ils entendent simplement le mot *entreprise*. Appuyé dans certains cas par des moyens de développement modestes, recourant parfois à de nouvelles méthodes, telles que la technologie *blockchain*, le financement en [crowdfunding](#), ou le recours à l'impression 3D, par exemple, comme le montre un autre contributeur. L'analyse en termes de contrat et de coûts de transaction est également préférée à celle d'externalités, qui cherchent trop souvent à justifier l'intervention des pouvoirs publics. La coopération semble, de surcroît, être un état d'esprit bien plus positif et constructif que ne l'est la vision purement conflictuelle et hostile au marché justifiant la demande d'intervention.

Écologie et droits de propriété

La deuxième partie aborde [la question essentielle des droits de propriété](#), qui est non seulement un élément de stimulation, mais aussi un facteur fondamental dans la nécessité d'entretenir de manière très régulière, par exemple des terres, comme un patrimoine qui doit éviter de dépérir si l'on entend

pouvoir les exploiter durablement. Avec une bien meilleure motivation et efficacité – là comme dans tant d'autres domaines – que s'il s'agit de terres sans propriétaire.

Les dégâts environnementaux y sont alors parfois catastrophiques, comme cela se trouve illustré par des exemples issus du continent africain, se traduisant par des gaspillages de ressources, des déforestations importantes ou des dégâts environnementaux conséquents là où des entrepreneurs auraient été en mesure de gérer plus consciencieusement et faire fructifier des ressources qui leur appartiendraient.

Les forêts du bassin du Congo constituent ainsi le deuxième plus vaste couvert forestier tropical de la planète après le Congo. La Chine y organise ce qui s'assimile à un véritable pillage de très grande ampleur (qui semble moins préoccuper les médias que lorsqu'il s'agit d'incriminer leurs cibles favorites habituelles), à travers des transactions souvent occultes, occasionnant de graves crises alimentaires. Robinson Tchapmegni montre qu'une gestion plus pérenne devra passer par la propriété foncière et le respect du droit.

Plus proche de nous, Thierry de L'Escaille s'appuie sur l'exemple de Vittel pour illustrer la manière dont il est possible d'organiser la coopération avec les propriétaires terriens en vue de mieux gérer les ressources (et pour Vittel, conserver son respect des normes lui assurant la reconnaissance comme eau de source), en jouant sur les incitations plutôt que sur la coercition, les premières intervenant davantage en amont tandis que la seconde arrive souvent a posteriori, lorsque les choses sont déjà détériorées. Des contrats gagnant-gagnant, en quelque sorte, qui établissent des résultats bien plus convaincants et durables que ne l'assure l'intervention publique, qui cherche à agir par la contrainte.

La capacité d'innovation du marché

La troisième partie s'attache à reconsidérer l'idée traditionnelle selon laquelle les pollutions et externalités négatives seraient la résultante de l'échec du marché, rendant nécessaires les mesures autoritaires (réglementations et taxations, en premier lieu). Il existe une autre manière de voir les choses : l'observation passée et présente montre qu'il existe un vrai marché issu du recyclage, que l'innovation et la concurrence sont à même de stimuler la recherche de perspectives différentes et bien plus efficaces que ne peuvent l'être les mesures coercitives.

Soutenir les projets nécessitant du temps et de lourds investissements est par exemple plus judicieux que d'établir des tas de normes et de morceler les interventions, ce qui met plutôt des bâtons dans les roues des entrepreneurs pleins d'idées et cherchant à innover en la matière. Là encore, de nombreux cas concrets permettent d'illustrer ces affirmations. En outre, les entrepreneurs verts ont besoin d'un environnement réglementaire stable et allégé compte-tenu des lourds investissements nécessaires que leur développement nécessite sur le long-terme. Ainsi que de nouveaux modes de financement aidant à faire face au risque et à l'incertitude spécifiques à ce type de projets.

Comme le montrent François Fracchini et Benjamin Michallet, les écologistes français ont sans doute eu tort de privilégier l'action politique à partir de 1974 et auraient été sans doute mieux avisés d'opter pour l'action par le bas, en investissant dans l'innovation et l'entrepreneuriat écologiquement responsable qui, lorsqu'ils réussissent, se diffusent ensuite jusqu'à devenir de nouvelles pratiques. Ce qui se serait certainement révélé plus efficace – comme ils nous le montrent à travers deux exemples concrets de succès entrepreneuriaux – que l'action par le haut lorsqu'on sait l'inertie dont fait la plupart du temps preuve la politique. Ce dont on peut juger, nous montrent-ils, à travers l'impuissance politique des ministres de l'Environnement, l'échec des projets gouvernementaux d'écotaxes depuis 2007, ou encore l'inapplication de nombreuses lois inscrites dans le Code de l'environnement.

Impuissance inhérente à l'instabilité politique et surtout aux stratégies du statu quo issues des réalités du marché politique telles que les analyse [l'école des choix publics](#), la question écologique étant souvent une simple opportunité suscitant des postures en vue de gagner les élections, mais ne

justifiant pas d'engager des coûts immédiats qui seraient trop démesurés au regard des hypothétiques gains généralement bien lointains et des pratiques bien ancrées, qui ne changent généralement pas via des actions par le haut, mais plutôt par le bas.

Faire preuve de pragmatisme plutôt que de moralisme

La quatrième partie, enfin, permet de poser les bases d'une réflexion plus pragmatique en matière de service public délégué, en ne décourageant pas les initiatives par les excès de moralisme qui aboutissent, par les excès de réglementation notamment, à empêcher l'activité profitable, base même de l'existence de l'entreprise privée, y compris dans le domaine de l'économie circulaire par exemple.

L'approche de Michel Marchesnay, entre autres auteurs, s'appuie sur l'histoire de la pensée économique pour mettre en exergue la place qu'a pu occuper et qu'occupe aujourd'hui l'entrepreneur en matière économique et sociale, souvent placé au centre des oppositions idéologiques entre les tenants de la liberté d'entreprendre et la décentralisation d'une part, et les interventionnistes et partisans de la réglementation d'autre part. Le développement récent d'un capitalisme de type entrepreneurial alliant innovation et protection entrepreneuriale étant susceptible de mieux intégrer la démarche entrepreneuriale dans la prise en considération du respect de l'environnement.

Restaurer la confiance en l'esprit entrepreneurial, qui a fait ses preuves

Analyses que prolonge Jean-Pierre Chamoux dans la conclusion de l'ouvrage, posant le cadre de cette nouvelle réflexion sur le rôle central que l'entrepreneur est désormais amené à occuper en matière d'écologie, puisqu'il n'est plus question d'ignorer la place majeure qu'il a occupée à la fois en matière de développement, mais aussi d'entretien du milieu naturel, au cours des derniers siècles, avec une efficacité bien supérieure à celle que peuvent prétendre avoir les pouvoirs publics en la matière, dont nous aurions tort de croire qu'ils détiennent le monopole à travers la contrainte et la loi. La gestion efficace et économe des ressources, via la maîtrise du progrès technique, est en effet constitutive de l'esprit entrepreneurial, rejoignant en cela les préoccupations en matière de gestion des ressources.

Autrement dit, plus que l'action par le haut, c'est [l'action humaine](#) qui a permis et continue de permettre [l'amélioration des conditions](#) et le Bien commun. Et non une bureaucratie officiellement à la poursuite [d'un intérêt général relativement abstrait et bien incertain](#), quand ce ne sont pas [des organisations non gouvernementales](#) s'arrogeant un pouvoir que n'approuve pas nécessairement la majorité silencieuse des individus ordinaires. Sous la forme de stéréotypes et d'un militantisme bien éloigné des réalités.

Et dont les sources sont anciennes :

« Dix ans avant la Révolution française, Rousseau, ce « Promeneur solitaire », se considérait, à la fin de sa vie, comme : « un être isolé qui ne désire ni ne craint rien de personne, qui parle aux autres pour eux et non pour lui (...) qui chérit trop ses frères pour ne pas trahir leurs vies ». Persuadé de sa mission révélée, notre philosophe des Lumières rêvait d'éradiquer les tares d'une société qu'il croyait pervertie par la déviance fondamentale des hommes civilisés : innocents et vertueux aux premiers temps du monde, il les voyait « pervertis par la science et les arts », par les conventions sociales, par la politesse et par son corollaire : l'hypocrisie ! Dans sa perspective rousseauiste, le penseur solitaire se révélait un écologiste avant l'heure, il avait donc une mission : souligner la perversion des mœurs, entraîner ses

semblables à en prendre conscience et les engager à retrouver une vertu originale dont la civilisation, les sciences et les techniques les avaient écartés.

De même, l'écologiste militant accuse aujourd'hui la société industrielle de dévoyer ses semblables, de leur inspirer des comportements agressifs tant envers les autres hommes qu'envers le milieu naturel. Il estime subir des dommages du fait de l'industrie, alors que notre inspiration profonde nous porterait à vivre paisiblement au sein d'une Nature vertueuse, bienveillante et généreuse, ce que Jean Jacques résumait ainsi : « ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain ». Déniant aussi bien le péché originel chrétien que l'hypothétique état sauvage, Rousseau dénonçait la propriété comme la mère des vices que sont le mensonge, la cupidité et la jalousie qu'il condamnait vertement. C'est au gouvernement, disait-il, qu'il revient de redresser la barre. L'État-providence avait ainsi trouvé par avance son prophète qui annonçait l'écologie militante !

Et c'est bien tout le mérite de cet ouvrage que de sortir de cette perversion militante au service de nombreux groupes d'intérêt, pour tenter de retrouver le sens de l'action sereine, constructive et efficace. Au service véritable de l'écologie et de l'individu.

Sous la direction de Max Falque, Jean-Pierre Chamoux et Erwan Queinnec, *Écologie - La nature a besoin d'entrepreneurs*, Éditions Libertés Numériques, novembre 2021, 332 pages.

25 septembre (NZZ)

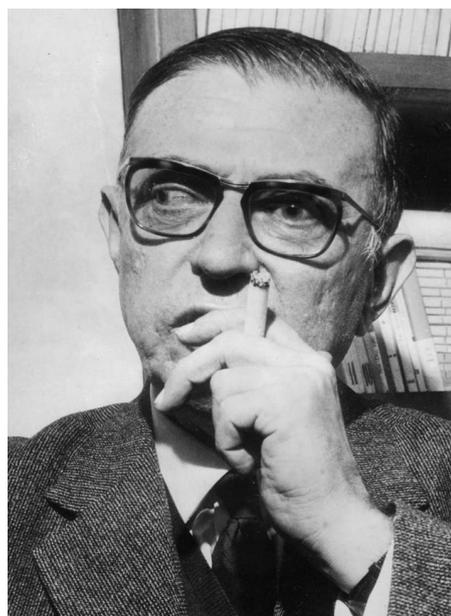
<https://www.nzz.ch/feuilleton/mario-vargas-llosa-als-sartre-und-camus-ueber-stalin-stritten-ld.1702384>

Mario Vargas Llosa: Wie ich dazu kam, Sartre für seine Treue zu Stalin zu bewundern

Der peruanische Schriftsteller und Nobelpreisträger erinnert sich daran, dass er erst spät von dem Philosophen abrückte, der in den fünfziger Jahren den Stalinismus gerechtfertigt hatte.

Mario Vargas Llosa

17.09.2022, 05.30 Uhr



In der Einschätzung von Stalins Terrorregime unterschieden sich Albert Camus (links) und Jean-Paul Sartre scharf. 1952 gerieten sie in einen heftigen Streit darüber.

Hulton / Getty

Dachten Sie, die Anarchisten wären verschwunden? Weit gefehlt. Sie erfreuten sich, so der venezolanische Soziologe Rafael Uzcátegui, bester Gesundheit. In einem jüngst erschienenen Buch kritisiert er die Regierung von Nicolás Maduro und beschuldigt diesen, für die Misshandlung und

Folterung von politischen Gefangenen und die Ermordung von Kritikern seines Regimes verantwortlich zu sein.

Uzcátegui gehört zahlreichen Verbänden an, hat darauf verzichtet, Bomben zu legen oder eine Waffe zu benutzen, und setzt sich für das nobelste aller Anliegen ein: Er verteidigt politische Gefangene, kümmert sich um deren Schutz und sucht nach Ländern, die bereit sind, jede Art von Flüchtlingen aufzunehmen. Seine Essays sind ungewöhnlich, denn die lateinamerikanische Linke vertritt in der Regel keine derart demokratische Haltung. Darüber hinaus ist er nicht nur ein Theoretiker, sondern auch ein Mann der Tat.

Sein Buch trägt den Titel «La rebeldía más allá de la izquierda» (Die Rebellion jenseits der Linken) und vertritt eine sehr attraktive, meiner Meinung nach aber falsche oder zumindest gewagte These: Die Polemik zwischen Sartre und Camus im Paris des Jahres 1952 sei der Grund für den Infantilismus der lateinamerikanischen Linken, ihre Unfähigkeit, mit anderen progressiven Kräften zusammenzuarbeiten, und ihren hermetischen Dogmatismus, wie ihn in seiner Heimat Venezuela die Regierung zur Schau stelle, die mit niemandem ausser der kubanischen Regierung kooperiere. Ich fürchte jedoch, dass die Polemik zwischen Sartre und Camus in Lateinamerika weder die Verbreitung fand noch so lebhaft diskutiert wurde, wie Uzcátegui behauptet, sondern nahezu unbemerkt blieb.

Sartre über Stalins Straflager

Ich kann mich gut an diese Polemik erinnern, denn damals war ich ein glühender Anhänger von Sartre und allen seinen Positionen, darunter auch jene Behauptung, die er bereuen sollte: dass in der UdSSR, die er 1953 mit Simone de Beauvoir besuchte, alle Bürger das Recht hätten, die Regierung zu kritisieren. [Er habe gelogen, als er das geschrieben habe, sagte er später.](#) Ich erinnere mich an die enorme Schwierigkeit, mit meiner Lehrerin an der Alliance française, der unvergesslichen Madame del Solar, in «Les Temps Modernes» den Artikel von Francis Jeanson, der jene Polemik auslöste (er war voller Erfindungen und Lügen über Camus), und die auf ihn folgenden Essays von Sartre und Camus ausfindig zu machen. Später, nachdem Letzterer mit 46 Jahren bei diesem stupiden Verkehrsunfall ums Leben gekommen war, veröffentlichte Sartre eine warmherzige Notiz, in der er erklärte, dass Camus sein bester Freund gewesen sei. Es hatte nicht so ausgesehen. In Wahrheit stritten sie um die intellektuelle Führungsrolle im damaligen Frankreich.

Bei dieser Polemik ging es vor allem um die unnachgiebige antidemokratische Haltung Stalins, das heisst, um die sowjetischen Straflager für – tatsächliche oder vermeintliche – Dissidenten. Sartre bestritt nicht deren Existenz, rechtfertigte sie jedoch im Namen des zukünftigen Sozialismus, der seiner Meinung nach die Ungerechtigkeiten einer Regierung abschaffen würde, die wegen der rechten Feinde in der Welt dazu gezwungen war, zur eigenen Verteidigung auf diese Lager zurückzugreifen. Als wäre das Blut Unschuldiger eine Strafe für die Schuldigen; eine unerträgliche These.

Camus war der Ansicht, eine anständige, die Menschenrechte achtende Person müsse die Gewaltexzesse gegenüber den Dissidenten in der UdSSR genauso anklagen wie die Vergehen rechter Diktaturen und Regierungen. Diese Position schien wesentlich vernünftiger als Sartres, doch damals sahen viele von uns das anders.

Von da an spalteten sich die Anhänger Sartres und Camus' – der, wie es hiess, wichtigsten Denker Frankreichs – in zwei verfeindete Fraktionen auf. Ich gestehe, dass meine Bewunderung für Sartre mich dazu bewegte, ihn weiter zu unterstützen, und dass ich erst einige Jahre später mit ihm brach, als er gegenüber Madeleine Chapsal, der Leiterin der Literaturseite von «Le Monde», erklärte, die afrikanischen Schriftsteller sollten auf die Literatur verzichten, um zuerst die sozialistische Revolution durchzuführen.

Er, der uns gelehrt hatte, man könne überall auf der Welt Schriftsteller sein, um unter anderem die Vergehen der reaktionären Kräfte anzuklagen, verurteilte uns jetzt wie irgendein Fanatiker dazu, die Revolution zu machen, statt Schriftsteller zu sein. Für mich, der ich mich bereits für die Literatur entschieden hatte, nicht zuletzt seinetwegen, bedeutete dies das Ende meiner Bewunderung für den französischen Philosophen.

Zumindest dachte ich das, doch in meinem tiefsten Inneren lebt die alte Begeisterung für den existenzialistischen Denker weiter und kommt gelegentlich zum Vorschein, wenn mich ein Journalist oder ein Buch an die positiven Dinge erinnert, die er in seinem Leben geschrieben oder getan hat. Und das waren nicht wenige.

Moskaus Handlanger

Doch die Polemik zwischen Sartre und Camus erschien lediglich in «Les Temps Modernes» und stiess meines Wissens in Lateinamerika nicht auf die geringste Resonanz. Jedenfalls kann ich mich nicht daran erinnern, und in dieser Zeit war ich in viele politische Angelegenheiten auf dem gesamten Kontinent involviert. Ich glaube, bei den peruanischen Kommunisten verhielt es sich nicht anders als bei denen aller anderen Länder, obwohl die Polemik in Mexiko oder Argentinien, also den grösseren Ländern, möglicherweise eine gewisse Beachtung fand. Aber bestimmt keine grosse.

Rafael Uzcátegui glaubt jedoch das Gegenteil, und liest man seinen Essay, hat man den Eindruck, dass sich die gesamte Linke des neuen Kontinents, nachdem sie von der Polemik Kenntnis genommen hatte, in diejenigen aufspaltete, die sich für eine stalinistische Linie der systematischen Ablehnung aller anderen sozialistischen Strömungen entschieden, und diejenigen, die mit den gemässigten Positionen von Camus übereinstimmten. Ich jedenfalls bekam nichts von diesem grossen Meinungsstreit mit, und ich glaube nicht einmal, dass es ihn überhaupt gab.

Mein Eindruck ist, dass die Intoleranz der lateinamerikanischen Linken ihren Ursprung unmittelbar in den Ereignissen in Moskau hat und ihre kommunistischen Parteiführer nichts als stumpfe Werkzeuge der sowjetischen Regierung waren, weshalb der Kommunismus in fast allen Ländern des neuen Kontinents immer eine sehr untergeordnete Rolle spielte, selbst in Bolivien in der ersten Amtszeit von Paz Estenssoro.

Später gab es den Streit über die Bedeutung der Guerillas, auf die die Kommunisten und Moskau ziemlich allergisch reagierten, während Fidel Castro sie unterstützte, zumindest indem er Millionen von Exemplaren von Régis Debrays Büchlein «Der lange Marsch» unter die Leute brachte. Ich kann mich gut an diese überall auf dem Kontinent geführte Debatte erinnern, die so viele Tote forderte, zumindest in Peru.

Im Übrigen ist Rafael Uzcátegui Buch ziemlich sympathisch und überzeugend. Es liest sich angenehm und leicht. Ich wünschte, es gäbe eine so vernünftige Linke in Lateinamerika wie die, die er und seine (ich befürchte, sehr wenigen) Freunde auf den Seiten seines (selbstverständlich in Venezuela erschienenen) Buches beschreiben, das von Karikaturen zwischen den klugen Essays seines Autors aufgelockert wird und ein Vorwort von Tomás Ibáñez enthält. Doch eine solche Linke existiert nicht, oder sie ist nicht stark genug, um ihren extremistischen Anhängern einen linksdemokratischen Grundton zu verpassen.

Die Intoleranz dieser Anhänger richtet sich vor allem gegen die demokratische Linke und die Demokratie generell. Es ist eine wahre stalinistische Obsession, wie sich in diesen Monaten gezeigt hat, als fast alle linken Regierungen Lateinamerikas [angesichts des Wahnsinns von Wladimir Putin](#) und dessen Mitläufern, die Ukraine zu überfallen und dort mit dem Argument, die ukrainische Regierung sei eine Bande von Nazis, unsägliche Verbrechen zu begehen, geschwiegen oder, schlimmer noch, Putin unterstützt haben.

Im Kampf für die Menschenwürde

Ich glaube nicht, dass der Anarchismus in Lateinamerika und der Welt eine grosse Zukunft hat. Es ist eine Ideologie, die von Anfang an falsch war, als ihre Anhänger auf die direkte Aktion zurückgriffen und ihre angeblichen bürgerlichen Feinde ermordeten und diese Verbrechen von der Mehrheit abgelehnt und nur von wenigen gebilligt wurden. Umso ermutigender ist es, dass Rafael Uzcátegui und seine Freunde eine wesentlich offenere und tolerantere Haltung einnehmen und sich in ihren politischen Aktionen zu einem demokratischen Willen bekennen, etwas, was bei ihren Vorgängern fehlte. Und die deshalb scheiterten.

Politisch hatte ich nie viel für den Anarchismus übrig, als Schriftsteller hingegen schon. Die abenteuerlichen Biografien von vielen seiner Wortführer, [insbesondere die von Bakunin](#), weckten meine Lust, von ihnen zu erzählen, was ich bestimmt getan hätte, wenn nicht schon so viel über sie geschrieben worden wäre.

Rafael Uzcátegui und seine Freunde sind weniger gewalttätig als die Anarchisten ihrer Elterngeneration, aber weitaus wirksamer in ihrem Kampf für die Würde der Flüchtlinge in der ganzen Welt. Es sind Millionen, und jeder Flüchtling ist anders. Die Einstellung von Uzcátegui und seinen Freunden ist lobenswert: allen zu helfen, ohne zu fragen, warum oder vor wem sie fliehen. Sie alle verdienen unser Mitgefühl und unsere Hilfe, trotz den Ideen, die Jean-Paul Sartre in jener Polemik mit Albert Camus vertrat.

Der Literaturnobelpreisträger Mario Vargas Llosa wurde 1936 in Peru geboren und lebt seit bald drei Jahrzehnten in Madrid. © Mario Vargas Llosa, 2022. – Aus dem Spanischen übersetzt von Carsten Regling.

25 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/feuilleton/lucerne-festival-musik-ist-weder-schwarz-noch-weiss-ld.1701256>

Lucerne Festival: Musik ist weder schwarz noch weiss

Aufführungen von «Porgy and Bess» und einer Sinfonie der Afroamerikanerin Florence Price bringen Sinn und Unsinn der Debatte um «Diversity» auf den Punkt. Das Lucerne Festival hat hier mit seinem Sommermotto für eine wichtige Sensibilisierung gesorgt.

Christian Wildhagen, Luzern

07.09.2022, 05.30 Uhr



Eine Krücke genügt ihm als Requisit: Morris Robinson als Porgy in der halbkonzertanten Luzerner Aufführung von Gershwins «Porgy and Bess» mit dem NDR-Elbphilharmonie-Orchester unter Alan Gilbert.

Peter Fischli / Lucerne Festival

Wenn nicht mehr Zahlen und Figuren den Blick auf die Musik verstellen, kann man am Lucerne Festival auch ohne schweres gedankliches Rüstzeug hochkarätigen Konzerten lauschen. Wie fast immer in der zweiten Festival-Hälfte ist der Bezug zum [hinlänglich problematisierten Leitthema dieses Sommers](#) lockerer geworden, und wenn Simon Rattle mit dem London Symphony Orchestra Bruckners 7. Sinfonie so packend zur Aufführung bringt wie am vergangenen Wochenende, dann klingt das zwar überaus farbig und vielgestaltig; es hat aber mit «Diversity» gar nichts zu tun. War es das also schon mit dem kulturpolitisch ambitionierten Motto?

Nicht ganz. Anlässlich eines Gastspiels von Yannick Nézet-Séguin mit dem Philadelphia Orchestra, das am Sonntag im KKL wiederholt wurde, hat der Berliner «Tagesspiegel» eine Zahl ausgegraben, die es in sich hat: In der sechstgrössten Stadt der USA verstehen sich über vierzig Prozent der Einwohner als Afroamerikaner; bei ihrem wichtigsten internationalen Kulturbotschafter hingegen stehen in Berlin wie in Luzern genau ein schwarzer Kontrabassist und eine schwarze Orchesterwartin auf der Bühne. Der Bassist hat im kleiner besetzten ersten Teil des Luzerner Programms frei.

Sichtbar machen

Joseph Conyers, seit sechs Jahren koordinierter Stimmführer der Bässe, erscheint erst nach der Pause zur Aufführung der 1. Sinfonie von Florence Price, einer Afroamerikanerin. Das ist Zufall, aber es öffnet uns nochmals die Augen: Offenbar ist die Klage über eine mangelnde Repräsentanz von Schwarzen im klassischen Kulturbetrieb berechtigt – die Zusammensetzung des Philadelphia Orchestra zeigt es exemplarisch. Die Sensibilisierung breiterer Besucherschichten für dieses Thema darf sich das Lucerne Festival als wesentliches Verdienst des Sommers gutschreiben.

Wer nun einwendet, dies sei doch in erster Linie wohl ein amerikanisches Problem, wird beim Blick auf die führenden Schweizer Ensembles eines Besseren belehrt: **Auch hier widerspiegelt keines der Orchester den Anteil von Menschen mit afrikanischen Wurzeln, der bei gut vier Prozent der Bevölkerung liegt.** Umgehend ergibt sich daraus allerdings **eine grundsätzliche Diskussion**, die das Lucerne Festival wohlweislich nicht angestossen hat, weil es das gesamte Saisonthema infrage gestellt hätte: **ob es denn eine solche anteilige Repräsentation von bestimmten Gruppen überhaupt geben muss.**

Es gelte, bisher unterrepräsentierte Teile der Bevölkerung stärker sichtbar zu machen, so lautet ein Argument der Befürworter, damit das Kulturleben auch in Zeiten des gesellschaftlichen Wandels für alle attraktiv oder, im Jargon, «anschlussfähig» bleibe. Sichtbarkeit allein dürfte dafür freilich kaum ausreichen. Immerhin belegt das Beispiel von Frauen in musikalischen Berufen, dass sich die Attraktivität einer Tätigkeit gerade auch im Hinblick auf die Gewinnung von Nachwuchskräften signifikant erhöht, sobald erst einmal genügend Vorbilder in Erscheinung getreten sind. **Inzwischen sind vielerorts bereits über vierzig Prozent der Orchestermitglieder weiblich, und neuerdings steigen auch die Zahlen von Studentinnen im Dirigierfach – seit nämlich der Dirigentenberuf nicht mehr als unbezwingbare Männerdomäne wahrgenommen wird.**

Hitziger wird die Diskussion erst bei der Frage, welcher angeblich oder wirklich marginalisierten Gruppe sich die Aufmerksamkeit als Nächstes zuwenden soll. Was definiert diese Gruppen, wer wählt sie aus? Wäre am Festival beispielsweise ein Motto denkbar, das die nicht unerhebliche **Bedeutung von Homosexuellen im Kulturleben thematisiert?** Es läge in der Logik des Sichtbarmachens von Minderheiten. Doch zeigt bereits die Erfahrung mit dem Luzerner **«Diversity»-Thema**, dass zwischen dem Engagement für ein berechtigtes Anliegen und der Anbiederung an zeitgeistige Partikularinteressen oft ein schmaler Grat liegt.

Keine Berührungängste

Den Eindruck von Aktivismus hat man in Luzern erfolgreich vermieden. Auch indem man das mit dem Motto eng verknüpfte **Streitthema der kulturellen Aneignung ausgeklammert** hat. Bei dem Konzert des Philadelphia Orchestra wird das Problem dennoch anschaulich: **Ein fast ausschliesslich mit Weissen besetztes Ensemble spielt hier Musik einer schwarzen Komponistin – in den Augen mancher Aktivisten erfüllt das den Tatbestand von «cultural appropriation», von Vereinnahmung.**

Im KKL stört sich niemand daran, zum Glück. **Zumal Florence Price, deren Schaffen seit einigen Jahren wiederentdeckt wird, in ihrer eingängigen e-Moll-Sinfonie von 1932 selber keinerlei Berührungängste gegenüber unterschiedlichsten Musiktraditionen erkennen lässt. Der erste Satz ist fast überdeutlich an Antonín Dvořáks Neunte angelehnt. Der zweite biegt das Kirchenlied «Lobe den Herren» zum Klang einer afrikanischen Trommel in eine heitere Choralfantasie um. Der dritte, «Juba Dance» betitelt, verarbeitet einen westafrikanischen Tanz, der mit den Sklaven in die Südstaaten kam. Und das Kehraus-Finale erinnert an Mendelssohns «Italienische».**

Grössere Diversität der Quellen ist kaum denkbar. Mehr noch: Die Anverwandlung von Vorbildern erweist sich hier besonders nachdrücklich als ein zentrales künstlerisches Verfahren, das im besten Fall etwas Neues und Eigenständiges hervorbringt. Ganz ähnlich wie bei der Oper «Porgy and Bess» von **George Gershwin**, die kurz nach der Price-Sinfonie entstand. Sie erklang

am Lucerne Festival als Gastspielproduktion des NDR-Elbphilharmonie-Orchesters unter der Leitung von Alan Gilbert – und **brachte die Absurditäten der Diskussion vollends auf den Punkt.**



Schwierige Liebe: Elizabeth Llewellyn und Morris Robinson in George Gershwins «Porgy and Bess» im KKL.
Peter Fischli / Lucerne Festival

Naiver Naturalismus

Nicht genug damit, dass Gershwin, dem Sohn russisch-jüdischer Immigranten, mit seiner Verbindung europäischer, vor allem französischer Musiktraditionen mit dem in den Südstaaten der USA entstandenen Jazz eine besonders originelle Form kultureller Aneignung geglückt ist. Die Delikatesse bei «Porgy and Bess» besteht überdies darin, dass das Stück, einem Wunsch Gershwins folgend, bis heute ausschliesslich mit einer schwarzen Sänger-Crew gezeigt werden darf. Wegen des Schauplatzes in den Slums von Charleston erscheint dies einerseits sinnfällig; andererseits verhindert der naive Naturalismus der Vorgabe seit Jahrzehnten jede freiere szenische Auseinandersetzung mit dem Stück.

In Luzern trifft tatsächlich ein überwiegend amerikanisches, mit grossartigen Charakterstimmen besetztes Ensemble um Morris Robinson und Elizabeth Llewellyn in den Titelrollen auf das norddeutsche, anfangs etwas hamburgisch spröde dreinblickende NDR-Orchester samt seinem unlängst zum Vokalensemble heruntergesparten Chor. Der fast komische äusserliche Kontrast und alle Sprödigkeit sind jedoch mit dem ersten Ton verflogen. Gerade der Chor entfacht auf der Orgeltribüne im KKL **ein Gospel-Feuer**, das die Protagonisten vorn an der Rampe erst richtig entzündet. **Hier triumphiert die Musik wieder einmal über alle Debatten.**

25 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/afrique/pourquoi-l-afrique-ne-peut-pas-se-contenter-d-energies-renouvelables-23-09-2022-2491101_3826.php

Pourquoi l'Afrique ne peut pas se contenter d'énergies renouvelables

TOURNANT. Par souci d'équilibre entre l'équité économique et la sauvegarde climatique de la terre, les pays industrialisés doivent accompagner l'Afrique dans un mix acceptable.



La question du financement des énergies est une vraie quadrature du cercle. Il convient de trouver un équilibre entre équité économique et industrielle et sauvegarde climatique de la terre. © MARCO LONGARI / AFP

Par [Viviane Forson](#)

Publié le 23/09/2022 à 19h45

Le dernier rapport de la Fondation Mo Ibrahim publié en ce mois de septembre est riche en informations qui permettent de modifier la perspective d'approche de la question des investissements et sur les énergies fossiles et sur les énergies renouvelables. Saviez-vous qu'en moyenne 40,5 % de l'électricité dans les pays africains provient de sources renouvelables ? C'est plus élevé que les moyennes mondiales (34,1 %) et européennes (39,1 %) ! Et pourtant, l'Afrique est aujourd'hui confrontée au défi colossal de devoir se développer, voire s'industrialiser dans un contexte de crise climatique mondiale aiguë dont elle est très peu responsable. Le continent africain ne produit que 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, selon l'ONU. Parallèlement, environ 600 millions de personnes à travers l'Afrique n'ont pas accès à l'électricité et 930 millions ne disposent pas de combustibles propres de cuisson si l'on en croit toujours le rapport de la Fondation Mo Ibrahim intitulé « Remédier au déficit énergétique de l'Afrique : Changement climatique, énergies renouvelables et gaz ». Ce déficit pèse très lourd car, d'après les estimations, les pénuries d'électricité coûtent au continent environ 2 à 4 % du produit intérieur brut (PIB) par an. La Fondation souligne aussi le fait que la hausse de la demande énergétique est inéluctable sur un continent dont la population devrait presque doubler d'ici à 2050 et tripler d'ici 2100.

Le changement de pied des pays industrialisés

La question de l'énergie est revenue au cœur de la géopolitique mondiale depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février dernier.

« La crise ukrainienne a déclenché un retour en arrière européen, mais le gaz africain doit d'abord servir les Africains », disent avec force les experts de la fondation Mo Ibrahim. En effet, depuis le début de la guerre en Ukraine, les pays européens ont montré un intérêt renouvelé pour la question de la sécurité énergétique avec à la clef un changement de pied quant à l'utilisation des combustibles fossiles. L'Allemagne a par exemple « commencé à rallumer des centrales à charbon dont la fermeture était initialement prévue, tandis que la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis ont tous commencé à augmenter la production de pétrole et de gaz. L'UE a également récemment décidé que le gaz pouvait être classé comme un investissement vert sous certaines conditions ».

Lors du sommet du G7 en juin, les pays participants ont officiellement ouvert la porte à davantage de financement du gaz. « En vue d'accélérer la sortie de notre dépendance vis-à-vis de l'énergie russe, nous soulignons le rôle important accru que les livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) peuvent jouer et reconnaissons que l'investissement dans ce secteur est nécessaire en réponse à la crise actuelle. Dans ces circonstances exceptionnelles, des investissements soutenus par l'État dans le secteur du gaz peuvent être appropriés comme réponse temporaire [...] », ont-ils dit.

Une carte à jouer pour le gaz produit en Afrique, mais...

Et c'est vers l'Afrique que de nombreux pays européens se tournent désormais. L'Allemagne a entamé des discussions avec le Sénégal sur le financement offshore de gisements de gaz. Afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie, l'Italie a conclu des accords gaziers avec l'Algérie, l'Angola, l'Égypte et la République du Congo. « Bien que les investissements annoncés soient les bienvenus, le fait qu'ils aient été motivés par l'inquiétude de l'Europe pour sa propre sécurité énergétique plutôt que par une plus grande appréciation de la situation énergétique unique de l'Afrique est une source de préoccupation », souligne Ben Chandler, chercheur principal pour la Fondation Mo Ibrahim.

... des inquiétudes demeurent

Le regain d'intérêt des investisseurs pour le gaz africain est perçu comme une aubaine pour le continent, mais seulement « s'il est intégré à des plans globaux, au lieu de simplement devenir une source alternative de carburant pour les foyers et industries européens ». Les investissements doivent également soutenir les plans de développement des infrastructures qui fournissent de l'énergie aux marchés africains. L'un des projets les plus importants ces dernières années est celui dénommé « Gas to Power » du Sénégal, dont l'objectif est de définir un cadre pour optimiser l'ensemble de la chaîne de valeur du gaz naturel, soit de l'approvisionnement jusqu'à la distribution d'électricité aux consommateurs finaux. « La transition énergétique en Afrique doit donc reposer sur la mobilisation des vastes ressources renouvelables du continent, ainsi que celles du gaz naturel qui, soit dit en passant, est le combustible fossile le moins polluant, et ce afin de faciliter l'accès généralisé des populations à l'électricité et

l'atteinte des objectifs de développement du continent », insistent les auteurs du rapport.

L'accord de Glasgow, une épée de Damoclès sur les pays africains

Ces derniers mois, de nombreuses voix s'élèvent, notamment parmi les dirigeants et responsables africains, pour que l'Afrique puisse continuer à bénéficier des financements de l'exploitation des énergies fossiles. En effet, l'engagement annoncé pendant la dernière conférence sur le climat, la COP26 de Glasgow, par une vingtaine d'États, dont les États-Unis et la France, de mettre un terme d'ici la fin 2022 au financement à l'étranger de projets d'énergies fossiles sans techniques de capture du carbone a créé un vent de panique.

« Au moment où plusieurs pays africains s'appêtent à exploiter leurs importantes ressources gazières, l'arrêt des financements de la filière gazière, sous prétexte que le gaz est une énergie fossile, sans tenir compte du fait qu'il est aussi et surtout une énergie propre, porterait un coup fatal à nos économies en quête d'émergence », a chargé le président sénégalais Macky Sall lors du Forum de coopération sino-africaine (Focac) organisé en novembre 2021 au Sénégal. « Bloquer les financements de la filière gazière, c'est ajouter une grande injustice économique à l'injustice climatique que l'Afrique subit plus que tous les autres continents », avait-il insisté. Il faut dire que l'accord final arraché à Glasgow a explicitement mis en cause, et c'est une première, les énergies fossiles comme principaux responsables du réchauffement climatique appelant à « la sortie des subventions inefficaces » à ces énergies.

Le Sénégal, qui place beaucoup d'espoir dans l'exploitation future des champs de gaz et de pétrole découverts dans l'Atlantique ces dernières années, prévoit de produire ses premiers barils fin 2023 ou en 2024 dans un contexte où l'Afrique représenterait 41 % des nouvelles découvertes de gaz dans le monde pour la période allant de 2011 à 2018. Quant au Mozambique, il est maintenant connu pour avoir 100 billions de pieds cubes de réserves de gaz naturel, soit près de deux fois les réserves de la Norvège, qui est le 8^e producteur mondial de gaz naturel. Les pays africains producteurs de gaz et de pétrole, ainsi que ceux où de récentes découvertes de ces énergies fossiles suscitent des espoirs de développement, n'entendent donc pas pour l'instant y renoncer en dépit des recommandations de la dernière conférence climat de Glasgow.

Le réalisme responsable doit prévaloir...

La Fondation Mo Ibrahim abonde dans cette direction. Elle affirme que l'Afrique ne peut pas se permettre de tourner entièrement le dos aux combustibles fossiles en l'état actuel. Car les énergies renouvelables ne peuvent à elles seules fournir l'approvisionnement en électricité fiable et à faible coût dont le continent a cruellement besoin pour s'industrialiser et fournir des services publics fiables tels que la santé et l'éducation.

L'autre réalité à prendre en compte est que les ressources renouvelables varient considérablement d'un pays à un autre. Ainsi l'Éthiopie, dotée de vastes ressources

hydroélectriques et géothermiques, a un potentiel beaucoup plus grand qui peut lui permettre d'utiliser les technologies vertes à court terme, contrairement à un pays comme le Nigeria fortement dépendant du pétrole et du gaz.

Autre donnée importante : l'intermittence. Les jours de pluie, les panneaux solaires ne fonctionnent pas à pleine capacité et en même temps ils ne produisent aucune énergie la nuit. Les jours de temps calme, l'énergie éolienne peut être réduite à une petite fraction de sa capacité. Et les exemples ne manquent pas d'insuffisances des énergies renouvelables. Autant dire qu'à l'heure où le continent est appelé à s'industrialiser, les combustibles fossiles sont encore nécessaires pour les industries très énergivores comme les aciéries ou les usines de ciment.

Quant au gaz naturel, il n'est nullement synonyme de catastrophe climatique pour l'Afrique et le monde, expliquent en détail les auteurs du rapport.

Bien qu'il abrite 17 % de la population mondiale, le continent ne consomme que 5,9 % des énergies produites dans le monde. D'après l'Agence internationale de l'énergie (IEA), la consommation électrique moyenne par habitant en Afrique n'est que d'environ 600 kWh par an contre une moyenne mondiale de 3 200 kWh, 6 100 kWh pour l'Union européenne et 4 600 kWh pour la Chine. « Si l'Afrique subsaharienne (moins l'Afrique du Sud) devait tripler sa consommation d'électricité en utilisant entièrement le gaz, cela n'ajouterait que 0,6 % aux émissions mondiales de carbone », poursuivent-ils.

... pour également appuyer les investissements africains dans le renouvelable

D'après la Fondation Mo Ibrahim, les États africains ne restent pas pour autant les bras croisés.

Entre 2010 et 2019, les gouvernements ont plus que triplé les investissements publics dans les énergies renouvelables atteignant la somme de 47 milliards de dollars contre 13,4 milliards la décennie précédente. « Avec un accès aux marchés financiers appropriés, les énergies renouvelables pourraient représenter jusqu'à 67 % de la production d'électricité en Afrique subsaharienne d'ici 2030 », ajoute l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena).

Sur le terrain cependant, force est de constater que le potentiel du continent demeure largement inexploité. Dire que cinq des dix pays ayant le plus grand potentiel solaire à l'échelle mondiale se trouvent en Afrique... Ainsi de la Namibie (1^{er} rang mondial), de l'Égypte (4^e), du Lesotho (8^e), de la Libye (9^e) et du Botswana (10^e). Poursuivant leur démonstration, les auteurs du rapport estiment que la mobilisation complète du potentiel éolien au Tchad, en Mauritanie, au Niger et au Mali permettrait de multiplier par plus de 30 la capacité électrique de ces quatre pays. C'est dire...

Cela dit, de grands projets dans les énergies renouvelables sont en cours de réalisation comme celui de la Banque africaine de développement baptisé « Desert to

Power Initiative ». Il s'agit d'un projet solaire qui, d'ici 2030, devrait augmenter la capacité existante des onze pays de la région du Sahel de près de 40 % et offrir, pour la première fois, l'accès à l'électricité à 90 millions de personnes. Seul hic et de taille : la réalisation d'un tel potentiel nécessite des engagements climatiques de la part des pays riches, ce qui n'est pas gagné dans le contexte actuel de sauve-qui-peut.

25 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/monde/durant-l-occupation-russe-le-vrai-visage-des-gens-s-est-revele-25-09-2022-2491206_24.php

« Durant l'occupation russe, le vrai visage des gens s'est révélé »

Dans la région de Kharkiv, fraîchement libérée, les habitants racontent **leur quotidien sous l'occupation russe, avec son lot de dénonciations et d'exactions.**



Les troupes ukrainiennes ont récemment repris la région de Kharkiv aux Russes. © Boris Mabillard - Le Point

De notre envoyé spécial en Ukraine, Boris Mabillard

Publié le 25/09/2022 à 08h00

Kozatcha Lopan, 1 heure du matin, dans la nuit du 10 au 11 septembre, à 3 kilomètres de la frontière : les soldats russes courent d'une maison à l'autre et frappent violemment sur les portes et portails des maisonnettes ou des immeubles de deux étages pour y réveiller les villageois. « Venez avec nous ! Dépêchez-vous ! Les Ukrainiens débarquent, ils détruisent tout sur leur passage. Ils vont vous couper en morceaux, parce que vous avez accepté notre aide. Vous avez mangé ce que nous vous donnions », crient-ils à la cantonade. Croient-ils à ces sornettes ? Peut-être, mais ils n'ont pas à beaucoup insister pour convaincre des centaines d'habitants de les suivre en pleine nuit pour un voyage sans retour. Les régions du nord de l'oblast de Kharkiv en Ukraine, le long de la frontière russe, ont été libérées les 10 et 11 septembre derniers dans le cadre d'une vaste contre-offensive des forces ukrainiennes. **Dans ces régions frontalières, les habitants balancent entre leur allégeance pour Kiev ou pour Moscou. Une collaboration banale s'est mise en place avec son cortège de dénonciations et d'exactions.**

Les chars russes sont entrés dans Kozatcha Lopan à l'aube du 24 février, à 5 heures du matin précisément, mais ne s'y sont pas arrêtés et ont poursuivi à toute allure, sans livrer combat, vers Kharkiv, plus au sud. Sacha, un employé municipal chargé des affaires sociales de la communauté de Kozatcha Lopan et qui est resté loyal à Kiev, a été immédiatement averti du franchissement de la frontière par l'armée russe. « Mon épouse travaille à la douane, explique-t-il. Elle m'a envoyé un SMS quelques minutes avant 5 heures me disant que la guerre avait commencé. Il y avait aussi des images filmées par les caméras de la frontière montrant le passage des tanks. À 5 h 3, le réseau de téléphonie a cessé de fonctionner. »

1 000 dollars le ticket pour Moscou

La belle-mère de Sacha, Ludmila Vakoulenko, a elle-même remis le drapeau ukrainien sur la maison communale à la libération, le 11 septembre. Cette femme forte, dure au mal et dévouée à

sa communauté, a continué de travailler à la tête de l'administration locale pendant les premières semaines de l'occupation par les Russes. Ludmila Vakoulenko serait restée à son poste si les nouveaux maîtres des lieux ne lui avaient pas demandé de collaborer. « Le 18 mars, se souvient-elle, deux militaires russes armés ont pénétré dans mon bureau et m'ont ordonné de travailler pour eux. Je leur ai répondu en ukrainien qu'il n'en était pas question. J'ai même ajouté que j'étais la plus importante des nazis du village. » Les occupants la chassent de son poste mais ne lui font pas de mal à la condition qu'elle assure la transition avec la nouvelle administration prorusse qu'ils mettent en place. **Dans ce bourg où une partie de la population Iorgne la Russie, les occupants n'ont pas de mal à recruter des supplétifs pour leur prêter main-forte.**



Sacha et sa belle-mère Ludmila Vakoulenko © Boris Mabillard - Le Point

Avant l'invasion, 6 000 personnes vivaient à Kozatcha Lopan et dans les quatre petites localités voisines. Moins de 2 000 y sont restées. Selon un registre tenu par l'administration russe auquel a eu accès Sacha, qui seconde Ludmila Vakoulenko, 1 874 personnes étaient parties vers la Russie au 12 août. Beaucoup d'autres ont suivi les semaines suivantes alors que les combats pour la reconquête de Kozatcha Lopan s'intensifiaient. Certains ont gagné l'Europe via la Russie. « D'autres sont même retournés en Ukraine en faisant une boucle à travers la Russie, les pays Baltes, la Pologne pour rejoindre l'Ukraine », explique Ludmila Vakoulenko. Toutefois, l'administration prorusse et corrompue se sucrait au passage pour organiser le transport et le transit de ceux qui n'avaient pas de véhicules, soit la majorité des citoyens de Kozatcha Lopan. « Elle demandait la somme exorbitante de 1 000 dollars pour les mener à Moscou », dénonce Sacha, qui aura 43 ans le 26 septembre.

« 95 % de collaborateurs »

Un réseau secret d'entraide avec les Ukrainiens s'est mis en place en Russie, dévoile à mots couverts Sacha. Les paysans sans le sou ou les ouvriers qui travaillaient dans les usines de Kharkiv et dont les maigres économies ont fondu pendant l'occupation ne pouvaient pas assumer le coût du voyage à travers la Russie et faisaient appel à ce réseau clandestin qui leur permettait de fuir Kozatcha Lopan gratuitement et, surtout, discrètement. « Les échanges se font par la messagerie Telegram, confie Sacha, mais jamais vocalement par téléphone. Il y a plusieurs relais : à Belgorod, à Moscou et à la frontière avec les pays Baltes. Des Russes et des Ukrainiens établis en Russie en font partie. Grâce à ces hommes de l'ombre, des patriotes ukrainiens ont rejoint l'Ukraine libre sans problème. »

À Kozatcha Lopan, comme dans la plupart des localités le long de la frontière, les populations entretenaient des liens étroits avec leurs voisins russes. Avant la chute de l'URSS, la frontière n'était pas matérialisée. Les populations russes et ukrainiennes étaient imbriquées, sinon mélangées et, jusqu'en 2014 avant la guerre dans le Donbass et l'annexion de la Crimée, les gens se déplaçaient d'un pays à l'autre facilement pour travailler, faire de la contrebande ou simplement vendre les produits de leurs jardins en Russie où les prix étaient plus élevés. Pour Sacha, il y aurait eu 95 % de collaborateurs si on prend une définition large du terme. « Tous n'ont pas pris une part active dans la collaboration, constate-t-il. Ils se contentaient de faire leur travail et étaient rémunérés par les occupants. »

Roubles et hryvnas étaient acceptés, les produits de première nécessité parvenaient jusqu'au bourg ainsi que l'aide humanitaire russe, les petits paysans allaient aux champs sous les yeux vigilants des occupants, des militaires russes et de leurs supplétifs ukrainiens de la république autoproclamée de Louhansk. Mais la vie n'était pas normale pour autant. Car les bombes s'écrasaient sur la ville. Avec plusieurs pics, l'un mi-mars, un autre dans le cadre de la contre-offensive ukrainienne.

Le gaz russe de Voltchansk

Voltchansk est une autre ville frontalière plus à l'est. La route qui y mène depuis Kharkiv est coupée à Stryi Saltiv au niveau du pont qui enjambe la rivière Donets. Une minuscule barque permet de relier les deux berges distantes de plus d'un kilomètre. Même les policiers n'ont d'autre choix que de ramer s'ils veulent se rendre à Voltchansk rapidement, car l'autre option est un détour de cinq heures au moins par une mauvaise route. La ville et le district du même nom se retrouvent enclavés à plusieurs titres pour le meilleur et pour le pire. Le commandant Maxime, nouveau chef de la police du district, confie les rames à son adjoint. Ils sont revenus quelques jours plus tôt mais peinent à organiser leur travail. « Nous étions quatre-vingts policiers dans le district, mais quarante d'entre nous ont filé en Russie. Y compris mon chef, dont j'occupe désormais la place. »



Un pont détruit sur la rivière Donets© Boris Mabillard - Le Point

Parler de collaboration à Voltchansk n'a pas beaucoup de sens, car presque tous les habitants ont des liens avec la Russie. Les trois grandes usines de la bourgade ont employé des travailleurs russes jusqu'en 2014 et certains d'entre eux se sont installés dans la ville et ont pris la nationalité ukrainienne. Des policiers se rendaient même de l'autre côté, à Chebekino, pour célébrer avec leurs collègues russes la Fête de la police.

L'intégration est telle que Voltchansk pourrait être la seule localité ukrainienne à ne pas manquer de gaz l'hiver prochain : la conduite passe par le district avant de retourner en Russie. En revanche, le courant électrique et le réseau téléphonique ont été coupés depuis le départ des troupes russes. « **Sur les 27 500 habitants qui vivaient ici, précise Maxime, seuls environ 3 000 y demeurent encore. La plupart des autres ont filé en Russie. Les familles sont déchirées.** Un frère, des grands-parents ou même une épouse avec ses enfants sont partis du côté russe laissant derrière eux le reste de la famille. »

Maxime enrage : des renforts policiers sont venus pour l'aider, mais faute de réseau et de talkies-walkies, la coordination est quasiment impossible. « Tu passes la matinée à essayer de joindre ton collègue, peste-t-il, lui passe son après-midi à tenter de te joindre et moi une troisième demi-journée pour vous parler. » En plus, il n'y a pas d'essence et une seule voiture de police, une UAZ soviétique, qui à pleine vitesse se traîne encore et boit goulûment vingt litres d'essence pour parcourir 100 kilomètres.

La jeune disparue du camp des oursons

Alors que les combats s'intensifient, fin août, les occupants russes proposent aux familles dans les régions qu'ils contrôlent d'envoyer leurs enfants en un lieu sûr, loin des bombes : au camp des Oursons, à Kabardinka, dans le kraï de Krasnodar en Russie, une sorte de colonie de vacances au bord de la mer Noire. Selon les chiffres officiels qu'a recueillis Ludmila Vakoulenko, 13 enfants de Kozatcha Lopan sont ainsi partis le 28 août. En tout, 450 enfants de tous les territoires ukrainiens occupés se seraient rendus au camp des Oursons. Tatiana et Youri Glagola décident d'y envoyer Paulina, leur fille de 9 ans, convaincus que ce serait bien pour elle. Ils auraient dû la récupérer le 20 septembre. Mais, entre-temps, les Ukrainiens ont repris la région et les relations avec la Russie sont coupées. Résultat, 11 des 13 familles, dont les enfants ont séjourné aux Oursons, ont filé avec les occupants dans l'espoir de récupérer leurs enfants, mais pas Tatiana et Youri. « Nous n'avons pas de véhicule, pas d'argent non plus, et nous sommes désormais sans nouvelles de notre fille unique, se lamentent-ils, désespérés. Nous avons fait une erreur, mais nous pensions bien faire. »

Karina Med, une fillette de 13 ans, avait tellement peur des bombes qu'elle dormait dans la cave de la maisonnette de Kazatcha Lopan où vivent sa mère, Natalia, et son beau-père. « C'est elle qui voulait partir pour le camp des Oursons, explique Natalia Med, les yeux rougis de sommeil, d'alcool et de larmes. Deux de ses amies y allaient aussi. J'ai cru que c'était une bonne idée. J'aurais voulu filer avec les Russes pour chercher ma fille, mais je ne me suis pas réveillée quand les Russes ont frappé. » Natalia Med a pu joindre au téléphone une de ses voisines parties en Russie pour récupérer son enfant et lui a demandé de prendre aussi sa fille. « Les responsables ont dit que seuls les parents pouvaient le faire, se plaint-elle. Je n'ai eu aucun contact avec ma fille, car les enfants n'ont pas eu le droit d'emporter un téléphone. »

À partir du mois de mars, les occupants ont tenu le village d'une main de fer. Ceux qu'ils soupçonnaient d'intelligence avec les forces ukrainiennes l'ont durement payé, comme Vitali (nom d'emprunt) qui est un vétéran de la guerre du Donbass de 2014. Dénoncé par un de ses voisins, il est cueilli par les services de renseignements russes (FSB) le 22 mars à 10 heures du matin, puis confié à des miliciens de la république autoproclamée de Louhansk (LNR). Emmené dans un des locaux de la gare où les occupants ont aménagé des salles d'interrogatoires, il est torturé pendant 5 jours. « Ils m'ont frappé, jeté au sol et brisé les côtes, montre-t-il, en mimant les sévices qu'il a subis, puis ils ont attrapé mon pénis avec une pince à linge en fer attachée à un câble métallique. Un autre câble entourait ma cuisse. Ils les ont branchés dans une prise électrique et ont allumé le courant. »

Les questions reviennent en boucle sur ses contacts au sein de l'armée ukrainienne et sur les réseaux de partisans qui renseignent les artilleurs ukrainiens sur les positions russes. Vitali perd conscience plusieurs fois. Il dit ce qu'il sait, c'est-à-dire très peu. « J'avais l'impression qu'un métal fondu entrait par mon sexe à l'intérieur de mon corps et ça me brûlait de l'intérieur. » Un médecin s'inquiète qu'il ne survive pas à plus de sévices, il est laissé à l'agonie dans une cellule, puis libéré le 17 avril. Mais il n'est toujours pas remis de son calvaire. « Je veux rejoindre l'armée ukrainienne, affirme-t-il le corps agité de tremblements, et faire payer aux Russes ce qu'ils m'ont infligé. » Avant cela, Vitali, conscient du traumatisme qu'il a subi, a demandé un soutien psychologique.

La police de Kazatcha Lopan traque désormais ceux des collabos qui ont participé aux exactions commises par les forces d'occupation. « Il y a eu plus d'une vingtaine d'arrestations, confie le chef de la police locale, mais je ne peux en dire davantage. Les opérations sont en cours. » Vitali y participe en aidant à démasquer et à identifier ceux qu'il a rencontrés ou entrevus durant sa captivité. « Il n'y avait pas que des pourris, il y avait aussi des partisans. Pas très nombreux, moins de 15, qui communiquaient aux Ukrainiens les positions russes. Mais ils sont encore dans la clandestinité, on ne sait jamais. » Les résistants trouvaient du réseau en quatre lieux distincts et secrets à Kozatcha Lopan d'où ils parvenaient à envoyer les coordonnées des positions à cibler.

Victimes et bourreaux

Les vétérans de l'armée ukrainienne ont été particulièrement ciblés par la répression des forces d'occupation. À Voltchansk aussi, les anciens militaires ont subi des supplices atroces. Mikhaïl (nom d'emprunt) a été arrêté le 15 juin, roué de coups pendant deux jours puis a subi la gégène pendant les jours suivants. Il s'agissait en fait, explique-t-il, d'un vieux téléphone militaire à manivelle utilisé pour produire du courant. « **Un voisin, raconte Mikhaïl, dont je sais qu'il est aussi un ancien du Donbass, m'a dénoncé. Mais je ne peux pas lui en vouloir vraiment. Même si je vis désormais dans la peur et les angoisses qui m'empêchent de sortir de chez moi. Il a peut-être été forcé de parler.** » Libéré après presque un mois en captivité dans une ancienne usine aéronautique de Voltchansk qui avait pour client exclusif l'armée russe et muée en centre de détention et de torture, Mikhaïl a vu des dizaines de prisonniers comme lui torturés par le FSB. La traque aux collaborateurs avance lentement à Voltchansk en raison de l'indigence des moyens mis à disposition de la police et aussi parce que la plupart des auteurs de crimes ont pris la poudre d'escampette. **En plus, les victimes ne veulent pas parler et compatissent presque avec leurs bourreaux.**



L'occupation a aussi été le théâtre de sordides règlements de compte. Helena se refuse d'abord à évoquer son calvaire sous la gare de Kozatcha Lopan. « **Je ne pourrai jamais le dire, susurre-t-elle**

des larmes plein les yeux. Je veux tout oublier et pardonner. Tourner la page. » Mais elle consent à bavarder : les souffrances vécues arrivent sur sa langue en bribes décousues.

LNR et FSB

Dénoncée par une voisine amère depuis une dispute anodine, Helena est embarquée par les hommes du FSB en compagnie de sa fille et de son fils. Ce sont tour à tour les miliciens de la LNR et le FSB qui les questionnent ou plutôt les torturent, finit-elle par confier. Elle ne passe qu'une journée là-bas, son fils trois et sa fille quatre. « Nous avons été battus violemment, nous avons des bleus, concède-t-elle tout en affirmant qu'aucun des trois ne veut plus évoquer ces tourments. Je ne sais pas ce qui est arrivé à ma fille. Si elle a été violée, elle ne le dira pas, même pas à moi. » Helena sourit avec mélancolie en se dirigeant lentement vers le centre où Ludmila Vakoulenko et Sacha organisent la distribution de l'aide alimentaire et le versement en liquide des pensions de retraite impayées. « Durant l'occupation russe, le vrai visage des gens s'est révélé, constate Helena en partant, mais il faut vivre malgré cela. »

Les troupes russes ont quitté cette région d'Ukraine mais elles ne cessent pas de se battre. Le tracé de la frontière fait la nouvelle ligne de front. De part et d'autre, les obus se croisent et n'épargnent les localités de Kozatcha Lopan et de Voltchansk du côté ukrainien. Au nord de Kozatcha Lopan une route longe la voie ferrée où un train bombardé est immobilisé depuis des mois et file vers une petite douane improbable à 3 kilomètres. Un dernier check-point : les factionnaires en armes se tiennent à couvert. « Il ne faut pas se tenir debout sur la route, avertit l'un des militaires. Cette position est à portée de fusil des snipers russes. »

25 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/tim-cook-la-jeunesse-actuelle-est-prometteuse-et-talentueuse-25-09-2022-2491217_1913.php

Tim Cook : « La jeunesse actuelle est prometteuse et talentueuse »

50 ANS DU POINT. Le patron d'Apple explique que **malgré les périls, il faut avoir foi dans l'avenir, notamment grâce aux progrès technologiques.**



Tim Cook en juin 2022. © JUSTIN SULLIVAN / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / Getty Images via AFP

Par Tim Cook

Publié le 25/09/2022 à 09h30

Il y a tout juste 50 ans, le premier numéro du magazine *Le Point* enjoignait à ses lecteurs à travers la France de ne jamais désespérer de rien. L'Europe était alors en pleine guerre froide, et il s'agissait d'encourager les Français à rester optimistes. Ainsi, malgré des temps difficiles, le magazine appelait ses lecteurs à imaginer un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour le reste du monde.

Cet état d'esprit doit demeurer aujourd'hui. Certes, nous sommes confrontés à de nombreux défis, d'ordre aussi bien économique qu'environnemental et géopolitique. Mais nous ne devons désespérer de rien, car nous ne pouvons tout simplement pas nous le permettre. Au contraire, les enjeux auxquels nous sommes confrontés requièrent notre totale attention. Et grâce aux nouveaux outils dont nous disposons, je crois profondément en notre capacité à nous rassembler pour les surmonter, tous ensemble.

Chez Apple, nous avons toujours été optimistes quant au potentiel des technologies à améliorer la vie de chacun. Nous sommes convaincus que, lorsque la technologie est empreinte d'humanité, elle peut avoir un impact immensément positif sur le monde. Cette inébranlable conviction nous anime lorsque nous créons des produits, comme dans tout ce que nous faisons.

Le changement climatique est un exemple flagrant. Qu'il s'agisse des incendies qui ont ravagé les forêts françaises cet été ou des vagues de chaleur qui ont touché le monde entier, la crise climatique s'accroît de mois en mois. Mais notre détermination à lutter contre ce phénomène s'accroît tout autant.

Dans le domaine du climat, des entrepreneurs introduisent des initiatives de façon à proposer des solutions d'avenir.

En ce moment même, des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs prennent des mesures concrètes pour réduire leur empreinte carbone. Dans le domaine du climat, des entrepreneurs

introduisent des initiatives de façon à proposer des solutions d'avenir. Des développeurs mettent au point des applications pour nous aider à mieux comprendre notre propre impact sur l'environnement afin que nous adoptions ainsi un mode de vie plus durable. Des associations et des militants écologistes sensibilisent l'opinion et exigent des actions concrètes de la part des leaders du monde entier. Dans tous les secteurs, des organisations travaillent activement ensemble et montent des projets communs pour aider à réduire les gaz à effet de serre, lancer des innovations totalement originales et protéger notre planète.

En tant qu'entreprise, nous avons toujours estimé qu'il était de notre responsabilité non seulement de contribuer à des solutions pour faire face aux grands défis auxquels nous sommes confrontés, mais, plus encore, d'aider à les faire avancer. C'est dans ce but qu'après avoir atteint la neutralité carbone pour nos bureaux et nos magasins à travers le monde, nous nous sommes engagés à étendre cet objectif à toute notre chaîne logistique et au cycle de vie de nos produits d'ici à 2030. C'est dans ce but que nous avons fait de l'innovation notre priorité, notamment en matière de recyclage, avec l'objectif de pouvoir un jour nous approvisionner sans extraire aucun matériau de la terre. Et c'est aussi dans ce but que nous sommes profondément concernés par les autres grands enjeux que peuvent être l'accessibilité, le respect de la vie privée, la santé et l'éducation.

Initiatives

Ce sont des domaines, parmi de nombreux autres, dans lesquels le monde fait des progrès importants et où nous constatons que la technologie a un grand rôle à jouer et peut vraiment faire la différence. Le monde est plein d'initiatives innovantes et inspirantes – certaines qui améliorent déjà la vie des gens, d'autres dont l'impact reste à découvrir – et je ne peux, par conséquent, m'empêcher d'être optimiste pour l'avenir.

Cet espoir se renforce chaque jour, quand je vois la génération qui aura pour mission de continuer ce que nous avons commencé. Qu'il s'agisse des enfants qui apprennent à coder et s'ouvrent à des opportunités totalement nouvelles, ou des étudiants en France et ailleurs qui remettent en question les anciens modes de pensée : la jeunesse actuelle est prometteuse et talentueuse. Ces jeunes utilisent les technologies pour répondre à des problèmes complexes, non pas malgré les difficultés auxquelles nous faisons face, mais à cause de celles-ci. Pour Apple, leur formidable passion est une source d'inspiration, de créativité et une motivation pour améliorer le monde dans lequel nous vivons. Et nous avons hâte de créer, ensemble, un avenir meilleur.

25 septembre (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/environnement/hydrogene-comment-l-europe-prepare-un-nouveau-scandale-climatique-22-09-2022-2490935_1927.php#xtatc=PUB-\[Blocs ventre HP\]-\[\[\]-les_grandes_enquetes_du_point\]-\[2490935\]](https://www.lepoint.fr/environnement/hydrogene-comment-l-europe-prepare-un-nouveau-scandale-climatique-22-09-2022-2490935_1927.php#xtatc=PUB-[Blocs ventre HP]-[[]-les_grandes_enquetes_du_point]-[2490935])

Hydrogène : comment l'Europe prépare un nouveau scandale climatique

Les eurodéputés ont adopté un amendement autorisant gaz et charbon dans la production d'hydrogène « vert ». De quoi ruiner les efforts de décarbonation.

Par [Géraldine Woessner](#)

Publié le 22/09/2022 à 10h23 - Modifié le 22/09/2022 à 13h51

C' est le problème des politiques publiques lorsqu'elles sont élaborées sur des bases mensongères, ou erronées : arrive fatalement un moment où leur poursuite produira un effet exactement inverse de celui recherché. Ainsi de l'hydrogène, présenté par quelques dirigeants européens comme LA solution miracle qui permettra de décarboner l'industrie et les transports, sans rien changer de nos modes de vie ni de nos procédés de production. Le 14 septembre, alors qu'ils planchaient sur une nouvelle version de la directive sur les énergies renouvelables, les eurodéputés ont adopté, à une courte majorité, un amendement positivement aberrant : il permettra demain d'étiqueter comme « vert » de l'hydrogène qui serait produit avec du gaz ou du charbon... Donc ultra-polluant !

Par quel « miracle », se demande-t-on ? Pour comprendre la chaîne de causes qui ont conduit à ce vote contraire à tous les objectifs de décarbonation proclamés la main sur le cœur par des politiques soucieux du réchauffement climatique, il faut rappeler quelques réalités concernant l'hydrogène, un gaz extrêmement prometteur, mais aussi particulièrement complexe à produire en grandes quantités.

Pour de l'hydrogène « vert », des quantités colossales d'électricité

Il existe aujourd'hui deux façons de produire de l'hydrogène, ou plus exactement du dihydrogène (H₂) : avec du gaz ou avec de l'eau.

- La première méthode, par vaporeformage, consiste à casser une molécule de méthane en un atome de carbone (C) et quatre atomes d'hydrogène (H). Elle présente l'inconvénient majeur de dégager beaucoup de carbone : on émet 9 à 10 kg de CO₂ par kilo d'hydrogène produit.
- La seconde méthode, qui nourrit tous les espoirs, consiste à casser une molécule d'eau (H₂O), par électrolyse. Un électron sépare alors l'atome d'oxygène des deux atomes d'hydrogène... Simple, propre, efficace ? Pas tout à fait. Car pour que l'hydrogène produit soit « vert », encore faut-il que l'énergie qui permet de faire tourner l'électrolyseur soit elle-même bas carbone, c'est-à-dire produite à partir d'éolien, de solaire, de barrages hydroélectriques, ou de nucléaire.

La technologie existe, mais elle est pour l'instant si peu rentable que 98 % de l'hydrogène consommé dans le monde est encore produit avec des ressources fossiles. Pour une raison simple : un électrolyseur requiert des quantités énormes d'électricité. À titre d'exemple, pour remplacer par de l'hydrogène le gaz et le charbon brûlant dans les six hauts fourneaux des aciéries

françaises, il faudrait mobiliser toute la production de trois réacteurs EPR. C'est dire à quel point l'idée, vendue par les industriels, de faire rouler demain un parc entier de voitures particulières à l'hydrogène relève de l'utopie.

« On a largement surestimé le potentiel de l'hydrogène, à la fois en termes de volume, de compétitivité et de potentiel de déploiement », soupire le spécialiste des questions énergétiques Maxence Cordiez. « Il faudrait réserver son usage à quelques secteurs, qui ne pourront pas décarboner sans : les mobilités lourdes, la métallurgie... » Mais certains pays, dont l'Allemagne, qui ont beaucoup misé sur l'hydrogène puisque c'est la seule solution au stockage de l'électricité solaire et éolienne, peuvent difficilement s'en passer.

Greenwashing : l'entourloupe des « garanties d'origine »

Ayant fait le choix de s'appuyer sur le gaz pour sortir du nucléaire, Berlin cherche en effet désespérément le moyen de sortir de cette dépendance, tout en optimisant son gigantesque parc d'énergies renouvelables. Or l'intermittence du solaire et de l'éolien bride le développement de l'hydrogène, puisqu'un électrolyseur qui y serait raccordé ne peut tourner, au mieux, que 50 % du temps. Difficile, dans ces conditions, de rentabiliser l'investissement... Plusieurs pays en ont pourtant un besoin vital, n'ayant plus vraiment d'autre option pour faire tourner leurs usines en l'absence de gaz. « L'hydrogène, c'est une brique indispensable pour aller vers la neutralité carbone de l'industrie. Cela va nécessiter des quantités gigantesques d'électricité. Comment y arriver ? » résume Bertrand Charmaison, directeur d'I-Thésé, l'Institut de recherche en économie de l'énergie du CEA. Réponse : en s'exonérant des exigences climatiques pour sa propre production, et en important massivement.

Déposé par le député allemand Markus Pieper (CDU), l'amendement adopté par le Parlement européen permet de résoudre une partie du problème. La Commission européenne, pour s'assurer que l'hydrogène produit en Europe ne le serait pas avec du charbon, pensait fixer des limites étroites : un acte délégué prévoyait de n'étiqueter comme « durable » que de l'hydrogène « compensé » par des ressources renouvelables produites à la même heure, et dans la même zone géographique. Impossible, donc, de faire tourner « en base » l'électrolyseur avec le mix disponible (fortement carboné en Allemagne) quand le vent ne souffle pas.

Le nouvel amendement balaie ces précautions : il suffira au producteur d'acheter la même quantité d'électrons d'origine renouvelable, dans une période de trois mois. « Avec l'amendement voté par le Parlement, il suffit d'acheter de grandes quantités de certificats nommés « garanties d'origine » auprès de producteurs d'électricité éolienne lorsque le vent souffle, en septembre, par exemple. Et si en octobre les pales ne tournent pas, vous pourrez utiliser de l'électricité produite par du gaz ou du charbon : votre hydrogène sera considéré comme vert, dès lors qu'on lui associe les certificats de septembre », s'indigne Bertrand Charmaison, qui a effectué ses calculs : « Avec le mix électrique fortement carboné de nombreux pays européens tel qu'il est aujourd'hui, produire cet hydrogène « vert » pourrait rejeter jusqu'à 15 kg de CO₂ par kg d'hydrogène produit, c'est-à-dire davantage que par la méthode classique ! »

La fuite en avant de l'Allemagne

Une aberration, qui s'est doublée d'une autre : alors que les députés assouplissaient les règles de production d'hydrogène en Europe, un autre amendement, qui prévoyait d'imposer les mêmes critères aux importations, a lui été rejeté. « C'est un jour historique », s'est réjoui le puissant lobby Hydrogen Europe.

Ces nouvelles règles, cependant, ne sont pas encore adoptées. Le texte voté par le Parlement doit maintenant être discuté en « trilogue », entre la Commission, les États et les eurodéputés, représentés par Markus Pieper, le fameux Allemand. Mais les observateurs s'avouent pessimistes. « L'Allemagne a tout misé sur l'hydrogène, elle est au pied du mur pour faire tourner ses usines. Je ne la vois pas renoncer », commente un familier du dossier. Les ONG environnementales, qui ont toutes appuyé la transition énergétique allemande, sont dans leurs petits souliers. La France, officiellement opposée à ce « greenwashing », est sur une ligne de crête. Grâce à son parc nucléaire, elle est en capacité de produire de l'hydrogène « propre », qui concurrencerait alors sérieusement l'hydrogène gris allemand. Or cet hydrogène d'origine nucléaire n'a pas encore de statut : celui-ci sera tranché plus tard, quand sera débattu le futur « paquet gaz », normalement au cours de l'hiver. Et l'Allemagne s'oppose depuis des mois à ce que le nucléaire soit reconnu comme une source d'énergie « durable »...

C'est un énorme scandale, on crée une politique anti-climatique. Quel sens y a-t-il à piquer le renouvelable des pays en développement ?

Le 10 septembre, dans une lettre adressée à la commissaire européenne de l'Énergie, la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher a donc solennellement réclamé une égalité de traitement entre les ENR et le nucléaire, au nom des objectifs climatiques. « Seul compte le contenu carbone de l'hydrogène produit, et non le vecteur de production », rappelle-t-elle. Pour sauver la filière française de production d'hydrogène bas carbone, son entourage se dit prêt à des compromis. « On peut être plus souple sur la manière d'utiliser les électrolyseurs, avec un contrôle sur une maille de temps plus large, à l'échelle journalière »... Entre les trois mois réclamés par l'Allemagne, et la journée consentie par la France : les bases de la négociation sont posées.

Verdissement européen, au détriment d'autres pays

Une discussion qui risque de s'ouvrir sous de mauvais auspices, redoutent les observateurs. « Nous sommes dans une compétition économique », décrypte une source proche du dossier. « Si la France maintient finalement les 12 centrales nucléaires qu'elle avait prévu de fermer, comme Emmanuel Macron s'y est engagé, on pourrait avoir un excédent d'électricité nucléaire jusqu'en 2028-2030, ce qui rendrait très concurrentiel notre hydrogène vert. Ceux qui rejettent le nucléaire vont s'y opposer... » Ainsi la stratégie énergétique allemande, qui prévoit une production domestique d'hydrogène de seulement 14 TWh pour une consommation estimée entre 90 et 110 TWh en 2030, repose essentiellement sur des importations à bas coût.

Berlin « met en place des coopérations par différents canaux », avec « des exportateurs traditionnels d'énergies fossiles [Angola, Nigeria, Arabie saoudite, Russie, Canada, Ukraine] et des nouveaux entrants comme le Chili, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Portugal ou encore l'Australie », détaillait l'an dernier une note du Trésor. L'Allemagne a déjà affecté deux milliards d'euros de fonds publics à des partenariats avec le Maroc, la Namibie, la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud : leurs fermes solaires lui livreront de l'hydrogène par cargos. Une aberration au regard du climat, constate un expert du secteur : « C'est un énorme scandale, on crée une politique anti-climatique. Quel sens y a-t-il à piquer le renouvelable des pays en développement ? Avec quoi feront-ils leur transition ? »

Aujourd'hui, la consommation d'énergie au Maroc est encore dominée par les fossiles, à plus de 90 %, quasiment entièrement importés. Elle risque de l'être encore pour longtemps.

25 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/karriere-hochschule/die-kontinuitaet-des-kolonialen-blicks-der-antisemitismus-der-postkolonialen-theorie-18328667.html?premium>

POSTKOLONIALISMUS:

Der Antisemitismus der postkolonialen Theorie

VON JAN GERBER

-AKTUALISIERT AM 24.09.2022-20:32



Der Spuk ist zu Ende: Das mit antisemitischen Motiven bestückte Banner „People’s Justice“ (2002) des indonesischen Künstlerkollektivs Taring Padi wird abgewickelt. Bild: dpa

Die Documenta 15 wurde nicht zufällig zum Festival des Antisemitismus. Obsessiver Hass auf Israel begleitet die postkolonialen Studien schon seit ihren Anfängen. Ein Gastbeitrag.

Keiner war dabei, und niemand hat’s gesehen. Das ist das Motto des Antisemitismusskandals der Documenta 15. Das Kasseler Bündnis gegen Antisemitismus hatte zwar schon im Januar darauf hingewiesen, dass Mitglieder der Kuratorengruppe und der künstlerischen Leitung der **Israel-Boycottbewegung BDS nahestehen, die vom Bundestag als antisemitisch eingeschätzt wird**. Auch die schon früh geäußerten Bedenken des Zentralrats der Juden in Deutschland wurden von den politisch Verantwortlichen in Kassel, Wiesbaden und Berlin nicht ernst genommen. Seine Stimme wird in der öffentlichen Debatte immer weniger beachtet. Auch das ist spätestens seit der Mbembe-Debatte 2019 eine Tendenz.

Doch nicht erst die Nähe zur BDS-Bewegung, sondern **schon die überdeterminierte Berufung auf den Postkolonialismus hätte stutzig machen können. Das heißt nicht, dass die postkoloniale Theorie per se antisemitisch ist**. Ihr kommen große Verdienste zu. Die Postcolonial Studies haben die kritische Auseinandersetzung mit der Geschichte, den Verbrechen und dem Nachleben des Kolonialismus befördert. Zugleich haben sie dazu beigetragen, dass Literatur aus Asien, Afrika und Lateinamerika im Westen stärker beachtet wird.

Dennoch fällt auf, dass es viele namhafte postkoloniale Theoretiker gibt, die BDS-Positionen vertreten. Gayatri Chakravorty Spivak und Gauri Viswanathan gehören ohnehin zu den regelmäßigen Unterstützern der Kampagne; Homi K. Bhabha boykottierte erst im letzten Jahr eine Konferenz in Israel, zu der er eingeladen worden war. Weitere prominente Beispiele ließen sich finden.

Offene Flanken zum traditionellen und israelbezogenen Antisemitismu

Diese Affinitäten haben auch strukturelle Gründe. Auch wenn der Postkolonialismus weder eine in sich geschlossene noch eine antisemitische Theorie ist, hat er offene Flanken zum traditionellen und israelbezogenen Antisemitismus. **Die Obsession gegenüber Israel wurde ihm bereits in die Wiege gelegt**. Folgt man ihren Chronisten, dann war **Edward Saids Buch „Orientalismus“ (1978) das**

Gründungsdokument der Postcolonial Studies. Said versucht am Beispiel des Nahen Ostens zu zeigen, dass **der westliche Blick auf den Orient stets von Dominanzbedürfnissen geprägt** war. Als Beleg dafür bemüht er die französische und britische Orientalistik des neunzehnten und frühen zwanzigsten Jahrhunderts, insbesondere den Islamwissenschaftler **Ernest Renan**.

Kritiker wie **Bernhard Lewis** haben schon **früh darauf hingewiesen**, dass einige zentrale Thesen Saids wissenschaftlich nicht haltbar sind. Sie konnten zeigen, dass **sich die europäische Orientalistik gegenüber ihrem Forschungsgegenstand keineswegs ausschließlich feindselig verhielt**. Insbesondere deutschsprachige Wissenschaftler des neunzehnten und frühen zwanzigsten Jahrhunderts versuchten, wie Lewis schrieb, **„den Islam den europäischen Lesern so zu präsentieren, wie Muslime ihn sehen“**.



Im Juni: Ein documenta-Mitarbeiter entfernt einen Teil des umstrittenen Großbanners „People's Justice“ des indonesischen Künstlerkollektivs Taring Padi auf dem Friedrichsplatz. :Bild: Picture Alliance

Sie waren **„unter den Ersten, die die Verdienste und Erfolge der muslimischen Zivilisation in ihren großen Tagen hervorhoben, anerkannten und ja, auch manchmal romantiserten“**. In „Orientalismus“ werden diese Forscher systematisch ausgespart. Dafür gibt es einen Grund: **Saids Buch zielt nicht zuletzt darauf ab, Israel in die Kontinuität des Kolonialismus zu stellen. Es kulminiert in der Behauptung, dass der jüdische Staat ein zentraler Repräsentant des heutigen Orientalismus sei.**

Taktisches Beschweigen des Holocausts

Der Verweis auf die deutsche Rolle im arabisch-islamischen Raum würde Saids Thesen gleich mehrfach infrage stellen. Denn der Nahe Osten wurde keineswegs nur von Frankreich und Großbritannien als Einflussgebiet betrachtet, wie in „Orientalismus“ suggeriert. Auch das wilhelminische Deutschland pflegte intensive Beziehungen in die Region. Die Weimarer Republik und das Dritte Reich führten sie in unterschiedlicher Weise fort. Das nationalsozialistische Verhältnis zum Nahen Osten ging nicht zuletzt auf geostrategische Pläne zurück. **Mindestens einige der führenden Nazis, darunter Heinrich Himmler, sahen im Orient jedoch weniger das „Andere“, wie es Said nahelegt, sondern glaubten eine Geistesverwandtschaft zu erkennen.** Auch darauf basierte das Bündnis zwischen dem Dritten Reich, arabischen Nationalisten und Prä-Islamisten, das in den 1930er-Jahren entstand.

Vor allem aber ruft der Hinweis auf die deutschen Verbindungen in den Nahen Osten ein Ereignis auf, das ebenfalls nicht in Saids Schema passt. **Wer von Deutschland und Israel spricht, thematisiert, ob er will oder nicht, auch die Vernichtung der europäischen Juden. Der Holocaust darf bei Said jedoch nicht oder allenfalls am Rande vorkommen, weil er die Vorstellung dementiert, dass Israel ein Produkt des Kolonialismus sei. Die Weltgemeinschaft stimmte der Gründung des jüdischen Staats 1948 vor allem aufgrund des nationalsozialistischen Massenmords zu. Israel wurde nicht auf Druck der alten Kolonialmächte gegründet, sondern gegen ihren Willen.** Frankreich und Großbritannien

wollten ihr kompliziertes Verhältnis zur islamischen Welt nicht verschlechtern, indem sie den jüdischen Staat unterstützen.

All diese Fragen verdichten sich, wie der Nahostwissenschaftler Andreas Harstel vor Kurzem in den „Hallischen Jahrbüchern“ gezeigt hat, in der Erinnerung an die deutschsprachigen Orientalisten. Viele von ihnen kamen aus jüdischen Familien. **Unter den Juden des Deutschen Reichs und der Donaumonarchie war seit dem neunzehnten Jahrhundert ein großes Interesse am Orient entstanden. Es war oft weniger von Überheblichkeit als vom Wunsch geprägt, die Region besser zu verstehen, aus der auch die religiösen Traditionen des Judentums kommen.** Das gilt für Moritz Steinschneider ebenso wie für Ignaz Goldziher, zwei **Begründer der modernen Islamwissenschaft. Beide gehörten zu den größten Kritikern jenes Ernest Renan, den Said zum Musterbeispiel orientalistischen Denkens erennt.**

Auch die Lebenswege der jüdischen Orientalisten rufen das Ereignis in Erinnerung, das bei Said nicht vorkommen darf. Steinschneider und Goldziher starben bereits vor dem Holocaust; Max Bravmann, Paul Kraus und andere emigrierten jedoch nach der Machtübertragung auf Hitler aus Deutschland. Kraus erhielt eine Stelle in Kairo, verlor sie aufgrund des zunehmenden Antisemitismus in Ägypten jedoch 1944 wieder. Da sich seine Hoffnungen auf einen Posten in Jerusalem nicht erfüllten, beging er Selbstmord.

Entlang der „Color Line“

Said muss diese Erfahrungen aussparen und den Einfluss Frankreichs und Großbritanniens überbetonen, weil Israel nur so als Produkt westlichen Dominanzdenkens dargestellt werden kann. **„Orientalismus“ ist, wie Harstel zuspitzt, eine „ins Wissenschaftliche verlegte Kampfschrift“.** Auch wenn man nicht so weit gehen will, ist kaum zu übersehen, **dass das Buch zumindest im Subtext auf die Delegitimierung Israels zielt.** Durch seine Schrift „The Question of Palestine“, die ein Jahr nach „Orientalismus“ erschien, setzte Said sein wissenschaftliches Werk schließlich selbst explizit in den Kontext seines politischen Engagements gegen Israel. Vermittelt über beide Texte, das theoretische und das politische Manifest, **schrieb sich die affektive Besetzung des jüdischen Staats in die postkoloniale Theorie ein.**

Die Wirkung wurde durch **eine der Grundannahmen des Postkolonialismus vieler postkolonialer Denker** verstärkt. Sie geht auf **W.E.B. Du Bois**, den wohl bedeutendsten Bürgerrechtler der Vereinigten Staaten, zurück. Der Soziologe, Historiker und Philosoph erklärte bei der ersten Panafrikanischen Konferenz **im Juli 1900 in London, dass das zentrale „Problem des 20. Jahrhunderts“ das „Problem der Color Line“, der Grenze zwischen den Hautfarben, sei.** Du Bois nahm diesen Satz jedoch bald zurück. Bei seinen Reisen nach Europa lernte er die soziale Frage, die Diskriminierung der Polen in den östlichen Gebieten des Deutschen Kaiserreichs und den Antisemitismus kennen, wie er später erklärte.

Vielen Vertretern des Postkolonialismus gilt die „Color Line“ dagegen auch mehr als fünfzig Jahre nach Du Bois' Tod als zentrale Konfliktachse des Weltgeschehens. Auch diese Vorstellung wird durch den Holocaust herausgefordert. **Die europäischen Juden wurden nicht wegen ihrer Hautfarbe ermordet; das Jahrhundertverbrechen lässt sich nicht mit Verweisen auf die zur zentralen Konfliktlinie des Jahrhunderts ernannte „Color Line“ erklären.** Auch daraus resultieren sowohl **die vielen postkolonialen Versuche, den Holocaust zu relativieren**, als auch die fragwürdigen Bemühungen, das Verbrechen doch noch an der Farbskala einzuordnen. **Einige postkoloniale Denker gehen so weit, Juden zu „People of Color“ zu erklären**, die erst durch ihren Aufstieg in die Mittelschichten zu „Weißen“ geworden seien. Andere bemühen die Gründung Israels als Umschlagpunkt von der jüdischen „Blackness“ zur „Whiteness“. **Die Empirie wird der Theorie angepasst.**

Instrumentalisierung des „globalen Südens“

Zugleich bringt die Schwierigkeit, das Judentum an der „Color Line“ zu verorten, ältere Töne des Ressentiments zum Klingen. Das Gleiche gilt für die Präzedenzlosigkeit des Holocausts, der sich deutlich von anderen Massenverbrechen unterscheidet. **Denn glaubt man Sigmund Freud, dann hat der Antisemitismus religionsgeschichtliche Ursprünge.** Sie reichen bis in die Entstehungsphase des Monotheismus zurück. Er steht nicht zuletzt im Zusammenhang mit der theologisch umstrittenen Frage, ob die Juden das auserwählte Volk Gottes seien. „Ich wage die Behauptung,“ so schrieb Freud in den 1930er-Jahren, „dass die Eifersucht auf das Volk, welches sich für das erstgeborene, bevorzugte Kind Gottvaters ausgab, bei den anderen heute noch nicht überwunden ist, so als ob sie dem Anspruch Glauben geschenkt hätten.“ Der Hass, die Missgunst und die Vorwürfe, die daraus resultierten, kreisten regelmäßig um die Abgrenzung gegenüber anderen Religionen, die Verweigerung der Konversion und den – oft erst aufgezwungenen – Verzicht auf Missionierung, sprich: die partikularistisch erscheinenden Anteile des Judentums.

Eingehüllt in poststrukturalistische Vorstellungen von „Differenz“, haben sich einige dieser Motive in den Postkolonialismus hinübergerettet. Das gilt insbesondere, wenn er islamisch oder, wie bei Edward Said oder Achille Mbembe, einem ehemaligen Dominikanerschüler, christlich imprägniert ist: Während das Judentum eine Religion der „Ausschlusslogik“ sei, so heißt es etwa bei Mbembe, habe sich das Christentum bemüht, den „Ausschluss zu überwinden“, den „Unterschied zwischen Juden und Nichtjuden“ aufzuheben und „jede Ausgrenzung aufgrund der ethnischen Herkunft für bedeutungslos“ zu erklären. Das religiöse Vorurteil klingt nach.

Durch den Holocaust wurde die theologische Vorstellung von Gottes auserwähltem Volk schließlich in negativer Weise ins Weltliche übertragen. Die Juden wurden in schrecklicher Weise herausgestellt: Sie wurden, wie **Horkheimer und Adorno** in der „Dialektik der Aufklärung“ bitter kommentierten, „in der Tat das auserwählte Volk“.

Fast scheint es, als seien dadurch auch die traditionellen Ressentiments gegen die partikularistisch anmutenden Bestandteile des Judentums, der Neid und die Eifersucht auf seine vermeintliche Besonderheit, verdoppelt worden. Der Holocaust wurde paradoxerweise zum Katalysator der alten und zur Quelle einer neuen Judenfeindschaft – **eines Antisemitismus trotz und wegen Auschwitz.** Auch deshalb ist der postkoloniale Blick auf Israel und den Holocaust oft ebenso eingeschränkt wie erstarrt: Neue Ressentiments treffen auf alte Idiosynkrasien und verstärken sich wechselseitig.

Dennoch stellt sich die Frage, wie repräsentativ diese Entwicklung ist. **Ist der Postkolonialismus tatsächlich die authentische Stimme des sogenannten „globalen Südens“, als die er bei der Documenta präsentiert wurde?** Zumindest die bekanntesten Vertreter der Postcolonial Studies lehren in der Regel nicht an asiatischen, afrikanischen und lateinamerikanischen Universitäten, sondern in Europa und Nordamerika. **Auch der Antisemitismus, mit dem einige postkoloniale Theoretiker und Künstler aufwarten, ist keineswegs repräsentativ für den vermeintlichen „globalen Süden“.** Das legt zumindest eine Studie der Anti-Defamation League nahe, die seit 2014 regelmäßig aktualisiert wird. Nimmt man die Zahlen ernst, dann **liegt der Prozentsatz von Antisemiten in Asien, Lateinamerika und im südlichen Afrika unter dem westeuropäischen Durchschnitt von 24 und dem deutschen von 27 Prozent. Nur der Nahe Osten und das nördliche Afrika weisen deutlich höhere Werte auf. Sie liegen bei 74 Prozent.**

Vor diesem Hintergrund scheint es fast so, als wären mit der demonstrativen Beschwörung des Postkolonialismus bei der Documenta vor allem deutsche Bedürfnisse bedient worden. Jenseits aller vollkommen berechtigten Empörung über die jahrzehntelange Ignoranz der Kolonialgräueltat **hierzulande ein neues Unbehagen an der Erinnerung an den Holocaust entstanden.** Es geht nicht nur auf die **Ritualisierung des Gedenkens** zurück, die zum Teil tatsächlich **fragwürdig** ist, sondern **gilt der Erinnerung selbst.** Der Holocaust erscheint einmal mehr als **Hindernis bei der Normalisierung**

Deutschlands. Das legen zumindest die Klagen über die „Provinzialität“ der deutschen Erinnerung nahe, die schon in der Mbembe-Debatte zu hören waren.

Im Zentrum dieser Normalisierung steht weniger Deutschlands erneuter Auftritt im Konzert der Mächte als das ungezwungene Mittun bei den globalen Debatten um universelle Moral und Gerechtigkeit. Dazu gehört auch **der Drang, Israel frei von den Verpflichtungen der deutschen Geschichte kritisieren zu können – ein Wunsch, bei dem sich die Vergangenheit gleichwohl kodierte Geltung verschafft.**

All diese Bedürfnisse äußern sich über den Umweg des Postkolonialismus. Deutsche Wünsche und Sehnsüchte werden delegiert und als authentische Interessen der Bewohner des sogenannten „globalen Südens“ ausgegeben. Das Verhältnis zu den früheren Opfern von Kolonialismus und Sklaverei ist dabei vor allem funktional; der koloniale Blick setzt sich unter Berufung auf den Postkolonialismus fort. Auch das hat die Debatte um die Documenta gezeigt.

Jan Gerber ist Historiker am Simon-Dubnow-Institut in Leipzig.

25 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/das-unerreichte-ideal-der-muslime-18338686.html?premium>

FRÜHGESCHICHTE DES ISLAMUS:

Das unerreichte Ideal der Muslime

VON [CHRISTIAN MEIER](#), TEL AVIV

-AKTUALISIERT AM 24.09.2022-18:30



Grabstätte Muhammads: Die Prophetenmoschee in Medina Bild: dpa

Die Hidschra Muhammads von Mekka nach Medina vor 1400 Jahren hat den entstehenden Islam theologisch und politisch beeinflusst. Nach Muhammads Tod brachen die innerreligiösen Spannungen wieder auf.

Der Legende nach traf Muhammad zur Mittagsstunde in Yathrib ein, dem heutigen Medina. In einer abenteuerlichen Flucht hatte er seine Heimatstadt [Mekka](#) verlassen, wo ihm aufgrund seiner die Verhältnisse geißelnden Mahnpredigten immer stärkerer Unmut entgegengeschlagen war und schließlich sogar Lebensgefahr gedroht haben soll.

Der frühere Kaufmann, der sich seit einigen Jahren als Empfänger von Offenbarungen des einen Gottes sah, und seine Anhänger entzogen sich dem zunehmenden Druck durch die Auswanderung in die etwa 300 Kilometer nördlich gelegene Oasenstadt Yathrib. Diese „Hidschra“ erschien den Muslimen später als so einschneidendes Ereignis, dass sie diese zum Ausgangspunkt des islamischen Jahreskalenders machten. Für Muhammads genaue Ankunft in [Medina](#) werden unterschiedliche Daten angegeben, vermutlich ereignete sie sich am oder um den 24. September 622.

Die Bedeutung der Übersiedlung kann tatsächlich nicht überschätzt werden. Die Hidschra beeinflusste den entstehenden [Islam](#) theologisch, aber auch politisch und gesellschaftlich. Die Koranverse, die aus dieser Zeit stammen, heben sich stilistisch und inhaltlich deutlich von den oft älteren, mekkanischen Passagen ab. Sie werden länger und legalistischer.

Vielfältige religiöse Einflüsse gelangten in die Stadt

Auch Muhammads Rolle wandelte sich: In Medina wurde er vom Prediger zum Oberhaupt eines Gemeinwesens, Kriegsherrn und Diplomaten. Die Aussage, im Islam gebe es keine Trennung zwischen Religion und Politik, lässt sich auf das Wirken des „Gottesgesandten“ in Medina zurückführen, und selbst Verfechter heutiger „islamischer Staaten“ behaupten, sie eiferten dem Vorbild der Gemeinschaft der frühen [Muslime](#) nach.

In Yathrib fand Muhammad eine Situation vor, die sich deutlich von derjenigen in Mekka unterschied. Seine Heimatstadt hatte sich zu einem wichtigen Ort an der Handelsroute entlang der westlichen Arabischen Halbinsel entwickelt. In Mekka gab es einen wichtigen Markt und ein altes Heiligtum, die Kaaba.

Durch die zahlreichen Verbindungen gelangten vielfältige religiöse Einflüsse in die Stadt, auch jüdische und christliche. Wie die Arabistin Angelika Neuwirth hervorhebt, seien diese Einflüsse für die Forschung aber bis heute im Einzelnen schwer greifbar. Mit Blick auf Medina sei das ganz anders: Dort gab es mehrere Stämme, deren Angehörige Juden waren. „Die Auswanderer aus Mekka kamen dort erstmals auf Augenhöhe mit Leuten zusammen, die für ihren eigenen Monotheismus einstanden“, sagt Neuwirth.

Änderung der Gebetsrichtung

Muhammad hatte gehofft, mit seiner Botschaft – die er in der Tradition der älteren monotheistischen Offenbarungen sah – unter den Yathriber Juden auf offene Ohren zu stoßen. Das Gegenteil war der Fall, sein Prophetentum wurde nicht anerkannt. Für die religiöse Entwicklung des Islams hatte die Begegnung und Auseinandersetzung mit dem Judentum fundamentale Folgen. Im ersten oder zweiten Jahr nach der Hidschra wurde in Offenbarungen an Muhammad ein eigener Fastenmonat für die Muslime festgelegt; zuvor hatten sie sich an Fastentagen beteiligt, die von den Bewohnern Medinas begangen wurden, auch den Juden. Neuwirth hält es für denkbar, dass die ungewöhnliche Bestimmung des Fastenbeginns – sobald man morgens einen weißen von einem schwarzen Faden unterscheiden kann – auf den Einfluss der Juden zurückging, deren Gebetsmäntel damals weiße und schwarze Fäden hatten.

Einschneidend war auch die Änderung der Gebetsrichtung: Anfangs hatten die Muslime in Richtung Jerusalems gebetet – das taten aber auch die Juden Medinas. In dem wohl aus dem Jahr 624 stammenden Koranvers 2:144 heißt es, an Muhammad gewandt: „Wir sehen dich unschlüssig das Angesicht wenden am Himmel. So wollen wir dich zu einer Richtung leiten, die dich zufrieden macht. So wende dein Angesicht hin zur heiligen Anbetungsstätte, und wo immer ihr seid, wendet euer Angesicht zu ihr!“ Das bezog sich auf die Kaaba.

Spannungen zwischen den Stämmen

Die Orientierung nach Mekka – der Heimat der exilierten Auswanderer – und der Kaaba markiert eine zunehmende Emanzipation der entstehenden Religion gegenüber ihren Vorläufern. Sie wird durch weitere Koranverse untermauert. Sie schreiben etwa Abraham den Bau der Kaaba zu, die demzufolge älter ist als andere Heiligtümer wie der Tempel Salomos in Jerusalem. Der Islam wurde damit in die Tradition von Judentum und Christentum gestellt, zugleich wurden zentrale Traditionen umgedeutet. Das ist keine ungewöhnliche Entwicklung, Ähnliches war zuvor im Christentum mit jüdischen Traditionen geschehen. Angelika Neuwirth formuliert es so: Eine gemeinsame Identität der Muslime habe sich schon in Mekka herausgebildet, aber erst die Übersiedlung nach Yathrib habe viele Dinge theologisch vervollkommenet.

Für die dortigen Juden hatte die Hidschra tragische Folgen. Der islamischen Überlieferung zufolge wurden die Angehörigen zweier Stämme aufgrund des Vorwurfs des Verrats vertrieben; im Fall des dritten Stammes wurden die männlichen Mitglieder getötet, Frauen und Kinder als Sklaven verkauft. Dies war der Schlusspunkt einer Konfrontation, die wiederum politische Folgen hatte: Die „umma“, die Gemeinde in Yathrib, bestand von etwa 627 an nur noch aus Muslimen. In der Theorie waren sie alle gleichwertig, da der Islam bestehende Stammesloyalitäten aufzuheben versprach. In der Praxis zeigten sich aber schon früh Spannungen, etwa zwischen den Auswanderern aus Mekka und den „Helfern“ aus Yathrib.

Vielleicht auch um diese Konflikte nicht noch zu verstärken, blieb Muhammad nach dem Sieg über die Mekkaner 630 ungeachtet der spirituellen Bedeutung seiner Heimat in Yathrib wohnen. Nach seinem Tod 632 brachen die Spannungen bald auf. Der Islam hat seither viele Spaltungen erlebt. Die in Yathrib geschaffene Einheit der islamischen „umma“ blieb ein unerreichtes Ideal.

25 septembre (FAZ)

https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/brief-aus-istanbul/brief-aus-istanbul-erdo-ans-erklaerungen-fuer-die-lage-der-tuerkei-sind-wirr-18338339.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2

BRIEF AUS ISTANBUL:

Befeuchteter Sesamkringel ist wichtiger als der Palast

VON BÜLENT MUMAY

-AKTUALISIERT AM 24.09.2022-16:48



Der türkische Präsident Recep Tayyip Erdoğan am Donnerstag bei einer Investment-Konferenz in New York Bild: Getty

Panik brachte ihn zum Reden, und sobald er redete, verschlimmerte sich die Situation weiter: In der Türkei verlieren die Menschen den Glauben an Erdoğan's immer wirrere Erklärungen für die Lage, die er verursacht hat.

Im November sind Erdoğan und seine AKP 20 Jahre an der Macht. Nie zuvor haben eine Partei oder ein Staatschef die **Türkei** so lange ununterbrochen regiert. Fraglos ist es nicht einfach – mit populistischen, opportunistischen oder machiavellistischen Methoden –, so viele Wahlen zu gewinnen und das politische System des Landes per Volksabstimmung zu ändern.

Diese außerordentlich lange Regierungsdauer liegt allerdings – leider – nicht im Wohlergehen der Bevölkerung oder der Erweiterung von Grundrechten und Freiheiten begründet. Der Punkt, an dem die Türkei am Ende dieser 20 Jahre steht, ist das Ende nahezu sämtlicher globaler Indexe. Von Menschenrechten bis Bildungsniveau sind wir in zahllosen Bereichen auf Grund gelaufen. Dem Demokratieranking der Universität Göteborg zufolge stehen wir auf Platz 147 von 179 Ländern. Selbst Ruanda und Bangladesch liegen vor uns. Das Schanghai-Ranking für akademischen Erfolg weist unter den besten 400 Universitäten der Welt keine einzige türkische Hochschule mehr aus. Und auf der Liste des Internationalen Gewerkschaftsbunds sind wir eines der zehn schlechtesten Länder für Arbeitnehmer auf der Welt.



Bülent Mumay :Bild: privat

Keiner dieser Negativrekorde hat die 20-jährige Regierung Erdoğan's bedroht. Die Erschütterungen in der Wirtschaft aber könnten dazu führen, dass er sich nach den Wahlen im Juni 2023 aus dem Palast verabschieden muss. Lesen Sie das nicht etwa als Hoffnung eines Oppositionellen. Fakt ist: Je schlechter es um die Wirtschaft steht, desto stärker bröckelt die Unterstützung für Erdoğan. Obwohl

die Opposition ihren Präsidentschaftskandidaten noch nicht aufgestellt hat, weist die jüngste Umfrage eine Niederlage für Erdoğan aus. Auf die Frage: „Würden Sie Ihre Stimme Erdoğan oder dem Kandidaten der Opposition geben?“ antworteten 55,6 Prozent der Befragten, sie würden den oppositionellen Kandidaten wählen, nur 33,3 Prozent Erdoğan. Um dieses Bild umzukehren, könnte Erdoğan natürlich – buchstäblich – alles tun, doch bleiben wir erst einmal bei den Tatsachen. 2018 war Erdoğan mit 52,59 Prozent gewählt worden, innerhalb der letzten zwölf Monate war der Stimmenschwund dramatisch. **Während die ganze Welt Inflation mit Zinserhöhungen bekämpft, schwor Erdoğan auf seine These, die Inflation sei die Folge hoher Zinsen, und senkte die Zinsen.** Erdoğans Krieg gegen die Wirtschaftswissenschaften trieb die Inflation so weit in die Höhe, dass wir auch in dieser Disziplin den Weltrekord gebrochen haben. Mit der **offiziell verkündeten Inflationsrate von 80,21 Prozent haben wir selbst Argentinien überholt** und sind nun Weltmeister. Gäbe man die tatsächliche Rate bekannt, würden wir nicht nur den Rekord auf der Erde brechen, sondern in der gesamten Galaxie.

Hungrig zur Schule

Was Erdoğan binnen Jahresfrist einen von drei Wählern gekostet hat, war seine panische Reaktion, mit der er die Märkte durcheinandergewirbelt hat. Panik brachte ihn zum Reden, und sobald er redete, verschlimmerte sich die Situation weiter. **Als er am 17. November 2021 mit der fixen Idee vom Wachstum verkündete: „Zinsen sind die Ursache, die Folge ist Inflation“, betrug die Inflationsrate 21 Prozent.** Einen Monat nach seiner Ankündigung, sie würde „schnell sinken“, stieg sie über 36 Prozent. Und unmittelbar nachdem er gesagt hatte: **„Die Inflation sinkt jetzt, das ist sicher“**, bezifferte die vom Palast gelenkte Statistikbehörde sie auf 48 Prozent. Dann sagte er: **„Nach dem Monat Mai wird sie zurückgehen“, heute ist sie mit 80,21 Prozent Nummer eins in der Welt.** Unter den Entwicklungsländern sind wir **das Land, dessen Währung am schnellsten an Wert verliert.** In den ersten acht Monaten dieses Jahres ist **die türkische Lira im Verhältnis zu Fremdwährungen um mehr als 25 Prozent abgestürzt. Alles ist extrem teuer geworden.** Für den Betrag, den wir vor sieben Jahren für einen VW Golf mit Kilometerstand null hingeblättert haben, bekommen wir heute kaum das neue iPhone.

Und es geht nicht allein um Importprodukte. Alle Preise gehen durch die Decke. **Mieten und Kaufpreise für Wohnungen sind innerhalb eines Jahres in Istanbul, wo ich wohne, um 200 Prozent gestiegen.** Verstehen Sie auch das nicht als kritische Meinung. **Vielmehr referiere ich den Immobilienindex der Zentralbank,** dessen Chef von Erdoğan in den letzten vier Jahren vier Mal ausgewechselt wurde. Die Steigerung der Wohnkosten zersetzt das demografische Gleichgewicht in den Städten. Angestellte im öffentlichen Dienst, deren Gehälter im Inflationsklima abschmelzen, kommen in den Großstädten aufgrund der hohen Mieten kaum noch über die Runden. Laut Daten der Beamtengewerkschaft haben sich die Anträge von Angestellten im öffentlichen Dienst auf Versetzung in günstigere Städte um das Zwei- bis Dreifache erhöht. Die Beamten können es sich nicht leisten hierzubleiben, Studenten, die hier einen Studienplatz bekommen, nicht herzukommen. **Einen Studienplatz an einer der Universitäten in den Metropolen zu ergattern ist nicht leicht. Doch 106.000 junge Leute haben sich trotz bestandener Zulassungsprüfung nicht innerhalb der Anfang dieses Monats abgelaufenen Frist immatrikuliert.** Aus einem so simplen wie traurigen Grund: Ihre Familien sind außerstande, die Kosten für die Unterkunft in den Großstädten aufzubringen.

Das Problem ist nicht bloß die Unterkunft. **Vier Millionen Schüler der Grund- und Realschulen konnten, zumeist aus wirtschaftlichen Gründen, nach den Ferien nicht weiter zur Schule gehen.** Viele nahmen eine Arbeit auf, um einen Beitrag zum Familieneinkommen zu leisten. Selbst jene, die zur Schule gehen können, haben es oft nicht sehr gut. **1,3 Millionen Schüler kommen hungrig zur Schule. 22 von 100 Zehnjährigen haben einen Lernrückstand, sind also nicht in der Lage zu verstehen, was sie lesen.** 90 Prozent von ihnen sind Kinder aus Familien, die an der Armutsgrenze leben. Was eine Mutter der Zeitung „Evrensel“ berichtete, klingt weniger nach der Türkei im 21. Jahrhundert als vielmehr nach den Jahren der Not im Zweiten Weltkrieg: **„Es gibt da eine Bäckerei, die legt altbackene Sesamkringel zurück und nimmt auch kein Geld dafür. Die holen wir uns, und wenn sie**

steinhart sind, feuchten wir sie an, dann kann man sie essen. Ich lege sie den Kindern in die Brotdose für die Schule.“

Wo haben wohl seine Kinder studiert?

Die Politiker, die vor 20 Jahren mit dem Anspruch antraten, **eine „fromme Generation“ zu erziehen, lassen die Generation, die unter ihrer Ägide heranwuchs, brotlos.** Und die Kampagnen, mit denen sie Kinder in die Moscheen holen wollen, sind wegen der Wirtschaftskrise gegen die Wand gefahren. Eine AKP-regierte Kommune schenkte Kindern Fahrräder, wenn sie 40 Tage lang die Moschee besuchten. Doch am Ende der 40 Tage setzten die Kinder die Fahrräder, ohne eine Runde damit gedreht zu haben, zum Verkauf ins Internet, um ihre Familien zu unterstützen. So steht es im Land, doch Erdoğan übt sich im Schattenboxen. Er hält polarisierende Reden, um die Wähler der Unter- und Mittelschicht, denen er keinen Wohlstand bringen konnte, gegen den Rest der Gesellschaft aufzuhetzen. **Letzte Woche gab er, statt zu erklären, warum das Bildungssystem zugrunde gerichtet wurde, in einer Rede folgendes Produkt seiner Phantasie zum Besten: „Sie haben ihre Kinder nach Paris, London, Brüssel oder Washington auf die besten Bildungseinrichtungen geschickt und in Pracht und Luxus leben lassen, die glänzenden Kinder aus Anatolien und Thrakien aber haben sie sehenden Auges in Armut, Elend und Unwissenheit, gar in den Tod gestoßen ...“**

Wer diejenigen sind, die Erdoğan da bezichtigt, ihre Kinder auf Schulen im Westen geschickt zu haben, bleibt unklar. Aber was glauben Sie, wo seine Kinder studiert haben? In Ländern, in denen im letzten Jahr nicht **305 Minderjährige wegen Präsidentenbeleidigung angeklagt und 22 verurteilt wurden. An Orten, wo nicht der Befehl erging, den Lyrikband einer Oppositionsführerin zu vernichten, als reichte es nicht, sie hinter Gitter gebracht zu haben. In Städten, in denen keine Demonstrationen gegen LGBTQ stattfinden und bei diesen Aktionen keine Drohungen nach dem Motto: „Für Muslime ist die Zeit gekommen aufzustehen, zu kämpfen“ ausgestoßen werden.** Sie haben in Regionen studiert, in denen Geistliche den Grund für die Inflation nicht in mangelnder Bereitschaft zum Beten sehen und den Grund für Erdbeben nicht in Abtreibungen und ungebührlicher Kleidung von Frauen. Falls es Sie interessiert: **Drei von Erdogans vier Kindern haben in den USA studiert, eines in London. Befeuchtete Sesamkringel dagegen bleiben den Kindern in diesem Land vorbehalten.**

Aus dem Türkischen von Sabine Adatepe.

24 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/economie/artus-trajectoire-des-finances-publiques-1-heure-des-choix-24-09-2022-2491121_28.php

Artus – Trajectoire des finances publiques : l’heure des choix

CHRONIQUE. Quelles mesures prendre pour assurer la soutenabilité de la dette face aux perspectives de hausse des dépenses publiques et des taux d’intérêt ?



Le taux d’endettement public est de 116 % du PIB, le déficit public de l’ordre de 5,5 % du PIB. © Patrick Lefevre / MAXPPP / BELPRESS/MAXPPP

Par [Patrick Artus](#)

Publié le 24/09/2022 à 09h00

On sait comment commence la trajectoire des finances publiques en France. En 2022, le taux d’endettement public est de 116 % du PIB, le déficit public de l’ordre de 5,5 % du PIB. Des dépenses publiques supplémentaires ont été décidées pour soutenir le pouvoir d’achat des ménages, pour donner davantage de moyens à l’éducation, à l’hôpital, à la défense...

On sait aussi que les besoins de dépenses publiques nouvelles sont importants, avec, en plus des postes de dépenses cités ci-dessus, la transition énergétique, la réindustrialisation. On sait enfin que les taux d’intérêt seront durablement plus élevés. De nombreux mécanismes conduisent à une inflation plus forte et à des taux d’intérêt nominaux et réels plus élevés : le vieillissement démographique, le désir de relocalisation et d’autonomie pour les productions stratégiques, qui aboutit à une hausse des coûts de production ; la guerre en Ukraine, et plus généralement la tension géopolitique.

Enfin, la perspective de croissance est faible, sinon nulle : les gains de productivité sont devenus négatifs, en particulier avec le recul de la durée du travail.

Il est alors extrêmement probable que la situation des finances publiques de la France va beaucoup se dégrader. Quand il y a à la fois baisse de la croissance potentielle et hausse des taux d’intérêt, le résultat est la disparition de la soutenabilité de la dette publique, c’est-à-dire une situation où le taux d’endettement public augmente constamment. Cette situation ne peut pas être permanente, parce qu’un taux d’endettement public en hausse continue aboutit à une situation où les ressources d’épargne ne suffisent pas à financer la dette publique. Quelle peut être alors l’issue, le point d’arrivée de cette trajectoire des finances publiques de la France ?

Stratégies

Il y a en fait trois possibilités.

La première est le passage à une politique budgétaire nettement plus restrictive, qui assure la soutenabilité de la dette publique. Faisons l’hypothèse que le taux d’intérêt à long terme se

stabilise au niveau de la croissance potentielle de long terme (2,5-3 % ?). Il faudrait alors, pour assurer la soutenabilité de la dette publique, que le déficit budgétaire primaire (hors intérêt sur la dette publique) de la France soit nul. Aujourd'hui, il est d'au moins 3,5 % du PIB, d'où un besoin de réduction des dépenses publiques ou de hausse des impôts de 3,5 % du PIB, ce qui est considérable.

La deuxième possibilité ne dépend pas de la France : elle est que la Banque centrale européenne renonce à lutter contre l'inflation, maintienne des taux d'intérêt très bas malgré l'inflation. Cela prolongerait la situation appelée « dominance fiscale », dans laquelle, c'est la politique monétaire expansionniste et non la politique budgétaire restrictive qui assure la soutenabilité de la dette publique. Cette issue est assez improbable : la BCE ne respecterait pas ses statuts, il résulterait des taux d'intérêt réels très négatifs qui subsisteraient et une très forte instabilité financière (bulles sur les prix des actifs, excès d'endettement) ; l'inflation forte imposerait la réindexation de tous les revenus, ce qui rendrait l'économie très instable, très sensible aux chocs inflationnistes.

Enfin, la troisième et dernière possibilité est qu'au final, la soutenabilité de la dette publique doive être rétablie par une restructuration de la dette publique, par un défaut partiel sur la dette publique qui réduise le besoin de réduction du déficit public structurel.

Baisse du PIB

Il faut remarquer qu'une restructuration de la dette est très proche d'une situation où le taux d'intérêt reste durablement inférieur à la croissance. Dans le premier cas, les épargnants subissent une perte immédiate ; dans le second cas, une perte étalée dans le temps.

Au total, la dynamique de la dette publique de la France se terminera obligatoirement dans une contraction de l'activité. Elle viendra soit de la réduction du déficit public – nécessaire pour restaurer la soutenabilité de la dette publique malgré la hausse des taux d'intérêt et la croissance potentielle –, soit de la taxation des épargnants, due au maintien de taux d'intérêt inférieurs à la croissance ou à la restructuration de la dette publique.

La France n'évitera pas cette contraction de l'activité nécessaire pour assurer la solvabilité de l'État.

24 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/la-reforme-des-retraites-divise-dans-l-electorat-d-emmanuel-macron-24-09-2022-2491166_20.php

La réforme des retraites divise dans l'électorat d'Emmanuel Macron

Une étude Cluster 17 pour « Le Point » montre que le report de l'âge légal rassemble les oppositions et fragmente le camp du chef de l'État.



Emmanuel Macron en septembre 2022. © LUDOVIC MARIN / AFP

Par Jacques Paugam

Publié le 24/09/2022 à 16h00

Une minorité de droite pour une réforme qui promet de faire débat. C'est, en partie, la conclusion d'une étude réalisée par l'institut de sondage indépendant Cluster 17 menée, pour *Le Point*, sur un échantillon de 2 168 personnes âgées de 18 ans et plus*. Interrogés sur un éventuel recul de l'âge légal de départ, environ 33 % se prononcent pour un maintien du statu quo à 62 ans quand seulement 22 % seraient pour un recul légal à 64 ans, défendu par Emmanuel Macron. 39 % des Français souhaiteraient même voir adopter la proposition défendue par Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon d'un départ à 60 ans.

Potentiellement explosif pour l'exécutif, qui entend accélérer sur ce sujet dès l'automne : avant-hier, mercredi 21 septembre, la Première ministre Élisabeth Borne recevait les principaux chefs de groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, sans qu'aucun ne se déclare favorable à un possible amendement au projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS). Une mesure d'âge qui verrait finalement la réforme des retraites adoptée sans passage par un projet de loi. Au risque de heurter une partie de l'électorat.

Arc contestataire

En effet, l'étude fait remarquer qu'un axe d'opposition se dessine entre les électeurs de Marine Le Pen et ceux de Jean-Luc Mélenchon, « sans surprise, extrêmement hostiles à une telle mesure ». Pour exemple, seuls 13 % des électeurs de Marine Le Pen au premier tour se disent favorables à un report de l'âge légal contre 44 % en faveur d'un abaissement. Une tendance nettement plus marquée à gauche à chercher du côté des votes en faveur de Jean-Luc Mélenchon. Sans surprise, 72 % sont en accord avec le retour à 60 ans. L'ajout de ces votes pouvant entraîner la constitution d'un « arc contestataire », opposé à une réforme des retraites.

Le sondage pointe aussi la fragmentation de l'électorat d'Emmanuel Macron. En effet, seule une minorité de droite ayant glissé un bulletin pour le chef de l'État – les « libéraux » et les « centristes » – se considèrent comme favorables à un report de l'âge légal. Une mesure comprise dans la première version de la réforme avant que la crise du Covid-19 n'intervienne. Le deuxième

pan de l'électorat macroniste, à tendance plus sociale-démocrate, est lui majoritairement pour un maintien de l'âge actuel à 62 ans, voire un retour à 60 ans.

Signe qu'une telle mesure clive toujours autant, c'est bien dans l'électorat conservateur que le gouvernement peut espérer chercher quelques soutiens. Cluster 17 relève que 49 % des électeurs de Valérie Pécresse ainsi que 31 % de l'électorat d'Éric Zemmour seraient pour. Moins qu'espéré, mais un signal clair qu'une telle réforme est moins rejetée à droite qu'à gauche de l'échiquier politique. En conséquence, le sondage pose que seulement une courte majorité – 53 % des personnes ayant voté Emmanuel Macron – est favorable au report de l'âge légal à 64 ans. Et l'étude de conclure : « Non seulement celle-ci fédère les électeurs de la gauche radicale et du RN, qui y sont nettement opposés, mais elle est de nature à diviser la coalition d'électeurs qui soutient jusqu'à maintenant le président de la République. »

Pour tout savoir sur les clusters et trouver le sien, rendez-vous sur le site : <https://cluster17.com/les-clusters/>

*Étude réalisée par Cluster 17 pour *Le Point* auprès d'un échantillon de 2 168 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon est réalisé selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, du type de communes et des régions de résidence. Questionnaire auto-administré en ligne. Interviews réalisées du 20 et 21 septembre 2022.

24 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/24/mobilite-comment-relever-le-double-defi-de-la-transformation-ecologique-et-de-la-justice-sociale_6142986_3232.html

Mobilité : « comment relever le double défi de la transformation écologique et de la justice sociale »

TRIBUNE

Marc Fontanès Directeur Mobilité chez Auxilia
Maylis Poirel Chercheuse Mobilité inclusive chez Auxilia

Alors que les décisions prises pour préserver le climat obligent bien souvent à des renoncements pour les personnes les plus vulnérables, les deux experts en mobilité Marc Fontanès et Maylis Poirel présentent, dans une tribune au « Monde », des mesures pour mieux conjuguer fin du monde et fin du mois.

L'actualité récente – contestations contre les [limitations de vitesse](#), mouvement des « gilets jaunes », avènement des zones à faibles émissions mobilité ([ZFE-m](#)), et plus récemment hausse des prix du carburant – a été l'occasion de prendre conscience de la tension, parfois explosive, entre [impératifs](#) écologiques, sociaux et économiques.

Plus de 13 millions de nos concitoyens les plus vulnérables sont touchés de plein fouet par la transformation à l'œuvre de notre système des mobilités, outrageusement dominé par le modèle de la voiture individuelle propriétaire.

Dépendance à la voiture, distances importantes vers l'emploi et les services essentiels de la vie quotidienne, véhicules anciens et énergivores rythment ainsi les inquiétudes budgétaires de nombreux ménages, souvent contraints de renoncer à une partie de leur mobilité.

Les personnes vulnérables en matière de mobilité sont pourtant souvent bien plus sobres que la moyenne : par contrainte objective ou perçue, elles recourent plus aux transports en commun, au vélo ou à la marche, autant de modes de déplacement aussi économiques qu'écologiques ; par conviction, elles présentent une sensibilité supérieure à la moyenne aux enjeux environnementaux.

Investissements matériels et immatériels

La « [prime inflation](#) » et la réduction à la pompe reconfirmée cet été constituent de coûteuses tentatives de maintenir à flot le navire automobile – nous estimons ces mesures à plus de 7 milliards d'euros à ce jour – en enfermant les citoyens dans les énergies fossiles. Elles participent plus globalement de la prépondérance des mécanismes financiers censés, avec plus ou moins de bonheur, accompagner la transition écologique des mobilités, à commencer par les aides à la reconversion. De l'avis même des acteurs du champ social, ces dispositifs sont loin d'être la seule manière de répondre aux besoins.

D'autres investissements matériels et immatériels nous semblent nettement prioritaires. Le renforcement de l'offre de [transports collectifs](#) doit venir, en ville comme dans les territoires périurbains, satisfaire aux besoins réels des habitants, en élargissant les amplitudes horaires et en connectant efficacement les bassins de vie et les zones d'emploi et de services.

Sur les territoires peu denses, la massification de la voiture servicielle et partagée est une réponse largement sous-estimée aux enjeux de démotorisation, même partielle, des ménages. Son avènement passera nécessairement par l'intégration de la voiture dans le système public de mobilité, et donc par des partenariats public-privé assumés.

Sur tous nos territoires, le gisement considérable de déplacements de moins de 5 kilomètres – près d'un déplacement sur deux – appelle à un boom des [itinéraires cyclables](#).

Enfin, la transformation des mobilités quotidiennes ne pourra advenir qu'en généralisant les démarches d'accompagnement au changement, parent pauvre de nos politiques publiques.

Un changement de méthode

Mises en système, ces solutions pourront contribuer à relever le double défi de la transformation écologique et de la justice sociale. Cette stratégie suppose un changement de méthode à trois titres.

D'abord, la complexité des enjeux nécessite de sortir du flou par une explicitation de la crise écologique – le plus souvent présentée à long terme et de façon trop technique – et de la crise sociale induite par la grande diversité des difficultés que les citoyens peuvent rencontrer dans leur mobilité quotidienne : physiques, économiques, psychosociales, organisationnelles.

Ensuite, la transversalité des enjeux appelle à une recomposition de la gouvernance des politiques de mobilité, sous l'égide des autorités organisatrices – régions, métropoles –, en codécision avec les collectivités locales et les acteurs de la vie courante : employeurs, équipements, associations d'usagers et acteurs du champ social.

Enfin, le [financement](#) des enjeux implique la définition d'un équilibre entre transformation en profondeur et continuité avec l'existant : assumer une stratégie de sobriété à rebours du « toujours plus de mobilité », concrétiser le droit à la mobilité en valorisant et en renforçant les offres et ressources déjà disponibles, réduire les déplacements contraints et non vertueux en engageant une réorganisation de nos territoires qui privilégie la proximité et la redensification des services.

Auxilia est une structure du Groupe SOS, groupe associatif français à but non lucratif, spécialisée dans l'entrepreneuriat social.

Marc Fontanès(Directeur Mobilité chez Auxilia) et **Maylis Poirel**(Chercheuse Mobilité inclusive chez Auxilia)

24 septembre (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/09/24/le-debat-sur-l-assistanat-fait-son-retour-a-la-faveur-de-la-crise-economique_6142975_823448.html

Travail, allocations : pourquoi le débat est relancé

Face aux difficultés de recrutement, ce thème traditionnel de la droite est désormais repris jusqu'au Parti communiste. Le chef de l'Etat lui-même oppose « ceux qui bossent » et les bénéficiaires des allocations.

Par [Sarah Belouezzane](#), [Julie Carriat](#), [Clément Guillou](#) et [Thibaud Métails](#)

Publié aujourd'hui à 05h49, mis à jour à 11h36



Gabriel Attal, ministre délégué chargé des comptes publics, invité à débattre à la Fête de « L'Humanité », et Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, à Brétigny-sur-Orge (Essonne), le 9 septembre. GUILLAUME HERBAUT / VU POUR « LE MONDE »

C'est une musique ancienne qui résonne fortement depuis cet été. Une partition que joue par cœur le patronat, à la faveur d'un contexte de fortes pénuries de main-d'œuvre, et sur laquelle s'appuie le gouvernement pour lancer dès cet automne un vaste programme de réformes du travail : puisque de nombreux emplois sont non pourvus mais que le chômage stagne autour de 7,5 % de la population active, cela signifierait que les demandeurs d'emploi se satisfont d'une situation jugée confortable.

Dès juillet, le président de la République, Emmanuel Macron, s'était montré offensif à propos des travailleurs qui refuseraient de prendre certains postes qu'ils ne jugent pas assez attractifs. « *S'ils peuvent trouver et aller vers un autre métier, je l'entends très bien. Si, derrière, la réponse, c'est "je vais bénéficier de la solidarité nationale pour réfléchir à ma vie", j'ai du mal à l'entendre. Parce que cette solidarité nationale, c'est ceux qui bossent qui la payent, et une nation, c'est un tout organique* », avait lancé le chef de l'Etat lors de son [entretien du 14-Juillet](#).

Depuis, ministres et députés de la majorité le répètent à l'unisson : il faut inciter plus vivement les chômeurs à prendre les emplois non pourvus. « *Il est insupportable de voir que notre taux de chômage ne baisse pas alors que tous les chefs d'entreprise font face à des problèmes de recrutement* », assurait, début septembre, le ministre du travail, Olivier Dussopt, pour justifier la réforme de l'assurance-chômage.

Mesures moins impopulaires

Mais outre l'attente attendue des chefs d'entreprise, les députés macronistes font inlassablement état de l'incompréhension d'une partie grandissante de la population face à cette situation. « *Pas une journée ne passe sans qu'on me parle de ça en circonscription*, confie ainsi la députée du Nord Charlotte Parmentier-Lecocq (Renaissance). *On entend régulièrement les Français se plaindre qu'il y a "trop d'assistés". Cela peut même devenir un sujet de tension sociale entre ceux qui bossent et ceux qui sont au chômage, c'est un*

vrai risque. » « C'est le vieux conflit entre smicard et rmiste qui revient. Notre boulot, c'est de créer un différentiel de revenu en faveur de celui qui travaille », ajoute son homologue de la Vienne Sacha Houlié.

Durcissement des règles d'indemnisation de l'assurance-chômage, conditionnement du revenu de solidarité active (RSA) à une quinzaine d'heures d'activité par semaine... L'exécutif entend profiter de ce cadre qu'il estime favorable pour pousser des mesures qui auraient pu s'avérer impopulaires en d'autres temps, afin d'atteindre l'objectif du plein-emploi – autour de 5 % de chômage – fixé par le président de la République, Emmanuel Macron, pour son second quinquennat. « On nous dit qu'il va falloir réduire les droits des chômeurs pour parvenir au plein-emploi ? Ce n'est pas vrai », tempérait le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger dans *Le Monde*, fin août, rappelant que le problème vient aussi d'un manque d'attractivité des métiers en tension.

« C'est nous qui incarnons désormais la valeur travail », assure M. Houlié

Mais pour le gouvernement, qui peine toujours à imprimer sa marque sur des sujets majeurs tels que l'écologie, c'est également l'occasion de revendiquer l'incarnation de la « valeur travail ». « *Le concept a longtemps été l'apanage de la droite sarkozyste et de la gauche mais c'est nous qui l'incarnerons désormais*, assure M. Houlié. *Car nous sommes convaincus que l'émancipation sociale passe par le travail, que l'emploi est un marqueur social indispensable.* »

Le « cancer » de Wauquiez en 2011

Une façon, aussi, de contrer Les Républicains (LR) et le Rassemblement national (RN) sur leur terrain. Car si l'exécutif n'évoque jamais l'« assistanat », préférant parler « *d'incitation au travail* », la droite rechigne beaucoup moins à utiliser le terme. Elle en a même tiré une valeur cardinale : c'est le travail qui doit payer. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, dont nul n'ignore les ambitions présidentielles pour 2027, avait d'ailleurs fait polémique, en 2011, avec sa phrase sur le « [cancer de l'assistanat](#) ».

Celui qui animait alors le courant de la « *droite sociale* » entendait par là mettre en avant l'opposition entre des Français de classe moyenne qui travaillent, payent leurs impôts et touchent des salaires les empêchant d'avoir accès aux aides sociales et ceux qui, à l'inverse, n'ont pas d'emploi et en bénéficient. Laurent Wauquiez est lui-même récemment revenu sur son expression, lors des universités d'été du Medef, à la toute fin août, pour la confirmer : « *Il y a dix ans, j'avais dit : "l'assistanat va être un cancer pour notre économie". Aujourd'hui, on y est* », ajoutant que « *si on veut redresser les finances publiques et l'économie, le point essentiel c'est la différence entre le travail et l'assistanat* ».

Dans un entretien au [Journal du dimanche](#), le 4 septembre, le député des Alpes-Maritimes Eric Ciotti (LR), qui se présente à la présidence du parti, tenait un discours similaire : « *Je souhaite ramener les prélèvements obligatoires à moins de 40 % du produit intérieur brut, ce qui signifie une baisse de la fiscalité et des charges d'au moins 125 milliards d'euros sur un quinquennat. Cela permettra d'augmenter des salaires qui ne valorisent plus suffisamment le travail face à l'assistanat.* »

Le message est clair : le travail doit payer plus, certes, mais les prestations doivent être moindres. Ce faisant, la droite s'adresse à son électorat classique de classe moyenne ou supérieure sensible aux questions de baisse de la dépense publique et de pression fiscale. Elle compte cependant en son sein quelques députés comme Aurélien Pradié (Lot), lui aussi candidat à la présidence de LR, ou Julien Dive (Aisne), issus de territoires ruraux défavorisés, qui tiennent des discours moins forts, bannissant le mot « assistanat » mais évoquant, eux aussi, « *l'émancipation* » et « *la dignité* » par le travail.

Le RN poussé à se positionner

Deux sensibilités qu'on retrouve du côté du RN. Lors de la campagne pour l'élection présidentielle, Marine Le Pen avait soigneusement évité la question du niveau des allocations sociales. Elle n'aborde pas davantage le sujet depuis la rentrée, concentrant son discours sur les thématiques de l'immigration et de l'énergie. Cet

été, les députés du RN ont voté l'essentiel des mesures d'aide d'urgence au pouvoir d'achat des ménages, dont l'augmentation de 4 % des pensions de retraite et des prestations sociales, ou le plafonnement de la hausse des loyers à 3,5 %. Mais ils se sont farouchement opposés au smic à 1 500 euros, arguant des difficultés des petites entreprises.

En élargissant son électorat aux classes moyennes, Marine Le Pen ne devrait pas échapper au débat sur la question de l'équilibre entre aides sociales et encouragement au retour à l'emploi. « *Si elle veut conserver l'électorat de Fillon qui a voté pour elle, asseoir son hégémonie et prendre la tête du pôle de droite à l'italienne, la question de l'Etat-providence et de l'assistanat va se poser à elle de manière fondamentale* », estime Gilles Ivaldi, chercheur CNRS au Cevipof spécialiste des droites radicales.

Chez plusieurs nouveaux députés du RN, le discours en faveur d'une plus grande incitation au travail se développe. « *Si Pôle emploi faisait un peu plus son travail, avec un coup de pied au cul ! A un moment donné, il faut que tout le monde se bouge* », dit la députée RN de l'Eure Katiana Levavasseur. Christophe Barthès, député d'une circonscription rurale de l'Aude, lui-même agriculteur et viticulteur, déplore n'avoir « *pas trouvé un Français pour travailler dans les vignes cet été. J'ai pris un Portugais établi en France depuis quelques années* ». Sans doute, estime-t-il, que « *les aides et le smic sont trop proches. Est-ce qu'il faut augmenter le smic ou baisser les aides, je ne sais pas. Mais il n'y a pas assez de différence* », affirme-t-il.

La gauche et son électorat perdu

De manière un peu plus surprenante, le débat sur le travail, et en particulier sur l'« *assistanat* », s'est également invité à la Fête de *L'Humanité*, le 9 septembre. Il n'est pas neuf, cependant. Un couplet de *L'Internationale* le dit depuis plus d'un siècle : « *Ouvriers, paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs. La terre n'appartient qu'aux hommes. L'oisif ira loger ailleurs.* » L'oisif, c'est d'abord le rentier, mais l'irruption du chômage de masse au fil des décennies a modifié les rapports entre gauche et travail, au point que Fabien Roussel a jugé nécessaire de dire, il y a deux semaines : « *La gauche doit défendre le travail et le salaire et ne pas être la gauche des allocations, des minima sociaux et des revenus de substitution.* »

Tout en reprenant les mots de ses adversaires politiques – les « *allocs* », les « *assistés* » –, le secrétaire national du Parti communiste français (PCF) ne défend aucunement une plus forte conditionnalité des aides. Comme l'ensemble des responsables de gauche, il est par ailleurs favorable à l'idée d'un revenu étudiant et opposé à la réforme de l'assurance-chômage.

A travers le terme d'« *assistanat* », une partie de la gauche essaie en réalité de parler à un électorat perdu, basculé dans l'abstention ou le vote RN. Mais sur le fond, le socle programmatique diffère peu entre PCF, La France insoumise (LFI) et Parti socialiste (PS). Au sein de LFI, les revendications salariales sont centrales, elles font d'ailleurs partie des mots d'ordre de la « *grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique* », lancée pour le 16 octobre. Pendant la campagne présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a mis l'accent sur le pouvoir d'achat par les salaires, mais il évoquait aussi la réduction du temps de travail. Au PS, le premier secrétaire, Olivier Faure, a clos le débat, depuis la fête de la Rose, samedi 17 septembre, à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire) : « *On ne peut pas laisser penser qu'il y a des gens qui feraient le choix de l'inactivité.* »

Mais c'est parmi les écologistes que la « *valeur travail* » donne lieu à la plus profonde remise en question. Le 15 septembre, Sandrine Rousseau a invoqué le « *droit à la paresse* », estimant par ailleurs que la « *valeur travail* » est « *quand même une valeur de droite* ». Revenu universel d'existence, meilleure prise en compte des activités non marchandes, le logiciel écologiste fourmille d'idées pour mettre fin à la centralité du travail.

« *On entend parfois cette objection : "Vous voulez payer les gens à ne rien faire." Et alors n'est-ce pas ce que notre modèle actuel fait déjà ? Etre payé à ne rien faire, ça s'appelle être rentier. Alors on sait qu'il n'y a que les riches qui méritent de l'être* », écrit David Cormand dans son dernier livre, *Ce que nous sommes*.

Repères écologistes (Les Petits Matins, 230 pages, 18 euros). Sur ce point-là, tous sont d'accord, à gauche, pour changer de mélodie et renvoyer au « 1 % » des plus riches le statut d'« assistés ».

Sarah Belouezzane, Julie Carriat, Clément Guillou et Thibaud Métais

24 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/die-frauen-in-iran-verdienen-respekt-und-unterstuetzung-ld.1704160>

KOMMENTAR

Die Frauen in Iran verdienen Respekt – und Unterstützung

Das Regime geht wie gewohnt hart gegen die Proteste der mutigen Frauen und Männer vor. Diese wollen, dass die Welt von ihrem Schicksal erfährt. Die USA und die EU können helfen – und sollten es dringend tun.

Inga Rogg, Jerusalem

24.09.2022, 05.30 Uhr



Die Protestierenden auf den Strassen Teherans wünschen sich derzeit vor allem Internetzugang, um der Welt in Erfahrung zu bringen, was ihren mutigen Frauen und Männern angetan wird. Morteza Nikoubazl / Imago

Wenn in autoritär regierten Ländern die Internetverbindungen gekappt werden, sollte man das Schlimmste befürchten. Das war in Iran 2018 und 2019 so, als Zehntausende gegen die Erhöhung von Lebensmittel- und Benzinpreisen auf die Strasse gingen. Während des Internet-Blackouts schlugen die Sicherheitskräfte die Proteste nieder. Das brutale Vorgehen forderte Hunderte von Toten und Tausende von Verletzten.

Auch jetzt wurde das Internet wieder blockiert, beliebte Dienste wie Instagram oder Whatsapp sind gesperrt, und selbst zu den Mobilfunknetzen haben die Iraner nur noch teilweise Zugang. Nachrichten dringen über die anhaltenden [Proteste gegen den Kopftuchzwang](#) nur noch spärlich oder mit Verzögerung nach aussen. Man muss also wieder das Schlimmste befürchten. Entzündet haben sich die Proteste am gewaltsamen [Tod der jungen Kurdin Mahsa Amini](#). Zuerst waren sie auf die kurdischen Gebiete und die Universitäten in Teheran beschränkt. Doch dann breiteten sie sich wie ein Lauffeuer aus, selbst in Kleinstädten und der heiligen Stadt Qom, dem Zentrum der schiitischen Geistlichen, kam es zu Demonstrationen.

Viele können sich mit Mahsa Amini identifizieren

[Das Bild der 22-jährigen Mahsa](#), die schwer verletzt an einem Beatmungsgerät um ihr Leben kämpft, hat viele bewegt. Es ist das Bild einer unschuldigen jungen Frau, die nichts anderes getan hat, als aus der Provinz nach Teheran zu reisen, um ein paar schöne Tage zu geniessen, und dabei in die Hände der Religions- und Sittenpolizei geriet, die sie wegen angeblich unzüchtiger Bekleidung zu Tode prügelte.

Die Behauptung von Präsident Ebrahim Raisi, es sei ein bedauernswerter Vorfall gewesen, verfängt nicht. So viele haben Erfahrung mit der Sittenpolizei und können sich mit Amini identifizieren. An

ihrer Stelle hätte jedes Mädchen oder jede Frau sein können. Das treibt so viele auf die Strasse. Bewundernswert ist dabei der Mut der Frauen, die sich den Sicherheitskräften in den Weg stellen und ihre Kopftücher vom Haupt reißen – oder der Männer, die mit blossen Händen Polizisten zurückdrängen.

Oppositionelle im Ausland und manche Experten sehen angesichts dieser neuen Qualität der Proteste bereits ein Regime, das ins Wanken gerät. Sie verkennen indes, dass die Herrschenden nach wie vor grossen Rückhalt in der Bevölkerung geniessen. Nicht jeder, der an offiziellen Aufmärschen wie am Freitag teilnimmt, tut dies, weil er dazu gezwungen oder genötigt wird. Kommt hinzu, dass die Protestbewegungen heterogen sind.

Keiner sollte den Zusammenhalt des Regimes unterschätzen

Vor drei Jahren ging es um soziale Fragen, [im letzten Jahr waren es Bauern, die unter dem akuten Wassermangel in manchen Gegenden litten](#), jetzt sind es insbesondere Angehörige der Mittelschicht und Jugendliche, die mehr Freiheit fordern. Es gärt in Iran, keine Frage. Mit den Revolutionswächtern und den Basij-Milizen haben die Machthaber jedoch Kräfte, die Erfahrung mit der Niederschlagung von Rebellionen haben. Selbst [die «Grüne Bewegung»](#), die 2009 Hunderttausende gegen eine gefälschte Präsidentschaftswahl mobilisierte, haben sie erstickt. Und wenn es darauf ankommt wie 2019, rücken Hardliner und Moderate zusammen. [Die USA haben die Sittenpolizei mit Sanktionen belegt](#). Diese haben gegenwärtig zwar keine konkreten Folgen, sie sind aber ein wichtiges Signal. Die EU und insbesondere Deutschland, dessen Aussenministerin sich Menschen- und Frauenrechte auf die Fahnen geschrieben hat, sollten dem Schritt folgen. Was die Protestierenden derzeit aber vor allem wünschen, ist Internetzugang. Sie wollen, dass die Welt erfährt, was ihren mutigen Frauen und Männern angetan wird. Die USA und die EU können helfen, indem sie ihnen zum Beispiel kostenlosen Zugang zu entsprechenden Satelliten verschaffen. Das sollten sie dringend tun.

[24 septembre \(National Post, Canada\)](#)

https://nationalpost.com/opinion/the-year-of-the-graves-how-the-worlds-media-got-it-wrong-on-residential-school-graves?utm_source=substack&utm_medium=email

The year of the graves: How the world's media got it wrong on residential school graves

The coverage triggered protests, church arsons and condemnation from Canada's bad-faith rivals, but last summer's reporting on the country's long-acknowledged historic shame had little to do with what happened. Terry Glavin reports.

Author of the article:

[Terry Glavin](#)

May 26, 2022 • May 27, 2022 • 24 minute read • [_917 Comments](#)



Prime Minister Justin Trudeau lays a teddy bear at a small flag in a field prior to a ceremony at the site of a former residential school in Cowessess First Nation, Sask., on July 6, 2021. PHOTO BY LIAM RICHARDS/POOL VIA REUTERS

This is how it all began, a year ago this week: ‘Horrible History’: Mass Grave of Indigenous Children Reported in Canada. On May 28, 2021, that’s how the New York Times [headlined](#) the first of a summer-long series of gruesome “discoveries” that precipitated a descent into paroxysms of shame, guilt and rage that swept across the country.

That first story was ostensibly about 215 children whose remains were discovered in a mass grave at the site of the long-shuttered Kamloops Indian Residential School, on the grounds of the main Tk’emlúps te Secwépemc reserve in British Columbia’s southern interior. The New York Times headline illustrates the way the story was almost universally reported.

Except that’s not what happened in Kamloops.

In the following weeks, while the term “mass graves” generally gave way to “unmarked graves,” a cascade of breaking news events purported to reveal several discoveries of what eventually added up to more than 1,300 child burials at other residential school sites across Canada. Except that’s not what happened in those places, either.

Still, there were protests and violence in cities and towns from one end of Canada to the other. Dozens of churches were vandalized. Several churches were razed to the ground, some of them beloved old Indian

reserve churches where Indigenous communities had baptized their children and eulogized their dead going back generations.

Statues were toppled and smashed. Canada Day events were cancelled. The Maple Leaf was lowered on Parliament Hill and on all federal buildings across the country. United Nations human rights special rapporteurs called on Canada to conduct a full investigation.

The uproars were widely characterized as a “long overdue reckoning” with the legacy of Canada’s Indian residential schools. But nothing new about the schools was revealed last summer. Despite the saturation of news coverage, the international spotlight and the reopening of old wounds inflicted on so many Indigenous people in those schools over the years, nothing new was added to the public record.

What journalists got wrong

Everybody makes mistakes. It’s easy enough for journalists to mock politicians who make a great show of play-acting in line with fashionable public anxieties, but in the role journalism played in the residential schools story last year, mistakes were made.

Sometimes mistakes appear of little consequence in the bigger scheme of things, but small mistakes can also induce crippling rage and anger at the local level, especially if the story purports to be about something unspeakably horrible that may have happened to members of one’s own family.

Sometimes, things can go off the rails merely because of a slight imprecision in describing the big picture. One such persistent imprecision poses enormous implications about where the remains of the 3,201 children in the Truth and Reconciliation Commission’s (TRC) death register should be expected to be found.

It’s an error that has been made fairly consistently for the past seven years, and it’s usually committed this way: the Truth and Reconciliation Commission found that 3,201 children died at the residential schools. Sometimes, it’s worded “while attending residential schools.” But that’s not what the TRC concluded.

Of the 3,201 children in its death registry, the TRC found no record at all of where 1,391 children died. Of the remaining 1,810 children, only 832 children died at the schools. Another 418 died at home. Another 427 died in hospitals (TRC researchers noted that some of those children may have died at one of the church-run mission hospitals associated with residential schools), 90 died at “other non-school” locations and 43 died in a sanatorium.

While the TRC’s list includes both named and unnamed children, another routinely-cited number adds to the confusion: the National Centre for Truth and Reconciliation (NCTR), which took over from the TRC, sets the death toll at 4,117. The NCTR says those are confirmed identities of children who reportedly died after being sent to the schools; some of the TRC’s “unnamed” children may be among the names on the NCTR list.

In any case, the former TRC chair Murray Sinclair has speculated, not unreasonably, that the real death toll was likely much higher than 3,201.

Sometimes, it’s relatively minor errors about local events that can make a difference in understanding where residential-school children may have died.

Last year, several newspapers reported that in 1896, at B.C.’s notorious Kuper Island Residential School, 107 children — almost half the school’s enrolment at the time — died in a blaze ignited by students after Christmas holidays were cancelled. A similar version appears on the website of the University of British Columbia’s Indian Residential School History and Dialogue Centre: “More than 100 students perished in a suspicious fire in 1896 after Christmas holidays were cancelled.”

This could be a misreading of two unrelated sentences in an entry on the Kuper Island school in the online archive of the National Centre for Truth and Reconciliation: “Students set fire to the school in 1895 when holidays were cancelled. A survey carried out in that year showed that of 264 former students 107 had died.”

One of the newspapers that carried the initial story about a horrendous child-killing conflagration quickly corrected itself this way: “An 1896 survey concluded that 107 of 264 students who had attended the school until that time had died. That same year, students set fire to the school when holidays home were cancelled.”

One particularly unhelpful feature of the residential schools coverage involves the careless conflation of horrific, verifiable crimes with second- and third-hand accounts of childhood horror stories. Reconciliation is not what you get when you render Canadians incapable of believing what they’ve been told about the schools.

Truth is not what you get when established and reputable news organizations treat the accounts of genuinely traumatized survivors of criminal acts with no more gravitas than hearsay accounts, often anonymously told, that stretch credulity to the breaking point.

The difficulty is that when it comes to Indian residential schools, it isn’t always easy to tell the difference.



The Kuper Island Indian Residential School on Penelakut Island, near Chemainus, B.C., is pictured on June 13, 1913. PHOTO BY COURTESY THE ROYAL BC MUSEUM/ROYAL COMMISSION ON INDIAN AFFAIRS FOR THE PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA/HANDOUT VIA REUTERS

The documentary record going back to the early years of the 20th century is rife with accounts of sexual predators and sadists employed by the schools. In more recent years, among the roughly 50 school officials convicted of sexually abusing and raping children in their care were supervisors, administrators, priests, brothers from religious orders and a Catholic bishop. In the case of just one abuser, Alberni Indian Residential School dormitory supervisor Arthur Plint was convicted on 18 counts of indecent assault, though his victims over a 20-year period likely included hundreds of children.

The Independent Assessment Process (IAP) that immediately preceded the Truth and Reconciliation Commission involved a “non-adversarial” system that offered victims compensation as a substitute for the ordinary course of civil and criminal action. Former students who’d suffered abuse were strenuously encouraged to join the process rather than hire their own lawyers and sue for damages. The IAP process identified 5,315 people, including students and staff, who were named by former students as perpetrators of sexual assault and rape at the schools. They were never prosecuted.

That’s all horrific enough, but since last May, it has been commonplace for mainstream news organizations to give credence to lurid hearsay by reporting them alongside verified accounts of criminal brutality endured by residential school students. Youngsters thrown into incinerators. The corpses of children thrown into lakes and rivers. Priests “decapitating” children. Little girls conscripted to bury babies. Dead boys hanging by their necks in a barn.

There was nothing especially unbelievable in what Tk'emlúps te Secwépemc Chief Rosanne Casimir stated in her May 27, 2021, [press release](#) about what her council's Language and Culture Department and "Knowledge Keepers" believed they had confirmed about alleged burials at the former Kamloops Indian Residential School.

There had been persistent stories in the community going back decades about graves in the vicinity of an orchard adjacent to the school. Research had begun in the early 2000s. What was new was that a GPR survey, made possible by a provincial Pathway to Healing grant, had appeared to "confirm" 215 burials.

A few weeks later, Sarah Beaulieu, the archaeologist overseeing the GPR survey, said that the burials could not be confirmed. At least not without excavation. "Which is why we need to pull back a little bit and say that they are 'probable burials,' they are 'targets of interest,' for sure," Beaulieu told the Globe and Mail, adding that there were "multiple signatures that present like burials," but that "we do need to say that they are probable, until one excavates." The Tk'emlúps community has not announced a decision to undertake any excavations.

Similar stories about clandestine burials had been making the rounds at another former Catholic-run school on the other side of the country, in Shubenacadie, N.S. Immediately after the Kamloops story broke, the Sipekne'katik First Nation brought ground-penetrating radar to the task of searching for graves. After a couple months of investigation, the only graves discovered were of settlers who were buried a century before the school opened.

After Kamloops on May 27, and Cowessess on June 24, the Aq'am community near Cranbrook, B.C., was thrust into the international spotlight on June 30, 2021. The CBC headline from that day was typical of headlines around the world: 182 Unmarked Graves Discovered Near Residential School in B.C.'s Interior, First Nation Says.

The case quickly turned out to be strikingly similar to the situation in Cowessess — it wasn't about a just-discovered Indian residential school graveyard at all. The local Indigenous leadership at the site of the old St. Eugene's residential school was faster on its feet in its attempts to correct the error. The confusion appears to have arisen from press statements made by another Ktunaxa community.

Aq'am Chief Joe Pierre issued an immediate press release, but it garnered far less attention than the initial, shocking report. "The leadership of (Aq'am) wishes to clarify information that has appeared on various social media platforms as well as national and international news," wrote Pierre.

He went on to explain that a year earlier, a single burial was inadvertently disturbed during remedial work adjacent to the former residential school, where a grand old building had been acquired by several Ktunaxa communities and repurposed as part of a golf resort and casino.

The burial was in an old cemetery originally set aside for white settlers, in 1865, nearly half a century before the residential school was built. There had also been a hospital at the site from 1874 to 1899, and it was around that time that Ktunaxa people began to bury their dead in the cemetery. The residential school was in operation from 1912 to 1970, but nobody could say whether any residential school students were buried in its unmarked graves.

After the single burial was exposed in 2020, the community employed ground-penetrating radar to survey the site. The survey suggested the presence of 182 graves that had long lost their wooden crosses. That's where the 182 "unmarked graves" in the headlines came from.

"Graves were traditionally marked with wooden crosses and this practice continues to this day in many Indigenous communities across Canada. Wooden crosses can deteriorate over time due to erosion or fire which can result in an unmarked grave," Chief Pierre explained.



Ground-penetrating radar is used in the search for unmarked graves near a former residential school in Saskatchewan. PHOTO BY MICHELLE BERG/SASKATOON STARPHOENIX

“These factors, among others, make it extremely difficult to establish whether or not these unmarked graves contain the remains of children who attended the St. Eugene residential school.”

The next flurry of sensational headlines came on July 13, this time focused on Penelakut Island, known until 2010 as Kuper Island, the ancient home of an Indigenous community on British Columbia’s south coast. A typical report, from the Guardian, read: “A First Nations community in western Canada has announced the discovery of at least 160 unmarked graves close to a former residential school — the latest in a series of grim announcements from across the country in recent weeks.”

Except there was no such announcement.

As in the case of the cemetery near the former St. Eugene’s residential school two weeks earlier, the cascade of headlines about a “discovery” at Penelakut Island was not invited by the Penelakut Tribe. The news appears to have come from a single memo Penelakut Chief Joan Brown sent to neighbouring tribes on Vancouver Island several days before, on July 8, which ended up being posted on Facebook.

The Facebook post eventually attracted the notice of local journalists, and the “discovery” immediately elicited a response from Prime Minister Trudeau, who said, “I recognize these findings only deepen the pain that families, survivors and all Indigenous peoples and communities are already feeling as they reaffirm truth that they have long known.”

As for the original source referring to those findings, the July 8 memo was an invitation to an upcoming “March for the Children” that the Penelakut Tribe was hosting in the local community of Chemainus, to raise awareness about the gruesome legacy of the Kuper Island Indian Residential School that was located on the Penelakut reserve from 1889 to 1975, and “confirmation of the 160+ undocumented and unmarked graves in our grounds and foreshore.”

This wasn’t an announcement about just-discovered graves on the grounds of the residential school — an institution notorious in the memory of Indigenous elders who were sent there as children from throughout southern Vancouver Island and B.C.’s Lower Mainland. It’s still unclear whether the reference was to recent GPR findings of soil disturbances, or excavations of recent or ancient remains, and the Penelakut Tribe isn’t saying.

In a public statement in the days after the sensational July 12 headlines, a statement released by the Penelakut Tribe noted that researchers from the University of British Columbia had been assisting in the search for graves on the island since 2014, and that no further comment on the emotionally-charged subject would be forthcoming until it was “appropriate.”

More than 100 children are known to have died after being enrolled at the Kuper Island school and stories have circulated for decades about students being buried on the grounds, but they remain stories. Directed by Penelakut elders and a former student of the school in 1999, an RCMP task force conducted an excavation at the site, but found nothing.

In Shubenacadie, after GPR surveys, aerial laser scanning and archival searches concluded in August with no evidence of residential-school burials, Sipekne'katik First Nation Chief Mike Sack said he was pleased with the result. It was what the Mi'kmaq people in the area were hoping for. "We know that people need closure and healing," Chief Sack said.

But closure and healing don't always follow, even after stories about burials prompt GPR surveys, and then meticulously conducted excavations that fail to turn up any human remains.

For years, stories have persisted about burials at the long-abandoned Charles Camsell Indian Hospital in Edmonton, one of several federal "Indian hospitals" that are currently the subject of a \$1.1-billion class action lawsuit. Serving mostly as a tuberculosis sanitarium, the Camsell hospital treated hundreds of Indigenous patients from across northern Alberta, the Yukon and the Northwest Territories, with hospital stays sometimes lasting several years.

In the days after the Kamloops story broke, a property-development firm that owns the Camsell site brought in a GPR firm to search for graves, in close consultation with Papaschase First Nation Chief Calvin Bruneau and Indigenous people who said they remembered where the graves were.

After a summer of surveys and careful excavations at each flagged site, the work concluded in October after having encountered no burials. Speaking with the CBC after the work was completed, Chief Bruneau said there were still lingering concerns about burials at the site. "What happened to them? That's something there that is a big question for me, if they were removed and reburied somewhere else."

The fallout

In the end, after all the national convulsions sparked by last summer's sensational headlines about the discoveries of at least 1,300 unmarked graves containing the remains of residential-school children, this is what we're left with.

At the Kamloops Indian Residential School, ground penetrating radar identified 200 "probable" but unconfirmed burials of children from the residential school days.

At Cowessess, the graves of 751 Indigenous and non-Indigenous adults and children were enumerated and properly located in an old Catholic cemetery. At St. Eugene's, there is a well-known cemetery, originally set aside for white settlers but a place where Indigenous people are buried as well, that had long ago lost its wooden crosses. The burials of 182 people have now been enumerated and properly located.

At Shubenacadie, extensive surveys came across the graves of Irish immigrants from a century before the old residential school there first opened its doors. Their graves were found in the area where former students had reported a burial site. At Penelakut Island, "160+" possible burials may or may not have been discovered last summer, and some of them might be associated with a long-shuttered residential school.

That's what all the headlines were about.

These things are calculable. It's not so easy to measure the degree of trauma rekindled in survivors of residential school abuse each time those headlines appeared, each time they turned on the radio, each time they tuned in to the television news.

It isn't easy to measure the grief inflicted upon the Indigenous parishes and congregations at Gitwangak, Chopaka, Princeton, Osoyoos and Penticton, B.C., when the churches their ancestors built were burned to the ground last summer. Another five churches were razed across the country, not including 15 or so that

were set on fire but survived, and dozens of churches in towns and cities that were desecrated, their windows smashed, their doors splashed with paint or defaced with slogans.

It has become common practice for some news organizations to caution readers and viewers that what's coming in a report about residential schools will be unpleasant, in phrasing like, "WARNING: This story contains details some readers may find distressing." Such stories are likely to become quite routine in the coming years.

Since last summer, more suspected unmarked graves have turned up, and the searches will continue indefinitely now that the federal government has come around to devoting serious resources to the search efforts.

Last August, Ottawa announced a \$321-million investment in Indigenous-led efforts to continue the search for the remains of children who died after being enrolled in the schools.

Last September, the Canadian Conference of Catholic Bishops announced that it would raise \$30 million to support "healing and reconciliation initiatives for residential school survivors, their families and their communities" across Canada.



Pope Francis holds an audience with Indigenous delegations from Canada at the Vatican on April 1. PHOTO BY VATICAN MEDIA/REUTERS

Last month, Pope Francis officially apologized on behalf of the Roman Catholic Church for its role in bringing harm to Canada's Indigenous peoples in the residential school system. Earlier this month, the Vatican announced that Pope Francis will be visiting Iqaluit, Edmonton and Quebec City — but not Kamloops, where last year's drama began.

At Shubenacadie, where extensive investigations turned up nothing, Crown-Indigenous Relations Minister Marc Miller announced a fund of \$326,700 for the Sipekne'katik community to conduct further research and memorialize the residential school with commemorative events and a plaque.

Then there was the small matter of the Canadian flag.

It was only three days after the story about the graves in Kamloops made its way around the world that Trudeau ordered Canada's flags lowered to half-mast on Parliament Hill and on all federal building across the country, to honour the children whose remains were reported to be in those unmarked graves.

This was to prove awkward, owing to the question of what celebratory juncture would warrant the raising of the flags again. The flags remained at half-mast under the "exceptional circumstances" provisions of the official half-masting rules for more than five months.

It was the Kahnawake Mohawks who first broke the stasis, raising the flag on a local Royal Canadian Legion hall so it could be lowered to pay respects to a deceased veteran. The Trudeau government finally resolved to raise the flags the day before Indigenous Veterans Day so they could be lowered again on Nov.

8, then raised again the next day so they could be lowered again on Remembrance Day, Nov. 11, then raised again and left at full mast.

Only a week after the Kamloops story broke, Bill C-5 was adopted, creating a new federal holiday every Sept. 30, the National Day for Truth and Reconciliation. A bit of a damper was thrown on the occasion when the day came around last September, after it was realized that Prime Minister Trudeau had quietly jetted off to Tofino, B.C., for a vacation when his office itinerary had him in “private meetings” in Ottawa. Trudeau later apologized for the indiscretion.

Before the summer was over, the Cowessess First Nation had secured an historic agreement along with \$38 million in funding allowing the community to get out from under federal jurisdiction to run its own child-welfare system.

In the bigger-picture scheme of things, three weeks after the Kamloops story broke, China led a bloc of torture states that included Belarus, Russia, Iran, Syria and North Korea in a condemnation of Canada’s treatment of Indigenous peoples. Beijing’s move pre-empted a Canadian initiative, three years in the making, assembling a coalition of countries to force the United Nations to investigate China’s trampling of human rights in Xinjiang.

A week after that, in the Canadian senate, Beijing-friendly senators Yuen Pau Woo and Peter Harder used the pretext of the residential schools legacy to condemn a motion that would have replicated a House of Commons resolution declaring Beijing’s treatment of the Uyghurs of Xinjiang a genocide. China’s foreign ministry praised the no-vote senators as “people of vision.”

In the Canadian Press news agency “newsmaker of the year” balloting, Michael Kovrig and Michael Spavor, the two Canadians released last September after nearly three years’ imprisonment in China, came in third, with nine votes. Front-line health workers came in second, with 14 votes. Editors gave 56 out of 88 votes to the children who never returned from residential schools.

National Post

24 septembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/09/23/opinion/wounded-putin.html>

OPINION

DAVID BROOKS

How Do You Handle a Wounded Putin?

Sept. 23, 2022



Credit...Brendan Smialowski/Agence France-Presse—Getty Images

By [David Brooks](#) Opinion Columnist

Sign up for the Russia-Ukraine War Briefing. Every evening, we'll send you a summary of the day's biggest news. [Get it sent to your inbox.](#)

The world shifted this week. Vladimir Putin showed that he knows how deeply wounded he is. He knows that his rule is under existential threat if Russia is completely humiliated in Ukraine. He also showed the world that his strategy in this context is to escalate. He is signaling that his best bet for survival is to cast the war against Ukraine as a struggle against the entire West.

He's like a wounded tiger, who in desperation, and knowing his strength is weakening, decides to go on the attack. This week I learned a bit about how American officials are thinking about this situation.

Putin's wounds are now pretty obvious. American intelligence officials believe it is unlikely that the Russian Army in Ukraine will simply collapse. But they do believe that Russian forces are running out of steam and being badly beaten.

I'm told that somewhere between 80,000 and 110,000 Russian troops have been killed or wounded in the past seven months. Russia has lost 50 percent of its prewar military tanks. It's lost 20 percent to 30 percent of its infantry fighting vehicles and a tenth of its advanced fighter planes. The Russians have also burned through huge amounts of precision munitions. Morale is awful. Over the past weeks, most Russian forces have been on the defensive, or falling back.

This terrible situation has induced not humility in Putin but audacity. In his speech to the Russian people this week, he portrayed the operation in Ukraine as a defensive measure against Western forces that want to divide and destroy Russia. He signaled that he considers Crimea part of Russia and will regard eastern Ukraine as part of Russia too. He'll view attacks in those regions as attacks on Russia itself, especially if they are made by Ukrainian forces using American weapons. The crucial passage in his speech was this: "In the event of a threat to the territorial integrity of our

country and to defend Russia and our people, we will certainly make use of all weapon systems available to us. This is not a bluff.”

American officials are now preparing for all the ways Putin could escalate the war, if he pretends Russia itself is being invaded. He could lob missiles onto American installations in Poland and elsewhere in Central and Eastern Europe. He could escalate in space by destroying satellites. He could launch a missile strike against a NATO ally. And of course he could use a tactical nuclear weapon — perhaps on a Ukrainian town, on a Ukrainian military unit or just in an open field to show he means business.

The intent would be to intimidate the West into ceasing all support for Ukraine.

American officials don't seem to know whether Putin will or won't use nukes, but they are taking the possibility quite seriously. In their communications with the Russians, they are trying to convey that any use of nuclear weapons would put the world in a very different place. They are not talking about what their contingency plans are in such a circumstance, but they imply they are grave.

Overall, American strategy is to help the Ukrainians defeat the Russian invasion, but slowly. The idea is to hit a series of singles, not go for a crushing home run. American officials don't want to self-deter — that is, be intimidated by Putin's threats. On the other hand, they don't want to trigger him into doing something rash. They don't want *Götterdämmerung*, a situation in which a desperate Putin decides to pull the whole world down around him. They are trying to control the pace of the war so that Russia is pushed back from Ukraine gradually.

Controlling the pace of a war sounds really hard, but the weather will help. By late October and November, Ukraine turns muddy and it is difficult to launch offensive operations. Over time, and maybe next year, the Ukrainians can gradually take advantage of their advantages: They are fighting to defend their homeland, they have a flexible, decentralized command structure, their air defenses have mostly prevented the Russians from doing combined air and land operations, and they have much better intelligence, thanks to Western assistance.

The West will continue to supply Ukraine with weapons, maybe even including tanks and advanced fighter planes. Those systems are apparently on the table.

The influx of up to 300,000 new Russian troops will probably not alter the basic momentum of the war. They will be ill trained and ill coordinated, and it's hard to see how the conscripts' morale would be any better than the morale of the troops already bogged down there. You don't make a stupid war better by making it bigger.

The first American hope is that Putin will eventually do a cost-benefit analysis and conclude that his best option is to negotiate. The second American hope is that the Ukrainians will also do a cost-benefit analysis. They will realize that while they are winning the war, it is also nearly impossible to physically dislodge the Russian troops who are dug in in eastern Ukraine. They too will decide to negotiate.

If that happens, a territorial settlement will be reached and the global rules-based international order will be re-established.

My parting thought is that too much of Western strategic thinking ignores the Ukrainians themselves — what they desire. They are winning, passionate and filled with righteous indignation, and seem to be thirsting for the kind of maximalist victory that they apparently feel is within their grasp — including getting Crimea back. Why should the heroes of this conflict settle for a tepid, incremental approach and a partial win, and what happens if they won't?

The Ukrainians' efforts have demonstrated that liberal democracy and human dignity are causes people are still willing to fight and die for. They are showing that these ideas have great power. Unfortunately, tyrants are sometimes more dangerous when they are losing.

David Brooks has been a columnist with **The Times** since 2003. He is the author of “**The Road to Character**” and, most recently, “**The Second Mountain.**” [@nytdavidbrooks](https://twitter.com/nytdavidbrooks)

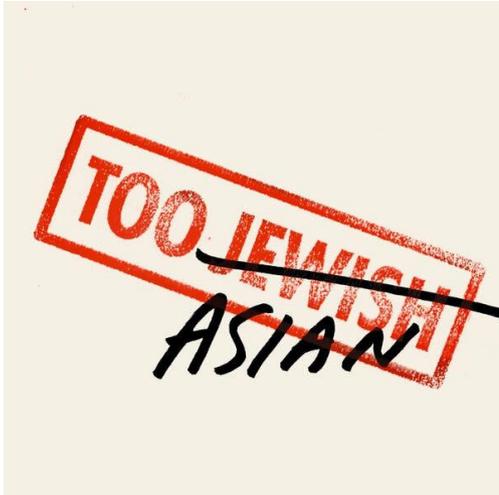
24 septembre (NYT)

<https://www.nytimes.com/2022/09/23/opinion/race-admissions.html>

OPINION

Stop Making Asian Americans Pay the Price for Campus Diversity

Sept. 23, 2022



Credit...Delcan and Co

By [John McWhorter](#), Opinion Writer

The Supreme Court is poised to begin adjudicating lawsuits that claim the admissions policies of Harvard University and the University of North Carolina are discriminatory against students of Asian descent and, in the case of U.N.C., against white students. The rightward tilt of the current court makes it possible, even likely, that it will not only address the specific issues in question in these cases but also ban outright the use of race in university admissions.

To those dismayed by the court's recent rulings on issues such as abortion and gun control, it might seem natural to see a looming ban on affirmative action in admissions as water from the same well. I do not. The way racial preferences have been defended in recent years has involved a good deal of shaky argumentation.

Take, for instance, the idea that a diverse student body is a key component of a good education: As I've [argued previously](#) in this newsletter, diversity is a thin justification for treating applicants differently. But beyond that, it's worth noting that a different, earlier and disturbing version of the diversity argument emerged not in reference to students of color but to Jewish students. In the early 20th century, "character"-based goals emerged among some Ivy League schools. One such goal was "geographic" diversity. This was held up as a boon to student bodies but motivated largely by an assumption that admitting students from schools far from northeastern cities would serve to hold down the number of Jewish applicants accepted.

This was one of an array of shifty strategies that some Ivies started using. The fine [podcast](#) "Gatecrashers," produced by Tablet Studios, covers more of them in detail. Admissions processes that were once relatively undemanding were loaded up with questions about parental origins as well as the requirement that one include a photo, all intended to screen for Jewishness. The college interview, now ordinary for the Ivies, began as part of the same screening strategy. In 1928, Columbia University — located, of course, in Manhattan — established a special Brooklyn branch called Seth Low Junior College, intended to maintain a separate locus for Jewish students.

Today, increasing diversity may mean giving preferential treatment to some Black and Latino students who otherwise might not qualify for admission. And this practice, whether intended or not, has had the effect at Harvard — which, in a 2013 internal investigation, [was found](#) to display

bias against Asian American applicants — of artificially keeping down the number of students of Asian descent. (Lest anyone think I've forgotten about legacy admissions, I'll just note that I've [said before](#) in this newsletter that we should do away with the forms of affirmative action that tend to benefit rich white students, too.)

Of course, no one explicitly says Harvard has too many Asians, but the parallel between old-school justifications for keeping a student body from being too Jewish and a process that keeps it from being too Asian are discomfiting. According to the plaintiffs' data, Asian American applicants were 25 percent more likely than whites to be rated, dismissively, as "standard strong," meaning that they're academically excellent but merely in a garden variety way for Harvard applicants. They were also shown to be rated by admissions officers as less personable than applicants of other races with similar applications. This is alarmingly close to the kinds of prejudices held about Jewish students in the old days. Harvard itself [documented](#) in an internal study in 2013 that the undergraduate student body would be 43 percent Asian using academic scores and rankings alone, as opposed to the 19 percent that they constituted at the time.

There's no reason to suppose that the reason for these sneaky biases in the admissions system is bigotry against Asians. Rather, the idea is to demonstrate a lack of bigotry against Black and Latino students, to justify it with the claim that diversity enhances the educational experience of all students and to achieve it by artificially keeping Asian numbers down while hoping they go quietly along with the program.

But despite this supposedly beneficent motivation, students of Asian descent have every right to feel discriminated against and to challenge an admissions policy that makes it such that achievement by an Asian kid is valued less than the same or perhaps lesser achievement by a Black, Latino or, for that matter, white kid.

And again, even without this unfair burdening of Asian American applicants, the idea that diversity crucially enhances education is fragile. Certainly, diversity has benefits: Classroom discussions of societal issues can be enriched by a variety of life experiences. But those benefits cover only a sliver of what college work consists of. Diversity won't impart Spanish's irregular verbs. It won't help much with the basics of Econ 101.

Deep down, I suspect we all know that it would be quite possible for students to get a sterling education at a university where every student was a white person from Colorado. Few graduates would muse that their education was incomplete because there were no kids from the Northeast or the South around. Any benefit would be auxiliary at best, not worth founding an admissions policy upon.

Yet many will say that if we stop evaluating students in part on race, we abandon social justice. Do we, though? I think that in the 2020s we should maintain a social justice mission in admissions, but base it on socioeconomics. Yes, that would mean middle- and upper-class Black and Latino students would no longer get special consideration. But on that, we must question the tacit, Jesse Jackson-esque "Yale or jail" assumption in much of the discussion of racial preferences, which sometimes implies that students not admitted to one of a few tippy-top schools are somehow seriously hobbled from achieving career success.

A [2012 study co-authored](#) by the Duke University economist Peter Arcidiacono (who is participating in the suit against Harvard as an expert witness for the plaintiffs) suggests that Black students placed in schools to which their grades and test scores might not ordinarily gain them admission who initially choose to pursue majors in engineering, natural sciences, or economics are less likely to graduate in those majors. The implication, then, is that they would have successfully completed those subjects at a still respected but less competitive school. Other studies have suggested similar phenomena in [law](#) school and [medical](#) school.

To be sure, without racial preferences, the number of Black and Latino students at selective universities [does](#) go down. However, it does not eclipse. And there's no tragedy in Black and Latino

students attending other excellent if somewhat less selective schools. Theodore Shaw, a U.N.C. School of Law professor and the director of U.N.C.'s Center for Civil Rights, [warns](#) that eliminating racial preferences would have “severe” effects on Black and Latino students’ opportunities. But this seems to imply that students at schools other than the most selective ones are significantly hindered from attaining meaningful education, training, career opportunities and connections. The dedicated and talented people who teach at and staff such universities would be surprised to hear this.

Racial preference in university admissions was an admirable experiment in the era that immediately followed the civil rights advances of the 1960s and ’70s, when a [much larger proportion](#) of Black America lived in poverty and legal segregation was a recent memory. But there will always be those who question, with good reason, whether their effort should count for less than the same effort from someone else in deference to matters of history they did not experience. One need not be a bigot to feel that way.

Racial preferences should now be thought of like chemotherapy, a cure that can cause side effects that should be applied judiciously. We’ve applied the cure long past that point, and have drifted toward an almost liturgical conception of diversity that makes less sense by the year. In a 2003 Supreme Court ruling, Justice Sandra Day O’Connor, writing for the majority, [said](#), “we expect that 25 years from now, the use of racial preferences” in the university admissions context “will no longer be necessary.” That was considered resonantly wise at the time. But now we have only about six years to go. Folks, it’s time.

John McWhorter ([@JohnHMcWhorter](#)) is an associate professor of linguistics at Columbia University. He hosts the podcast “[Lexicon Valley](#)” and is the author, most recently, of “[Woke Racism: How a New Religion Has Betrayed Black America.](#)”

24 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/culture/florian-gulli-l-antiracisme-n-a-rien-a-gagner-en-rejetant-l-universalisme-20220923>

Florian Gulli: «L'antiracisme n'a rien à gagner en rejetant l'universalisme»

Par Raphaël Pinault

Publié hier à 16:32, mis à jour hier à 18:08



«À en croire l'antiracisme politique, l'antiracisme moral serait une sorte de prêche abstrait, un appel à la fraternité, condamné à rester lettre morte.» SEBASTIEN SORIANO / *Le Figaro*

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Dans son nouvel essai, *L'Antiracisme trahi*, le philosophe marxiste décrit le dévoiement des mouvements antiracistes et défend l'universalisme, un concept qu'il juge aujourd'hui dévoyé par de nombreux militants, notamment de gauche.

Philosophe et secrétaire de la section de Besançon du PCF, Florian Gulli a écrit sur Marx, Engels et Lénine. Il publie L'antiracisme trahi (Éditions Puf, septembre 2022).

FIGAROVOX. - Votre livre dessine un abandon de la défense de l'universel au profit des revendications particularistes, y compris en France. Comment expliquez-vous cet alignement de notre pays sur les pays anglo-saxons?

Florian GULLI. - Aujourd'hui, l'universel est devenu la cible d'une partie du discours antiraciste. On parle volontiers d'universalisme blanc, on pointe les liens présumés entre universalisme et colonisation européenne, les déclarations universelles de droits sont perçues comme des masques de la domination occidentale, etc. Hier, il n'en était pas ainsi. **Toussaint Louverture, Nelson Mandela, Martin Luther King, Thomas Sankara, etc., aucun de ces grands noms ne combattait l'idée de principes universels.**

Toussaint Louverture ne combattait pas la déclaration des droits de l'homme; il combattait pour qu'elle soit enfin appliquée dans la colonie française de Saint-Domingue. **Le problème n'était pas l'universel mais les restrictions qui accompagnaient son application.**

Je ne sais pas s'il faut relier cette critique de l'universel seulement aux pays anglo-saxons. Il existe en effet une tradition européenne radicalement critique de tout universalisme. Et c'est là le paradoxe: croyant rompre avec «l'Occident» en critiquant l'universel, l'antiracisme politique ne fait que s'inscrire dans une **tradition occidentale, qui court des contre-révolutionnaires à la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist en passant par Heidegger.**

L'anti-universalisme européen a d'abord été farouchement inégalitaire (en l'absence de tout principe universel, «*les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent leur céder*»). Plus récemment, il s'est fait différentialiste, **l'éloge de la différence justifiant d'ériger des murs entre les individus en raison de leur origine**. Je ne saisis pas bien ce que l'antiracisme a à gagner en se situant sur un tel terrain.

L'antiracisme en général, dans la mesure où il combat pour l'égalité des droits, l'égalité de tous, etc., ne peut être qu'universaliste. S'il n'y a pas de principes universels, peut-on seulement revendiquer l'égalité universelle? Il faut cependant être vigilant sur un point: parler de principes universels n'implique en aucun cas que ces principes sont réalisés. Ainsi, la proclamation de l'égalité ne rend pas la société égalitaire dans les faits.

L'égalité peut être affirmée et la discrimination exister malgré tout. Il faut alors essayer de combler l'écart entre le réel et la valeur et non congédier la valeur comme un mensonge.

Votre livre commence par opposer un antiracisme moral à un antiracisme politique. Quelle distinction faites-vous entre ces deux notions? À qui profite cette appropriation de l'antiracisme?

Il n'est plus possible aujourd'hui de parler d'antiracisme *tout court*. Et c'est une bonne chose: cela indique l'existence de plusieurs grilles d'analyse et de plusieurs stratégies politiques.

Dans le débat à gauche sur l'antiracisme depuis une quinzaine d'années, on a pris coutume d'opposer deux antiracismes, le moral et le politique. Cette opposition a été forgée par l'antiracisme politique pour se démarquer des organisations antiracistes traditionnelles comme SOS Racisme et des campagnes consensuelles menées par les grandes entreprises et les institutions publiques. À en croire l'antiracisme politique, l'antiracisme moral serait une sorte de prêche abstrait, un appel à la fraternité, condamné à rester lettre morte.

L'antiracisme politique se définit par opposition: il est clivant, il préfère l'autonomie des «*premiers concernés*» à la fraternité, et il dit vouloir transformer de fond en comble les structures de l'État. L'antiracisme politique se positionne alors comme le seul véritable antiracisme.

Au début du XX^e siècle, le lynchage est un spectacle très prisé. On va jusqu'à libérer les enfants de l'école pour qu'ils puissent y assister. L'esclavage a brutalisé la société américaine.

Florian Gulli

Le livre propose une généalogie de cet antiracisme dit politique, et une critique de ses impasses politiques. Il essaie de montrer par ailleurs que cette opposition est un faux dilemme, qu'elle occulte une troisième forme d'antiracisme, que j'appelle antiracisme socialiste. Cette tradition intellectuelle qui part de Marx se poursuit aujourd'hui, par exemple, aux États-Unis, dans les travaux d'universitaires et militants proches de Bernie Sanders.

Cet antiracisme se donne un double objectif: faire reculer le racisme, et unir les différentes fractions des classes populaires. Il a à cœur de proposer un récit commun aux classes populaires, récit qui ne recouvre pas cependant leurs différences.

Vous suggérez une différence de réception entre l'esclavage exercé «sur le sol même des États-Unis» et celui exercé en outre-mer par la France. Pouvez-vous développer cette différence et ses conséquences ?

Doit-on lire et s'inspirer d'auteurs américains pour penser ce qui se passe en France en matière de racisme? Il y a, il me semble, deux écueils. Le premier consiste à refuser de lire au prétexte que les situations nationales seraient trop différentes. Certains vont même jusqu'à utiliser cet argument pour minimiser le racisme en France, le racisme devenant un problème exclusivement américain.

Le second écueil consiste à plaquer sans prudence les analyses étasuniennes sur notre situation nationale comme si les différences entre les pays étaient négligeables en matière de racisme. Dans le livre, je pointe deux différences de taille qui expliquent que le racisme soit plus profondément enraciné là-bas qu'en Europe (ce qui ne revient pas à dédouaner l'Europe de tout racisme).

Première spécificité américaine, relevée entre autres par James Baldwin: «*le Noir américain est une entité unique. Il n'a d'homologues nulle part et pas de prédécesseurs*». Pourquoi? Parce qu'il est arrivé sur le sol américain en esclave et non en immigré. Il faut donc lire les textes écrits aux États-Unis, mais en prenant garde à ne pas simplifier le réel. Les «*minorités*» en Europe sont arrivées en Europe par l'immigration et non par la déportation.

Il est symptomatique qu'en parlant d'«*indigène*», on refoule le moment de l'immigration pour aller directement à la situation coloniale. Or, si la première a été largement subie, la seconde a en partie été choisie.

Deuxième différence, celle que vous mentionnez: la spécificité de l'esclavage américain. La France a pratiqué l'esclavage outre-mer, dans les Antilles. Mais la population de métropole n'était pas directement confrontée à la violence. L'esclavage aux États-Unis était à domicile. Le peuple s'est donc construit en présence de la violence esclavagiste, violence redoublée par la crainte de la révolte généralisée, la crainte des planteurs de se faire empoisonner, etc.

Au début du XX^e siècle, le lynchage est un spectacle très prisé. On va jusqu'à libérer les enfants de l'école pour qu'ils puissent y assister. L'esclavage a brutalisé la société américaine.

La lecture des auteurs américains, dans leur diversité, est nécessaire, mais il faut se garder de faire des États-Unis le modèle pour penser le racisme.

En fonction des auteurs, on pourrait accuser les élites, le patronat, tel président, les médias, CNews, de rendre les gens racistes. La question est de savoir si la propagande raciste venue d'en haut est la cause du racisme.

Florian Gulli

Vous notez que le jargon antiraciste s'est renouvelé ces dernières années. On parle de **racisme structurel, racisme en effet... Dans quel but? Change-t-on les mots pour feindre le renouvellement d'une lutte qui s'essouffle?**

Les innovations conceptuelles peuvent être une bonne chose si elles améliorent notre compréhension du réel. J'ai donc cherché à savoir dans quelle mesure les nouveaux termes apparus ces dernières années (racisme structurel, blanchité, privilège blanc, etc.) augmentaient ou diminuaient notre intelligence du monde social. Il faut bien sûr juger au cas par cas, mais souvent ces termes me sont apparus comme ajoutant de la confusion.

Soit le concept de «*racisme institutionnel*» forgé par Carmichael et Hamilton dans leur ouvrage de 1967, *Black Power. Pour une politique de libération aux États-Unis*. Les auteurs veulent penser le racisme dans une société post-ségrégationniste, sans pour autant le réduire à la violence individuelle et aux insultes. Dorénavant, écrivent les deux auteurs, la société américaine condamne unanimement l'attentat à la bombe dans une église noire de Birmingham perpétré par un suprémaciste blanc.

Mais en même temps, elle ignore ou tolère le fort taux de mortalité dans les maternités noires de la même ville. Ce dernier fait, qui passe inaperçu, relève d'un racisme institutionnel. Ce sens de l'expression a pu séduire des sociologues qui disposaient alors d'un outil pour comprendre le fonctionnement de telle ou telle institution.

Cependant, dans le même livre, on assiste à un glissement vers un autre sens de l'expression «racisme institutionnel». L'expression permet de faire le procès sans nuance de la société américaine tout entière: «*l'Amérique, disent les auteurs, est le pouvoir blanc*». Il existe des déclinaisons françaises de ces formules: «*la France est structurellement raciste*», «*la République*

est le pouvoir blanc», etc. Ces formulations caricaturales évacuent la complexité d'une histoire, les contradictions internes à une tradition nationale. Elles obscurcissent le réel en le simplifiant.

Et il faut rappeler un point essentiel: **une grande partie des militants du mouvement des droits civiques refusent une telle rhétorique, parce qu'ils ont parfaitement conscience qu'elle est une impasse politique. Peut-on construire une majorité politique dans un pays en s'appuyant sur le rejet en bloc de l'histoire de ce même pays?**

Je ne sais pas si **la prolifération de ces nouveaux termes** est un signe d'essoufflement. Elle témoigne en revanche de **l'importance prise dans le débat public par les mots slogans et les formules chocs dont la résonance médiatique n'est pas toujours proportionnelle à la pertinence théorique.**

Le mouvement antiraciste s'interroge sur la source des discours racistes. Vous rappelez à ce titre l'«idéologie» dont les discours viennent des classes populaires, et la «propagande» dont les discours viennent des élites. Suivant cette définition, le mouvement antiraciste relève-t-il de l'idéologie ou de la propagande ?

Le problème, à mon sens, est que l'antiracisme politique ne s'intéresse guère aux sources du discours raciste. On trouve des explications toutes faites qui ne s'appuient jamais sur aucune enquête empirique: le racisme présent s'expliquerait par l'inconscient colonial de notre société, les gens seraient racistes parce que victimes d'une propagande raciste, ou encore parce que leur haine leur donnerait une image positive d'eux-mêmes, etc. Je n'ai rien, à première vue, contre ces explications, à conditions qu'elles soient appuyées sur des enquêtes de terrain.

Distinguer idéologie et propagande, c'est poser la question des sources du racisme ordinaire. On trouve cette distinction dans l'ouvrage récemment traduit en français de Barbara J. Fields et Karen E. Fields, *Racecraft ou l'esprit de l'inégalité aux États-Unis*. Il s'agit de contester une compréhension du racisme qui en ferait le résultat d'un discours venu d'en haut (la propagande), sans aucun rapport avec la vie des individus. Selon une telle compréhension, les gens seraient racistes parce qu'on leur aurait mis des idées racistes dans la tête.

Ainsi et en fonction des auteurs, on pourrait accuser les élites, le patronat, tel président, les médias de rendre les gens racistes. Bien sûr, la propagande raciste venue d'en haut est quelque chose de bien réel dans l'histoire. La question est de savoir si elle est la cause du racisme.

Idéologie, ici, ne désigne pas quelque chose d'abstrait, de plaqué sur le réel. C'est tout le contraire. L'idéologie désigne l'interprétation d'une expérience vécue. Le racisme, selon cette lecture, est l'interprétation (erronée) d'une expérience vécue par des individus ou des groupes. Il est chevillé à leur existence et non instillé par haut.

Et il existe quantité d'expériences, d'inégalités ou de conflits pouvant mener au racisme. La concurrence pour des biens sociaux rares en temps de crises (logement, emploi, etc.) est l'une des grandes expériences nourrissant le racisme. Les problèmes de tranquillité publique liée aux ségrégations urbaines peuvent aisément être décodés de façon raciste, etc.

Florian Gulli, *L'antiracisme trahi*, Puf, septembre 2022, 224 pages. Puf

24 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/mathieu-bock-cote-le-voile-comme-symbole-politique-20220923>

Mathieu Bock-Côté: «Le voile comme symbole politique»

Par Mathieu Bock-Côté

Publié hier à 20:09, mis à jour hier à 20:44



Mathieu-Bock Côté. *Le Figaro*.

CHRONIQUE - Loin de représenter une forme de pudeur morale évoquant celle de nos grands-mères, ce marqueur explicite de conquête politico-culturelle symbolise l'exhibitionnisme identitaire et l'exhibitionnisme de la vertu.

Les événements qui remuent actuellement l'Iran font le tour de la planète. Leur portée est claire: des milliers de femmes s'y insurgent en réclamant le droit de vivre sans voile et délivrées du contrôle oppressif de la police des mœurs, agressive et tatillonne, qui circule dans les villes du pays. Elles se rassemblent autour d'une femme récemment décédée après avoir été passée à tabac par cette police, Mahsa Amini, devenue en Iran une véritable martyre de la liberté, morte pour avoir «mal porté» son voile. **Mais le néoféminisme français peine à se solidariser avec les femmes iraniennes et poursuit sa campagne à temps plein contre un patriarcat occidental fantasmé. Plus encore, il fait volontiers du voile un symbole de liberté, du moins en Occident, car, à travers lui, les femmes issues de l'immigration témoigneraient de leur résistance à la souveraineté masculine et au néocolonialisme identitaire.**

Le malaise des néoféministes est électoral et idéologique. **Électoral**, dans la mesure où la gauche radicale, à laquelle il appartient politiquement, mise sur la communauté musulmane, qui s'est exprimée en faveur de Jean-Luc Mélenchon à la hauteur de 69 % lors de la dernière élection présidentielle, et qui fait du voile son principal étendard identitaire et politique. **Idéologique**, dans la mesure où la gauche radicale s'est convertie au multiculturalisme, et veut elle-même voir dans le voile l'étendard privilégié de la diversité - à tout le moins, en Occident. Mais la violence de la répression est telle en Iran qu'elle doit se positionner publiquement. **Que faire face à un régime qui, depuis plus de quarante ans, a fait du voile le symbole de son emprise sur le corps des femmes, qu'il fallait mater, pour les ramener dans le giron de la culture islamique? Que faire face à un régime qui pousse la répression jusqu'à la violence meurtrière?**

Le néoféminisme a cru trouver sa réponse avec **l'argument de la double condamnation**: il serait tout aussi condamnable d'imposer le voile en Iran que de l'interdire en France, en oubliant qu'il n'est interdit en France que dans certains secteurs d'activité, sans violence, et sans s'accompagner d'un **totalitarisme des mœurs**. L'argument, médiocre en lui-même, a mordu depuis longtemps dans une jeunesse endoctrinée, convaincue que le port du voile était une pure question de choix individuel. Une

femme porte le voile, une autre est tatouée jusqu'au front, une autre se prend pour un homme, une autre se veut athée: pourquoi tous ces gens ne pourraient-ils pas vivre ensemble?

Mais, surtout, cet argument «progressiste» instrumentalise la dénonciation de l'imposition du voile islamique dans les pays musulmans pour condamner par effet de retour la laïcité française. **Son imposition comme son interdiction seraient moralement équivalentes.** Plus encore, il vient normaliser le voile en France. **Ce discours s'inscrit dans une logique qui est objectivement celle de la collaboration.**

l'islam, qui s'est installé et s'installe en Occident au fil de nombreuses vagues migratoires, fait du voile un marqueur explicite de conquête politico-culturelle et d'occupation du territoire.

On pourrait corriger de manière assez scolaire cet argumentaire, négligeant la différence de civilisation entre les pays forgés dans la matrice chrétienne et ceux forgés par l'islam. Les premiers ont élaboré, au fil de l'histoire, la figure de la personne et, plus récemment, de l'individu - sans se confondre, elles appartiennent au même univers anthropologique. **Les seconds font de la soumission ostentatoire à une morale communautaire religieusement prescrite un principe fondamental de l'ordre social.**

Mais mieux vaut répondre à cet argument politiquement: **l'islam, qui s'est installé et s'installe en Occident au fil de nombreuses vagues migratoires, fait du voile un marqueur explicite de conquête politico-culturelle et d'occupation du territoire. Il permet à la fois de marquer l'appartenance des femmes au communautarisme musulman et de les transformer en panneaux réclames d'une idéologie conquérante, qui n'entend pas se plier aux mœurs de la France, mais plier la France à ses mœurs.** Loin de représenter une forme de pudeur morale évoquant celle de nos grands-mères, il symbolise **l'exhibitionnisme identitaire et l'exhibitionnisme de la vertu.**

Voyons les choses à la hauteur de l'histoire. Cette querelle est peut-être révélatrice, finalement, d'une forme de **névrose idéologique à gauche.** Après avoir poussé la déconstruction de la civilisation occidentale jusqu'à se laisser hypnotiser par une forme de nihilisme culminant dans la négation de l'identité sexuelle, une partie de la gauche s'apprête, sans même s'en rendre compte, à se donner au grand autre qu'est l'islam, pour l'embrasser et pour s'y fondre. Devant le vide, elle réclame le trop-plein extérieur, la puissance venue de loin pour redonner vie à sa fluidité identitaire qui rend l'âme flasque. **Ainsi, une partie de la gauche espère enfin expier les péchés coloniaux et néocoloniaux qu'elle prête à notre civilisation, dans un acte de soumission qu'elle assimilera jusqu'à l'humiliation à un acte de libération.**

24 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/lifestyle/nice-une-echappee-belle-placee-sous-le-signe-de-l-art-et-de-la-dolce-vita-20220923>

Nice, une échappée belle placée sous le signe de l'art et de la dolce vita

Par [Sophie De Santis](#)

Publié hier à 12:06, mis à jour hier à 12:07



Passer son week-end à Nice, c'est prendre un bain de lumière entre mer et montagne. *saiko3p - stock.adobe.com*

REPORTAGE - Après la folie estivale, L'arrière-saison sur la riviera française est synonyme de plaisirs. Entre balades culturelles et farniente.

«*O sole mio!*» [Nice, la belle méditerranéenne](#), peut s'enorgueillir de voir briller les rayons du soleil une grande partie de l'année et offrir une arrière-saison toujours très douce. Après l'affluence des vacanciers malgré les pics de chaleur - le tourisme a battu son plein cet été sur la Côte d'Azur avec 6 millions de visiteurs, dont environ 40 % à Nice, selon l'office du tourisme - la baie des Anges retrouve sa sérénité (ou presque). Passer son week-end à Nice, c'est prendre un bain de lumière entre mer et montagne, arpenter la Prom', humer le parfum des œillets du cours Saleya, et flâner dans le dédale des ruelles du Vieux-Nice qui évoquent des souvenirs d'Italie. Pourtant le joyau de la [French Riviera](#) ne se limite pas à la carte postale bleu azur. Après l'urbanisation galopante des années 1960, la volonté politique aujourd'hui est de remettre la nature et la culture au cœur de la cité.

Cette métamorphose est confortée par l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco en juillet 2021, sous l'impulsion du maire Christian Estrosi et de l'ancien ministre de la Culture Jean-Jacques Aillagon, également commissaire de la Biennale des arts. Très actif, ce dernier planche désormais sur le dossier de candidature de la ville au titre de capitale européenne de la culture 2028. Ainsi, on déambule dans le centre plus aéré traversé par le tram, jusqu'à la place Masséna qui a retrouvé sa splendeur. On arrive alors à la promenade du Paillon, la coulée verte parsemée de fontaines jaillissantes et bordée de terrasses de cafés, agréables en fin de journée. Outre la musique, le théâtre et l'opéra, Nice met particulièrement l'art sur un piédestal, en développant son offre muséale et en invitant l'expression visuelle jusque dans l'espace public, où Ben, l'artiste iconoclaste du pays, orne de ses messages sibyllins les stations de tram. Le grand rendez-vous de cette saison, c'est aussi la cinquième Biennale des arts qui déroule pas moins de onze expositions sur le thème enchanteur des fleurs, cher à Matisse, Chagall ou Nick Knight. Alors, c'est le moment de profiter des couleurs de l'été indien, et de suivre le guide pour une brassée de plaisirs des yeux et des papilles dans cette perle de la villégiature balnéaire.

LES EXPOSITIONS À VOIR

1. Au Musée Masséna

La Biennale des arts, placée sous le thème «**Nice, reine des fleurs**» ressemble à un bouquet de fraîcheur et de couleurs, qui embaume le parcours. Après les «Palmiers, palmes et palmettes» en 2013, Jean-Jacques Aillagon a choisi de montrer les représentations artistiques des roses, œillets, anémones et fleurs d'oranger... Indissociables de l'imaginaire niçois. Au fil des étages de la demeure bourgeoise du Musée Masséna, on découvre leur évocation dans l'architecture du XIX, mais aussi dans la tradition populaire du carnaval et sa fameuse bataille des fleurs. Grâce à la scénographie rythmée en actes comme à l'opéra, on admire le riche patrimoine d'affiches, gravures, peintures ou photos anciennes, dédié à l'art de vivre fleuri, qui a tant inspiré Raoul Dufy.

Jusqu'au 9 octobre. 65, rue de France. Tél.: 04 93 91 19 10. massena-nice.org

2. Au palais Lascaris

Le charme baroque du palais Lascaris est un émerveillement sans pareil, au détour d'une ruelle du Vieux-Nice. Ce joyau d'architecture tout en stucs et murs rose fanée, est l'ancienne demeure des Lascaris de Vintimille bâtie dans la première moitié du XVII^e siècle. Des bois dorés aux plafonds peints, les motifs floraux sont les éléments décoratifs omniprésents. En haut de l'escalier majestueux, les «**Fleuraisons baroques**», rassemblent des pièces de faïences et céramiques mais aussi des instruments de musique ornés de végétaux. Au rez-de-chaussée, «**Artemisia**» présente les pièces délicates -tel un jardin de fleurs séchées- de l'artiste contemporaine niçoise Eve Pietruschi, font écho au temps qui rythme la nature.

Jusqu'au 9 janvier 2023. 15, rue Droite. Tél.: 04 93 62 72 40. biennaledesarts2022.nice.fr



Le palais Lascaris. OTM NCA - JKelagopian

3. Au Musée de la photographie Charles Nègre

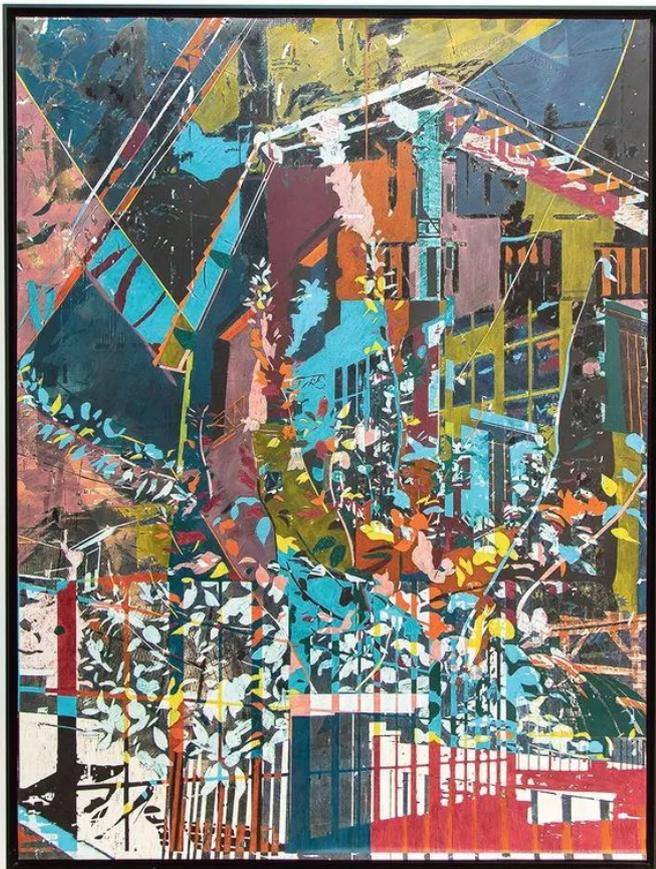
«**Nick Knight-Roses from my Garden.**» Le photographe britannique nous invite dans son «Magic Garden» planté de roses, toutes plus resplendissantes les unes que les autres. On regarde avec intérêt le processus de création présenté en vidéo. À deux pas du cours Saleya. Attention, derniers jours!

Jusqu'au 25 septembre. 1, place Pierre-Gautier. Tél.: 04 97 13 42 20. musee.photo@ville-nice.fr

4. À la Galerie Espace à vendre

«Carambolage à l'ouverture de la pétanque cosmique»! Drôle de titre pour une expo. Le trentenaire Maxime Duveau découpe et colle du papier vinyle sur les baies vitrées comme des vitraux colorés. Les motifs de paysages urbains sérigraphiés reviennent comme les samples d'une musique répétitive. À découvrir dans ce lieu atypique très innovant.

Jusqu'au 15 octobre. 10, rue Assalit. Tél.: 09 80 92 49 23. espace-avendre.com



vendre. *Sidney Guillemin*

Collage de Maxime Duveau à la galerie Espace à

LE GLACIER

5. Arlequin, le délice

Plutôt que le trop couru Fenocchio, on préfère suivre les conseils de Niçois avertis qui raffolent des crèmes glacées de Roberto Francia, dans le quartier Libération, à dix minutes de la gare de Nice-Ville. Véritables régals, le velouté d'ananas, la pistache de Sicile torréfiée, le chocolat grand cru à 72 % de cacao de Saint-Domingue... Le maître glacier, originaire de Milan, compose selon les produits de saison une bibliothèque de saveurs qu'il renouvelle régulièrement. Son classique? La Persepolis au safran, lait, amandes et pistaches, un délice d'onctuosité dédié à Isabelle Adjani, qui en est fan. 5,30 € les deux parfums avec la panna (offerte). On déguste en terrasse même si la grande avenue parcourue par le tram manque un peu de charme.

Arlequin Gelati, 9, av. Malausséna. Et aussi Cesar Milano, 43, av. Jean-Médecin.

L'ATELIER PARFUM

6. Composer sa fragrance

Chez Molinard, on s'initie à la création d'un parfum en apprenant les gestes du parfumeur, le temps d'élaborer son propre jus sur mesure, autour de 40 essences. Et l'on repart 45 minutes plus tard avec

son flacon de 30 ml. À la fois ludique et instructif. À partir de 45 € l'atelier découverte, samedi à 10 heures et 15 heures.

20, rue Saint-François-de-Paule. Tél.: 04 93 62 90 50. molinard.com

LA BALADE

7. Admirer la baie

Plusieurs itinéraires permettent de grimper sur les collines de Nice et d'embrasser du regard l'horizon bleu azur. Pour les marcheurs de moyen niveau: départ place Garibaldi direction le mont Boron par le port, longer la côte jusqu'au cap de Nice, puis monter jusqu'au belvédère pour profiter du panorama. Distance: 1,3 km en 45 min. L'effort est récompensé!

alpes-maritimes.ffrandonnee.fr

La promenade en direction du Mont Boron. *Ville de Nice*

À L'APÉRO

8. Casa becchio

En fin d'après-midi, les Niçois s'y retrouvent en terrasse, où malgré le passage des voitures, ils profitent de la fraîcheur de la coulée verte. Bonne ambiance musicale mixée par un DJ à l'heure du spritz (8 €), que l'on accompagne de charcuteries italiennes (15 € la planche) fraîchement coupées au comptoir de l'épicerie. Service décontracté.

10, av. Félix-Faure. Tél.: 09 87 18 55 85.

OÙ DORMIR?

9. Hôtel Windsor, un îlot d'art et de verdure

De loin, on aperçoit déjà la végétation qui déborde généreusement de la grille et annonce une oasis de fraîcheur au cœur de la rue Dalpozzo, calme et résidentielle du quartier de la Buffa. Une fois dans le lobby, on oublie que l'on se trouve à un jet de galet de la Prom'. Tout de suite happé par la luxuriante jungle qui occupe le patio, l'esprit vagabonde parmi les essences tropicales aux cimes perchées, comme celle de cet impressionnant caoutchouc. Un jardin extraordinaire créé par Bernard Redolfi qui avait apporté une touche exotique dans les années 1970 à cette petite pension familiale, devenue l'hôtel des artistes. Odile Redolfi-Payen (de la quatrième génération), qui a repris le flambeau de son oncle en 2004, affiche sa passion pour l'art et continue d'écrire l'histoire des chambres d'artistes. Se sont prêtés au jeu Ben, le Niçois bien sûr et son écriture ronde à la 365 ; Claudio Parmiggiani a tapissé les murs de pigments d'or la 57... ou encore François Morellet, qui a signé d'un trait jaune la 359. Au total ce 4-étoiles à la fois confortable et décontracté, compte 33 chambres arty sur 57. Lorsqu'on rejoint le patio pour prendre l'apéro au bord de la petite piscine, ou dîner, il n'est pas rare de croiser des artistes -notamment lors du Festival Ovni d'art vidéo (prochaine édition du 18 novembre au 4 décembre). À la carte? Des produits bio locaux, un risotto végétarien au basilic (20 €) ou un gaspacho de courgettes (10 €). En terrasse, gare aux moustiques!

11, rue Dalpozzo. Tél.: 04 93 88 59 35. hotelwindsornice.com. À partir de 180 € la chambre double.

La chambre décorée par Ben à l'hôtel Windsor. *Hôtel Windsor*

10. Le Saint-Paul, au grand large

Sur son promontoire à la sortie du port de Nice, la belle façade jaune doré a gardé la rigueur de l'architecture de l'ancien couvent avec sa chapelle attenante. Désormais cette demeure, telle une vigie de 67 chambres simples et accueillantes avec vue mer ou montagne, est le rendez-vous préféré des baigneurs de la plage des Rochers en contrebas. Comme eux, profitez d'un déjeuner (menu 26 €) en terrasse nez à nez avec la grande bleue.

29, bd Franck-Pilatte. Tél.: 04 93 89 39 57. lesaintpaul-hotel.fr

24 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/daniel-cohen-le-fondement-de-la-revolution-numerique-c-est-l-appauvrissement-du-lien-social-20220923>

Daniel Cohen: «Le fondement de la révolution numérique, c'est l'appauvrissement du lien social»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié hier à 20:15



Daniel Cohen. *Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro*

FIGARO VOX/ENTRETIEN - L'économiste publie *Homo numericus* (Albin Michel), un essai percutant sur le bouleversement de nos sociétés par le numérique. Intelligence artificielle, télétravail, applications de rencontre : derrière les possibilités infinies du numérique se cache selon lui une profonde désillusion. LE FIGARO.- Dans votre essai, vous vous penchez sur le bouleversement total de nos représentations et de nos modes de vies qu'introduit la révolution numérique. En quoi l'homo numericus se distingue-t-il de l'homo economicus?

Daniel COHEN.- J'avais écrit il y a dix ans un livre *Homo economicus*, où j'essayais de montrer que la transformation économique en cours dépouillait les catégories sociales de leur identité. Dans les années 1950-60 on était ouvrier, ingénieur, professeur, docteur... Avec le bouleversement des années 1980-1990, on n'est plus que des consommateurs, optimisant le calcul des plaisirs et des coûts. Puis vint la révolution numérique. Au début des années 2000, elle a fait naître de tous côtés une espérance nouvelle. Les économistes ont pensé que la mondialisation libérale était en train de créer ses propres conditions d'existence, d'un monde interconnecté à l'infini. D'un point de vue culturel et politique, l'attente était qu'internet produise une intelligence collective nouvelle, une sorte de grand Wikipédia collaboratif, grâce à laquelle se reconfigureraient la société civile et le monde politique. L'homo economicus était sans liens, mais il allait trouver avec internet une réponse à la désintégration sociale. Ce n'était qu'une illusion : elle est en train de s'effondrer sous nos yeux. Ce qu'on découvre, c'est la postvérité, l'archipélisation, la croissance appauvrissante. Les réseaux sociaux étaient censés remédier à la solitude sociale, ils l'ont aggravée.

D'où venait cette illusion ?

Les économistes enseignent que la source du progrès est technologique : après le charbon puis l'électricité, la révolution numérique devait, à son tour, apporter d'immenses gains de productivité, créer de nouvelles richesses. Le problème c'est que les technologies ne fabriquent pas seulement du PIB : elles construisent aussi des relations entre les humains. La révolution numérique va beaucoup plus loin en ce domaine que les précédentes révolutions industrielles: elle transforme directement le rapport de l'homme à l'homme. Télachat, télétravail, télémédecine... Tout est fait pour réduire au strict minimum les interactions humaines. Le travail à la chaîne permettait des économies de gestes et de temps de l'homme face à la matière.

Aujourd'hui les économies se font sur la rencontre physique : supprimer le présentiel, c'est faire des économies en déplacements, en locaux et en salaires. On peut rencontrer en un clic autant de personnes qu'on le désire grâce à Tinder, en réduisant au strict minimum le temps de se faire la cour. On peut croire qu'on va s'éduquer sans limite grâce aux MOOCs, les cours en ligne, sans jamais rencontrer de professeurs... Mais le fondement de cette promesse est en réalité un appauvrissement de la relation interpersonnelle, à l'image des services clients des grandes entreprises où il n'y a plus jamais d'humain au bout de la chaîne.

Vous dites que la crise du Covid a bouleversé notre rapport au travail, en instaurant par exemple le goût du télétravail. Cela explique-t-il aujourd'hui la difficulté à recruter dans des domaines aussi «physiques» que l'hôpital et la restauration, ou ce que les Américains appellent la Grande démission ?

Oui je pense profondément que le Big Quit, qui a été lancé par la crise sanitaire, est intimement lié à la révolution numérique. Avec le télétravail, les technologies numériques ont fait découvrir au plus grand nombre un continent nouveau. C'est sans doute la trace la plus profonde que la pandémie laissera sur nos vies, et une révolution bien plus considérable que les 35h. C'est quasiment devenu une exigence : si vous ne donnez pas deux jours de télétravail, vous aurez beaucoup de mal à recruter. Les métiers qui n'offrent pas cette possibilité (les métiers du soin, les chauffeurs routiers, la restauration etc...) deviennent extrêmement difficiles à pourvoir.

Le mal du siècle c'est ce que Durkheim avait appelé l'anomie sociale, c'est-à-dire une forme de solitude sociale qui s'accompagne de la disparition des cadres mentaux qui vous permettent d'interpréter le monde et de comprendre la place que vous y occupez

Daniel Cohen

Cette généralisation du télétravail vous inquiète ?

Je vois bien l'aspiration à plus de liberté, mais je suis préoccupé. Ce qui nous menace, c'est d'aller un cran plus loin dans ce mal produit par la mondialisation des années 1980, à savoir la désinstitutionnalisation du monde. Le télétravail pousse plus loin l'individualisation des destins. Le mal du siècle c'est ce que Durkheim avait appelé l'anomie sociale, c'est-à-dire une forme de solitude sociale qui s'accompagne de la disparition des cadres mentaux qui vous permettent d'interpréter le monde et de comprendre la place que vous y occupez. Jérôme Fouquet et Jean-Laurent Cassely l'ont très bien montré dans «*La France sous nos yeux*» avec la disparition des institutions (cités, syndicats, club de foot...) qui encadraient la vie ouvrière. Or on a besoin de collectifs, de corps intermédiaires... Ce qui me rend optimiste, malgré tout, est que le besoin de faire société est tellement fort qu'il finira par trouver d'autres formes pour s'exprimer.

La révolution numérique est aussi une désillusion économique : on voit bien que la société numérique n'a pas permis de prolonger la société d'abondance... À la fin de l'été, le président de la République a eu une formule remarquée sur la «fin de l'abondance». A-t-il raison ? Le capitalisme est-il à bout de souffle ?

Le terme n'est pas bien choisi. Dire que la société d'abondance s'achève, c'est ne pas voir que pour beaucoup de gens elle était déjà terminée depuis longtemps. Dans les années 1970, quand il y a eu le choc pétrolier, on pouvait parler de la fin de l'abondance : c'était la fin des trente glorieuses, une époque bénie d'un point de vue économique. La croissance était de 5%, ce qui signifiait que tous les 15 ans vous doubliez votre revenu ! C'était un âge d'or au sens littéral du terme, une période d'enrichissement inouï, qui n'a rien de comparable aux trente dernières années. C'est ce que les économistes ont appelé le paradoxe de Solow : on ne voit pas la trace dans la croissance des gains promis par la révolution numérique.

Vous parlez même de croissante appauvrissante...

Oui, appauvrissante en liens sociaux surtout. La révolution numérique a contribué au démantèlement de la société industrielle d'hier. Celle-ci avait le défaut d'être totalement verticale, rigide dans les rapports qu'elle installait entre les groupes sociaux, mais l'avantage de disposer d'une force inclusive

qui a été perdu depuis. Le monde qui s'installe dans les années quatre-vingt est totalement différent. Le rapport qui lie désormais les différents étages de la société est celui du donneur d'ordre au sous-traitant, celui d'une mise en compétition générale. On est passé de la subordination à la compétition. Dans le monde d'hier une même grille de salaire liait le patron au personnel d'entretien en passant par les ouvriers et les ingénieurs. Aujourd'hui, comme dans la chanson de Diane Tell, c'est chacun pour soi.

Tocqueville avait déjà eu une intuition de ce genre, il disait qu'en abolissant les privilèges de quelques-uns, le risque était de mettre en compétition tous les autres. Le plus paradoxal est que les acteurs de cette mise en compétition généralisée que sont les GAFAM, se soustraient à cette compétition puisqu'ils sont en situation de monopole, en haut de la chaîne de valeur.

Votre livre aborde les progrès de l'intelligence artificielle... Comment voyez-vous la répartition du travail entre l'intelligence artificielle et l'intelligence humaine ?

Je pense qu'on est au tout début d'une révolution inouïe. Plusieurs exemples : avec la reconnaissance faciale, vous entrez dans un magasin, vous vous servez, vous sortez sans rencontrer un seul humain. En matière financière, on saura tout de vous, votre carrière, votre santé, vos défauts de paiements : un crédit adapté vous sera automatiquement proposé. Vous ne postulerez plus à un job : les logiciels exploreront les millions de possibilités d'embauche pour vous faire des propositions. C'est déjà en début de mise en œuvre sur LinkedIn.

Je suis moins préoccupé par la question de la destruction d'emplois, car l'histoire a montré que l'emploi se recrée toujours, que par la polarisation aux deux bouts de l'échelle sociale que ce monde pourrait installer : entre d'un côté le livreur à vélo suant pour vous apporter votre colis, et de l'autre l'intelligence créatrice de quelques-uns, qui ne pourra être remplacée par l'intelligence artificielle.

Le paradoxe central de la société numérique, c'est selon vous qu'«elle fait naître une aspiration à la discussion ouverte mais s'avère incapable d'organiser la confrontation nécessaire d'idées contraires». Pourquoi ?

Pourquoi l'agora planétaire rêvée aux débuts d'internet n'a pas eu lieu ? D'abord à cause de ce qu'on appelle le biais de confirmation : quand vous surfez sur internet, vous n'allez pas chercher des informations objectives mais celles qui vont nourrir vos a priori. Vous pensez que la guerre en Ukraine a été voulue par les groupes pétroliers pour s'enrichir ? Vous trouverez des milliers de personnes pour le penser aussi. La révolution numérique a taylorisé non seulement les rapports interpersonnels, mais aussi les esprits. Ensuite à cause d'une compétition acharnée pour attirer l'attention : pour exister dans l'univers ultra-compétitif des réseaux, il faut parler plus haut que les autres, il faut sortir du sens commun, caricaturer... La mise en concurrence des esprits aboutit à la polarisation du monde intellectuel et de la vie politique.

La vie politique maintenant c'est "internet et un chef"

Daniel Cohen

Certes, mais on attribue trop souvent aux réseaux sociaux une polarisation politique qui repose sur des conditions réelles, et qui succède au fait que la politique pendant longtemps a voulu évacuer le conflit dans un centrisme sans alternance...

En effet, la politique a eu tendance dans les années 1980-90 à converger vers le centre, vers l'électeur médian. Cette évolution post-mur de Berlin a provoqué certainement des frustrations. Mais je pense que les réseaux sociaux ont aggravé le mal qu'ils prétendaient résoudre. L'ancienne vie politique, l'ancien clivage droite-gauche avait au moins le mérite d'agrèger des gens venus d'horizons sociaux différents : à gauche c'était l'unité de l'instituteur et de l'ouvrier, à droite celle du bourgeois et du paysan. Chacun de ces deux camps faisait un travail de mise en cohérence d'aspirations différentes. La vie politique maintenant c'est «*internet et un chef*» (Michel Offerlé). Leur capacité de gérer l'hétérogénéité du monde social s'est effondrée. Tout parti qui ferait l'effort de s'ouvrir serait désavoué par sa base.

Vous abordez dans votre livre la question de la crise climatique et notre insensibilité collective à l'effondrement annoncé. Comment imposer la sobriété à l'homo numericus, rivé à l'immédiateté et la consommation ?

On pouvait penser que la révolution numérique était l'outil parfait pour répondre à la grande crise globale du réchauffement climatique. Internet décolle dans les années 1990, le protocole de Kyoto est lancé en 1997 : internet et la lutte contre le réchauffement climatique ont la même histoire, mais ça n'a rien donné. Ce ne sont pas les réseaux sociaux qui ont poussé à agir, ce sont les conséquences bien réelles du réchauffement (canicules, incendies) qui sont en train de le faire. Le problème c'est qu'on a perdu trente ans. La situation est devenue catastrophique, mais ce n'est pas le catastrophisme qui a incité à agir. Nous sommes face à un défi civilisationnel qu'on ne pourra pas gérer sur une boucle WhatsApp. Ce sont les institutions politiques et sociales qui permettront de répondre à cette crise, pas les individus ni les réseaux sociaux.

24 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/pourquoi-l-offensive-des-islamistes-pour-destabiliser-l-ecole-est-le-resultat-de-30-ans-de-lachete-20220923>

«Pourquoi l'offensive des islamistes pour déstabiliser l'école est le résultat de 30 ans de lâcheté»

Par Barbara Lefebvre

Publié hier à 17:07, mis à jour hier à 17:34



«Depuis les années 1990, les politiques, malgré les lanceurs d'alerte, n'ont pas agi alors qu'ils disposaient de puissants leviers.» *FREDERICK FLORIN / AFP*

FIGAROVOX/TRIBUNE - L'hebdomadaire *L'Express* vient de révéler l'existence d'une note des services de l'État évoquant une mobilisation de la sphère islamiste sur les réseaux sociaux, ciblant la laïcité à l'école. Barbara Lefebvre y voit une conséquence logique de l'inaction de l'État pour combattre les partisans de cette idéologie.

Barbara Lefebvre, enseignante et essayiste, est l'auteur de Génération j'ai le droit (éd. Albin Michel, 2018).

Désespérant. Voici bien le seul mot qui convient pour commenter à chaud la note de service du CIPDR (Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation) adressée le 27 août dernier en interne et qui vient de «fuir» dans l'hebdomadaire *L'Express*. Il y est fait état d'une **énième offensive des mouvements fréristes et salafistes pour déstabiliser l'école publique en incitant les élèves, via des réseaux sociaux tels que TikTok et Twitter, à porter des vêtements religieux (hijab en classe ou en sortie scolaire, burkini en cours de natation) ou à imposer un certain nombre de pratiques culturelles au sein des établissements scolaires (prières, jeûne collectif, chantage envers les élèves musulmans '«non conformes»**). Certains médias s'affolent, titrant par exemple avec une fausse naïveté : «École : la laïcité en danger ?», comme si la réponse n'était pas actée depuis la rentrée de 1989 au collège de Creil.

Désespérant pour ceux qui témoignent depuis près de deux décennies de cette offensive islamiste dans l'école publique, symbole de la République laïque à défaut d'être demeurée ce lieu de l'émancipation individuelle (en particulier des classes populaires) par la transmission d'un socle culturel commun de qualité. **Notre école «des compétences et des savoir-faire»** est en phase avec le slogan de la chaîne de malbouffe américaine «*Venez comme vous êtes*»: un progressisme hyper-individualiste qui révèle notre aliénation à tous les standards de la sous-culture consumériste

américaine. Les islamistes l'ont bien analysé et n'ont cessé depuis les années 1990 d'améliorer leur discours, de l'adapter à l'évolution sociétale et aux nouvelles générations.

Ainsi depuis les attentats de 2015, ils ont nettement mis en sourdine la dimension djihadiste violente préférant un discours centré sur l'individu et sa liberté à pratiquer sa religion dans un État de droit. **Le port du hijab, élément central du patriarcat islamique et pierre angulaire de l'islam politique contemporain, est devenu en Occident un signe d'émancipation féministe.** Chapeau les artistes! L'actuelle idylle entre ces barbus talibanisés et nos néo-féministes n'est pas sans rappeler les œillades énamourées de Sartre et Foucault envers l'ayatollah Khomeiny en 1979.

À l'école, ce sont les islamistes qui tiennent la corde. Car eux ne souhaitent pas fonder des écoles hors contrats intégristes où se ghettoïser, ils veulent changer la société française, la fragmenter, l'atomiser de l'intérieur.

Barbara Lefebvre

Répondant à la quête identitaire d'une part de la jeunesse française musulmane – à l'instar d'une large part de la jeunesse – qui ne se reconnaît pas dans la société occidentale liquide du XXI^e siècle, les islamistes leur parlent de fierté, de projet collectif, de racines communes. Ils leur parlent aussi de **l'ennemi** qui entrave leur projet d'une vie conforme aux principes islamiques : **la France laïque, celle qui sépare le politique du religieux, qui distingue le citoyen du croyant, qui considère la femme comme l'égal de l'homme.** Un pays qui a connu le poids étouffant de la religion sur les individus, sur les institutions politiques, sur la culture, et s'en est émancipé avec fracas, dans une forme de longue guerre de libération, ciment de la nation républicaine. On sait que d'autres identitaires «bien français» ont en commun avec les islamistes cette haine de la France, que leurs aïeux appelaient la Gueuse. L'offensive anti-laïque est multiforme, mais à l'école ce sont les islamistes qui tiennent la corde. **Car eux ne souhaitent pas fonder des écoles hors contrats intégristes où se ghettoïser, ils veulent changer la société française, la fragmenter, l'atomiser de l'intérieur. Miner l'école publique, c'est faire exploser la France.** Parce qu'ils connaissent parfaitement son histoire, sa culture, ses imaginaires, leur objectif a toujours été double : s'attaquer à l'école de la République d'une part, à la liberté de la femme d'autre part. Mais, alors que depuis 1989 tout semblait se dérouler sans encombre, ils ont enragé quand la loi de 2004, bien que tardive, a fait obstacle à leur entrisme dans l'école. Le renforcement au fil des années du discours laïque institutionnel a également contribué à ralentir leurs progrès, mais il ne faut pas être naïfs : les actes n'ont suivi que modestement. La note du CIPDR le souligne d'ailleurs : **encore trop d'enseignants préfèrent se taire et laisser faire, quand d'autres encouragent l'entrisme islamiste par bienveillance envers les pseudos «victimes de l'islamophobie d'État».**

Désespérant lorsqu'on a participé en 2002 à un livre collectif d'enseignants sous la direction de Georges Bensoussan dont le titre est aujourd'hui servi à toutes les sauces sans que ceux qui le citent ne l'aient lu: **Les territoires perdus de la République.** Tout ce que dit cette note du CIPDR, tout ce que contenait le rapport Obin de 2004, tout ce qui est relaté dans les rapports parlementaires, les notes de service etc., sans prétention excessive, nous devons l'affirmer: **tout était déjà dans nos témoignages en 2002.** Et si nous demandions une clarification sur l'interdiction des signes religieux ostentatoires à l'école qui est arrivée en 2004, nous proposons **d'autres mesures contre les réseaux islamistes** qui auraient exigé un courage politique qu'aucun exécutif n'a eu à ce jour, par clientélisme électoral, par naïveté, ou par désinvolture.

Lorsque dans les années 2000, nous alertions sur le tapis rouge déroulé à des mouvements comme l'UOIF par les pouvoirs publics, on nous répondait « ce sont des modérés » .

Barbara Lefebvre

Depuis notre livre, la situation n'a cessé d'empirer, dans l'école et hors de l'école. La susceptibilité identitaire n'a jamais été aussi puissante et généralisée dans la société : les faiseurs d'opinion nous répètent que des «catégories» de gens sont exposées à des centaines d'insoutenables petites vexations

quotidiennes. **Les islamistes jouent sur la corde sensible de l'individualisme occidental, éternellement en quête d'une micro-oppression, d'une micro-agression.** Ils le retournent comme un gant pour servir leur objectif d'islamisation de masse des Français musulmans sur le modèle fréro-salafiste. Et gare à celle ou celui qui refuse de se conformer à la norme frériste d'autant que l'aveuglement et le cynisme électoraliste (voire l'intérêt financier) de nos dirigeants politiques, de gauche comme de droite, n'ont cessé depuis trente ans de donner des gages à des personnages issus de la mouvance frériste qu'ils ont laissé paisiblement s'installer à la tête de pratiquement toutes les institutions islamiques françaises, qu'elles gèrent le cultuel ou le culturel. **Ils ont laissé des puissances étrangères, promouvant l'islamisme, investir en France dans le sport, le luxe, l'industrie, etc.** En 2012, François Hollande **mettait en œuvre le «fond banlieue» du Qatar** initié par son prédécesseur Nicolas Sarkozy. Lorsque dans les années 2000, nous alertions sur le tapis rouge déroulé à des mouvements comme l'UOIF par les pouvoirs publics, on nous répondait *«ce sont des modérés»*. Lorsque le CCIF déployait ses activités d'encouragement au séparatisme, il était accueilli dans les cabinets ministériels et auditionné dans les cénacles parlementaires en France et à Bruxelles. Sa dissolution il y a quelques mois n'aura aucun effet, depuis la Belgique il reste actif en France où il a paisiblement tissé pendant des décennies, son puissant réseau.

Lorsqu'en 2022 des notes viennent «révéler» des situations connues et banalisées, on est en droit de se demander s'il y a vraiment un pilote à la tête du paquebot France. À moins qu'il ne s'agisse du Titanic.

Barbara Lefebvre

Depuis les années 1990, les politiques, malgré les lanceurs d'alerte, n'ont pas agi alors qu'ils disposaient de puissants leviers. On exige, en revanche, que les enseignants en première ligne soient au rendez-vous pour gérer la catastrophe annoncée ! Sur ces sujets, comme tant d'autres, les enseignants s'épuisent à vider la mer à la petite cuillère. **En 2010, j'ai bataillé contre une élève et ma hiérarchie pour qu'elle retire son abaya. J'ai refusé de l'accepter dans ma classe quand mes collègues prétendaient ne pas savoir que l'abaya était un signe religieux.** Reçus par la principale du collège embarrassée par ma détermination, les parents l'ont remerciée d'interdire le port de l'abaya à leur fille car ils étaient désespérés par sa soudaine dérive islamiste et avaient besoin du soutien de l'école pour éviter à cette banale quête adolescente de virer au cauchemar. Quelques semaines plus tard, cette élève finissait par quitter le voile noir dont elle s'était couverte du jour au lendemain. De la même façon, **en vingt ans d'enseignement, je n'ai jamais accepté d'adapter mes cours à la pratique religieuse de mes élèves, aussi épuisés soient-ils pendant le mois du Ramadan, je n'ai jamais déplacé une évaluation ou une sortie scolaire.**

Je n'ai jamais craint de leur dire que je n'avais rien à savoir de leurs activités cultuelles, qu'ils devaient les assumer en silence, que l'école de tous n'avait pas à s'ajuster à leur foi qui relevait de l'intime. Dans le même temps, **le principal du collège acceptait que les élèves qui jeûnaient se réunissent – au moment de la demi-pension - dans une salle - à eux seuls réservée - où ces derniers ne se gênaient pas pour prier.** Nous étions dans les années 2000, et je pourrais écrire un livre d'anecdotes de cet acabit. Aussi lorsqu'en 2022 des notes viennent «révéler» des situations connues et banalisées, **on est en droit de se demander s'il y a vraiment un pilote à la tête du paquebot France. À moins qu'il ne s'agisse du Titanic.**

24 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/la-tentation-totalitaire-du-neofeminisme-20220923>

Eugénie Bastié: «La tentation totalitaire du néo-féminisme»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié hier à 20:13, mis à jour hier à 20:56



La députée de la Nupes Sandrine Rousseau à l'Assemblée nationale, le 3 août 2022. ALAIN JOCARD/AFP

ANALYSE - À force d'agréger, sous le nom de luttes contre le patriarcat, les combats dérisoires et les combats essentiels, le risque est de ne plus hiérarchiser les problèmes.

«On vous voit et on ne lâchera pas. Que la manière vous plaise ou... qu'elle ne vous plaise pas» a lâché, elliptique et menaçante l'inénarrable Sandrine Rousseau sur Twitter, à la fin d'un «fil» où elle dénonçait la manière dont les journalistes de «Quotidien» avaient questionné les femmes de La France insoumise sur l'affaire Quatennens. «On vous voit»... Qui est-ce «on»? qui est ce «vous»? Big sister is watching you... La communauté présumée des victimes et le flou accusatoire sont les clés d'un bon prêche.

Évidemment, la gifle de Quatennens n'a rien d'excusable, et les contorsions de La France insoumise à ce sujet contrastent avec leur dogmatisme lorsqu'il s'agissait de réclamer sans ambages la démission de Damien Abad! Bien sûr, les violences conjugales sont un problème dont la politique doit s'emparer. Mais, de la même manière que l'on peut vouloir lutter contre la pauvreté sans être communiste, on peut vouloir lutter pour l'amélioration du sort des femmes sans souscrire à l'idéologie néoféministe qui instrumentalise cette affaire pour imposer son agenda militant. Quelle est cette idéologie? Elle se résume en quatre points: le privé est politique, il existe un continuum entre toutes les violences, il faut croire les femmes, la radicalité est nécessaire pour faire advenir le changement. De beaux principes, mais qui peuvent mener à la spirale de l'épuration.

«Le privé est politique», d'abord. Ce slogan féministe des années 1970 est devenu un programme: la politique de l'intime qui consiste à faire entrer l'État et l'opinion publique dans la sphère familiale et privée. À cet égard aussi bien le communiqué auto-accusatoire publié par Adrien Quatennens sur les réseaux sociaux faisant l'inventaire de ses fautes comme un catholique au confessionnal que le déballage effectué par Sandrine Rousseau sur le divorce conflictuel de Julien Bayou mettent mal à l'aise. Nous commettons tous des choses répréhensibles dans le secret de nos foyers, notre vie intime est traversée par des conflits et si nous nous mettions à les avouer publiquement, jusqu'où cela irait-il? La force de l'État de droit libéral occidental est de tracer une limite entre le privé et le public, le légal et l'illégal.

Le problème des violences sexuelles et sexistes est qu'elles se déploient dans l'intimité, sans témoins, et que le procès oppose souvent une parole à une autre. Pour solutionner ce problème ces féministes ont pris le parti de croire a priori les femmes

Le continuum entre toutes les violences ensuite. **Les néoféministes considèrent que dans une culture patriarcale comme la nôtre (sic) il existe un système de domination liant entre elles toutes les violences symboliques, morales, physiques exercées par les hommes sur les femmes. De la blague sexiste au féminicide en passant par la gifle occasionnelle, il n'y a qu'une différence de degrés.** Le risque, à force d'agréger sous le nom de lutttes contre le patriarcat les combats dérisoires et les combats essentiels est de ne plus hiérarchiser les problèmes: un tweet pour le dégenrage des barbecues, un tweet pour la liberté des femmes iraniennes.

«Femmes on vous croit» . Le problème des violences sexuelles et sexistes est qu'elles se déploient dans l'intimité, sans témoins, et que le procès oppose souvent une parole à une autre. Pour solutionner ce problème ces féministes ont pris le parti de croire a priori les femmes. **Faisant l'économie du système judiciaire, jugé trop lent, elles décident de régler le problème par la voie du tribunal médiatique, immédiat et sans appel, au risque de sacrifier quelques innocents à la cause** (on peut songer à l'emballement autour de la «ligue du LOL»).

C'est qu'on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs: la radicalité est revendiquée comme accoucheuse de l'histoire. *«Si vous pensez que le problème vient de telle ou telle parole féministe plutôt que des personnes qui exercent les violences et du système qui s'en accommode, vous faites partie du problème»* a encore tweeté Sandrine Rousseau. Ces mots comminatoires révèlent le parti pris idéologique de celle qui les tient: **si vous n'êtes pas d'accord avec la radicalité néoféministe, c'est que vous êtes complices du système patriarcal.** L'idéologue woke américaine Robin DiAngelo dit la même chose dans son livre *Fragilité blanche* : **si vous émettez des critiques envers le néo-antiracisme, c'est que vous êtes raciste sans le savoir. Un raisonnement circulaire qui ne laisse aucune place à la contestation, la nuance ou la modération.**

«La révolution n'est pas un dîner de gala» semblent vouloir nous dire les néoféministes. On oublie souvent la suite des propos de Mao: *«Elle ne se fait pas comme une œuvre littéraire, un dessin ou une broderie ; elle ne peut s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité et de délicatesse, ou avec autant de douceur, d'amabilité, de courtoisie, de retenue et de générosité d'âme. La révolution, c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre.»*

Nous voilà prévenus.

24 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/insecurite-nantes-paris-marseille-les-villes-francaises-devissent-dans-le-classement-mondial-des-villes-les-plus-sures-20220923>

Insécurité: Nantes, Paris, Marseille, les villes françaises dévissent dans le classement mondial des villes les plus sûres

Par [S. Saulnier](#) et [FIG Data](#)

Publié hier à 17:34, mis à jour hier à 20:57



Déjà plusieurs fois épinglé pour sa délinquance galopante, Nantes ne cesse de chuter dans les bas-fonds des classements. *Ruaud / Andia.fr*

EXCLUSIF - Aucune des grandes villes françaises encore présentes dans le classement n'est épargnée. La France fait, de plus, pâle figure face aux autres pays européens.

À l'image de la hausse des violences dans les transports en commun, le sentiment d'insécurité des Français ne cesse de progresser au fil des ans. Les touristes qui nous rendent visite partagent malheureusement de plus en plus ce sentiment et dressent un implacable bilan de leur séjour dans nos villes. C'est ce qui ressort du dernier classement mondial réalisé par *Numbeo* basé sur le sentiment de sécurité des visiteurs. Et le moins qu'on puisse dire c'est que le classement des villes françaises n'est pas très flatteur.

Une seule ville française dans le top 200

Sur les 12 villes françaises présentes dans le classement, une seule (Strasbourg) figure parmi les 200 premières sur un total de 453. Pour les 11 autres, c'est la douche froide. Bordeaux et Toulouse se retrouvent respectivement 272^e et 282^e et surnagent avec un indice de sécurité positif tout juste supérieur à 50%. On retrouve Paris à la très peu prestigieuse 350^e place et un peu plus bas encore Marseille à la 388^e. Toutes se situent à bonne distance des villes considérées comme les plus sûres, parmi lesquelles Abou Dabi (EAU), Saint-Sebastien (Espagne), la ville de Québec (Canada) mais aussi de nombreuses villes suisses (Berne, Zurich, Lugano).

La France mauvaise élève en Europe

Contrairement à l'adage - Quand je me regarde je me désole, quand je me compare je me console - la comparaison avec les autres villes européennes n'a rien d'un lot de consolation. Dernier pays européen (parmi ceux comptant au moins 4 villes évaluées), la France se situe au niveau mondial derrière le Mexique ! Elle devance seulement le Brésil et l'Afrique du Sud aux deux dernières places du classement.

Nantes, une trajectoire préoccupante

Un déclassement préoccupant notamment si l'on considère l'évolution dans le temps de ces données. Déjà mal en point dans le précédent classement, les villes françaises empruntent une trajectoire déclinante, là où la plupart des villes européennes réussissent, a minima, à se maintenir.

Nantes se distingue tout particulièrement. La ville a longtemps occupé le haut des classements des grandes villes françaises où il fait bon vivre. Un temps désormais révolu pour la capitale des ducs de Bretagne, désormais abonnée aux faits divers sordides. Elle se fait même dépasser par Marseille, pourtant grande habituée à la dernière place au niveau national.

Méthodologie

L'indice de sécurité se base sur le seul ressenti des voyageurs. Une méthodologie simple et pragmatique qui a le mérite de donner une vision uniforme sans avoir recours à une périlleuse harmonisation des statistiques officielles émanant de chaque pays.

Comment est calculé l'indice de sécurité ?

Les villes du globe sont évaluées en continu par les utilisateurs du site numbeo.com. Ils peuvent donner une note allant de -2 (fort sentiment d'insécurité) à 2 (fort sentiment de sécurité). Les notes sont ramenées de 0 à 100 et une note moyenne est attribuée pour chaque ville disposant de suffisamment d'évaluations. Les classements arrêtés chaque semestre reposent sur les données des 36 derniers mois (ce qui explique notamment la présence de l'Ukraine dans le dernier classement).

24 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/gas-experte-marco-alvera-es-gaebe-genuegend-gas-fuer-europa-18335601.html?premium>

GASEXPORTE ALVERÀ:

„Es gäbe genügend Gas für Europa“

VON [JAN HAUSER](#) UND [TOBIAS PILLER](#)

-AKTUALISIERT AM 23.09.2022-13:40



Gas geben: Minister Habeck hat ein Konsortium mit TES-Geschäftsführer Alverà (rechts) ausgewählt, um in Wilhelmshaven ein schwimmendes LNG-Terminal zu bauen. Bild: EPA

In diesem Jahr gibt Europa 1000 Milliarden Euro zusätzlich für seine Energie aus. Der Gasexperte Marco Alverà hat ein Rezept, wie Europa seine Gasversorgung schnell stabilisieren kann.

Herr Alverà, Sie haben bis vor Kurzem den europäischen Gasmarkt aus einer privilegierten Warte verfolgt, als Konzerngeschäftsführer des größten europäischen Gaspipelinebetreibers SNAM. Wie entwickelt sich die Gasnachfrage in [Europa](#) und in der Welt, mit Blick auf diesen Winter?

Der Höhenflug der Gaspreise fing schon im November 2021 an und damit vor der Invasion in der Ukraine. Damals begann China, große Mengen von Flüssiggas in Tankschiffen (LNG) zu kaufen. Damals waren die Reservelager für Gas leer, wegen Covid war die Förderung schwach, und gleichzeitig war die Nachfrage aus Asien höher als erwartet. China alleine schließt jedes Jahr rund 15 Millionen Haushalte an das Gasnetz an. Aus chinesischer Sicht wird die Lebenserwartung um zwei Jahre verlängert, wenn man in den privaten Häusern die Kohle zum Heizen und Kochen ersetzt. Zudem ist das auch besser für das Klima. Das kräftige Wachstum der Gasnachfrage wird bis etwa 2050 anhalten. China entwickelt oder plant neue LNG-Projekte für 370 Milliarden Kubikmeter Gaskonsum im Jahr – das ist beinahe so viel wie der gesamte Gasverbrauch der EU. Dazu kommen nun noch die Unsicherheiten über russische Liefermengen.

Wird denn überhaupt noch russisches Gas in die [EU](#) geliefert?

Italien etwa erhält immer etwas Gas, das über Pipelines durch die Ukraine geliefert wird.

Wie wird dieser Winter?

Ich befürchte, dass in diesem Winter der Markt enger werden wird. Bisher hat China die Lieferungen an LNG-Gas nach Europa weitergeleitet. Doch China hat wenig Speichermöglichkeiten. Daher werden China und Asien, die bisher große Gewinne mit der Umleitung von LNG-Gas nach Europa gemacht haben, das Gas nicht mehr nach Europa schicken, sondern auf den Märkten Gas kaufen, in Konkurrenz zu Europa. Wenn in Europa der Winter kalt wird, gibt es Spannungen am Markt. In Italien, einem Land mit nicht besonders kaltem Klima, ist an einem außerordentlich kalten Tag der Gasverbrauch 2,5-mal höher als an einem Tag mit warmem Winterklima. In Nordeuropa sind die Verbrauchsschwankungen noch größer.

Gibt die aktuelle Marktlage Gelegenheit für besonders viel Gewinn?

Weil der europäische Gasmarkt nicht reguliert ist, setzt der Preis der teuersten Lieferung den Preis für den gesamten Markt. Wenn jemand also in einem kleinen Gasvorkommen in Deutschland Gas für 10 Euro je Megawattstunde (MWh) produziert, ein anderer aber in den Niederlanden für 250 Euro je MWh kaufen muss, sind die 250 Euro der Preis für den Tag, und der Förderer aus der billigen Quelle kann sein Gas auch für den gleichen Preis verkaufen, mit einem großen Gewinn. In China zum Beispiel ist der Gasmarkt reguliert, und die größtenteils staatlichen Einkäufer müssen sich intern um den Ausgleich ihrer Nachfrage mit ihrem Angebot kümmern. Das bedeutet, dass bei der Lieferung von einem Schiff mit LNG-Gas für 250 Euro je MWh nur diese Lieferung so teuer bezahlt wird, dieser Preis aber nicht das Niveau des Marktpreises bestimmt.

Gibt es in diesem Markt viel Spekulation?

Hohe Preise allein deuten nicht unbedingt auf Spekulation. Im Moment bezweifle ich, dass die Händler viel Freude an Spekulation haben. Es gibt die Unsicherheit über die Gaspolitik in Europa und die gewollte Unvorhersagbarkeit über russische Lieferungen, genauso wie Verträge über Gaspreise in der Zukunft mit hohen Margen oder Verlustrisiken. Der Markt ist eng, und viele energieintensive Unternehmen oder Versorger wollen sich absichern. Weil diese finanziellen Aktivitäten im Moment wenig liquide sind, werden Absicherungen teuer, was zusätzlich die Inflation des Gaspreises treibt.

Was können die Europäer tun, um mittelfristig für ruhigere Stimmung auf dem Gasmarkt zu sorgen?

Drei Schritte sind nötig, und zwar schon lange vor dem Ukraine Konflikt: Erstens braucht Europa einen gemeinsam betriebenen Gaseinkäufer, zweitens braucht es mehr LNG, drittens mehr Speicherkapazitäten.

Was sollte Ihrer Meinung nach ein gemeinsam betriebener Gaseinkäufer tun?

Dieser gemeinsame Einkäufer, für die EU oder für eine Gruppe von EU-Staaten, sollte nicht die bisherigen Marktakteure ersetzen, sondern zusätzlich Gas kaufen, das in zusätzlichen Speichern gelagert wird. Das wäre wie eine Zentralbank für Gas. Das Gas würde gekauft, wenn es verfügbar ist, und am Markt abgegeben, wenn es gebraucht würde. Dieser gemeinsame Einkäufer würde den Großteil der Verluste durch hohe Gaspreise übernehmen, allerdings wären diese Verluste weit geringer als das, was im Moment die Marktmechanismen mit Grenzpreissetzung an Kosten verursachen. Wichtig wäre, dass so ein gemeinsamer Einkäufer auch mit langfristigen Lieferverträgen die Investitionen neuer LNG-Infrastruktur für Europa absichern könnte.

Wo könnte zusätzliches Gas herkommen?

Es gibt genügend Gas in den USA und in Argentinien. Die EU sollte versuchen, mit schnellen Genehmigungsverfahren Infrastrukturen in Argentinien und den USA zu bauen, von denen aus nur nach Europa geliefert wird.

Wie könnte dieses zusätzliche Gas gelagert werden?

Europa ist voller leergepumpter Gasfelder, die für relativ wenig Geld in Lager umgewandelt werden können. Weil der größte Teil des globalen Gasverbrauchs auf dem nördlichen Teil der Erdkugel stattfindet, wo alle gleichzeitig Winter haben, wird der Gasmarkt mehr saisonale Schwankungen erleben. Die Europäer haben aber im Gegensatz zu Asien mehr Lagermöglichkeiten, und ein gemeinsamer Gaseinkäufer der EU könnte dann im Sommer für den folgenden Winter einkaufen.

In einem pessimistischen Szenario: Wie wäre der Preis für den Winter, und wie hoch wäre die Energierechnung für das Jahr 2023?

Gegenwärtig gibt Europa für Gas und Strom – der Strompreis wird auch vom Gas gemacht, das die teuerste Quelle für die Stromgewinnung darstellt – verglichen mit 2021 rund 1000 Milliarden Euro zusätzlich für seine Energie aus. Davon alleine 810 Milliarden Euro zusätzlich für Gas – Europas Gasmarkt umfasst 4500 Terawattstunden oder 4500 Millionen Megawattstunden, wobei eine Megawattstunde etwa 180 Euro teurer wird. Wenn der Winter kalt wird, können Lieferengpässe ein größeres Problem werden als die Preise, und die Preise könnten in den Himmel schießen. In einem warmen Winter könnten die Preise auf dem hohen Niveau bleiben wie jetzt, um für Asien bestimmtes LNG nach Europa umzuleiten.

Können einzelne EU-Staaten im Gasmarkt nationale Strategien verfolgen?

Die Märkte für Gas und Strom sind voll vergemeinschaftet, es gibt also keine Grenzen, und nationale Politik würde nicht funktionieren.

Wie kann Europa schnell russisches Gas aus der Pipeline ersetzen?

Ein gemeinsamer Gaseinkäufer könnte dafür sorgen, dass möglichst schnell mehr Infrastruktur für das Verladen von Gas zum Versand in Richtung Europa gebaut wird. Weil der Markt für LNG-Gas global und liquide ist, wäre es auch im europäischen Interesse, wenn Russland Gaspipelines in Richtung Asien baut oder selbst mehr LNG-Gas verschifft.

Wie hoch wären die Kosten der von Ihnen vorgeschlagenen europäischen Strategie für zusätzliches LNG-Gas?

Einmalige Investitionen von 100 Milliarden Euro für Infrastruktur, die 25 Jahre halten könnte und Europas Klimaziele unterstützen würde, könnten die Europäer einen Großteil der derzeit auflaufenden Zusatzkosten für Energie von 1000 Milliarden Euro jährlich einsparen. Die Privatwirtschaft würde sich schnell für diese Investitionen engagieren, wenn es klare Marktsignale gäbe sowie langfristige Übernahmeverpflichtungen des gemeinsamen EU-Gaseinkäufers.

Brauchen wir auch mehr LNG-Schiffe?

Für jede Station zum Versand von LNG-Gas müssen für jeweils 5 Millionen Tonnen Jahresproduktion an LNG-Gas vier bis fünf zusätzliche Schiffe für den LNG-Transport gebaut werden, und zwar möglichst schnell.

Was wäre der Klimaeffekt, wenn Europa in zusätzliche Kapazitäten für LNG investiert?

Gas ist viel sauberer als Kohle oder Diesel für Kraftwerke. Gas hat eine wichtige Rolle bei der Dekarbonisierung von Asien, damit – wie etwa in den USA geschehen – die Kohlekraftwerke geschlossen werden können. Doch dazu brauchen wir nun global niedrigere Gaspreise, sonst werden überall wieder die Kohlekraftwerke angeworfen.

Wollte man später die Infrastruktur für Gas für nachhaltige Energiequellen nutzen, etwa grünen Wasserstoff oder grünes Gas, müssen dann Rohre und Pipelines neu gebaut werden?

Für grünen Wasserstoff kann man die gleichen Rohre nutzen, es sind aber einige Modifikationen nötig. Wird der grüne Wasserstoff aber mit CO₂ in grünes Gas umgewandelt, funktionieren die Anlagen genauso wie vorher. Wenn also neue Infrastruktur für den Versand von LNG-Gas dort gebaut wird, wo es auch viel Sonne oder Wind gibt wie in den USA oder Argentinien, können diese Einrichtungen später auch genutzt werden, um fossiles Gas durch – mit Sonnen- oder Windenergie produziertes – grünes Methangas zu ersetzen, und das schon in naher Zukunft.

Wie sieht Ihr persönliches Zukunftsprojekt für den Energiemarkt aus?

Persönlich habe ich mich dafür entschieden, die Branche der fossilen Treibstoffe zu verlassen. Als Geschäftsführer und Aktionär der Gesellschaft TES mit Sitz in Brüssel (neben Eon, Unicredit, HSBC, Zodiac Maritim) kümmere ich mich um die Entstehung von Europas größtem Terminal zum Import von Wasserstoff, das wir in Wilhelmshaven bauen. Wir werden den grünen Wasserstoff dann in grünes Gas umwandeln. Europa zahlt heute mehr als 200 Euro je MWh für Gas und bis zu 500 Euro je MWh Strom, und der günstigste Solarstrom kostete zuletzt 10,4 Euro je MWh. Wo wir Wind oder Sonne finden, können wir schon bald Wasserstoff zu 25 Euro je MWh produzieren und nach Europa exportieren.

Die Fragen stellten Jan Hauser und Tobias Piller.

Vom Gasmanager zum Wasserstoffpionier

Der 47 Jahre alte Ökonom Marco Alverà ist Geschäftsführer des in Brüssel ansässigen Unternehmens TES (Tree Energy Solutions), das sich das Ziel gesetzt hat, ein globales Netzwerk für die Lieferung von grünem Wasserstoff aufzubauen. Alverà ist in New York geboren, hat an der London School of Economics Abschlüsse in Wirtschaft und Philosophie gemacht und zunächst bei Goldman Sachs gearbeitet. Er war in leitenden Positionen beim italienischen Energiekonzern ENEL tätig, dann in der Gassparte des in Rom ansässigen Öl- und Gaskonzerns ENI.

Von 2016 bis 2022 war er Konzerngeschäftsführer des börsennotierten Gasnetzbetreibers SNAM. 2021 veröffentlichte er ein Buch über „die Wasserstoffrevolution“ und folgerte, dass Private riesige Investitionen für eine nachhaltige Energieversorgung in der Zukunft finanzieren würden, wenn nur klar wird, dass sehr bald grüner Wasserstoff verfügbar sein wird. tp.

24 septembre (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/russland-expertin-sarah-pagung-ueber-russlands-teilmobilmachung-18335227.html?premium>

PUTINS SCHLACHTPLAN:

Droht eine nukleare Eskalation?

VON [MELANIE MÜHL](#)

-AKTUALISIERT AM 22.09.2022-17:26



Wladimir Putin spricht Klartext Bild: AP

Wladimir Putin hat eine „Teilmobilmachung“ verkündet. Schaut man genau hin, hat die Einberufung zum Krieg keine Grenzen. Die Russland-Expertin Sarah Pagung sagt, warum – und was das für den Westen bedeutet.

Frau Pagung, Sie beschäftigen sich seit Langem mit der Außen- und Sicherheitspolitik [Russlands](#). Was ist Ihnen bei Putins Fernsehansprache, als er die Mobilmachung verkündet hat, aufgefallen?

Auffällig war, dass der erste Teil der Rede dazu gedacht war, der russischen Öffentlichkeit noch einmal sehr deutlich klarzumachen, dass es um einen Krieg zwischen Russland und der NATO beziehungsweise dem Westen geht. Diese Rhetorik sehen wir zwar verstärkt seit Februar, allerdings wird sie gegenüber dem Topos der „Denazifizierung“ und Zerstörung der [Ukraine](#) stärker. Zweitens sprach Putin in seiner Rede zwar von einer Mobilmachung, die wir als Teilmobilisierung bezeichnen: Rekrutiert werden sollen Personen, die in irgendeiner Weise bereits Militärdienst geleistet haben. Sieht man sich das neue Gesetz allerdings an, wird diese Einschränkung dort gar nicht gemacht – es ist von Bürgern die Rede.

Das Narrativ von der „militärischen Spezialoperation“ dürfte damit endgültig passé sein.

Es ist bereits in der vergangenen Woche, nach den militärischen Erfolgen der ukrainischen Armee bei der Gegenoffensive, nach und nach in sich zusammengefallen. Der Begriff „militärische Spezialoperation“ war ja ursprünglich dazu gedacht, dem durchschnittlichen Russen vorzutäuschen, dass er nicht großartig davon betroffen ist und dieser Einsatz sehr schnell vorbei sein wird. Diese Erzählung ist längst nicht mehr haltbar, und das merkt die Bevölkerung in Russland auch, selbst wenn sie sehr einseitige Informationen durch die russischen Medien bekommt. Ich glaube trotzdem, dass die Normalisierung des Begriffs Krieg durchaus Erfolg haben wird. Es ist kein Zufall, dass Putin in seiner Rede einen starken Fokus auf den Krieg mit dem Westen, mit der NATO gelegt hat. Diesen Konflikt redet die russische Führung schon seit sehr langer Zeit herbei. Auf diese Weise kann man den Menschen klarmachen, dass es eine existenzielle Bedrohung für die eigene Bevölkerung gibt, ganz abgesehen davon, dass diese Bedrohung die gesetzliche Bedingung für eine Mobilmachung ist. Ich glaube nicht, dass dieser Begriffswechsel weg von der „Spezialoperation“ hin zu „Krieg“ eine Opposition in der Bevölkerung hervorrufen wird.



„Putin scheint mir in seinen Reden deutlich rachsüchtiger, unnachgiebiger und auch härter geworden zu sein“, sagt Sarah Pagung :Bild: Imago

In den Debatten im russischen Fernsehen fiel in der vergangenen Woche zunehmend das Wort „Krieg“. Waren das Ausnahmen?

Man sah bei diesen Fernsehdebatten lediglich einen kurzen Moment des Nachdenkens, ein Abweichen vom Kreml-Narrativ, weil es schlicht noch keines gab, so kurz nach den ukrainischen Rückeroberungen. Wir sollten uns aber keine Illusionen machen: Dieses offene Denken findet bereits jetzt schon nicht mehr statt. Vielmehr wird klar: Das aggressive, vom Kreml diktierte Narrativ gegen den Westen wird in den Talkshows noch verstärkt. Die Talkshows sind nicht nur eine Art propagandistische Schulung für die russische Bevölkerung, sondern werden auch gezielt genutzt, um an den Westen Signale zu senden – gerade was die Drohung einer nuklearen Eskalation gegenüber den NATO-Staaten angeht.

Für wie wahrscheinlich halten Sie eine nukleare Eskalation?

Eine nukleare Eskalation ist nicht auszuschließen, aber ich lese Putins Drohung als Zeichen seiner militärischen Schwäche. Er versucht den Westen abzuschrecken und ihn davon abzuhalten, weitere und bislang zurückgehaltene Waffen zu liefern, vor allem Kampfpanzer und Präzisionswaffen, die auch russisches Territorium erreichen können. Ich halte Putins Drohung für einen Bluff. Wir sehen keine Anzeichen dafür, dass es irgendwelche Vorbereitungen für einen Einsatz gibt wie das Bewegen nuklearer Sprengköpfe aus den zentralen Silos. Außerdem würde eine solche Eskalation das Risiko für innerelitäre Konflikte erhöhen, woran Putin nicht gelegen sein kann. Und ganz abgesehen davon würde ein Nuklearschlag Putins Probleme in der Ukraine nicht lösen. Russland ist nicht fähig, ukrainisches Territorium zu erobern, zu halten und sinnvoll zu kontrollieren. Und letztlich würde dieser Schritt die Isolation Moskaus, auch gegenüber China, erhöhen. Wir sollten also nicht auf Putins Bluff eingehen, denn das hieße, dass wir uns von autoritären Systemen mit nuklearer Bewaffnung schachmatt setzen lassen.

Was fällt Ihnen noch an Putins Rhetorik auf, wenn Sie die vergangenen knapp sieben Monate Revue passieren lassen?

Ich sehe zwar keine fundamentale neue Entwicklung, aber Putin scheint mir in seinen Reden deutlich rachsüchtiger, unnachgiebiger und auch härter geworden zu sein. Das ist sehr gut in seiner Rede zu Kriegsbeginn am 24. Februar zu sehen, die war geradezu feindselig. Gleichzeitig nehme ich ihn als sehr entrückt wahr. Sie erinnern sich an die gespenstischen Szenen, als Putin an einem langen Tisch saß und mit anderen Staatsoberhäuptern oder den eigenen Ministern geredet hat.

Während die russischen Streitkräfte schwere Niederlagen rund um Charkiw einstecken mussten, hat Putin ein Riesenrad in Moskau eröffnet. Die „Sonne von Moskau“ ist 140 Meter hoch und damit höher als das „London Eye“.

Natürlich ist diese Eröffnung mit den dazugehörigen Bildern kein Zufall. Etwas zynisch könnte man sagen: Brot und Spiele für das Volk. Wir sehen das übrigens auch in anderen Regionen, etwa in Belgorod. Es gibt Berichte über eine höhere Schlagzahl von Volksfesten im Land, die auch alle ein bisschen größer sind als gewohnt. Ich würde das als Versuch interpretieren, dass man die Bevölkerung ablenken und suggerieren möchte: Alles läuft nach Plan, und ihr könnt eine tolle Zeit mit eurer Familie haben.

Zu Beginn des Krieges wurde viel über die Frage spekuliert, wie rational oder irrational Putin handelt. War das eine fehlgeleitete Debatte, die wir bei der jetzigen Mobilmachung vermeiden sollten?

Ja, denn hinter dieser Debatte steht ja die Auffassung, dass es nur eine Form von Rationalität gibt, nach dem Motto: Politiker, die einen Angriffskrieg starten, sind irrational. Aber bringt uns eine Zuschreibung von Rationalität oder Irrationalität in analytischer Hinsicht weiter? Nein. Die Frage lautet doch: Welche Ziele verfolgt jemand wie Putin? Und wie viel ist er bereit, für dieses Ziel zu opfern? Und ganz offensichtlich ist es so, dass die Zerstörung der Ukraine Putins Ziel ist und dass die russische Führung bereit ist, für das Erreichen dieses Zieles schier grenzenlose Opfer in Kauf zu nehmen. Die immer wieder zu hörenden Appelle, die Ukraine solle Verhandlungsbereitschaft signalisieren, kommen mir vor diesem Hintergrund absurd vor. Das Ziel der Zerstörung bietet wenig Raum für Verhandlungen. Trotz der Tatsache, dass Russland seine militärischen Ziele nicht erreicht hat und wahrscheinlich nicht erreichen wird, sehen wir nicht, dass Russland von diesen Zielen ablässt. Putin reagiert nicht mit Verhandlungsbereitschaft, sondern mit Mobilmachung.

Sarah Pagung ist Associate Fellow bei der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik. Sie arbeitet vor allem zu russischer Außen- und Sicherheitspolitik sowie zu Informationspolitik.

24 septembre (FAZ)

https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/belletristik/schelmenmeisterstueck-jan-faktors-neuer-roman-trottel-18299064.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2

JAN FAKTORS ROMAN „TROTTEL“:

Ran an die Gebärmutter der menschlichen Erfahrung

VON KATHARINA TEUTSCH

-AKTUALISIERT AM 23.09.2022-22:06



So kann das jedenfalls nicht bleiben: Prag zwei Jahre vor der „Samtenen Revolution“. Bild: Barbara Klemm

Zehn Jahre hat er daran geschrieben, nun ist der Roman für den Deutschen Buchpreis nominiert: Jan Faktors „Trottel“ ist ein selbstreflexives Schelmenmeisterstück.

Eine der vielen Hängebrücken, über die man beim Rezensieren von Büchern torkeln muss, ohne in den Abgrund aus Floskeln und Maschen zu fallen, ist die Hängebrücke hinein in den Text. Womit fängt man an? Mit einer Kostprobe aus dem Werk? Mit einem später zu begründenden Urteil? Mit einer Anekdote über den Autor? Mit einem originellen Vergleich?

Jan Faktor hat in seinem neuen Buch an die Nöte seiner Rezensenten gedacht. Bereits im Buchdeckel befinden sich „Anregungen und Vorschläge“ für Berufskritiker. Und sie bringen die Sache auf den Punkt. Dass dieser Roman eine Liebeserklärung an die alte, verschlafene DDR sei, aber gleichzeitig voller Abscheu: „Das passt leider nicht wirklich zusammen.“ Dass man den Autor nach der Lektüre seines Romans strafen müsste: „Für jede seiner vielen Fußnoten verdient dieser Mensch einen Stromschlag angemessener Stärke und Spannung.“ Dass das Buch zwar „kenntnisreich geschrieben“ sei und sogar „exzellent recherchiert“, leider aber „teilweise trotzdem voller Schwachsinn“. Viel Verwirrung würden vor allem „die zu Hunderten in den Fußnoten untergebrachten Detailinformationen“ stiften. Ach ja, und ganz wichtig: „Kann es gut gehen, wenn einer ein höchst albernes Buch über den Tod seines eigenen Sohnes zusammenstoppelt? Das Antwortwort heiße eindeutig Nein!“

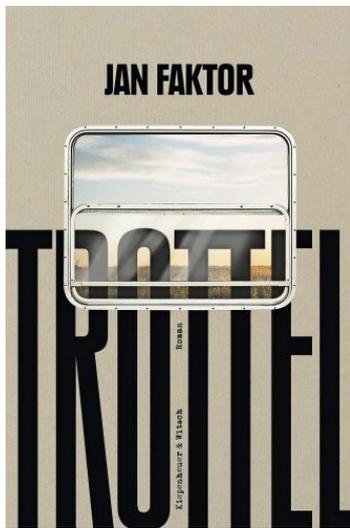
Der Versuch, Verlust auszudrücken

Nun wäre das Urteil gefällt: Der „Trottel“ ist missraten! Das allerdings so grundsätzlich, dass jetzt die eigentliche Arbeit beginnen kann. Die Besprechung eines Romans, für den sich Jan Faktor zwölf Jahre Zeit gelassen hat. 2010 war er mit seinem autobiographischen Schelmenroman über eine Jugend im Prag der Nachkriegszeit für den Deutschen Buchpreis nominiert. „Georgs Sorgen um die Vergangenheit oder im Reich des heiligen Hodensackbimbams von Prag“ war der Titel dieses komischen Werks, das dem literarischen Außenseiter Faktor viel Bewunderung einbrachte. Danach sprengte ein Ereignis das Leben des Autors. Sein Sohn nahm sich mit Anfang dreißig das Leben. „Trottel“ ist der zum Scheitern verurteilte Versuch, einen Ausdruck für diesen Verlust zu finden.

„Zum Scheitern verurteilt“ soll hier kein läppisches Kritikerurteil sein, sondern nur die Unmöglichkeit benennen, für etwas Maßloses ein Maß zu finden, in dem es gewogen und dargestellt werden kann. So mag es den einen oder anderen, vielleicht sogar den Autor selbst, befremden, dass dies ein überaus heiteres Buch geworden ist. Jedenfalls keines, das den Verlust metaphysisch reflektiert und dabei den Schmerz in den Vordergrund stellt. Eher eines, das sich erinnert an das geführte Leben und dessen viele Irrtümer.

Blühende Phantasielandschaften

Indem Jan Faktor von der Geburt, dem Aufwachsen und schließlich dem Krankwerden seines einzigen Sohns schreibt, erzählt er sich selbst im Kontext seines Umfeldes, das er 1978 mit seiner Übersiedlung nach Ostberlin zu seiner späteren Frau, einer Tochter von Christa Wolf, betritt („etwas in mir wollte aus Prag verschwinden, wollte raus aus dieser fauligen, verfilzten, porenverstopften Knödelgeschwulst“) und sogleich ethnographisch erforscht. Dabei ist alles, was er sieht, von gargantuesker Fülle – sogar im notorischen Mangel: blühende Phantasielandschaften. „Die DDR war einfach ein Musterland, sie war glänzend verrottet, tiefst im Stunk eingeräuchert und baggerte sich außerdem den Braunkohl- und Wirsingboden unter den Füßen weg.“



Jan Faktor: „Trottel“. Roman. Kiepenheuer & Witsch, Köln 2020. 397 S., geb. 24,- €. :Bild: Verlag

Zum Glück gibt es den literarischen Prenzlauer Berg, in dem zwar auch alles verrottet ist, aber den Kommune-2-Glamour einer „linken Hölle“ aufweist, wo sich alles versammelt, was abseits der Parteidoktrin denkt: „Aus dem Kreis gefielen mir sowieso die beeindruckend sorgenfrei lebenden Aussteiger am besten – und bei denen war es mir wirklich egal, ob ich sie Kryptoanarchisten, Eurokommunismusapostel oder nur Chaoten nennen wollte.“ Die ausreichende Anwesenheit libertinärer Frauen macht den linken Debattierklub auch zu einer Lebensstilexperimentierbude frei nach dem Motto: „Lieber ran an die Gebärmutter der menschlichen Erfahrung!“ Kurzum: „Für mich bildete der Prenzlauer Berg eindeutig den städtischen Mittelpunkt und hatte in meinen Augen, trotz des hohen Zerfallgrads, etwas Majestätisches. Die darunterliegenden Stadtgebiete wirkten auf mich größtenteils wie unglücklicherweise geerbte, aber de facto aufgegebene Flächenrelikte, die nach der Teilung der Stadt keine besondere Rolle mehr spielten.“

Nicht strukturiert, sondern assoziierend

„Trottel“ ist ein Roman nicht nur mit vielen Fußnoten, meist zu Realien des sozialistischen Alltags, sondern auch mit vielen Gesichtern: Es ist ein Soziogramm der Prenzlauer-Berg-Intelligenzija, ein Ehe- sowie ein Vater-Sohn-Roman. Nebenbei außerdem die äußerst unterhaltsame *talking cure* eines jüdischen Tschechen, der in Ostberlin versucht, sowohl die Häscher seiner Vorfahren („trans-

generationell unterbemittelt“) als auch die bösen Geister des tschechoslowakischen „Panzer-Sozialismus“ loszuwerden. Dieser Tscheche in Deutschland „mit ein bisschen Auschwitzschrecken im Nacken“ kämpft sich nach jahrelanger Schreiblähmung zurück ins Leben. Mit beeindruckendem *élan vital* berichtet er in „Trottel“ auch immer wieder von seinem Sohn, der bereits als Kleinkind mit unheimlichen Ticks wie ruckartigem Lufteinsaugen auffällt und sehr früh aus den Bahnen des „Normalen“ ausschert, was schließlich im Ausbruch einer Psychose mündet.

Bei all dem geht Jan Faktor keineswegs strukturiert vor, sondern folgt einem aus der Psychoanalyse bekannten Assoziationsprinzip, das man als pseudotrottelig bezeichnen könnte und dem Lektor Sorgen bereite, wie wir aus dem Roman selbst erfahren: „Mein Lektor Jan Moritz rät mir, mit dem Kapitel an dieser Stelle Schluss zu machen und vor allem keine weiter oben verwendeten Lexeme wie Mauer, Durchbruch, Seitenflügel, Labyrinth, Dietrich, Rohrleitung, Wanze nochmal aufzugreifen – und schon gar nicht Reizwörter wie Busen, Bauch, Schulter, Nippel, Schenkel, Hügel, Schlitz und so weiter zu verwenden.“

Die DDR wird wiederbelebt und noch einmal begraben

Doch dieser Autor ist unbeirrbar und unbelehrbar sowieso. Natürlich werden alle Fußnoten, Anmerkungen des Lektorats und vermeintlichen Einwände der Kritik entweder direkt in den Text kopiert oder an Ort und Stelle erörtert. So folgt man in mäandrierender Rhythmik den ha-kenschlagenden Exkursen in eine Welt, die heute museal wirkt: entweder nostalgisch verklärt von Dabeigewesenen oder durch Westkolonisation miniaturisiert – jedenfalls kulturell possierlich.

Bei Jan Faktor wird die DDR jener Jahre auf liebevoll ketzerische Weise wiederbelebt und dabei noch einmal begraben: „Technik und Liebe, Zwang und Zärtlichkeit, Didaktik und Kollektivismus, Mangel und Großmut, Infantilisierung und Vulkanisierung, Erwachsenenenerziehungsmaßnahmen und sanfte Schläge auf den Hinterkopf – dies alles bildete im DDR-Alltag eine beeindruckende und von der Allgemeinheit meist auch akzeptierte Einheit.“

„Einer für alle, alle für niemanden“

So ist dieses tragikomische Buch, ganz wie vom Autor prognostiziert, „ein Mund voller schussbereiter Spucke“. Die neue „Filinchen-Heimat“ unseres Tschechen wird in „Trottel“ zum surrealen Sozialismus mit mal menschlichem, mal unmenschlichem Antlitz: „So war es damals im Sozialismus: einer für alle, alle für niemanden und schon gar niemand für das leere Nichts.“

Der Trottel ist bei alledem doch ein proletarischer Bruder des weltliterarisch aufgeplusterten Schelms. Ein Jedermann, dessen Leben von Zufällen und naiven Abenteuern geprägt ist, der zwar immer wieder auf die Füße fällt, aber dabei immer auf den Teppich. Ein Mensch, der keinen Plan verfolgt und dessen Leben deswegen genug Stoff für zehn Romane abwirft. Wie sagte einst die jüdische Großmutter des Erzählers, die mehr als ein Konzentrationslager überlebt hatte, zu ihrem Enkel? „Auch wenn es dir im Leben sonst wie dreckig gehen sollte, merke dir: Aus jeder Kacke lässt sich eine gute Suppe kochen.“

Jan Faktor: „Trottel“. Roman. Kiepenheuer & Witsch, Köln 2020. 397 S., geb. 24,- €.

23 septembre (Le Figaro)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/18/438150-economie-la-france-est-tres-peu-performante>

18 septembre 2022

Économie : la France est très peu performante

Claude Sicard

Dans sa récente déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale Élisabeth Borne a énuméré ses priorités qui sont au nombre de cinq. Mais la réindustrialisation du pays n'y figure pas.



Martin Fisch CC BY 2.0

Telle est la conclusion que l'on peut tirer de la publication par le Bureau des Statistiques de l'ONU d'une étude sur l'évolution des PIB par habitant de divers pays, examinée sur une longue période. Ce n'est d'ailleurs pas surprenant car l'on voit bien que tous les clignotants de l'économie française sont au rouge, et que la dette de la France ne cesse de croître, d'année en année. Et l'on voit les habitants réclamer en permanence une amélioration de leur pouvoir d'achat.

L'observation des données sur le temps long

Pour examiner les performances de l'économie française, nous nous en référerons à des données provenant de sources diverses, concernant l'évolution, dans différents pays, des PIB/capita, des soldes des balances commerciales, et de la productivité horaire, tout cela sur une longue période :

PIB/tête (US dollars courants)

	<u>1980</u>	<u>2000</u>	<u>2017</u>	<u>Multiplicateur</u>
Espagne	6.141	14.556	28.356	4,61
Suisse	18.879	37.937	80.101	4,25
Danemark	13.881	30.734	57.533	4,13
Gd-Bretagne	10.041	27.959	39.758	3,97
Allemagne	12.091	23.929	44.976	3,71
Pays-Bas	13.794	20.148	48.754	3,52
Suède	16.864	29.292	54.043	3,21
France	12.669	22.161	38.415	3,03
Etats Unis	12.436	36.356	60.055	4,83
Israël	6.393	21.990	42.452	6,64

(ONU : Statistics Division)

Comme on le voit sur ce tableau, l'économie française réalise depuis une quarantaine d'années des performances très médiocres, bien inférieures à celles des autres pays européens. Elle crée moins de richesse que ses voisins : le PIB/tête des Français a été multiplié par 3,03 en quarante ans alors que le Danemark l'a multiplié par 4,13 et la Suisse par 4,61. Et un pays comme Israël a fait encore mieux, sans compter les États-Unis.

Il est une autre manière de juger des performances de l'économie française : constater que des pays qui, comme c'était notre cas, enregistraient régulièrement dans les années 1970 un déficit de leur balance commerciale sont parvenus à redresser la situation, alors que la France n'a pas été capable de le faire. C'est ce que montre le tableau ci-dessous :

Solde de la balance commerciale (en % du PIB)

	<u>France</u>	<u>Allemagne</u>	<u>Suisse</u>	<u>Danemark</u>	<u>Pays Bas</u>	<u>Suède</u>
1970	-0,54	-1,48	-0,09	-2,83	-0,16
1980	-1,54	-1,65	-2,09	-0,45	+1,01	-0,98
2000	+1,33	+0,27	+5,61	+6,71	+6,58
2010	-1,29	+5,20	+10,68	+6,95	+8,09
2018	-0,77	+6,77	+12,08	+5,34	+10,69	+3,15

Tous les pays figurant sur ce tableau sont parvenus à redresser la balance de leur commerce extérieur en développant leurs exportations, sauf la France qui non seulement en est toujours à un commerce extérieur déficitaire, mais voit son déficit commercial s'aggraver. En 2021 il était à -3,4 % du PIB, un déficit colossal se situant à un niveau encore jamais enregistré !

Enfin, un autre constat, issu, lui, d'une étude du Conseil d'analyse économique, portant sur l'évolution de la productivité dans différents pays :

Taux de croissance de la productivité horaire (en %)

	<u>1971/79</u>	<u>80/89</u>	<u>90/99</u>	<u>2000/2013</u>
Etats-Unis	1,68	1,39	1,73	1,83
Allemagne	4,11	2,07	2,23	1,18
Suède	1,68	1,20	2,02	1,71
Espagne	4,70	3,40	1,08	1,17
France	4,30	2,85	1,84	1,06

(Patrick Artus : Conseil d'Analyse Economique)

On voit que dans la première période les chiffres de la France étaient très honorables, alors qu'en fin de période ils sont devenus inférieurs à ceux des pays voisins.

Mais que se passe-t-il donc ? Curieusement, les économistes ne paraissent pas s'être penchés sur ce problème, ce qui est difficile à comprendre, cette question étant primordiale pour parvenir à redresser la situation.

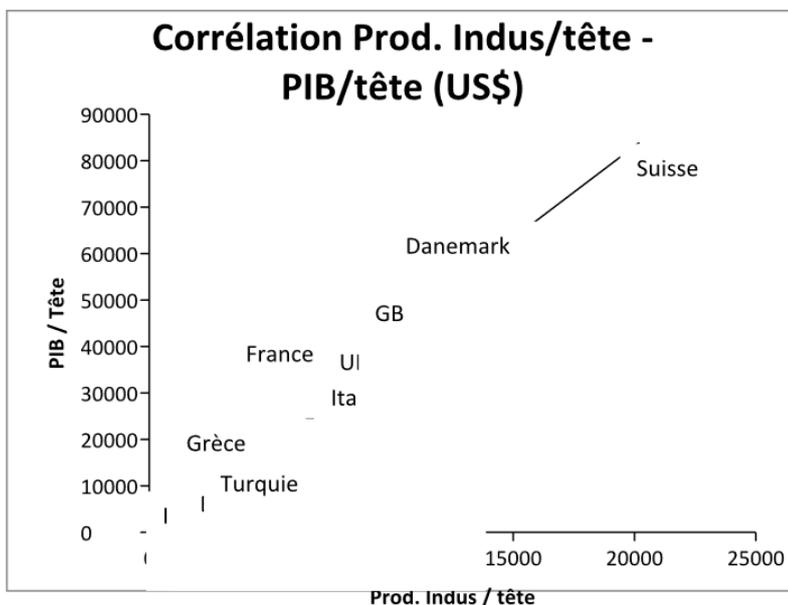
Déclin constant du secteur industriel et appauvrissement du pays

L'industrie joue un rôle clé dans la création de richesse, ce qui est aisé à mettre en évidence en examinant la relation existant, dans différents pays, entre leur production industrielle et le PIB par tête des habitants, le PIB/capita étant l'indicateur qu'utilisent habituellement les économistes pour mesurer la richesse des pays.

C'est ce que montre le graphique ci-dessous où il est pris, en abscisses, pour variable explicative, la production industrielle des pays calculée par habitant (ce qui ne se fait jamais, les économistes raisonnant toujours en pourcentage des PIB) et, en ordonnées, les PIB/capita de ces pays.

Pour ce qui est des données sur la production industrielle, il s'agit des informations fournies par la BIRD qui inclut la construction dans l'industrie, les productions industrielles étant mesurées, ici, en valeur ajoutée selon les données des comptabilités nationales des pays.

Graphique corrélation production industrielle/habitant et PIB/capita



Sur ce graphique on voit qu'avec une production industrielle faible de 6432 dollars par habitant la France dispose d'un PIB/capita de seulement 39 030 dollars ; avec un ratio bien meilleur de 12 279 dollars le PIB/capita de l'Allemagne s'élève à 46 208 dollars ; avec un chiffre record de 22 209 dollars dollars, la Suisse atteint un PIB/capita de 87 097 dollars, le plus élevé d'Europe.

Dépenses publiques croissantes et asphyxie du pays

Le secteur industriel français n'a pas cessé de décliner depuis la fin des Trente glorieuses, ce qui explique le faible niveau de la production industrielle par habitant figurant sur le graphique ci-dessus.

La France est devenue le pays le plus **désindustrialisé** d'Europe, la Grèce exceptée. Son secteur industriel ne contribue plus que pour 10 % seulement à la formation du PIB, alors qu'il devrait s'agir d'un taux d'environ 18 %. À la fin des Trente glorieuses, les effectifs industriels du pays s'élevaient à 6,5 millions de personnes : ils ne sont plus aujourd'hui que de 2,7 millions, alors que l'Allemagne en est à près de 7 millions. Le secteur secondaire a fondu tout au long de ces quarante dernières années, provoquant un appauvrissement relatif régulier du pays.

Sous la poussée des revendications populaires les pouvoirs publics ont été ainsi contraints d'accroître régulièrement leurs **dépenses sociales**.

Celles-ci sont parvenues à un niveau bien supérieur à ce qu'il est partout ailleurs : **33 % du PIB, contre 18,7 % aux États-Unis et 16,7 % en Suisse, la moyenne des pays de l'OCDE se situant à 20 %.**

D'où des dépenses publiques sans cesse en augmentation, et par conséquent des prélèvements obligatoires de plus en plus importants, considérablement plus élevés que dans tous les autres pays de l'OCDE. Nous en sommes ainsi aujourd'hui à 45 % du PIB, contre 34 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ces prélèvements excessifs asphyxient le pays.

Le comble est qu'ils ne sont jamais suffisants ce qui contraint chaque année l'État à recourir à l'emprunt. La France est ainsi parvenue à une dette extérieure qui est devenue supérieure au montant du PIB, et elle continue d'augmenter régulièrement.

Selon Nicolas Dufourcq, directeur de la BPI, interrogé par *La Tribune* après les rencontres économiques d'Aix-en-Provence :

« Le monde syndical/socialo/politique, cette bulle qui gère l'État providence, est devenu keynésien. »

Des pouvoirs publics aveugles ont laissé le pays s'enfoncer

Les raisons expliquant pourquoi nos élites n'ont pas réagi à l'amenuisement régulier du secteur industriel tiennent au fait qu'elles se sont fiées à la loi d'évolution des trois secteurs de l'économie qui leur a été enseignée à Sciences Po et à l'ENA, dans le cadre des travaux de Jean Fourastié relatés en 1949, son fameux ouvrage *Le grand espoir du XXe siècle*.

Une société qui se développe passe obligatoirement du secteur primaire, l'agriculture, au secteur secondaire, l'industrie ; puis ensuite, du secteur secondaire au secteur tertiaire, celui des services, en sorte qu'une société moderne ne serait plus constituée que par des activités relevant des services. Il est donc apparu tout à fait naturel aux dirigeants français que le secteur industriel s'amenuise régulièrement, signe même de la modernisation du pays.

Ils n'ont pas pris en compte que Fourastié avait appréhendé les phénomènes d'évolution des sociétés en termes d'emplois, et non pas de valeur ajoutée.

Il a fallu la crise liée au covid pour qu'ils prennent finalement conscience du problème de la grave désindustrialisation du pays. Même la crise des Gilets jaunes qui avait éclaté en novembre 2018 ne leur a pas ouvert les yeux alors qu'elle était pourtant l'illustration parfaite de toutes les conséquences du phénomène de désindustrialisation du pays. À présent, tous les responsables politiques sont convaincus de la nécessité de procéder à la réindustrialisation de la France. Mais à nouveau nous butons sur leur manque de clairvoyance.

Dans l'article de *La Tribune* cité plus haut, Nicolas Dufourcq nous dit :

« La part de l'industrie est passée de 20 % à 10 % du PIB entre 1995 et 2015. On a perdu la moitié des emplois : comment réussit-on une telle contre-performance ? Il faut que toute la société s'y mette. On a tardé à raconter cette histoire, car on est tous coupables ».

Dans sa récente déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale Élisabeth Borne a énuméré ses priorités qui sont au nombre de cinq.

Mais la réindustrialisation du pays n'y figure pas.

23 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/laurence-de-charette-le-droit-a-la-paresse-de-sandrine-rousseau-va-t-il-l-emporter-sur-le-droit-au-travail-20220922>

«Le droit à la paresse’ de Sandrine Rousseau va-t-il l’emporter sur le ’droit au travail’?»

Par [Laurence de Charette](#)

Publié hier à 20:27, mis à jour hier à 20:27



Laurence de Charette. Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

CHRONIQUE - Avant, la gauche voulait sauver le travail en le partageant ; maintenant, une partie de cette même gauche voudrait l’achever.

«*Le jour, la pêche, et puis le soir... la ronflette, la vraie!*» Dans la peau d’Alexandre Gartempe, paysan beauceron, [Philippe Noiret](#) s’étire avec délectation dans un lit géant, le buste enfoncé dans un amas d’oreillers, entouré d’un attirail suspendu au moyen d’un ingénieux système de poulies accroché au plafond qui place l’indispensable à portée de main de ce partisan du moindre effort: saucisson, ballon de rouge, trompette et partitions accessibles sans même s’extraire de ses draps... Bientôt, «Alexandre le bienheureux» (c’est le titre de ce film d’[Yves Robert](#) qui remporta un franc succès), qui envoie son chien faire ses courses à sa place, fait des émules au village: les uns après les autres, les habitants décident d’aller se coucher. «*Il m’a parlé, j’ai compris, j’arrête, je me couche*», déclare solennellement Pierre Richard, alias Colibert, les yeux brillants, comme touché par une révélation. C’était en 68.

Est-ce frappée à son tour par une illumination du même ordre que [Sandrine Rousseau a exigé un «droit à la paresse»](#), en symétrie au «droit au travail» introduit dans la Déclaration des droits de l’homme de 1848?

Il y a une quinzaine d’années, Corinne Maier, cadre chez EDF, elle aussi, fit un tabac, avec son *Bonjour paresse*, livre cruel et drôle sur les vanités et les absurdités du monde de l’entreprise, cette fois - une sorte de guide du «quiet quitting» avant l’heure qui fut érigé en symbole de la contre-culture de l’autre côté de l’Atlantique par le *New York Times*.

Yves Robert comme Corinne Maier se sont livrés chacun à leur manière, et à deux époques différentes, à des attaques en règle du travail, de joyeux réquisitoires dont le succès populaire a souligné ce qu’ils comportaient de justesse. L’un a célébré avec légèreté «le temps de prendre le temps», et l’autre a brocardé, avec férocité, les dérives des grandes organisations que **le bon sens semble avoir parfois désertées**. Derrière la mise en accusation et la protestation restait toutefois une sorte de communion: la consolation de la dérision - railler, ensemble, notre triste sort...

Nulle trace d’humour, en revanche, chez Sandrine Rousseau - on s’en convainc tous les jours.

À la suite de ses déclarations, la semaine dernière, la gauche a perdu la boussole, ne sachant plus à quel saint se vouer. Rousseau ou Roussel? Prôner l'assistantat ou défendre l'emploi? Le mépris du travail et de ses servitudes n'était-il pas, il n'y a pas si longtemps, le trait que l'on prêtait aux bourgeois, tout engoncés dans leur oisiveté? Où est passée **Arlette Laguiller** («*Travailleuses, travailleurs...*»)?

En réalité, le débat fallacieux sur le «droit à la paresse» a de nouveau souligné **la grande césure de la gauche, le fossé creusé entre ses deux courants irréconciliables, ces deux gauches** théorisées par Manuel Valls.

Avant, la gauche voulait sauver le travail en le partageant ; maintenant, une partie de cette même gauche voudrait l'achever. **Le lien entre travail et revenu tend étrangement à s'estomper**, y compris dans les esprits les plus instruits, si l'on en croit l'abondante littérature économique sur le **revenu universel**, par exemple. Il est permis d'imaginer que le «quoi qu'il en coûte» ait aussi participé à cette opération de dévalorisation... chacun ayant goûté les plaisirs du canapé sans les rappels du banquier.

Mais c'est plus loin dans le passé que Sandrine Rousseau a puisé ses inspirations. Le «droit à la paresse» fut le combat de **Paul Lafargue, gendre de Karl Marx**, franc-maçon, **pour qui le travail est une aliénation imposée par l'alliance «de la tartuferie chrétienne et de l'utilitarisme capitaliste».**

Ce n'est pourtant pas vraiment la «paresse» au sens du repos dont l'Église a fait un péché, mais plus exactement l'«acédie», cette sorte de paresse spirituelle, d'abattement de l'âme qui rappelle les contours de ce que la psychologie nomme **dépression**. Il ne s'agit pas, pour les Pères de l'Église, de condamner la détente ou le loisir, mais d'engager à lutter contre l'abattement - porte ouverte à de plus grandes capitulations de soi-même. Le registre n'est pas celui de la morale, mais de l'accomplissement ; et le moyen n'est pas la victimisation, mais la **responsabilité**.

Erreur de registre, encore, lorsque Sandrine Rousseau voudrait faire mourir le travail, au lieu de lutter contre ce «travail mort» que dénonçait avec tant de profondeur Simone Weil. La philosophe nous a avertis: **«La disqualification du travail est la fin de la civilisation»...**

(...)

23 septembre (NZZ)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/retraites-la-crise-qui-se-profile-incite-a-agir-et-vite-20220922>

Retraites: la crise qui se profile, incite à agir... et vite

Par [Marie-Cécile Renault](#)

Publié hier à 18:07, mis à jour il y a 41 minutes



Le Comité de suivi des retraites (CSR) exhorte le gouvernement à agir vite. 316722986/Richard Villalon - stock.adobe.com

DÉCRYPTAGE - Le président de la République et la première ministre doivent trancher ce week-end sur la marche à suivre.

Les avis d'experts se succèdent et confortent tous le gouvernement à réformer le système de retraites. Après le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) publié le 15 septembre, qui indiquait un creusement des déficits dans les 25 prochaines années, c'est au tour du Comité de suivi des retraites (CSR), cénacle d'experts dépendant de Matignon, d'exhorter le gouvernement à agir. Et vite. Remis jeudi en fin d'après-midi à Élisabeth Borne, l'avis du CSR n'y va pas par quatre chemins.

Peut-être le bilan du COR fait-il preuve d'un «*excès de pessimisme pour 2027-2032*», indique-t-il, mais «*pour le futur immédiat, les évolutions pourraient être plus dégradées que dans ces projections*». Bref, à court terme, la situation pourrait se révéler encore pire que prévu. Et pour cause: le COR a basé ses calculs sur le programme de stabilité envoyé par la France à Bruxelles, qui tablait encore sur une croissance assez significative en 2023.

Or, cette hypothèse a d'ores et déjà été révisée à la baisse, et les économistes tablent sur une croissance très faible voire une nouvelle récession en 2023. Si ces sombres prévisions se confirment, le gouvernement pourrait alors être contraint, comme en 2020, de laisser filer le déficit du système des retraites afin de soutenir l'économie. Et cela, alors même que la hausse des taux rend l'endettement public plus coûteux.

Décision finale ce week-end

Ainsi, «*malgré l'ampleur des réformes passées on est à risque de déséquilibres significatifs à court et moyen terme, qu'amplifierait la poursuite de conditions économiques dégradées*», alerte le CSR, concluant que «*tout cela oblige à reposer la question des voies d'équilibrage du système des retraites*».

De quoi conforter le président de la République et la première ministre, qui doivent trancher ce week-end sur la marche à suivre. Soit réformer les retraites via un amendement dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), qui sera présenté mardi, avant d'être débattu mi-octobre au Parlement. Soit se laisser du temps pour se concerter et présenter un projet de loi au printemps. Outre l'agenda, l'exécutif doit trancher sur les outils à utiliser pour rétablir l'équilibre financier.

Quel que soit le levier retenu, *«aucun des scénarios ne peut être indolore pour l'ensemble de la population»*, prévient le CSR. Difficile d'augmenter encore le taux de cotisations: il atteint déjà le plafond de 28 %, note le CSR, qui rappelle en outre que dans un système contributif *«les droits sont la contrepartie de cotisations dûment identifiées»*. Il serait tout aussi malaisé de vouloir baisser le niveau relatif des pensions en les sous-indexant systématiquement par rapport à l'inflation, car ce mécanisme a déjà *«été beaucoup mobilisé sur la période récente»*, prévient le CSR.

Bref, il ne reste que le levier de l'âge. Soit en relevant l'âge minimal de 62 à 64 ou 65 ans: c'est la mesure la plus efficace financièrement et la plus rapide. Soit en augmentant le nombre de trimestres requis pour le taux plein: cela pénalise moins les plus précaires mais a l'inconvénient d'accentuer la baisse de la pension moyenne. Il est envisageable de panacher ces deux instruments, indique le CSR, mais *«on doit le faire en compensant les effets négatifs du premier sur les populations à plus faible pension qui sont aussi, en général, ceux dont l'espérance de vie est la plus courte et dont les conditions de travail sont les moins propices au maintien dans l'activité»*. Bref l'exécutif devra, s'il relève l'âge de départ, mettre en place des mesures favorisant le maintien en emploi des seniors et la prise en compte de la pénibilité.

23 septembre (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/energiekrise-der-ausweg-ist-eigentlich-klar-ld.1701825>

GASTKOMMENTAR

Ein einziger Weg führt aus der europäischen Energiekrise. Er ist genau wie das Problem selbst: europäisch

Dem Kontinent steht ein harter Winter bevor. Dabei droht Europa den gleichen Fehler zu machen wie eh und je.

Johannes Teysen

23.09.2022, 05.30 Uhr



Kaum ein europäisches Land hat die Lösung für sein jeweiliges Problem selbst in der Hand. Bild einer Gasförderanlage in Groningen, Niederlande. **Jasper Juinen / Bloomberg**

Zur Bewältigung der europäischen Energiekrise ist Solidarität entscheidend. Die Lage ist ungemütlich, die Aussichten für den Winter sind schlecht, und das über den gesamten Kontinent hinweg.

In England will jeder vierte Haushalt wegen Energiearmut im Winter nicht mehr heizen. Deutsche Unternehmen rechnen mit Lieferunterbrechungen bei Erdgas und sehen Gefahren für ganze Lieferketten. Frankreich braucht jede Kilowattstunde aus dem Ausland, damit Wohnungen mit Strom geheizt und Betriebe produzieren können. Auch in der Schweiz fehlen ohne Hilfe aus dem Ausland im Winter Gas und Strom. Man kann diese Liste fast beliebig verlängern.

Die Gemeinsamkeit? Kaum einer hat die Gesamtlösung für sein jeweiliges Problem selbst in der Hand. Es braucht mutige Entscheidungen der umliegenden Länder. Gefragt ist loyales, rücksichtsvolles Tun an allen Orten.

So werden wir es nicht schaffen

Die notwendigen Entscheidungen sind fast immer unpopulär. Die grüne Wählerklientel in Deutschland verteufelt jeden Betrieb eines Kernkraftwerks und fabuliert Hochsicherheitsgefahren herbei. Die von Erdstößen beunruhigten Bürger in der niederländischen Region Groningen wollen das Ende der Erdgasproduktion. Und generell wünschen viele Bürger, von alledem nicht gestört, hingegen aber geschützt zu werden – durch immer neue Subventionen und Vorrangregelungen für private Haushalte. So allerdings werden wir es nicht schaffen.

Von anderen fordern, aber zu Hause keine (politischen) Opfer bringen, das geht nicht mehr. So kann Deutschland nicht Frankreich zum Bau einer neuen Gaspipeline nach Spanien antreiben oder auf höhere Importe von den angrenzenden europäischen Ländern drängen – während das Land daheim auf den befristeten, technisch praktikablen Weiterbetrieb von drei relativ jungen Kernkraftwerken verzichtet.

Bei einem befristeten Weiterbetrieb der drei verbliebenen Anlagen für noch zwei Jahre stünden jährlich fast 4000 Megawatt und über 30 Terawattstunden mitten auf dem Kontinent zur Verfügung. Die können nicht nur in Deutschland nützlich sein, sondern auch die Versorgungslücken bei den Nachbarn schliessen helfen. Vor allem würden sie einen weiteren Preisauftrieb quer durch den Kontinent dämpfen helfen. Die jetzt avisierte Kaltreserve der beiden süddeutschen Blöcke hingegen verfehlt all diese Ziele und betrifft eher politische als energiewirtschaftliche Ziele.

Die Niederlande wiederum sollten sich zur befristeten Verlängerung der Gasförderung durchringen – auch wenn das im Land unpopulär ist. Die grossen Wasserkraftproduzenten Norwegen und Schweiz ihrerseits müssen mit der Flexibilität ihrer Anlagen und den Sommerüberschüssen den Nachbarn aushelfen.

Ehrlichkeit ist unabdingbar

Wenn jedes Land durch die Brille der Nachbarn auf seine Energieentscheidungen schaut und dann mutig handelt, wird Europa besser durch die Krise kommen. Russland und sein erpresserisches Verhalten mit immer neuen Lieferunterbrechungen laufen dann ins Leere. Europa kann und muss jetzt zuoberst auf der Agenda stehen, dann fahren alle Einzelnen besser. Das europäische Modell steht vor seiner vielleicht grössten Bewährungsprobe. Zeitenwende will jetzt gelebt und nicht nur in grossen Reden besprochen werden. Unsere Freiheit und Unabhängigkeit muss auch zu höheren Kosten verteidigt und darf nicht auf dem Altar kurzfristiger Vorteile geopfert werden. Das gelingt nur, wenn die europäischen Länder an einem Strang ziehen.

All das muss in den verschiedenen Ländern und in Europa und mit den Bürgern offen und ehrlich besprochen werden. Zeitenwende braucht eben auch bürgerschaftlichen Aufbruchgeist. Gelingt das, kann die Krise eine grosse Chance für einen wirklichen Neustart in eine sichere, bezahlbare und klimafreundliche Energieversorgung sein.

Johannes Teysen ist ehemaliger Präsident der Eurelectric (europäischer Spitzenverband der Stromwirtschaft) und Verwaltungsratspräsident von Alpiq.

23 septembre (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/etienne-gernelle/gernelle-le-cheque-en-bois-du-siecle-22-09-2022-2490915_782.php

Gernelle – Le chèque en bois du siècle

ÉDITO. La retraite à 60 ans, on en parle depuis cinquante ans. Malgré quelques réformes et un paquet de rapports, cette absurdité trouve toujours un écho...

Par Étienne Gernelle

Publié le 22/09/2022 à 09h00

On a peut-être tort de prendre à la légère les divagations en vogue sur la semaine de quatre jours, ou le « *droit à la paresse* »... **Parfois, au gré des événements politiques, les pires âneries deviennent réalité.**

Il en est une - et une grosse - qui est née il y a cinquante ans, le **27 juin 1972**. Ce jour-là était adopté le Programme commun de la gauche, géniale opération de **François Mitterrand** dont le but était d'annexer en douce le **Parti communiste**. On ne lésina donc pas sur les promesses démagogiques, parmi lesquelles figurait la retraite à 60 ans. Une décennie plus tard, on retrouva cette mesure dans les 110 propositions du candidat Mitterrand, puis dans la loi. **Le plus grand chèque en bois de la V^e République était signé.**

L'absurdité de la retraite à 60 ans était déjà patente, tant elle allait à rebours de la hausse de l'espérance de vie. On aurait donc pu penser que la raison reprendrait le dessus. Dès 1991, le fameux Livre blanc sur les retraites, préfacé par **Michel Rocard**, expliquait d'ailleurs parfaitement les données de l'équation. Mais après ? Le Premier ministre d'alors précisait ceci : « *Une démocratie comme la nôtre doit être capable de débattre à temps de ces problèmes et d'en traiter sereinement.* » Splendide naïveté qui éclaire, au passage, les lacunes de ses talents de politicien...

Faribole. Nous sommes donc en 2022, et malgré un certain nombre de réformes utiles mais insuffisantes, notamment en 1993, en 2003 et en 2010, nous ne sommes toujours pas vraiment revenus sur cette faribole cinquantenaire... **Contrairement au reste de l'Europe, où l'âge de la retraite atteint - ou atteindra - 65, voire 67 ans, la France refuse obstinément de tenir compte des faits.**

Pourtant, depuis le Livre blanc de Rocard, notre pays a produit tant de rapports sur le sujet que l'on pourrait probablement chauffer les ministères pendant tout l'hiver en les enfournant dans les cheminées. « **Rien ne sert de penser, il faut réfléchir avant** », disait Pierre Dac, dont la prescription, en la matière, fut scrupuleusement suivie par les gouvernements des dernières décennies.

Et maintenant ? **Emmanuel Macron**, qui n'est pas venu à bout du problème lors de son premier mandat, retente sa chance lors de son second en essayant de glisser sa réforme dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale... Nul ne sait s'il y parviendra. **Face à lui se dresse, bien sûr, le puissant front lepéno-mélenchoniste, mais, disons-le, le déni de réalité est bien plus large.** Ainsi, la CFDT montre les

limites de son « réformisme », en exigeant que l'on augmente les impôts au préalable. Quant au Medef, il ne brille pas par son courage.

Désespérant ? Oui. D'autant plus que la décrue du chômage - 7,4 % - et les pénuries de main-d'œuvre devraient en principe faciliter l'opération. Il est, par ailleurs, étonnant que personne, ou presque, ne s'empare de cette évidence : à moyen terme, **le pouvoir d'achat n'est pas le fruit du bon vouloir du patronat, ni des subventions accordées à crédit par l'État, mais de la combinaison de la productivité et du temps de travail global.** Si l'on ne peut fixer les prix mondiaux du gaz, **travailler plus est la voie pour préserver notre niveau de vie...**

Alerte. En attendant, la situation se dégrade, à en croire la dernière livraison du Conseil d'orientation des retraites (COR). **En raison du fléchissement de la croissance démographique et de la révision à la baisse - attendue - des hypothèses de productivité, les régimes s'annoncent en déficit à peu près continu les vingt-cinq prochaines années !** Et si la part du PIB consacrée aux retraites semble se stabiliser, c'est parce que le COR persiste à trouver crédible la diminution constante des pensions par rapport aux salaires. **Qui y croit ?** Pour nos finances publiques, l'alerte devient sérieuse, aggravée par la remontée des taux d'intérêt.

La leçon de cette histoire ? Le poids de quelques mots posés à la va-vite sur un morceau de papier il y a cinquante ans par quelques socialistes désireux de séduire plus de démagogues qu'eux - les communistes - n'a toujours pas été contrebalancé par des décennies de rapports détaillés et argumentés. **Plus le mensonge est gros, plus il dure**

23 septembre (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/patrice-cahart-la-prolifération-des-éoliennes-prochain-désastre-après-le-fiasco-du-nucléaire-20220922>

Patrice Cahart: «La prolifération des éoliennes, prochain désastre après le fiasco du nucléaire»

Par PC

Publié hier à 18:17, mis à jour hier à 18:28

TRIBUNE - Le projet de loi destiné à «accélérer les énergies renouvelables» entend supprimer les rares verrous législatifs qui ralentissent encore la multiplication des éoliennes, dont la nocivité est pourtant avérée tant pour les riverains que pour les animaux et les paysages, s'alarme l'inspecteur général des finances honoraire.

Patrice Cahart est ancien élève de l'ENA. Ancien haut fonctionnaire au ministère des Finances. Il est notamment l'auteur de La Peste éolienne (Éditions Hugo & Cie, 2021).

Le gouvernement va déposer fin septembre un projet de loi destiné à «accélérer les énergies renouvelables», c'est-à-dire, pour l'essentiel, l'éolien et le photovoltaïque. Dans sa rédaction actuelle, ce texte souffre de graves défauts.

Pendant quatre ans, les projets éoliens de moins de vingt engins (c'est-à-dire la grande majorité) pourraient être admis sans avoir fait l'objet d'une «évaluation environnementale». Or cet examen des incidences des projets sur l'environnement est l'un des piliers de notre politique écologique. Sans lui, quantité d'installations nuisibles pourraient surgir. Même les écologistes s'émeuvent de cette mesure. Un autre article du projet de loi faciliterait le déboisement pour faire place aux éoliennes et aux capteurs photovoltaïques. La France tournerait ainsi le dos à la politique de reboisement menée depuis Colbert.

Le risque ne doit pas être pris à la légère: un promoteur propose actuellement un projet photovoltaïque de mille hectares dans les pins de Gironde. Nos forêts, puits de carbone, menacés par les incendies, sont plus nécessaires que jamais. Ne leur portons pas atteinte. Les rédacteurs du projet de loi entendent aussi donner la priorité aux projets éoliens sur la protection des espèces. Alors que la biodiversité était considérée, il y a encore quelques semaines, comme un impératif majeur! Ce choix ne pourrait que se traduire par un massacre de chauves-souris et d'oiseaux.

Nos éoliennes terrestres ne fonctionnent qu'à 25% de leur puissance, et nos capteurs photovoltaïques, qu'à 14%

Pour favoriser l'éolien en mer, on ne mènerait plus qu'une enquête publique sur chaque façade maritime. Par exemple, tous les projets nouveaux présentés sur la façade atlantique devraient être examinés ensemble par les riverains et les pêcheurs, lesquels, noyés dans la masse d'informations, ne pourraient se faire une idée en temps utile. Les habitants de l'île d'Oléron viennent, par leurs vives réactions, d'obtenir le rejet vers le large d'un projet nocif qui les menaçait. Avec la mesure proposée, une telle prise de conscience ne serait plus possible.

L'exposé des motifs du projet de loi assure que ces mesures agressives sont nécessaires pour rattraper le «*retard*» de notre pays en matière de renouvelables. Or, le dégagement de carbone étant identifié comme l'ennemi principal, ce n'est pas d'énergies renouvelables dont nous avons besoin, mais d'énergies sans carbone, y compris le nucléaire. La France est, après la Suède, le pays de l'Union européenne dont l'électricité est la moins carbonée. Elle est en avance et non en retard.

D'ailleurs, l'éolien et le photovoltaïque ne sauraient être considérés comme vraiment exempts de carbone, en raison de leur intermittence. Nos éoliennes terrestres ne fonctionnent qu'à 25% de leur puissance, et nos capteurs photovoltaïques, qu'à 14%. Tout cela fait défaut lors des pointes de consommation hivernales de dix-neuf heures, sans soleil et sans vent. Le plus souvent, notre pays passait ces pointes grâce à des importations de courant. Bientôt, elles ne seront plus possibles, car nos voisins sont eux aussi victimes de la crise énergétique. Il n'y aura plus qu'une solution pour compenser la défaillance des «renouvelables»: le recours aux centrales à gaz, polluantes, et consommatrices d'une substance non renouvelable.

Au cas où le gouvernement persisterait dans sa volonté d'accélérer les implantations de « renouvelables », la moindre des choses serait de mettre les proches voisins et les sites culturels à l'abri des excès

Les composants des installations doivent également être pris en compte. Un kilowattheure (kwh) éolien requiert 8 fois plus de béton, 20 fois plus d'aluminium et de cuivre, 26 fois plus d'acier qu'un kwh nucléaire. L'éolien est donc une activité antiécologique.

Ces faits plaident pour une relance du nucléaire, exempt de carbone, utilisateur modéré de métaux, capable de productions beaucoup plus abondantes que celles de ses concurrents, et dont les équipements sont pour l'essentiel produits en France, alors que l'essentiel des éoliennes et des panneaux photovoltaïques provient de l'étranger - notamment de Chine.

Le président de la République a annoncé cette relance du nucléaire en février dernier. Depuis lors, rien de concret n'a été fait. La priorité a été donnée à l'éolien et au photovoltaïque.

On m'objectera la corrosion de tuyaux constatée sur une dizaine de réacteurs en place. Mais leurs principaux éléments, les cuves, sont indemnes, et un tuyau peut se changer. Avec un peu de bonne volonté, ce changement devrait pouvoir intervenir bien avant la mise en service des éoliennes dont les avant-projets débutent actuellement. **Aux États-Unis, six réacteurs ont été autorisés à fonctionner jusqu'à l'âge de 80 ans. Les nôtres** sont de conception similaire. À en juger d'après l'exemple américain, **ils devraient pouvoir vivre encore une quarantaine d'années.**

Pour les projets futurs, l'exemple d'Oléron nous instruit une nouvelle fois: les riverains et les pêcheurs ont obtenu une distance de 35 km qui, néanmoins, semble insuffisante

Pour les éoliennes terrestres, une loi de 2010 a institué une distance minimale de 500 mètres avec les habitations. C'était déjà trop court ; vivre à 500 mètres de grandes éoliennes, c'est l'enfer. Or depuis 2010, la taille des éoliennes en projet a doublé, leur puissance a triplé, l'aire balayée par une pale a quadruplé. Les 500 mètres n'ont toujours pas été révisés! Il y a urgence.

S'agissant de l'éolien fixé en mer, Le Figaro a publié le 3 septembre une photo des engins qui viennent de surgir face à la station balnéaire de Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique). L'horizon marin est dévasté par ces implantations trop proches de la côte (11 km seulement, pour certaines). D'une partie de La Baule, station renommée et mitoyenne de Batz, le spectacle n'est guère plus réjouissant. Cinq autres projets marins, encore en travaux, sont voués à produire eux aussi des catastrophes paysagères. La sagesse devrait conduire à les abandonner.

Pour les projets futurs, l'exemple d'Oléron nous instruit une nouvelle fois: les riverains et les pêcheurs ont obtenu une distance de 35 km qui, néanmoins, semble insuffisante. La loi devrait donc fixer un minimum de 40 km. Cela reviendrait à reporter l'effort de développement sur l'éolien flottant, qu'il est plus facile d'éloigner des côtes. En ce domaine, nous manquons d'expérience, mais le lancement, qui vient d'être décidé, d'un vaste projet d'engins flottants au nord de l'Écosse autorise quelque espoir.

23 septembre (FAZ)

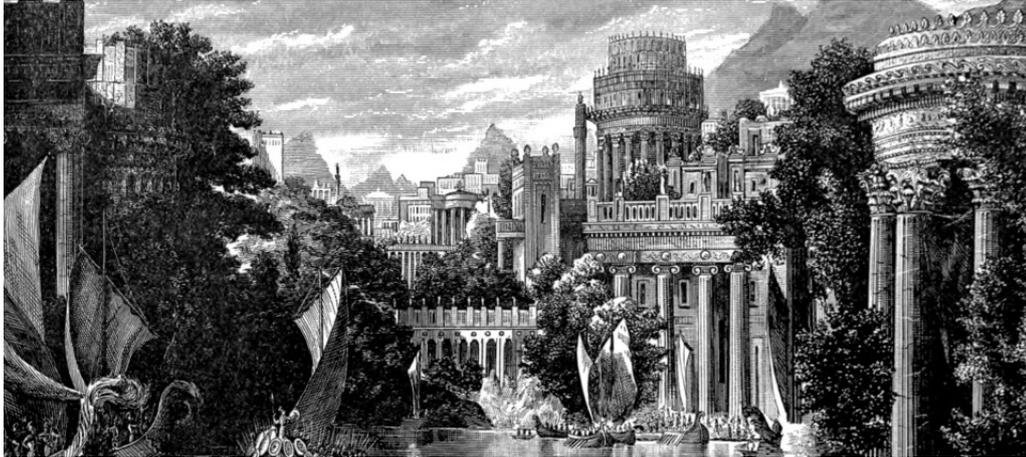
<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/das-vergessene-jubilaem-der-schlacht-von-salamis-18332594.html?premium>

DIE SCHLACHT VON SALAMIS:

Wer wären wir ohne die Griechen?

VON CHRISTIAN MEIER.

-AKTUALISIERT AM 22.09.2022-19:47



Eine üppig blühende und gleichzeitig schon dicht an dicht bauende großstädtische Zivilisation erwartete sie: So stellte sich der Illustrator von Edward Shippens 1883 erschienener Geschichte antiker und moderner Seeschlachten die Rückkehr der Sieger von Salamis vor – als sollte um Athen auf ewig nichts mehr ins Wasser fallen. Bild: akg-images

Hätten die Perser vor 2500 Jahren über die Griechen gesiegt, wäre wohl auch Sokrates nicht dazu gekommen zu untersuchen, wie Menschen eigentlich leben sollten. Ein Gastbeitrag über die Schlacht von Salamis.

Ende September vorigen Jahres hätte Europa ihn feiern können: den 2500. **Jahrestag** jener Schlacht, in der die Athener samt wenigen Verbündeten die Flotte des persischen Weltreichs besiegten. Nachdem im Jahre darauf auch das Landheer geschlagen war, war die Freiheit der Griechen gesichert.

Zehn Jahre zuvor hatte die attische Armee ein kleineres persisches Aufgebot bei Marathon besiegt. Wenn John Stuart Mill von dieser Schlacht meinte, sie sei für die englische Geschichte wichtiger als die bei Hastings, müsste das für die bei Salamis umso mehr gelten. Vielleicht auch für die Geschichte **Europas**? Es wäre eine interessante Frage, warum von diesem Jubiläum kaum Notiz genommen wurde.

Es war etwas ziemlich Absonderliches, was sich in der ersten Hälfte des letzten vorchristlichen Jahrtausends an der **Ägäis** heranzubilden begonnen hatte: die Anfänge einer großen Kultur, welche sich grundlegend von all den Hochkulturen unterschied, von denen wir sonst wissen; von Ägypten und Kleinasien über das Zweistromland, Persien, Indien und China bis Mittelamerika. Übrigens in kleinerem Maßstab auch in Afrika. Überall dort waren es mächtige Monarchien mit großen Beamtenapparaten, zumeist auch einflussreichen Priesterschaften, die das Ganze formten und durchdrangen. Alternativlos.

Sie wollten selbständig bleiben

Die – zum guten Teil um die Wende vom zweiten zum ersten Jahrtausend vor Christus neu eingewanderten – Griechen dagegen organisierten sich nach der Vernichtung der mykenischen Reiche neu in lauter kleinen selbständigen Poleis, und sie wollten dabei bleiben. Zumeist waren sie

Landeigentümer, ihre Siedlungen hatten in der Regel Zugang zur See. So trieben manche von ihnen auch Seeraub und Handel; viele unterhielten ganze Netze von Gastfreundschaften. Sie lebten außer in ihren Poleis in größeren griechischen Zusammenhängen.

Wohl strebten manche nach Herrschaft in ihrer Stadt, doch dauerte die Tyrannis, die sie gründen mochten, kaum je bis in die dritte Generation. Die Kriege, welche sie führten, galten in der Regel mehr dem Prestige, als dass sie Eroberungen zum Ziel gehabt hätten, geschweige denn, dass es zu Ausscheidungskämpfen zwischen den jeweils Mächtigsten gekommen wäre.

Als die Verhältnisse sich differenzierten, als vor allem zahlreiche Bürger verarmten (was vielfach mit dem Erbrecht zusammenhing), nutzte man das kaum, um in der Nachbarschaft Eroberungen zu machen. Vielmehr gründete man in der Ferne, zum Beispiel in Sizilien, zahlreiche neue Poleis. Offensichtlich wollte man – bei allen guten Verbindungen nach außen – politisch unter sich bleiben, in kleinen Verhältnissen relativ groß. Man wollte möglichst Herr seiner selbst sein, vielfach freilich auch reicher und mächtiger als die anderen, mit denen es vielfach zu Kämpfen kam, Verbannungen, ja Bürgerkriege eingeschlossen.



Der Roman „Voyage du jeune Anacharsis en Grèce“ von Jean-Jacques Barthélemy aus dem Jahr 1788 ist ein Dokument der modernen Griechenlandbegeisterung in Form eines Reiseberichts aus der Antike. Eine Karte von Salamis steigerte die Glaubwürdigkeit. :Bild: Picture Alliance

Schließlich gelang im sechsten Jahrhundert das Unwahrscheinliche: Als größere Unruhen zwischen Reich und Arm zunahmen, ließ sich verschiedentlich durch Reformen Abhilfe schaffen. Kluge Männer konnten dazu von einzelnen Städten mit kaum beschränkten Vollmachten ausgestattet werden. Man studierte die Zusammenhänge. Man entwickelte Methoden, um mit den Problemen fertig zu werden. Delphi wurde zu einem Umschlagplatz des Wissens, ein intensives politisches Denken erwuchs.

Die Mobilisierung der Mittelschicht

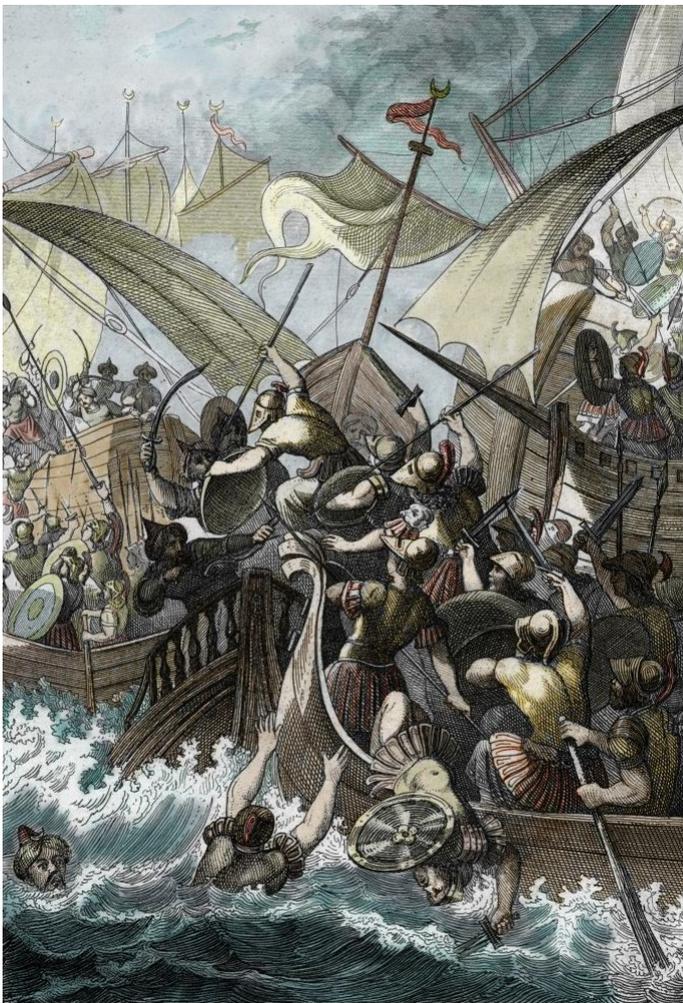
Wichtig war, dass man die Bürger für die Stadt mobilisierte, vor allem die Angehörigen der Mittelschicht, die wenig Interesse an den Machtkämpfen der Adligen, dafür umso mehr am Wohlergehen ihrer Stadt hatten. Der Sinn für Verantwortung musste geweckt, neue Erwartungen und Erwartungserwartungen mussten mobilisiert werden. Eine neue Mentalität musste sich einfurchen. Aus Einwohnern mussten Bürger werden.

Es fragt sich, welche tieferen Gründe hinter dieser Geschichte standen, einer Geschichte, die zunächst vermutlich gar nicht so anders lief als an manchen anderen Stellen der Welt, an denen es auf die Dauer

zur Gründung von monarchisch regierten Reichen oder zur Einordnung in solche Reiche kam. Gewiss begünstigte die Geographie die Abschließung kleiner Gemeinwesen nach außen. Sie hätte aber, wie die Geschichte Mykenes zeigt, auch größere Herrschaften zugelassen. Wichtig war jedenfalls, dass keine Großmacht von außen in den Ägäisraum hineinwirkte.

In Kleinasien war alles nach Osten orientiert. Andererseits, und das mag entscheidend gewesen sein, konnten viele Griechen an den Ostküsten des Mittelmeers, zumal bei den Phöniziern, zahlreiche Erkenntnisse, Künste und Techniken lernen; und das kam keineswegs nur den Herrschenden, sondern vielen von denen zugute, die sich im Mittelmeerraum zu bewegen wussten. Eine ungewöhnliche Konstellation.

Da sich über lange Zeit keine der auswärtigen Mächte für den Ägäisraum sonderlich interessierte, hatten die Griechen Zeit, um ihre Poleis zu stabilisieren, in der breiteren Bürgerschaft zu verankern und wohl auch ein gewisses Selbstbewusstsein zu entfalten. Zusätzlich bildeten sich Wissenschaft, Philosophie und Kunst. Interessanterweise spiegelten sich in den Erkenntnissen, aber auch in den Kunstwerken tiefere Interessen, etwa dasjenige am rechten Maß zwischen den Dingen oder das an einer Welt, welche sich im Gleichgewicht hielt, ohne dass eine einzelne Macht darüber verfügt hätte.



Die Perser stellte man sich im neunzehnten Jahrhundert wie Türken vor. :Bild: Picture Alliance

Als die Griechenstädte an der Ostseite der Ägäis, welche seit der Mitte des sechsten Jahrhunderts unter persischer Herrschaft standen, im Jahre 500 diese Herrschaft abzuschütteln suchten und als **Athen** sich an ihren Aufstand beteiligte, wurde die allmähliche Fortbildung der Poliswelt gestört. Die Perser siegten und brachen auf, um Athen zu bestrafen und bald auch die Griechen auf der Balkanhalbinsel zu unterwerfen.

Die Perser waren tolerant

Hätten die Perser gesiegt, hätten sie aller Wahrscheinlichkeit nach die unter den Griechen herangewachsene Kultur nicht unterdrückt. Das Riesenreich, welches sie beherrschten, von der Ägäis bis an den Indus, von Ägypten bis ans Kaspische Meer, umfasste die verschiedensten Völker. Ohne einige Toleranz hätte man es kaum regieren können. Nur wenn sich einer der persischen Herrschaft nicht fügte (oder wie die Athener einen Aufstand gegen sie unterstützte), gab es kein Pardon. So hätte man Athen vermutlich zerstört und die Athener, sofern man sie hätte überleben lassen, ans Ende der Welt umgesiedelt.

Was immer aber die Griechen in Zukunft hätten entwickeln können, im Falle eines persischen Sieges wären sie nicht in die Lage gekommen, große Politik zu treiben. Der Bund vieler Poleis zur Verteidigung gegen das Weltreich im Osten, aus dem dann eine Herrschaft Athens über die Ägäis erwuchs, wäre nicht geschlossen worden. Die – zudem rasch sich radikalisierte – Demokratie mit all ihrem großen Neuerungspotential hätte sich nicht bilden können. All das Erstaunen, die Fragen, die Nöte, welche sich damit einstellten und – etwa – in Athens Tragödien durchgespielt wurden.

Aber auch die starken Anstöße zu Wissenschaft und Philosophie, das Aufblühen der Sophistik mit all den Problemen, die man so genoss, wie sie beunruhigten, und den vielfältigen Anspornen zur Verbreitung und Vertiefung eines ungeheuren Wissens über die eigene Welt hinaus. Weil nichts mehr ausreichte angesichts des so plötzlichen, so umfassenden und so tiefgreifenden Erlebens von unendlich viel Neuem. Bildhauerkunst, Architektur, Musik blühten wie kaum je wieder. Die Historiographie wurde erfunden und erlangte gleich in ihren frühen Schriften Weltrang.



Salamis beschäftigt auch in Entenhausen die altertumswissenschaftliche Forschung. Die Erwähnung der Schlacht samt Datum ist eine Zutat der deutschen Übersetzerin Erika Fuchs in „Micky Maus“ Nr. 6 von 1966 gegenüber der Originalgeschichte von Carl Barks. :Bild: The Walt Disney Company

Und es wäre wohl auch Sokrates nicht dazu gekommen zu untersuchen, wie Menschen eigentlich leben sollten, die ganze Welt infrage zu ziehen und zu erkennen, dass er nichts wisse. Womit dann der Anstoß zu einer neuen und weit in die Gesellschaft sich verbreitenden Philosophie gegeben war. Man entwickelte ein ungeheures Könnensbewusstsein, was in dieser Breite wohl nirgends sonst bis zum Zeitalter der europäischen Aufklärung möglich gewesen ist. Es animierte zu vielerlei, wozu es sonst wohl nicht gekommen wäre. All dies schloss sich mit der Erinnerung an die Siege der Griechen zu großem Ruhm und großer Anziehungskraft zusammen.

Weitergabe durch die Kirchenväter

Hinzu kam, dass im vierten Jahrhundert der Makedonenkönig Alexander das ganze Perserreich eroberte und die hellenistische Kultur weithin an Raum gewann – bis die Römer sich ihr öffneten und

ihr ganzes Reich sich damit durchdrang. Die christliche Mission war aufgeschlossen genug, und sie hatte genug damit zu tun, in ihrer hellenistisch-römisch geprägten Gesellschaft Fuß zu fassen, sodass die Kirchenväter vieles von alldem aufnahmen, was sich – letztlich im Gefolge des Siegs der Griechen bei Salamis – hatte entfalten können.

Diese Welt ist, wie man weiß, in der Spätantike weitgehend zerstört worden. Doch war sie kräftig und interessant genug, um vielerlei Spuren zu hinterlassen, in Texten, in Kunstwerken, im Oströmischen Reich, auch bei den Arabern, die griechische Philosophie vielfach übersetzten, was dann in Toledo ins Lateinische weiter übertragen wurde. In mehreren Renaissance wurde all das, was überkommen war und zum Teil neu entdeckt wurde, aufgenommen und belebt. Es hat sehr viel dazu beigetragen, dass das mittelalterliche und neuzeitliche Europa so stark, so findig, so unternehmungsfreudig und anspruchsvoll wurde und schließlich weite Teile der Welt in Besitz nahm.

Freilich hatte und hat all das seine Schattenseiten. Die Frauen hatten in der griechischen Politik nichts zu sagen, allenfalls konnten Schauspieler in weiblichen Gewändern in griechischen Komödien ihre Männer verspotten. Sie waren vielfach auch auf der Agora, dem Platz in der Mitte der Stadt, unerwünscht, und schon gar nicht durften sie dem von den Männern zumeist nackt betriebenen Sport beiwohnen.

Und man hatte nicht nur, wie so viele andere Gesellschaften, zahlreiche Sklaven, sondern ein Mann wie Aristoteles hat das sogar philosophisch zu begründen versucht. Schließlich ließen die Griechen verschiedentlich ganze Bürgerschaften über die Klinge springen, während Frauen und Kinder in die Sklaverei verkauft wurden. Heutigen Ansprüchen könnte diese griechische Kultur gewiss nicht genügen. Aber wären diese Ansprüche überhaupt entstanden, wenn es die von den Griechen so stark inspirierte Kultur nicht gegeben hätte und wenn sie nicht eine so lange Geschichte hinter sich hätte?

Christian Meier, geboren 1929, lehrte von 1981 bis 1997 Alte Geschichte an der Universität München. Zuletzt erschien von ihm 2020 in der Reihe der Julius-Wellhausen-Vorlesungen bei De Gruyter der Band „Die unbekannteren Athener“.

22 septembre (Contrepoints)

<https://www.contrepoints.org/2022/09/22/439227-bouclier-tarifaire-et-autres-largesses-du-gouvernement-qui-va-payer>

22 septembre 2022

« Bouclier tarifaire » et autres largesses du gouvernement : qui va payer?

Pierre Allemand

Le « bouclier tarifaire » créé par le gouvernement ajoute annuellement 480 millions d'euros à la dette publique déjà énorme. Par ailleurs, si celle-ci était effacée, les ressources de l'État se trouveraient paradoxalement amputées de presque 30 %.

Le gouvernement doit chaque année résoudre un problème récurrent : le budget.

Il consiste à faire correspondre une liste de dépenses prévues, ordinairement classées dans l'ordre des ministères qui les présentent à l'approbation des parlementaires, avec une liste d'impôts et de taxes. Les gouvernements n'ont en effet aucun autre moyen que ces deux instruments pour se procurer de l'argent.

Depuis plus de 40 ans néanmoins, devant la difficulté d'équilibrer ses comptes, le gouvernement a fait appel au crédit. Comme chacun le sait, celui-ci est un moyen de régler les urgences en empruntant provisoirement sur le marché financier pour rembourser dès que possible. Le problème c'est que le provisoire est progressivement devenu définitif, et que la partie des dépenses non couverte par les recettes est finalement devenue monstrueuse.

Bouclier tarifaire : France-Trésor, le machin magique

Actuellement, une agence spécialisée appelée [France-Trésor](#) emprunte à 10 ans pour rembourser les emprunts antérieurs qui arrivent à échéance.

L'opération, qui est par ailleurs un classique de l'escroquerie financière, s'appelle la [cavalerie bancaire](#). Elle est punie par la loi si elle est pratiquée par des personnes physiques ou morales. Elle est cependant largement pratiquée par certains gouvernements qui n'arrivent pas à ne pas dépenser plus que ce que les impôts et taxes leur rapportent.

France-Trésor se livre donc à un exercice qu'on appelle « faire rouler la dette », c'est-à-dire que ses agents remboursent le principal de la dette arrivant à échéance avec de l'argent provenant d'une nouvelle dette. L'opération est plutôt rentable si les taux d'intérêt sont négatifs ou nuls. Elle ne l'est pas si ceux-ci (re)deviennent positifs.

Le « bouclier tarifaire » ne protège personne.

Devant l'augmentation vertigineuse du prix de l'énergie, le gouvernement français a décidé de payer une partie du prix à la place du consommateur français pour sa consommation d'électricité, de gaz et de carburant. Il appelle cette opération le « [bouclier tarifaire](#) », voulant donner par le choix de ce mot

l'impression que les Français sont protégés par ce dispositif. Il a annoncé que le coût de l'opération avait déjà été de 24 milliards pour environ une année.

24 milliards, ce n'est pas rien. Cela représente 360 euros par Français, pas loin de 1000 euros par famille. Comme le gouvernement n'a pas un kopek pour payer ça, il doit emprunter, actuellement donc à environ 2 % sur 10 ans. En conséquence, il doit payer $24 \times 2 \% = 480$ millions par an, soit 4,8 milliards sur 10 ans et rembourser le principal (24 milliards) à l'échéance. Le « bouclier » s'ajoute donc simplement à la dette publique dont le service est payé par le contribuable. Cela revient simplement pour le contribuable à décaler de quelques années le paiement de l'électricité ou du gaz qu'il consomme, en payant en plus les intérêts. Enfin, pas tout à fait : il paye aussi au passage une partie du prix de l'énergie consommée par d'autres. Et le gouvernement reçoit les remerciements des consommateurs pour sa générosité...

La dette publique : le danger est réel

Ce petit geste de monsieur Macron aidé de madame Borne, destiné à éviter la colère de certains consommateurs qui pourraient imiter les Gilets jaunes qui leur font si peur, est donc créateur d'un alourdissement de la dette publique de 480 millions d'euros par an. La particularité de cet alourdissement est d'être *éternel*, c'est-à-dire qu'il ne s'arrêtera jamais dans les conditions financières actuelles. Pour y mettre fin, il faudrait que le gouvernement dispose de 24 milliards d'euros qu'il ne possède pas, et qu'il les rembourse à son créancier.

Mais il est important de noter que cette charge s'ajoute à une multitude d'autres charges éternelles elles aussi, conséquences de dépenses nouvelles engendrées pendant la période dite du « [quoi qu'il en coûte](#) », et des dépenses de toutes sortes créées et acceptées par les députés depuis que l'on a décidé de dépenser systématiquement plus que ce que les impôts et taxes rapportaient, c'est-à-dire depuis l'année 1978. Le cumul de ces excès de dépenses sur les recettes représente la bagatelle de [2902 milliards d'euros](#) à fin mars 2022 soit environ 43 000 euros par Français. Avec un taux d'intérêt de 2%, ce montant représente une dépense de 58 milliards par an uniquement pour le paiement des intérêts. Mais à cela, s'ajoute ce que, bizarrement, négligent ou ignorent de nombreux commentateurs : le remboursement du principal qui, s'il s'effectue sur 20 ans par exemple, sera d'environ 145 milliards par an.

L'énormité de ces chiffres conduit certains à penser que cette dette ne sera jamais remboursée. La question qui se pose est cependant : quelles seront les conséquences de cette défection ?

Bouclier tarifaire : le risque sciemment ignoré

L'extinction de la dette publique, même décrétée et actée soudainement et sans crise, supposition qui demande un optimisme à mon avis démesuré, conduit à un nouveau problème de taille qui est le suivant.

En cas d'effacement soudain de la dette, (« *Monsieur le créancier, je déclare ne plus rien vous devoir à partir d'aujourd'hui* ») on peut être sûr que les créanciers floués n'accepteront évidemment pas de recommencer immédiatement à prêter. Si plus personne ne veut prêter, les ressources du

gouvernement se trouveront brutalement amputées du montant du trou habituel du budget appelé innocemment *déficit à financer* qui est d'environ **154 milliards** pour l'année 2022.

Sachant que le total des dépenses prévues de la France était pour 2022 de **523 milliards**, le problème à résoudre sera : où rogner sur des dépenses de 523 milliards, sachant que les ressources auraient baissé de 154 milliards, soit presque 30 % du total ? Le problème apparaît tellement dépourvu de solution qu'on peut être certain que le gouvernement ne se mettra jamais volontairement dans une telle situation.

Cependant, on peut aussi redouter que la crise finisse bien par éclater un jour ou l'autre, probablement parce qu'une agence de notation rétrogradera sérieusement la note de la France. Ce jour-là, les taux d'emprunt remonteront brusquement et le gouvernement risque de n'être plus en mesure de faire fonctionner son administration parce qu'il ne pourra plus assurer le salaire de ses fonctionnaires. Et ceux-ci se trouveront évidemment dans la rue. On regrettera alors que leur nombre soit si élevé...

L'humain est ainsi fait qu'il s'habitue aux risques qui grandissent sans bruit, et il les ignore. Au lieu de nous bassiner en permanence avec des risques hypothétiques climatiques ou maritimes, les médias seraient mieux avisés de nous mettre en garde contre les risques réels et immédiats comme celui décrit plus haut...